REVUE
DE
SCIENCE CRIMINELLE
ET DE
DROIT PÉNAL COMPARÉ

publiée sous les auspices du
CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ

avec la collaboration de
L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE et de l'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ
de l'Université de Paris

et avec le concours du
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Remarques
sur certains aspects d'ordre sociologique, juridique
et pédagogique du
Statut des jeunes délinquants
en Europe Occidentale¹

par Jean-Louis COSTA
Directeur au Ministère de la Justice.

Ayant été chargé, par le Département des Questions Sociales de l'Organisation des Nations Unies, de rédiger un rapport documentaire sur le régime applicable aux jeunes délinquants dans les pays que l'on considère en général comme constituant l'Europe Occidentale, il m'a été donné de faire certaines constatations, certaines réflexions, qui sortaient du cadre d'une simple analyse technique. Ces constatations et ces réflexions rejoignaient parfois des préoccupations que l'étude et la mise en œuvre du régime français applicable aux jeunes délinquants m'avaient déjà suggérées.

Messieurs les dirigeants de l'Institut de Droit comparé m'ont fait l'honneur de me demander de vous exposer ce soir, non point l'état du droit dans les pays qui ont fait l'objet de mon rapport à l'O.N.U., mais quelques remarques d'ordre général à propos de ce droit.

Il me semble que ces remarques peuvent être de deux sortes. Géographiquement, si l'on s'en tient à ce que certains ont appelé la péninsule occidentale de l'Europe, on rencontre une extrême variété de pays. Les climats, le relief, les langues, la population, les conceptions politiques et sociales y présentent de multiples aspects. Et pourtant, malgré les différences locales, on découvre des constantes dans le régime des jeunes délinquants en vigueur dans ces divers pays. Elles tiennent sans doute au caractère uni-

1. Conférence faite le 23 janvier 1953 à l'Institut de Droit comparé de l'Université de Paris.

versel du phénomène de la délinquance juvénile, et au fait qu'il n'y a pas tellement de manières d'y porter remède. Ainsi l'accord se fait ou tend à se faire, parfois à l'insu des techniciens eux-mêmes, sur bien des points dont il est intéressant de signaler les principaux, ne serait-ce que pour y trouver une utile confirmation et un encouragement.

Il est aujourd'hui constant que partout, malgré les différences de détail, le droit de la délinquance juvénile évolue de la répression à la rééducation. Partout ce droit se caractérise par une souplesse croissante qui donne aux autorités devenues tutélaires les plus larges pouvoirs d'adaptation du traitement à chaque cas bien individualisé. Partout il est reconnu désormais que le recours indispensable à diverses techniques médicales, psychologiques, pédagogiques et sociales impose le travail d'équipe et la recherche scientifique en quelque sorte permanente, et concomitante avec le traitement de chaque mineur. Partout enfin, cette évolution complexe se caractérise par une rapidité croissante. Le rythme des réformes est de plus en plus accéléré. Il est en grande partie lié au progrès de la recherche, qui lui-même va de plus en plus vite.

Ce qui rapproche les différents pays en matière de délinquance juvénile est donc de première importance. Nous y consacrerons la première partie de cette causerie.

On pourra sans doute bientôt qualifier certaines de ces constantes d'universelles grâce aux recherches entreprises par l'Organisation des Nations Unies dans tous les continents à la fois. Elles sont en tout cas incontestablement au moins européennes. Mais une fois qu'on les a dégagées par l'étude comparée des différents régimes, on s'aperçoit qu'il existe entre certains pays des affinités plus subtiles. A certains égards, on peut parler de sous-groupes, unis par des caractères voisins, par des conceptions communes. Et si certaines des raisons de ces affinités se devinent aisément, d'autres ne sont pas aussi apparentes.

Pour essayer de retrouver ces raisons, on est fatalement amené à faire des rapprochements entre l'état du droit et des institutions propres à la délinquance juvénile, et la situation plus générale des pays ou des groupes de pays Européens.

J'essayerai, dans la deuxième partie de mon exposé, de mettre en lumière quelques-uns de ces rapprochements.

Certes, un pareil propos nous entraînera peut-être dans des voies qui peuvent ne pas nous apparaître de prime abord comme les voies

traditionnelles du droit. Des prolongements vers d'autres disciplines seront plusieurs fois amorcés. Mais il n'est pas indifférent au juriste de rechercher les raisons de la règle de droit. Il n'est pas de loi sans les mœurs. Je n'ai pas à insister davantage sur l'influence du milieu social sur les lois et les institutions.

Encore convient-il de ne point pécher par présomption. Ce que je vais essayer de vous apporter aujourd'hui, dans cette deuxième partie surtout, ce sont tout au plus quelques réflexions, quelques simples remarques, et je m'estimerais bien heureux si ce bref exposé suggérait à des chercheurs plus qualifiés, plus libres de leur temps, des travaux d'approfondissement. Nous allons, si vous le voulez bien, poser quelques poteaux indicateurs, en déplorant de ne pouvoir visiter ensemble les cités dont ils précisent seulement le chemin.

Je dois par avance m'excuser si, pressé par le temps, je me vois contraint d'affirmer souvent, sans pouvoir me référer aux exemples précis qui prouveraient aisément la véracité de mes dires. Je ne pourrai pas davantage discuter certaines exceptions ni démontrer qu'elles ne sont souvent, comme dit le proverbe, qu'une confirmation de la règle. On me pardonnera, je l'espère, de n'apporter ici que des conclusions générales.

La première, l'essentielle constante qui domine toutes les législations européennes en matière de délinquance juvénile, c'est l'assouplissement du droit.

Cet assouplissement se manifeste de bien des manières, à toutes les étapes par lesquelles passe le jeune délinquant entre le moment où il commet l'infraction et celui où, ayant atteint un certain âge, variable selon les pays, il échappe définitivement aux institutions qui l'avaient pris en charge.

En examinant une à une ces étapes, nous verrons que l'assouplissement répond à trois préoccupations essentielles et complémentaires.

La première est le souci de ne conserver des procédures que dans la mesure où celles-ci ont été instituées pour sauvegarder certains droits essentiels de l'enfant ou, à un moindre degré, de sa famille. Tout ce qui vise à l'intimidation, à l'exemplarité, en est au contraire progressivement écarté.

La seconde préoccupation générale est de s'en remettre plus au juge qu'à la loi lorsqu'il s'agit de régler le sort des jeunes délinquants. Les lois de l'espèce sont de plus en plus générales. Elles fixent au juge, ou aux autorités qui en tiennent lieu, un cadre d'action de

plus en plus large, de manière à lui laisser une grande marge d'appréciation personnelle.

Car, et c'est la troisième préoccupation générale, il s'agit d'obtenir, en faveur des jeunes délinquants et de la société (dont les intérêts ne sont pas contradictoires) des décisions toujours plus nuancées, plus individualisées, plus humaines, et de faire appliquer ces décisions par des institutions capables de s'adapter le mieux possible à la diversité des situations particulières. La justice et la rééducation sont de plus en plus « sur mesures ».

La moindre originalité de cet assouplissement général n'est pas de s'être justement manifesté dans une matière juridique d'essence pénale, qui est traditionnellement de droit strict. On pourrait en être surpris, si l'on ne se souvenait que la rigidité du droit pénal a précisément pour objet principal de garantir les droits de l'accusé, et qu'elle peut être assouplie dans l'intérêt de celui-ci.

La conception d'un droit pénal protecteur, et non plus seulement répressif, se généralise d'ailleurs aujourd'hui en maint domaine autre que celui de la délinquance juvénile. Il faut bien dire aussi que les réformes législatives intervenues en matière de minorité pénale ont souvent montré la voie de cette évolution.

Si l'on examine plus en détails les diverses législations européennes, on décèle d'autres constantes, dont la plupart dérivent du souci général d'assouplissement ou en sont l'application à une situation donnée. Ces constantes se manifestent sous forme de préoccupations de méthode, qui elles-mêmes ont leurs répercussions dans la structure légale et les règles de fonctionnement des institutions responsables, dans chaque pays, du sort des jeunes délinquants. Il convient d'examiner les principales de ces constantes, dans les trois phases successives de l'instruction, du jugement et du traitement.

La première phase commence avec la découverte de l'infraction et la recherche de son auteur. Elle comprend donc trois opérations essentielles plus ou moins concomitantes : la détection, la détention, l'observation.

Chacune de ces opérations pose un problème de méthode considéré partout comme essentiel, bien que les solutions pratiques qui y sont apportées n'en soient pas toutes au même degré de perfectionnement et présentent des originalités secondaires.

Tout le monde est d'accord pour estimer qu'il faudrait détecter le jeune délinquant sans le traumatiser, ou tout au moins en le traumatisant le moins possible, qu'il faudrait le détener sans le

retrancher de la société, qu'enfin il faut profiter de cette phase antérieure au jugement pour connaître le jeune délinquant à des fins éducatives.

Tels sont les trois impératifs majeurs qui dominent les efforts plus ou moins audacieux entrepris un peu partout en Europe pour organiser les institutions et assurer leur fonctionnement au cours de la première période de ce qu'on pourrait appeler « la vie du jeune délinquant en tant que tel ».

Il ne faut pas se dissimuler que ces impératifs ne peuvent pas être également satisfaits.

La détection de la délinquance juvénile demeure et demeurera du domaine policier. Lorsqu'une infraction est constatée, son auteur peut n'être pas connu. Et même lorsque l'on sait qu'il s'agit d'un mineur, il n'est pas toujours possible d'éviter son arrestation dans les formes banales. La police générale, les polices spécialisées dans la recherche de certains délits, ne peuvent pas ne pas intervenir, notamment pour la recherche de l'auteur inconnu ou pour le cas de flagrant délit. Ainsi, des traumatismes existeront toujours. Ils sont inséparables le plus souvent de l'accomplissement de l'infraction elle-même. On ne peut espérer les réduire à néant. Mais les règlements nationaux essaient d'en atténuer les effets dangereux, tout en laissant une large place à la notion indispensable du respect de l'autorité.

Pour ce faire, il existe des règlements destinés à fixer aux services de police générale les règles minima qu'ils doivent observer quand ils arrêtent ou transfèrent des mineurs.

En outre, à côté des services généraux, on s'efforce de créer et de développer dans plusieurs pays, mais la plupart du temps dans le cadre local, des services spécialisés, qui ne se confondent pas absolument, comme on a trop tendance à le croire, avec la police féminine.

Enfin, on se préoccupe un peu partout de coordonner — mais ce n'est pas commode, et la question mériterait de longs développements — l'action des services sociaux et celle de la police, en matière de détection précoce qui est la seule pour laquelle l'intervention des services sociaux soit concevable.

Cette matière est en général traitée par voie de circulaires ou de règlements, très rarement par la loi elle-même, et cela se conçoit en raison de l'extrême difficulté d'imposer aux services de détection des règles rigides.

Il n'en est déjà plus de même de la détention préventive, que la plupart des législations veulent exceptionnelle, au moins dans la forme carcérale. Et lorsque cette dernière est inévitable, les textes généraux en fixent les limites et les conditions essentielles d'application : décision motivée pour l'ordonner, séparation du mineur d'avec les détenus adultes ; quelquefois même il est fixé un terme à la durée maxima de cette détention.

La règle communément admise est que lorsque la détention est nécessaire, en raison de la temibilité du mineur (qu'après le Professeur de Greeff nous distinguerons soigneusement de la responsabilité), elle doit être subie dans un établissement spécial, non pénitentiaire, et qui se rattache à la catégorie plus vaste des institutions de rééducation. Dans certains pays, il est même admis que cet établissement peut n'être qu'une partie d'une institution de rééducation. En France, nous aurions plutôt tendance à l'en séparer, pour mieux orienter toute l'activité de la maison sur l'observation. Mais quelle que soit la solution adoptée, le principe d'une détention non pénitentiaire et à fins pré-éducatives est aujourd'hui unanimement admis.

Car la constante la plus importante est le crédit donné par toutes les législations, en des termes souvent identiques, à l'observation du jeune délinquant. Et comment en effet juger et éduquer « sur mesures », si l'on ne prend pas ces « mesures » ?

La question est trop connue aujourd'hui pour qu'il soit nécessaire de la traiter avec les développements que comporterait son importance capitale. J'ai essayé, dans mon rapport, de mettre en évidence ce que l'on peut considérer comme les éléments essentiels, communément admis, d'une théorie de l'observation.

Ceux-ci me paraissent être les suivants :

L'observation doit être générale, c'est-à-dire qu'elle doit être pratiquée aussi bien en cure libre ou en semi-liberté qu'en internat. Elle doit être continue, en ce double sens qu'elle ne saurait se borner à de brefs examens de laboratoire, et qu'elle doit aller, au delà de la phase du jugement, jusqu'à la majorité du mineur. Enfin, elle doit être pratique, c'est-à-dire avoir pour objet, non seulement de poser un diagnostic, mais aussi de formuler un pronostic et de suggérer une formule de traitement. Qu'elle serve aussi à la recherche scientifique proprement dite, c'est fort bien, et c'est même indispensable. Mais sa raison d'être qui prime tout, c'est de permettre l'éducation d'un mineur donné.

Tout le monde est aujourd'hui d'accord sur le fait que les règles ci-dessus ne peuvent être mises en œuvre que par un travail d'équipe difficile à organiser, et que la formation du personnel composant ces équipes pose le plus difficile des problèmes.

Les règles de structure et de fonctionnement édictées en Europe en ce qui concerne la deuxième période, celle du jugement ou de la décision qui en tient lieu, répondent à peu près toutes aux trois préoccupations de méthode suivantes :

— il faut juger le mineur sans le traumatiser, c'est-à-dire assurer l'examen de son cas par un tribunal ou une autorité administrative en limitant le plus possible le choc de la honte et de la crainte, et en évitant en tout cas que cette honte et cette crainte l'endurcissent dans son état d'inadaptation ;

— il faut assurer au mineur une véritable tutelle de l'autorité judiciaire ou administrative, de telle façon que ses progrès ou ses échecs puissent être à tout moment encouragés ou redressés ; autrement dit, l'autorité compétente pour statuer sur le sort du mineur doit participer, de haut mais effectivement, à la rééducation ; elle constitue l'arbitre permanent, indispensable souvent pour départager les techniciens ;

— enfin, il faut que ces autorités, tout en disposant de très larges pouvoirs d'appréciation et d'intervention, soient tout de même obligées de respecter les droits essentiels de l'enfant et de sa famille.

Ceci posé, il faut reconnaître que le type d'organisme choisi par le législateur varie suivant les pays. Mais dans les lois qui les instituent et qui fixent leurs règles de fonctionnement, on retrouve toujours, sous une forme ou sous une autre, les préoccupations ci-dessus. Partout la procédure est graduellement débarrassée de l'appareil de solennité qui caractérise les tribunaux ordinaires, mais il en demeure, même dans les pays scandinaves où existe un système administratif, le minimum reconnu nécessaire dans l'intérêt de l'enfant.

Partout, on s'efforce de mettre ces organismes en mesure de remplir leur mission en les spécialisant et en les dotant de services annexes d'investigations et de liaison.

Si bien qu'à travers ou malgré les différences nationales, on retrouve à peu près partout les mêmes personnages, les mêmes services, assurant des fonctions très comparables et souvent identiques sous des dehors qui pourraient faire croire à des contrariétés irréductibles.

Ces divergences de façade ne se retrouvent même plus quand on aborde l'examen de la troisième période, celle du traitement. Certes, là aussi, il existe des degrés très variables dans l'équipement en hommes et en matériel, et dans le perfectionnement des méthodes. Mais il ne s'agit pas de différences foncières. Les préoccupations de méthode sont pour la plupart les mêmes partout, et il faut sans doute imputer à la pauvreté née de la guerre une grande part des disparités de fait.

La matière est très vaste. Fort heureusement, elle a déjà fait l'objet en France, et dans le cadre précis de la Faculté de Droit et des Instituts qui s'y rattachent, de communications et de travaux trop connus de tous ici pour qu'il ne me soit pas permis de passer vite.

Des Français entendront en tout cas redire, avec, je veux le croire, une certaine satisfaction, que les règles générales de traitement des jeunes délinquants qui se dégagent de l'examen des règlements en vigueur et des pratiques en usage en Europe, sont sensiblement les mêmes que celles qui ont été adoptées chez nous, et dont certaines nous ont été d'ailleurs inspirées par des expériences étrangères antérieures.

Il est d'abord admis que traiter n'est pas punir. Ou plus exactement, que si la punition existe encore dans l'arsenal des mesures possibles, elle doit être exceptionnelle et elle-même orientée vers le relèvement du mineur.

Le fondement du traitement des jeunes délinquants en Europe est l'idée d'éducation. Certes, les objectifs de cette forme d'éducation qu'est la rééducation sont rarement exprimés par des textes. Il faudra aborder ce sujet dans la deuxième partie du présent exposé. Mais la « nature éducative » du traitement apparaît de façon aveuglante partout, de même que l'idée, qui précise déjà quelque peu la première, que ce traitement doit consister en un apprentissage de la vie en société qui sera celle du mineur devenu adulte.

Pour parvenir à ce résultat, qui est le libre et paisible exercice de la vie en société, règlements et pratiques appliquent deux principes de base, règles de méthode inséparables l'une de l'autre, qui sont la progression et la sélection.

On a déjà beaucoup étudié ces deux aspects d'un même problème, et je n'y reviendrai pas, si ce n'est pour insister sur le fait qu'on ne peut les traiter séparément que pour les besoins arbitraires de l'analyse. La sélection dépend de la progression assurée à chaque

mineur quel que soit le degré d'éducabilité auquel il se trouvait au début de son traitement ; mais à son tour la sélection commande la progression, car celle-ci n'est pas possible si les mineurs à rééduquer sont groupés en désordre, au hasard des circonstances de temps et de lieu.

Il s'agit là de problèmes redoutables et inéluctables, auxquels s'attaquent partout les autorités qui réglementent et les éducateurs qui exécutent.

Les bases réglementaires de la sélection sont en général assez vagues. Elles ne se fondent presque jamais sur une classification scientifique des jeunes délinquants. On comprend assez bien cela, quand on sait que beaucoup de tentatives de classification en sont restées au stade du diagnostic, et ne sont pas d'une grande utilité pour le choix d'un traitement déterminé, à l'exception sans doute des traitements purement médicaux. En outre, il existe bien des classifications scientifiques différentes, et en admettant qu'il soit opportun de donner à l'une la consécration du règlement officiel, les autorités responsables n'en sont pas moins obligées d'attendre qu'un accord suffisamment général soit réalisé sur le plan scientifique.

C'est pourquoi les règles édictées se fondent sur des critères plus simples, plus empiriques, tels que le sexe, dans une mesure variable l'âge, les groupes de métiers que l'on peut enseigner dans un même établissement, le degré d'éducabilité à l'arrivée. Il faut toutefois signaler les progrès d'un grand principe de sélection dont les justifications scientifiques et les moyens d'assurer son application rigoureuse sont encore à peine connus, mais qui tend de plus en plus à dominer la matière du traitement, à savoir : la coexistence d'un traitement en cure libre et en internat.

Cette évolution est riche de possibilités. Elle n'est encore qu'à ses débuts. Pour toutes sortes de raisons, je crois qu'elle pourrait bien un jour commander toute organisation rationnelle de traitement.

Les règles de progression que l'on trouve dans les textes sont plus nombreuses que les règles de sélection, mais elles se rattachent elles aussi à quelques idées assez simples à exprimer sinon à mettre en œuvre.

Partout, les textes font à juste titre de l'apprentissage d'un métier le support irremplaçable de la rééducation progressive. Mais partout aussi il est bien marqué que la mission des éducateurs va bien au delà, puisqu'il s'agit, et les règlements le soulignent souvent, de l'apprentissage de la vie en société.

Ainsi la progression est avant tout une progression en profondeur tendant à inculquer au mineur de nouveaux réflexes, un nouveau style de vie.

Quant à l'organisation de la progression dans le temps, elle répond en général aux préoccupations essentielles suivantes :

— permettre le passage de la cure libre à l'internat et inversement, ainsi que le changement d'internat, soit par décision de l'autorité qui a statué la première fois, soit par simple mesure administrative ;

— mais assurer autant que possible au mineur une progression continue. Celle-ci est en général assurée, dans le cadre des internats, par l'affectation à des groupes successifs. Mais dans plusieurs pays, on tend aujourd'hui à donner la préférence à une autre méthode, qui consiste à assurer autant que possible la progression sans changement de groupe. Cette méthode, qui a l'avantage de stabiliser mieux le mineur, n'est d'ailleurs nulle part utilisée à l'état pur. Elle se combine, partout où elle est expérimentée, avec le système de progression de groupe à groupe, que l'on a pu jusqu'ici qualifier de classique ;

— enfin, il n'est plus aujourd'hui discuté, au moins dans les principes, que la post-cure fait partie de la cure, qu'elle n'est que le stade ultime de la progression. Elle n'est en fait organisée que çà et là, mais son intégration désormais admise dans la progression du traitement lui-même devrait provoquer un peu partout de sérieux progrès pratiques dans les années à venir.

Telles sont les constantes essentielles qu'un examen sans parti pris permet de dégager dans les lois et les institutions de la plupart des pays d'Europe Occidentale.

Il n'en faudrait pas pour autant conclure que tous les problèmes sont résolus, et que les différences qui demeurent entre pays ou groupes de pays ne sont qu'accidentelles.

Phénomène essentiellement social, la délinquance juvénile, on l'a souvent montré, a des rapports certains avec la situation matérielle et morale de chaque pays. De même ne peut-on pas chercher de quelle façon le droit des jeunes délinquants dépend de cette situation ? Nous verrons maintenant qu'en abordant l'étude de ce droit sous cet angle, on peut se poser maintes questions. Là encore des rapprochements entre pays seront possibles, car il existe bien des points communs entre les divers milieux nationaux. Mais on rencontre aussi des oppositions moins réductibles, car elles tiennent à des situations locales ou à des positions doctrinales.

Après avoir essayé de poser sous certains de ses aspects le problème des relations du régime des jeunes délinquants avec la situation matérielle des pays (situation démographique, économique et sociale, par exemple), je voudrais aborder, sans esprit de système, la question des rapports qui peuvent exister entre certaines positions doctrinales et les règles de rééducation.

Un classement des pays d'Europe à partir du régime de la délinquance juvénile qui y est applicable permet de distinguer deux subdivisions principales : d'un côté le groupe des pays scandinaves, où existe un système de protection administrative, de l'autre le groupe très hétérogène des autres pays, où existe un système de protection judiciaire.

Le premier groupe, très homogène comporte environ 19 millions d'habitants, répartis sur un très vaste territoire. A l'exception du Danemark, la densité de population y est de loin la plus faible d'Europe. De même, le pourcentage d'illettrés y est très bas. L'unité de base pour le traitement des jeunes délinquants y est la commune, c'est-à-dire la plus petite agglomération concevable. Le régime y est donc très décentralisé, et l'enfant délinquant, qui peut toujours être traduit devant les tribunaux ordinaires, y est en général plutôt considéré comme un cas particulier dans le groupe plus vaste des enfants en danger physique ou moral.

Le groupe des autres pays représente une population globale d'environ 330 millions d'habitants. Il est très disparate mais on peut y distinguer quelques grandes subdivisions.

Le groupe des pays qui s'y recommandent du marxisme et qui fondent aujourd'hui leur système de rééducation sur des bases idéologiques, comprend des nations dont les densités de population sont moyennes, mais où le nombre des illettrés est très variable d'un pays à l'autre. Il est difficile d'en tirer des conclusions valables, car la structure politique est ici l'élément dominant, qui tend à masquer les différences locales.

Le Royaume-Uni constitue à lui seul un groupe à part, où l'insularité a maintenu de très anciennes traditions unies à un constant souci de progrès et un ardent désir de justice. Les institutions y ont un caractère très original, surtout sur le plan judiciaire. Les analogies avec les pays du Continent les plus voisins y sont nombreuses, et les évolutions s'y poursuivent dans des directions semblables, mais dans cette contrée à forte densité de population et où le pourcentage d'illettrés est faible s'établit dans une certaine mesure un

compromis entre le système judiciaire et le système administratif. Les tribunaux y demeurent très formalistes, plus formalistes en général que sur le Continent, mais les enfants, une fois confiés à l'administration, dépendent très largement de celle-ci, et bien des traits du système scandinave pourraient être rapprochés de traits semblables du système anglo-saxon.

Reste le groupe d'Europe Continentale Ouest. Il est loin d'être homogène. Il groupe des nations dont la densité de population est en général assez forte, mais varie tout de même de 56 (Espagne) à 283 (Belgique). Le pourcentage des illettrés y est très variable. Il faut bien dire aussi que l'évolution du droit de l'enfance n'y est pas partout au même niveau. Dans la mesure même où les lois et règlements peuvent à la rigueur y être considérés, du point de vue de leur contenu formel, comme à peu près comparables, les différences d'application y sont encore très notables.

Historiquement, à l'exception de l'Espagne et de la Suisse, ces pays ont subi la redoutable ponction démographique de la guerre, et la plupart en sont même à leur seconde guerre en cinquante ans. Ce fait ne doit pas être perdu de vue, car, s'il a provoqué un accroissement considérable de la délinquance juvénile, il a également et par voie de conséquence accéléré le mouvement de réformes qui, parti de l'ancienne conception pénale et pénitentiaire dont le Code pénal français de 1810 a dans beaucoup de pays été l'instrument de diffusion, aboutit aujourd'hui à peu près partout à la conception préventive et protectrice. Dans le droit nouveau de l'enfance délinquante ou en danger, la place des préoccupations humanitaires est considérable. Mais il ne faut pas négliger celle qu'occupe tout à côté le désir de reconstituer ou tout au moins de préserver un « capital humain » devenu d'autant plus précieux que les saignées de la guerre l'ont plus sensiblement affecté en quantité et en qualité. Lorsque la vie a été trop méprisée, c'est alors que sa valeur devient plus évidente, et pas seulement d'un point de vue abstrait, mais aussi par rapport au potentiel économique et social d'une nation. Pour se convaincre que cette préoccupation existe, il suffit d'évoquer le succès que rencontre toujours l'argument, souvent employé, qui justifie les dépenses de rééducation par le résultat obtenu, à savoir la transformation d'individus nuisibles et coûteux en citoyens efficaces et productifs. Empêcher de nuire n'est plus un objectif suffisant. Ce n'est pas suffisamment rentable. Il faut aussi réintégrer dans le circuit économique tous les éléments sains de la

population pénale, et en particulier ces éléments plus aisément récupérables que sont les jeunes délinquants. A côté des justifications morales de la rééducation, il y a les justifications utilitaires, devenues d'autant plus apparentes, plus aisément concevables, que l'équilibre démographique a été plus brutalement compromis.

La guerre n'a d'ailleurs fait qu'accentuer un déséquilibre qui trouve son origine dans des causes plus durables. L'augmentation de la longévité moyenne met un peu partout à la charge de la population active un nombre croissant de vieillards. Or cette population active est précisément celle qui a été le plus éprouvée par la guerre, et elle est encore loin d'avoir retrouvé une ampleur suffisante malgré l'augmentation de la natalité et la diminution de la mortalité infantile. Ainsi tout concourt à faire désirer un accroissement quantitatif et une amélioration qualitative de cette population active dont la tâche s'alourdit chaque jour. On peut sans paradoxe soutenir que la recherche d'un optimum quantitatif et qualitatif de population conduit inéluctablement, dans les pays étudiés, à l'élaboration d'un droit protecteur de la délinquance juvénile et d'un système pratique de rééducation.

Le mouvement des populations de la campagne vers les centres urbains a également une influence sur le régime des mineurs délinquants en Europe Occidentale. Alors qu'au siècle dernier la rééducation était fondée sur l'apprentissage d'une profession agricole, considéré comme pouvant convenir au plus grand nombre, sinon à la totalité des jeunes délinquants, aujourd'hui les espoirs les plus solides sont placés dans l'apprentissage des métiers dits « industriels », ou tout au moins artisanaux. Plus de 75 % des jeunes délinquants sont maintenant originaires des agglomérations urbaines, dont on sait bien qu'il serait vain d'essayer de les détourner. Les tentatives pour les fixer à la campagne ont trop souvent échoué en effet, et c'est pourquoi tout en réservant encore une place raisonnable à l'apprentissage agricole pour les jeunes ruraux dont le nombre reste appréciable, on entreprend un peu partout d'adapter les mineurs délinquants à la vie urbaine, plutôt que de les y soustraire. Cette conséquence certaine, bien que lointaine, de l'exode rural, se fait évidemment surtout sentir dans les pays où l'industrialisation a été la plus importante. Elle explique partiellement la défaveur croissante du placement à la campagne dans ces pays.

L'influence des phénomènes démographiques sur le régime des jeunes délinquants est donc loin d'être négligeable. On en pourrait

citer d'autres exemples dont l'étude devrait être faite dans le cadre d'un traité de sociologie criminelle. Mais les rapports de causalité ne sont pas toujours aussi apparents, aussi faciles à expliquer. Il est même des cas où il semble qu'il y ait contradiction entre le fait démographique et le régime des jeunes délinquants. C'est le cas notamment de la répartition de la population par sexe. A peu près partout, le nombre des femmes est au moins égal à celui des hommes. Or, le nombre des filles délinquantes est à peu près constamment tout au plus du cinquième de celui des garçons. Il en résulte que le régime de la délinquance juvénile est avant tout organisé vers le reclassement social des garçons ; l'équipement pour les filles est en général moins évolué ; les méthodes de rééducation sont plus routinières ; on y consacre moins d'argent et de recherche technique. Il arrive, certes, que le nombre des établissements féminins soit plus élevé que celui des établissements de garçons. Mais cela tient alors essentiellement au fait que l'on croit plus aisé, plus économique, de rééduquer les jeunes filles, alors que l'apprentissage des garçons nécessite de gros capitaux et un personnel technique très qualifié.

On revient beaucoup aujourd'hui sur cette erreur d'appréciation, et l'on convient que la rééducation des filles pose des problèmes de technique et de capitaux aussi difficiles quoique différents, que ceux que pose la rééducation des garçons. Mais l'idée que les filles sont plus sages que les garçons demeure fortement ancrée dans l'opinion, et l'on pense qu'il n'y a pas de rapport entre la proportion globale de la population masculine ou féminine et le nombre des délinquants de l'un et l'autre sexe.

En réalité le comportement anormal des filles ne se manifeste pas de manière comparable à celui des garçons. Il les amène moins souvent à violer la loi pénale. Mais si l'on ajoutait au nombre des filles délinquantes celui des filles dont l'inconduite fait des prostituées plus ou moins clandestines, on s'apercevrait que les proportions globales changent du tout au tout, et que le phénomène de l'inadaptation sociale des filles est au moins aussi grave, et plus difficile à combattre, que celui des garçons. Ici, entre les données démographiques et les statistiques judiciaires, il faut insérer toute une analyse bio-sociologique qui seule permet de faire un point exact de la situation. Si l'on songe que les jeunes inadaptées, outre leur problème individuel, déjà si complexe, posent celui de leurs enfants à venir, qui ont de fortes chances d'être des enfants en danger dès leur naissance, on voit que l'opinion courante doit être

sérieusement révisée : un voleur rééduqué n'est pas socialement aussi dangereux pour sa descendance qu'une prostituée repentie (ou simplement obligée par l'âge ou les circonstances de changer de métier). Une politique de prévention qui négligerait cet aspect du problème perdrait beaucoup de son efficacité. Or dans la plupart des pays étudiés, et malgré des progrès récents, la rééducation des filles passe au second plan parce que les statistiques judiciaires font surtout apparaître l'inadaptation des garçons.

Un retour aux données démographiques de base permettrait de rectifier cette erreur : de même qu'il y a au moins autant de femmes que d'hommes dans les populations envisagées, de même la proportion des fillés inadaptées sociales y est en réalité aussi forte que celle des garçons délinquants, et le problème de leur reclassement y est au moins aussi important et aussi difficile à résoudre.

On voit que toutes ces questions ne peuvent être approfondies qu'en utilisant largement la méthode statistique. Or si l'appareil statistique est actuellement assez perfectionné en ce qui concerne les questions démographiques — et encore y a-t-il beaucoup à dire sur la comparabilité des chiffres dans le temps et dans l'espace — il est loin d'en être de même en ce qui concerne les statistiques de délinquance et d'inadaptation juvéniles. Les efforts entrepris çà et là ont permis de réaliser quelques progrès, mais on ne dispose encore que d'une documentation rudimentaire et qui résiste mal à une critique sérieuse.

Les mêmes difficultés se rencontrent lorsqu'on étudie les relations qui peuvent exister entre la structure économique et sociale et le régime de la délinquance juvénile.

Le fait que la grande majorité des jeunes délinquants proviennent d'un milieu sub-prolétarien n'est pas sans influence sur le régime de rééducation le plus communément pratiqué.

Inversement, le régime juridique des jeunes délinquants influe sur l'aspect sociologique de la délinquance juvénile.

C'est un fait bien connu que la plus grande part des jeunes délinquants provient de familles dont les conditions d'existence sont, au moins par quelque côté, inférieures aux conditions normales des familles ouvrières les plus modestes. Tantôt c'est l'habitat qui est à incriminer, souvent c'est la négligence ou l'inconduite des parents, souvent aussi c'est la malchance, la maladie ou la mort avec la misère qui en résulte.

Dès lors, le système juridique et technique de rééducation tend à

avoir pour objectif de reclasser le jeune délinquant au niveau de la famille ouvrière normale. D'où l'extrême importance de l'enseignement primaire et de l'apprentissage : il y a promotion dans la mesure où le jeune délinquant devient un modeste mais bon ouvrier.

Et aussitôt apparaissent les difficultés qu'occasionnent les cas de jeunes délinquants qui ne rentrent pas dans le cadre général ci-dessus. Ce sont d'une part les enfants de familles plus aisées, dites le plus souvent « bourgeoises », d'autre part un grand nombre de filles, même issues de familles pauvres.

Les enfants de familles bourgeoises qui deviennent délinquants sont déjà plus ou moins déclassés du fait de leur délinquance. Ils le deviennent au moins autant du fait que leur rééducation est entreprise au milieu d'autres enfants dont les réactions, les habitudes de vie ne sont pas les mêmes que les leurs. Il peut en résulter une aggravation de leur inadaptation primitive, et c'est pourquoi l'on s'efforce souvent de les orienter vers un régime d'exception : études secondaires, métiers plus « intellectuels », semi-liberté préférée à l'internat, etc... Ces mesures risquent d'être taxées de favoritisme par les autres élèves. Aussi doivent-elles être appliquées avec discernement et discrétion. Mais elles sont nécessaires si l'on ne veut pas aggraver le sort des intéressés.

Il s'agit tout de même là de cas assez rares dans les périodes normales, et qui ne se multiplient qu'en cas de guerre ou de crise grave. Tout autre, et beaucoup plus angoissant, est le problème d'un grand nombre de filles qui, même issues de familles très pauvres — et peut-être même parce qu'elles en sont issues — ont trouvé dans leur conduite irrégulière, et en particulier dans la prostitution, le moyen de vivre pendant parfois assez longtemps dans des conditions de confort, et même de luxe, très au-dessus de celles de leur milieu d'origine. Elles y ont contracté des goûts, des habitudes, une manière de vivre, qui rendent ensuite bien difficile, sinon impossible, la tâche des éducateurs à qui l'on demande d'enseigner à ces filles un métier modeste, un style de vie sans éclat. Les éducateurs remédient de leur mieux à cette situation en organisant l'apprentissage de métiers considérés comme plus élégants, plus élevés dans la hiérarchie sociale : coiffure, sténo-dactylographie, secrétariat commercial, etc... Mais ces efforts ne peuvent aller bien loin, et ils n'aboutissent en général que grâce à une conversion très profonde, aidée quelquefois par d'heureuses fiançailles, qui font accepter une condition malgré tout modeste. Là, plus qu'ailleurs,

la rééducation apparaît comme une gageure permanente. Le plus étonnant est qu'elle aboutisse à de fréquents succès.

De son côté, le régime juridique fait aux jeunes délinquants réagit sur l'aspect sociologique de la délinquance juvénile. Et ce régime juridique est lui-même fonction de la structure économique et sociale.

L'une des assises fondamentales de la société occidentale est la propriété individuelle. Les atteintes aux biens y sont particulièrement prohibées, d'où la place dominante du vol parmi les délits sanctionnés par les lois.

En revanche, les principes de liberté individuelle font que ces mêmes lois sont relativement indulgentes pour les actes qui ne tendent à porter préjudice qu'à la personne physique ou morale de leur auteur. D'où le petit nombre de dispositions pénales sanctionnant l'inconduite sous ces divers aspects : prostitution, toxicomanie, etc... Du même coup, les statistiques judiciaires interprétées sommairement pourraient faire croire que le seul phénomène grave est celui du vol, et que l'inconduite des jeunes est un phénomène secondaire. Il n'en est rien, et les éducateurs savent bien que le vol est un symptôme souvent moins grave de l'inadaptation sociale que l'inconduite. Mais celle-ci n'apparaît pas, ou peu, dans les statistiques judiciaires. Il ne faut pas le déplorer, dans la mesure où il s'agit à la fois d'enfants et de statistiques pénales. Mais on peut le regretter du point de vue de la *protection* des jeunes inadaptés.

Dans la mesure, d'ailleurs, où les juridictions spécialisées perdent le caractère répressif, les cas d'inconduite leur sont de plus en plus fréquemment soumis, et leurs statistiques embrassent de plus en plus la généralité du phénomène. Mais on est encore loin du régime *totalemment* compréhensif que tout le monde désire.

On ne peut pas ne pas être frappé d'un autre aspect des relations de la structure économique et sociale et du régime des jeunes délinquants. Il s'agit ici, non plus d'une relation, mais d'une opposition, dont on pourrait d'ailleurs trouver d'autres cas. Educateurs et juristes s'accordent à reconnaître que la famille est le milieu le plus favorable à la préservation d'un enfant, et que lorsqu'elle manque à sa mission, c'est alors que se manifeste en général la délinquance. Et même dans ce cas, il est admis que tous les efforts doivent tendre à sauvegarder encore ce qui reste du lien familial, à l'utiliser pour la rééducation, ou à lui substituer, faute de mieux, des éléments comparables.

Mais les conditions actuelles de la vie sociale et économique vont souvent à l'encontre de la préservation du lien familial. Et ce n'est pas seulement dans ce qu'elles ont de mauvais ou d'involontaire. Certes, le mal apparaît sans conteste dans certains aspects de la vie urbaine : quartiers surpeuplés et mal équipés, trop éloignés du lieu du travail, entraînant la désaffection du foyer familial et la dispersion des membres de la famille qui ne se retrouvent guère que pour dormir dans des logis souvent inacceptables. Mais certains des remèdes que l'on s'efforce de trouver en présence de cette situation contribuent souvent eux aussi au relâchement des relations familiales. Lorsque ces remèdes sont recherchés dans le cadre de l'usine, il peut y avoir accentuation de la rupture. Et même les œuvres peri-scolaires ou de jeunesse dont il n'est certes pas ici question de contester les évidents mérites, peuvent détacher d'un foyer déjà bien précaire les enfants dont elles s'occupent. Il ne suffit pas de répondre qu'elles enlèvent les enfants à la rue, et non à leur famille. Encore doivent-elles tout faire pour les rapprocher de celle-ci, sous peine de cotoyer de graves dangers. En cela, un réseau d'œuvres très décentralisé peut être plus avantageux qu'un ensemble d'œuvres moins nombreuses, plus puissantes, mais aussi plus éloignées du milieu d'origine de l'enfant. L'un des avantages, à nos yeux essentiel, du système de protection administrative des pays scandinaves, est justement que la cellule de base en est la commune elle-même, et, dans les grandes villes, le quartier. Elles y perdent sans doute en spécialisation technique de leur personnel, mais elles sont plus près des familles, elles courent moins que d'autres sans doute le risque de déraciner l'enfant.

Déjà apparaît ici la préoccupation pédagogique qui est à la base de tout régime moderne de reclassement des jeunes délinquants. Toutes les institutions, quelle qu'en soit l'origine, tendent plus ou moins directement à la rééducation. Et celle-ci ne peut pas ne pas subir l'influence du milieu dans lequel elle s'accomplit, influence des conditions de vie, influence des doctrines régnantes.

L'influence du milieu matériel sur la rééducation apparaît dans tous les pays. Elle a déjà été soulignée plus haut lorsqu'il a été dit que l'apprentissage partout en faveur tend à faire du jeune délinquant un honnête ouvrier.

Plus subtile est l'action des doctrines sociales et philosophiques, dont l'influence, pour être réelle, n'est pas toujours évidente.

Elle apparaît sans détours dans les pays qui se recommandent du marxisme.

Les régimes de rééducation de ces pays se recommandent toujours, plus ou moins ouvertement, d'un conformisme rigoureux. La finalité de toute éducation y est admise sans discussion. Le modèle du citoyen que ces systèmes se proposent de généraliser est un modèle rigide, dressé suivant une certaine conception de la vérité politique et sociale. Tout se déduit logiquement d'une position de base, d'un véritable dogme, dont l'inobservance n'est même plus concevable.

Dans sa réponse au questionnaire des Nations Unies sur le régime des jeunes délinquants, le gouvernement polonais a bien montré l'influence de la doctrine marxiste sur son système de rééducation.

« En Pologne, dit-il, la protection du mineur n'a pas pour but de « l'élever comme dans une couveuse ni de le soustraire à son milieu, « à la condition que ce milieu soit sain.

« Au moment où nous établissons les bases du socialisme, il est « indispensable que les jeunes prennent part en toute connaissance « de cause au travail. D'où les méthodes d'éducation appliquées dans « les établissements spécialisés, qui sont basées avant tout sur la « participation au travail, la compréhension et l'amour de sa tâche « et la participation active à l'organisation du travail.

« Notre jeunesse se trouve dans une situation meilleure que celle « des pays capitalistes ; elle n'a pas à craindre le cauchemar du « chômage, elle sait qu'elle est un rouage indispensable de la « société. Ce fait entraîne d'énormes possibilités d'éducation.

« Les établissements spécialisés ont perdu depuis longtemps le « caractère d'institutions isolées et en marge de la vie qu'ils avaient « sous le régime d'avant-guerre. Tous les événements importants « de la vie nationale et internationale ont eu leur répercussion « sur l'activité de ces établissements ».

La réponse yougoslave au même questionnaire apporte des précisions analogues. Il y est précisé que le but du traitement des jeunes délinquants est de profiter de l'exécution d'une peine pour rééduquer le mineur en vue de le rendre apte à participer plus tard à la « reconstruction socialiste du pays ». L'enseignement scolaire, professionnel, culturel et les activités sportives doivent être organisés en fonction de ce dessein.

« A côté de l'apprentissage des diverses professions, ajoute la « même réponse, les mineurs sont élevés dans l'amour de leur patrie « socialiste, en vue d'adopter une attitude correcte pour ce qui

« concerne leurs devoirs et la société, et de développer un ferme « caractère, une discipline laborieuse, une conscience politique « et civique ».

La posture est assurée, nous dit-on en substance, par les organisations politiques de masse yougoslaves (Front populaire, Syndicats, Jeunesses populaires).

Ainsi, les régimes d'inspiration marxiste, qui n'hésitent pas à proclamer la subordination de la personne à la collectivité, ne cachent pas le finalisme de leur système d'éducation tout entier, dont la rééducation n'est qu'une partie.

Dans les pays qu'il est convenu d'appeler les démocraties libérales, il en va tout autrement. On y met l'accent sur l'autonomie individuelle à laquelle doit tendre le jeune délinquant, et l'on s'efforce, consciemment ou non, d'y organiser un appareil de rééducation non finaliste.

Mais peut-il exister une éducation, et surtout une rééducation, qui ne soit pas finaliste ?

Jacques Maritain a défini l'éducation comme tout processus, quel qu'il soit, au moyen duquel les adultes entreprennent, directement ou indirectement, de former la jeunesse et de la conduire vers son accomplissement.

Cet accomplissement peut-il être complet si l'éducation se borne volontairement à n'être qu'un enseignement, ou, tout au plus, une thérapeutique ?

De nombreux éducateurs et médecins voudraient en rester là. Leur respect de la liberté les conduit, avec plus ou moins d'évidence, à se cantonner dans le rôle, déjà splendide, mais peut-être incomplet, d'enseignants et de soigneurs. Le futur homme devant se déterminer librement, tout leur effort tend à l'informer ou à fortifier son corps et leur discrétion les contraint à s'en tenir là.

Mais ils y parviennent mal, car leur exemple même donne à leurs élèves ou à leurs patients la notion, sommaire encore, mais réelle, d'un idéal humain auquel il faut tendre.

Comment aider des enfants à devenir des hommes sans leur proposer cet idéal ? Et la fameuse « éducation par l'exemple », le prestige de l'éducateur considéré comme un modèle, ne sont-ils pas déjà la confirmation de la thèse de la finalité ? L'éducation la plus libérale ne peut pas ne pas adopter un système. Il faut choisir, et ceux qui s'y refusent n'ont-ils pas déjà choisi, sans le savoir ?

L'expérience des jeunes délinquants prouve que ce choix est

inévitables. Un grand nombre d'enfants normalement doués ne trouvent pas dans leurs seules ressources intérieures les moyens de remédier à certaines carences éducatives, imputables à leur famille ou à la société. Il faut leur proposer des modèles.

Cet impératif n'est pas catastrophique. Un système n'est jamais scientifique en lui-même. Il peut donc être le résultat d'un compromis, ce qui ne serait pas permis à une théorie. L'éducation, la rééducation libérales, tout en proposant des modèles, tout en adaptant les enfants à la vie en société, se fixent à elles-mêmes des limites. Pénétrées du respect de la personne humaine, elles aident celle-ci à s'épanouir et peuvent distinguer les disciplines indispensables et les contraintes inadmissibles. Leurs fins sont forcément plus modestes que celles d'autres systèmes. Elles n'en sont peut-être que plus humaines.

Et l'esprit scientifique retrouvera ses droits dans le choix et la mise en œuvre des *moyens* de l'éducation. Ce problème de la *méthode* vient après celui du système. Mais son importance est grande. La technique éducative est l'un des éléments essentiels de la valeur de l'éducateur. L'expérience personnelle, l'empirisme, ne suffisent plus de nos jours. Non point qu'ils puissent être remplacés par une vaine érudition. Mais l'éducateur complet d'aujourd'hui est aussi loin de l'éducateur d'avant hier que l'est le médecin moderne de M. Purgon. Aux vertus et aux aptitudes de ses prédécesseurs, il doit ajouter une connaissance suffisante des données vérifiées des sciences de l'homme, et des procédés éducatifs qui ont franchi victorieusement le stade expérimental. Aux meilleurs des éducateurs, il appartient de poursuivre la recherche, en vue du perfectionnement continu des méthodes, et de la découverte de méthodes nouvelles. Tout progrès ainsi obtenu est cause de joie profonde pour le véritable éducateur.

Si l'on veut essayer de résumer le système éducatif des démocraties libérales, on peut dire que la liberté de l'individu y est considérée comme trop précieuse pour pouvoir être sacrifiée à la volonté d'un homme ou d'un groupe, et les atteintes qui y peuvent être portées au nom de l'égalité ne vont pas au-delà de quelques contraintes d'ordre juridique ou économique, destinées à assurer autant que possible la généralisation du bien-être, tout en respectant et même en protégeant cette « seigneurie de soi-même » que constitue par excellence le libre arbitre de chacun.

L'entreprise est difficile. Bien plus que celle qui consiste à impo-

ser par la force tel ou tel conformisme intolérant. Elle contraint à rechercher constamment des compromis entre des tendances opposées. Le conflit permanent entre la liberté et l'égalité y doit être à tout moment aplani sans abandon d'aucun des deux principes. L'oppression de l'homme par l'homme, résultant des inégalités de fait, y est aussi redoutée et flétrie que celle qui résulterait d'un nivellement excessif.

C'est pourquoi les deux fondements de l'éducation libérale sont d'une part un principe d'égalité ou de justice, d'autre part un principe de tolérance ou d'objectivité.

Sans méconnaître l'extrême importance du premier de ces principes, il convient de noter qu'il ne suffirait pas à caractériser le système éducatif des démocraties libérales. Si le principe d'égalité n'est pas admis dans les dictatures — tout au moins dans la mesure où celles-ci sont imbues de préjugés raciaux — il l'est dans les démocraties autoritaires, où la liberté individuelle est — au moins dans la période de dictature du prolétariat — résolument sacrifiée à l'égalité.

L'originalité du système libéral réside dans la coexistence des deux principes d'égalité et de liberté rendue peut-être possible par la notion de fraternité. Alors que les tenants des systèmes de dictature — que celle-ci soit individuelle ou collective — sont au fond convaincus qu'il est impossible d'être à la fois juste et tolérant, les démocrates libéraux pensent qu'il n'y a pas de liberté sans justice, ni d'égalité sans tolérance.

Dès lors leur système d'éducation ne peut pas rechercher la justice sans proclamer la liberté.

Un tel apprentissage ne s'organise pas aussi aisément que celui du conformisme. Il est plus difficile d'aider un jeune homme à conquérir progressivement sa propre liberté intérieure et à projeter dans la société une personnalité bien individualisée, que de lui inculquer des formules toutes faites. Les limites du conformisme inévitable ne sont pas faciles à tracer. L'éducation de la liberté n'est pas une éducation anarchique, et la discipline n'en peut être exclue. Encore doit-elle s'inspirer au plus haut point de cette idée que le développement d'une personnalité suppose une libération continue de tout l'être, et non sa standardisation.

Paul Valéry notait que l'âge d'une civilisation se doit mesurer par le nombre des contradictions qu'elle accumule « Un homme moderne, ajoutait-il, et c'est en quoi il est moderne, vit familière-

ment avec une quantité de contraires établis dans la pénombre de sa pensée ».

La civilisation des démocraties libérales d'Europe Occidentale est fort vieille. Elle est constituée de nombreux éléments contradictoires, qui doivent bien se subir mutuellement. Elle n'a pas grande expérience — car il n'est d'expérience qu'individuelle — mais son hérité est complexe. Tous les sangs se heurtent en elle, et toutes les conceptions de la vie et du monde, l'intransigeance n'est plus de son âge, et c'est ce qui la rend à la fois si faible et si précieuse.

Il faut avoir cela présent à l'esprit si l'on veut comprendre comment un même libéralisme peut mettre en œuvre des conceptions éducatives fondées sur des philosophies de l'homme aussi différentes que le dualisme scholastique, le sociologisme de Durkheim, ou les théories biologiques modernes.

Et c'est pourtant ce qui se produit en Europe, où toutes ces conceptions coexistent, se heurtent souvent, se combinent plus souvent encore, et quelquefois involontairement.

La rééducation des jeunes délinquants en est un exemple particulièrement riche d'enseignements. On y voit coopérer des techniciens de l'âme et du corps, qui croient souvent ne faire que de la technique, mais dont les conceptions philosophiques inspirent toujours la technique. Mais le fait qu'ils coopèrent, et qu'ils ne peuvent pas ne pas coopérer, enlève toute virulence à ce que pourrait avoir de trop absolu le système philosophique de chacun. Le compromis qui en résulte n'est pas sans influence sur les fins pratiques de la rééducation. Amenés d'abord à se tolérer, ensuite à s'estimer, les rééducateurs des démocraties libérales en arrivent à essayer de donner à leurs élèves le goût de la tolérance et de la fraternité. Obligés de vivre en paix dans leur équipe si hétérogène, ils sentent mieux la valeur d'une éducation qui tend à former des hommes capables de vivre en paix dans une société complexe. Leur idéal éducatif, sur lequel ils s'efforcent de modeler la personnalité des jeunes délinquants qui leur sont confiés, est de plus en plus un idéal de concorde et de tolérance.

Il semble bien que tout cela est moins aisément perceptible dans l'éducation des enfants non délinquants. Et c'est pourquoi on peut estimer que celle-ci a beaucoup à gagner aux réformes et aux expériences qui, un peu partout en Europe Occidentale, sont aujourd'hui entreprises en matière de rééducation des enfants difficiles.

Le sabotage passif

par Jean DURAND

Chargé de Travaux Pratiques à la Faculté de droit de Paris.

SOMMAIRE

INTRODUCTION (nos 1 à 9). — La place du sabotage passif dans les mouvements sociaux (1). — La grève (2). — Le sabotage actif (3). — Le sabotage passif, présentation de la notion (4). — Précision de la notion de sabotage (5). — L'idée d'abstention (6). — Regards sur l'omission punissable, différences (7). — Recherche d'une autre analyse du sabotage passif (8). — Plan de l'étude (9).

PREMIERE PARTIE. — LES ÉLÉMENTS THÉORIQUEMENT NÉCESSAIRES A L'EXISTENCE DU SABOTAGE PASSIF (10 à 29).

§ 1. — *L'intention dans le sabotage passif* (11 à 21). — Le contenu de la volonté (12 à 20). — La preuve de l'intention (21).

§ 2. — *La causalité dans le sabotage passif* (22 à 29). — Le caractère de la causalité (23 et 24). — La nécessité d'un résultat (25 à 29).

DEUXIEME PARTIE. — LA RÉPRESSION DU SABOTAGE PASSIF (30 à 46).

A. — Qualification de l'infraction (31 à 42). — Procédé de détermination du texte applicable (32 à 33). — Les textes fondant la répression (34 à 42).

B. — La complicité de sabotage par abstention (43 à 46).

CONCLUSION (47).

INTRODUCTION

1. Le prodigieux essor industriel qui se poursuit depuis un siècle a eu des répercussions sociales profondes. Comment cette constatation ne viendrait-elle pas s'imposer à l'esprit au seuil de l'étude d'un des aspects les plus curieux et les plus neufs des accès de révolte des ouvriers contre leur sort ?

De tout temps et dans tous les domaines, le subordonné a mal supporté la prééminence du supérieur, du moins lorsqu'il existe entre leurs situations respectives des différences profondes. Faut-il

citer la révolte, il y a plus de vingt siècles, des esclaves conduits par Spartacus contre les patriciens Romains ? Convient-il de s'élever jusqu'à ces manifestations de l'idée de liberté individuelle, théoriques tout d'abord chez les philosophes, puis sanglantes par les révolutions qui jalonnent l'histoire de toutes les nations ?

Avec une approximation toute relative, on peut affirmer que, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, tous ces mouvements — dûs, le plus souvent, à des conditions économiques et à un état social défavorables — avaient pour aiguillon une idée profonde : celle de liberté.

La liberté a été conquise. Sur le plan professionnel, l'artisanat a marqué l'apogée de son triomphe.

Puis la liberté a été grignotée. Et le domaine où cette liberté individuelle a subi la pire atteinte est celui de la vie économique. De grandes usines sont nées, des entreprises se sont développées. Et chacun, du directeur général au manœuvre, a dû composer avec des exigences de toutes sortes, dont les plus tyranniques proviennent, par un étrange retour, des forces de la nature domestiquées par l'homme. Mais il existe encore des différences de situation profondes que les ouvriers supportent parfois avec impatience. L'expression « lutte des classes » trouve, sur le plan industriel, une illustration éclatante : d'un côté, la direction, le patron (et peu importe que ce soit un particulier, une société, ou même l'Etat) ; en face de lui, la masse des ouvriers, avec leur mécontentement, entraînant, périodiquement, une action « revendicative ».

Souvent, et fort heureusement, les difficultés sont résolues à l'amiable ; parfois les pouvoirs publics dictent un accord. Mais il n'en est pas toujours ainsi. Et c'est l'« épreuve de force », qui peut, dans certaines hypothèses, justifier l'application de la loi pénale.

2. En général, à défaut d'entente, une grève éclate. Au début du XIX^e siècle, le caractère individualiste des conceptions politiques et économiques et la puissance de fait du patronat se traduisaient, dans le droit positif, par la prohibition et la répression pénale de la grève.

L'ouvrier disposait bien d'une arme, mais l'usage de celle-ci constituait un délit.

La loi du 25 mai 1864, en modifiant les articles 414 à 416 du Code pénal, et en réprimant les seules « entraves à la liberté du travail » (d'autrui) commises à l'aide de « violences, voies de fait, menaces

ou manœuvres frauduleuses », reconnaît implicitement l'exercice personnel du droit de grève, nouveau droit subjectif. Il apparaît alors cette discrimination en droit pénal entre la grève et les actes qui, commis à son occasion ou en dehors d'elle, donnent lieu à répression.

Enfin, la Constitution du 27 octobre 1946 et l'article 4 de la loi du 11 février 1950 lèvent les derniers doutes à cet égard, si tant est qu'il pouvait encore en subsister dans certains esprits.

L'ouvrier dispose donc toujours de la même arme, et l'usage de celle-ci est devenu l'exercice d'un droit.

3. Mais alors l'usage de cette arme ne suffit plus. Est-ce précisément parce qu'il est licite, et qu'un mécontentement, pour s'exprimer, doit renverser les barrières légales ? Est-ce parce que la grève, qui n'est plus inconnue, n'est plus le moyen psychologique invincible de pression sur le patronat ? Toujours est-il que depuis le début du XX^e siècle, un autre procédé a été découvert : *le sabotage*. Pour obtenir satisfaction, il ne suffit plus de s'abstenir de travailler, il faut frapper ou menacer de frapper l'outillage, ce matériel sans lequel toute activité est impossible. Et soudain, aux environs de 1900, éclôt toute une floraison de pamphlets, de circulaires ou d'instructions (émanant le plus souvent des milieux anarchistes) constituant, comme l'a écrit un auteur récent¹, « Le manuel du parfait saboteur ». Tous les actes dommageables y sont passés en revue, avec les procédés de les réaliser. Cependant, le sabotage ne s'essaie dans l'industrie qu'avec timidité ; puis il disparaît.

Durant les années 1942 à 1944, il se réveille, il est mobilisé. Des voies ferrées sautent, des usines sont paralysées. Il sort anobli de cette épreuve. Mais, la guerre terminée, il ne lui reste plus qu'à éteindre son activité. Il s'y résoud, assez mal cependant. Rendu à la vie civile, il se manifestera encore à plusieurs reprises dans l'industrie et les communications, contrariant ainsi, dans une certaine mesure, le relèvement économique de la nation. Quels que soient les mobiles qui l'inspirent, il est alors blâmé presque unanimement.

Cependant l'on pouvait espérer qu'une dernière difficulté pratique allait le paralyser : le saboteur devait agir, et agir sans être vu.

1. VERNE, *Le sabotage*, thèse dactylographiée, Paris, 1949. Cet auteur, brochant, au début de son ouvrage, le tableau historique de la notion, présente d'une façon extrêmement vivante, les aspects qu'elle a revêtus en pratique.

4. Or, voici que l'esprit humain lui a découvert une forme nouvelle, plus sournoise et, partant, beaucoup plus difficile à prévenir et à réprimer : *le sabotage passif*. Il suffit parfois à un individu déterminé de s'abstenir de toute action pour devenir un saboteur. Et alors surgit l'objection inquiétante : s'abstenir d'agir, c'est s'associer à une grève ; de deux choses l'une : ou bien on punit à la fois le sabotage passif et la grève (qui est un droit reconnu par la Constitution), ou bien on se refuse à punir la grève et, avec elle, le sabotage passif (si immoral et si dangereux qu'il soit).

Pour réfuter l'objection, il convient d'établir la différence fondamentale existant entre la grève et le sabotage passif. Si cette différence semble, de prime abord, ne pas exister, ce n'est là qu'une apparence : on peut la découvrir, car la réflexion fait apparaître une distinction entre les deux notions. C'est par l'étude du sabotage passif qu'il est possible de la révéler.

Mais l'intérêt de l'étude de cette notion n'est pas seulement pratique en ce qu'il précise la limite de ce qui est défendu et de ce qui ne l'est pas. Il est aussi d'ordre théorique. En effet, aucun texte ne réprime le sabotage passif. Pour que la répression l'atteigne, il faut qu'il trouve sa place parmi les infractions prévues par la loi pénale. Il convient donc de déterminer ses traits caractéristiques pour s'assurer qu'il ne demeure pas en dehors des classifications proposées. C'est à cette recherche qu'est consacrée cette étude.

Il est temps à présent de concrétiser, par un exemple — qui n'est pas imaginaire — la notion de sabotage passif qui apparaît encore, comme la Sylphide de Châteaubriand, insaisissable et évanescence.

Dans une mine de charbon, un ouvrier est chargé d'établir le contact électrique qui met en action les pompes évacuant l'eau d'un puits. Mais une grève a été décidée, l'ouvrier se confine dans l'abstention. Il sait fort bien qu'un dommage considérable va en résulter ; il sait qu'un simple geste de lui suffit pour empêcher sa réalisation. Mais désirant ce dommage, — souhaitant, non pas seulement s'abstenir de travailler, mais encore nuire gravement à l'exploitation, être un militant actif dans la lutte contre le patron, — il reste inactif.

On l'accusera de sabotage passif.

Il ne faut pas — cela est remarquable — chercher à découvrir l'expression de sabotage passif dans les recueils de jurisprudence ni même dans les dictionnaires : elle n'y figure pas. Il n'en est pas moins vrai que la notion correspond à des situations réellement

existantes, et qui peuvent être très variées. De telles situations ont d'ailleurs fait l'objet de décisions de jurisprudence récentes, manifestant ainsi l'aspect juridique, et plus précisément pénal, qu'elles comportent.

5. Mais il convient de préciser d'abord la notion de sabotage elle-même ; si le terme a pu, jusqu'à présent, être utilisé grâce à son emploi fréquent, cela n'empêche pas la notion de sabotage d'avoir encore des contours très flous. Le terme de sabotage, auquel nous attribuons pour l'instant le sens de sabotage actif, s'il est courant et s'il figure même dans le Code pénal annoté de Garçon (art. 443, n° 2), n'est pas employé par la jurisprudence. Et cela se comprend fort bien. La notion de sabotage est une notion de synthèse. Le sabotage est un terme générique sous lequel se groupent des actes très voisins par leurs mobiles et leurs techniques, mais cependant identifiables. C'est dire que dans toutes les hypothèses où un sabotage actif devra être réprimé, les tribunaux pourront constater l'infraction déterminée qui aura servi de procédé de réalisation pratique du sabotage, ce qui supprime des décisions le terme « sabotage ».

C'est la constatation de ce caractère synthétique de la notion qui entraîna l'un des reproches adressés à la loi provisoire du 6 décembre 1947. Le gouvernement avait présenté son projet comme ayant essentiellement pour objet la répression du sabotage. L'utilité du texte fit très justement l'objet de critiques¹. Il existait déjà, en effet, dans la législation pénale en vigueur, de nombreux textes permettant de réprimer, et très sévèrement, tous les cas imaginables de sabotage : atteintes à la circulation des chemins de fer (Loi du 15 juillet 1845, art. 16), dégradation du matériel télégraphique (décret-loi du 27 décembre 1851), destruction ou dégradation d'objets d'utilité publique (art. 257 du Code pénal), dégradation des autres biens, par incendie, explosion, corrosion, ou « quelque moyen que ce soit » (art. 434 à 438, art. 443 Code pénal), atteintes à la circulation routière (loi du 1^{er} janvier 1943), atteintes à la liberté du travail (art. 414 et 415 Code pénal).

La critique était fort pertinente. Mais ne pouvait-elle s'appliquer aussi bien à un projet d'étude qu'à un projet de loi ? N'était-il pas vain, dans ces conditions d'entreprendre l'examen du sabotage ?

1. R. KIEFÉ, « La loi du 6 décembre 1947 tendant à la protection de la liberté du travail », *Rev. science crim.*, 1948, pp. 25 et ss.

Au surplus, les différents textes de notre droit positif établissant des pénalités diverses, une telle étude ne permettait peut-être même pas de dégager une vue d'ensemble unifiée de la répression. C'est là une simple impression. Une tentative de regroupement s'imposait. Elle a été effectuée avec profit¹. Il ne nous appartient plus d'exposer l'intérêt considérable, mais d'en utiliser au contraire les apports : « le sabotage est un acte de dégradation, de destruction, qui se caractérise par le but recherché : il s'agira tantôt de détériorer une marchandise pour porter préjudice au patron, tantôt d'immobiliser une machine, un outillage, pour entraver le fonctionnement d'un service public ou privé, d'une industrie ou d'un commerce. Parfois même l'intention sera d'atteindre la nation dans ses forces vives ou son potentiel militaire »². Acte *dommageable*, le sabotage est encore, suivant le même auteur, un fait *économique*, un fait *technique*³. Pour qu'il y ait véritablement sabotage, il faut donc, en plus d'un dommage intentionnellement réalisé (réprimé par les textes précités), une certaine compétence technique de l'agent saboteur. Celui-ci sait à la fois ce qu'il faut faire — *Son intention est nettement déterminée* —, et sait en même temps quel sera le résultat de son attitude — *la modalité choisie pour la réalisation du dommage est établie dans son esprit*.

6. Seulement, ce qui fait la difficulté essentielle du problème du sabotage passif, c'est précisément cet aspect passif. On a tenté de le définir de la manière suivante : « Constitue un sabotage passif toute interruption volontaire des services ayant pour but de rendre inutilisables ou d'un usage dangereux pour la vie humaine, des biens affectés à l'exploitation d'un service public, d'une entreprise industrielle ou d'une entreprise de transport »⁴. Cette définition fait clairement apparaître le procédé (interruption des services), et le but du sabotage passif (endommager l'outillage).

Mais l'idée de sabotage impliquant de toute nécessité celle de dégradation, un sabotage passif est-il seulement concevable ? Peut-on détériorer une chose en ne faisant rien, en n'y touchant pas ? Un ouvrier peut-il, par exemple — pour reprendre sous cet angle la définition du sabotage donnée par le Larousse du xx^e siècle —,

1. VERNE, *Le sabotage*, étude pénale, thèse précitée.

2. VERNE, *op. cit.*, p. 86.

3. VERNE, *op. cit.*, pp. 72 et ss.

4. Projet de loi du 18 novembre 1948, *J. O.*, Ass. Nat., 19 novembre, p. 7113.

un ouvrier peut-il, par son abstention, laisser volontairement s'introduire dans les produits du travail soit des erreurs, soit des malfaçons, ou laisser se détériorer le matériel qui lui est confié ? Au milieu du xx^e siècle, poser la question, c'est la résoudre et par l'affirmative. L'exemple que nous avons cité¹, pris dans la réalité, le prouve amplement.

L'apparition récente et l'existence de la notion de sabotage passif n'ont d'ailleurs rien qui puisse surprendre. Son épanouissement est lié à la domestication par l'homme des forces de la nature.

Celles-ci, en effet, sont capables, une fois mises en action, d'entraîner seules le fonctionnement de machines, mais ces forces sont aveugles, il est indispensable de les contrôler. Plus leur rôle devient complexe et gigantesque, plus cette nécessité est impérieuse : l'homme devient l'esclave des forces qu'il a domestiquées. Ainsi, à l'époque actuelle, où leur mise en œuvre est devenue particulièrement susceptible d'entraîner d'importants dommages, une simple abstention en face de leur action peut laisser s'accomplir la détérioration fatale, et réaliser, si elle résulte d'un calcul, le sabotage passif. Quoi de plus simple, par exemple, pour le métallurgiste qui désire la perte d'un haut-fourneau, que de laisser refroidir à l'intérieur la fonte qu'il contient ?

A l'inverse, mais toujours liée au développement industriel, l'abstention raisonnée devant une force hostile de la nature, que l'homme combat sans cesse — telle que l'eau menaçant d'inonder un puits de mine —, l'omission consciente de mettre en œuvre les procédés prévus pour la lutte contre celle-ci, conduit l'agent à laisser s'accomplir la catastrophe : c'est encore une hypothèse de sabotage passif.

Mais il apparaît nettement, dans ces deux situations, que pour qu'il y ait sabotage passif, il faut que l'agent, en s'abstenant, ait eu pour but le résultat dommageable. On retrouve ici, plus apparent encore qu'au cas de sabotage actif, le caractère technique de la notion, c'est-à-dire la nécessité d'une certaine compétence de l'agent. Car il faut tout d'abord que celui-ci ait souhaité la réalisation du dommage, et ensuite qu'il sache que les forces naturelles sont susceptibles de le provoquer s'il ne contrôle pas leur action par une activité déterminée.

1. *Supra*, n° 4.

7. Il ne fait aucun doute que, d'un point de vue purement moral, l'attitude de l'agent peut faire l'objet d'un grave reproche. Il est non moins certain que, le plus souvent une responsabilité civile, fondée sur l'article 1382 du Code civil, pourra être relevée à son encontre.

Mais sur le plan pénal, une telle attitude peut-elle constituer une infraction ? Peut-elle entraîner une pénalité ? A ce stade de la recherche, poser la question n'est plus la résoudre. En effet, celui que l'opinion publique désigne, avec bon sens, comme le « coupable » n'a rien fait. Le dommage résulte d'un enchaînement de circonstances actives qui ne proviennent pas de lui.

Et cependant, une réponse négative, inéluctable de prime abord, n'apporte certainement pas à l'esprit une solution satisfaisante.

La proposition classique de Loysel : « qui peut et n'empêche, pêche » n'est pas en accord avec cette négation. Déjà, avant lui, le jurisconsulte Paul avait écrit : « *nullum crimen patitur is qui non prohibet, cum prohibere non potest* ». Ne peut-on en conclure, à contrario, que celui qui, pouvant empêcher la mauvaise action, ne l'a pas fait, sera considéré comme coupable ? Il est vrai que ce texte, comme les autres lois romaines incriminant l'abstention, ne concerne que les atteintes à la personne humaine. Mais si le principe est admis dans cette hypothèse, il n'y a absolument aucune raison valable de l'écarter lorsque le dommage imminent pèse sur une chose. Seule l'importance de la première hypothèse a pu faire que la seconde soit demeurée dans l'ombre. Au surplus, rien ne prouve que le sabotage ait existé avant l'époque moderne. Mais l'abstention fautive, en général, n'a jamais été inconnue du droit : des dispositions inspirées par la même idée que le texte du jurisconsulte Paul ont été proposées par Platon, d'autres ont été, paraît-il, appliquées dans le très ancien droit égyptien et le droit bouddhique.

Plus tard, une opinion semblable fut émise par les auteurs canonistes, tels que Lactance¹ et Saint-Augustin². D'autres encore, en France, Tiraqueau, Muyart de Vouglans, Jousse, étudient le problème de l'abstention fautive.

Bref, en 1810, la tradition semblait très ferme dans cette opinion, l'on n'avait pas abandonné la maxime de Loysel : « qui peut et

n'empêche, pêche ». Mais quel est donc la nature de ce « péché » commis par l'intéressé ? A cet égard, la maxime ne donne aucune précision. Et la doctrine allemande qui, surtout par la plume de Von Buri, s'est préoccupée de ce problème d'une façon très générale durant tout le XIX^e siècle n'est parvenue qu'après des recherches fort longues et documentées, à le résoudre. Encore, selon certains auteurs¹, ses efforts auraient-ils été voués finalement à l'échec. Le contenu de la volonté du « coupable », et davantage encore le caractère causal de son attitude par rapport au dommage survenu, n'auraient pu être parfaitement dégagés.

On constate cependant, à parcourir sans idée préconçue la loi pénale française, qu'il n'est pas toujours permis de ne pas agir². Le « droit à l'indifférence » n'existe pas sans limitations. Le Code pénal de 1810 lui-même a établi certaines obligations de faire, telle, par exemple que celle de déclarer les naissances dans les trois jours (art. 346 Code pénal). La tendance actuelle des lois récentes est d'incriminer toujours davantage les abstentions. Pourrait-on passer sous silence l'article 62 et surtout l'article 63 du Code pénal, tels qu'ils résultent de l'ordonnance du 25 juin 1945 ? Pourrait-on ne pas signaler les infractions de toutes sortes commises par simple imprudence ?

Si l'on aventure un regard hors de nos frontières, on s'aperçoit que l'abstention fautive est prise en considération aussi bien dans le droit anglais³ que dans le droit soviétique⁴, d'inspirations cependant bien différentes.

8. Il n'en demeure pas moins qu'une recherche approfondie conduit à cette conclusion : il n'existe pas un seul texte de la loi pénale française, qui, expressément ou non, ordonne d'empêcher les destructions d'objets⁵. Or, on connaît l'adage fondamental : « *nullum crimen, nulla poena sine lege* ». Doit-on déjà conclure que le sabotage passif ne peut faire l'objet d'aucune répression ? De ce chef, une telle conclusion paraît bien s'imposer. Cela n'est d'ailleurs pas tellement surprenant, car le problème est ici différent : le repro-

1. GAND, *Du délit de commission par omission*, thèse Paris 1900, Chap. 2, pp. 16 à 39.
2. BÉRAUD, « L'omission punissable », *J.C.P.*, 1944.I.433.
3. V. TUNC, *Le particulier au service de l'ordre public*, 1943, nos 8, 14, 17.
4. Articles 6 et 58 du Code pénal soviétique (v. J. GRAVEN, « Le droit pénal soviétique », *Rev. science crim.*, 1949, pp. 241 et ss.).
5. Il n'existe pas, en effet, dans notre législation, de texte semblable à l'article 115 du Code pénal Yougoslave, qui réprime expressément le sabotage passif.

1. LACTANCE, *Institut. divinae*, livre 6, Chap. 2.
2. SAINT AUGUSTIN, livre 15, contre *Faustus*.

che fait à l'intéressé n'est pas exactement de ne pas s'être opposé à un sabotage. C'est d'avoir, par son abstention raisonnée, calculée, provoqué la réalisation d'un dommage qu'il désirait. On lui reproche de s'être, par la conjonction de cette soif de destruction et de cette connaissance des conséquences de son abstention, volontairement livré à un sabotage passif. On lui reproche d'avoir voulu la réalisation du dommage, et d'avoir, pour y parvenir, utilisé le moyen qui, en l'occurrence, se révélait le plus adéquat : d'avoir « laissé faire ». C'est beaucoup plus grave, mais aussi d'une analyse beaucoup plus délicate.

A la vérité, c'est sous ce dernier aspect qu'il convient d'envisager le problème. On constate en effet que tous les actes constitutifs du sabotage actif, prévus par les textes de la loi française, constituent des infractions intentionnelles. Le simple fait que la loi pénale prend en considération éminente l'intention nous est un avertissement. Là peut-être se trouve la clé du problème. En effet, dans les délits intentionnels, l'acte matériel n'est-il pas, au fond, la simple mise en œuvre d'une volonté criminelle ? Celui qui allume un incendie ne fait que réaliser, que matérialiser son intention de voir détruire par le feu. Cette intention ne peut-elle aussi bien se réaliser si l'agent, voyant un incendie sur le point de se produire et ayant les moyens de l'empêcher, le laisse éclater parce qu'il le souhaite ? S'il n'agit pas, c'est tout simplement parce qu'il sait qu'il n'a nul besoin de le faire pour que son vœu se réalise.

9. Envisager ainsi le côté subjectif des choses, ce n'est d'ailleurs que suivre l'un des grands courants du droit pénal moderne, car il est aisé de constater que la doctrine et la jurisprudence s'attachent tous les jours davantage à la recherche patiente, mais nécessaire de l'intention des délinquants. A tel point qu'un auteur — presque un précurseur en 1901 — a pu soutenir avec raison que lorsque la loi pénale protège la société contre les troubles, c'est moins contre le fait lui-même qu'elle lutte que contre la volonté qui l'a fait naître, infiniment plus perturbatrice¹. C'est sans réserve que nous adoptons la proposition de cet auteur.

Mais cette volonté ne doit pas être restée dans le « for intérieur », car elle ne serait pas perturbatrice. Pour que la loi pénale ait à lutter contre elle, il est nécessaire que la volonté ait entraîné la

1. P. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, « Du délit de commission par omission », *Rev. science pénit.*, 1901, pp. 716 et ss.

commission d'une infraction. Or il est encore impossible d'affirmer que le sabotage passif constitue une infraction. Il faut, pour qu'il en soit ainsi, la réunion de divers éléments. C'est donc à la recherche des *éléments théoriquement nécessaires à l'existence du sabotage passif* que doit être consacrée la première partie de cette étude.

Mais la notion de sabotage en général — et de sabotage passif en particulier — est, avons-nous vu, une notion de synthèse. A cet égard, si l'étude de ses éléments permet, nous le verrons, d'établir la « réalité unique »¹ qui est en un certain sens la sienne, il n'en demeure pas moins que l'analyse de la notion s'impose lorsque l'on passe du plan psychologique à celui des réalités, lorsque l'on recherche ses procédés de mise en œuvre. Il existe une absolue nécessité à les envisager : en effet, seul leur examen pourra permettre de conclure définitivement à la possibilité ou à l'impossibilité de la répression, dans l'état actuel du droit pénal positif. L'importance de cette question nous amènera alors à étudier dans une seconde partie, *la répression du sabotage passif*.

PREMIÈRE PARTIE

LES ÉLÉMENTS THÉORIQUEMENT NÉCESSAIRES À L'EXISTENCE DU SABOTAGE ACTIF

10. Reprocher au saboteur passif d'avoir voulu la réalisation d'un dommage et d'avoir, pour atteindre ce résultat, utilisé le procédé qui consiste à « laisser faire », c'est l'accuser à la fois d'être à l'origine du dommage et de n'avoir rien fait. C'est donc lui reprocher en même temps d'avoir *commis* un sabotage et d'avoir *omis* de faire le nécessaire pour l'empêcher, ou, en d'autres termes, d'avoir, grâce à une *commission par omission*, causé un dommage.

Or, les difficultés que fait surgir la notion de délit de commission par omission sont connues². En présence, d'une part, de l'abstention d'un individu donné, et d'autre part, d'un dommage, comment relier celui-ci à celle-là ?

Existe-t-il une intention coupable ? Peut-on relever à l'encontre du saboteur passif une volonté de commettre un délit ? Cette intention doit faire l'objet d'un examen qui, seul, peut éclairer les

1. VERNE, *op. cit.*, p. 274.

2. GAND, *op. cit.* ; P. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, *op. cit.*

conditions dans lesquelles la volonté de ne rien faire n'est pas irréprochable (§ 1).

Mais cet examen ne justifiera pas encore l'intervention du droit pénal, car, même si l'intention est coupable, sa matérialisation est, pourrait-on croire, inexistante. Entre cette intention et le dommage, il y a une solution de continuité : l'intéressé ne fait rien. On est tenté de prétendre que cette intention ne peut être causale par rapport à l'accident. L'existence d'un lien de causalité devra donc être étudiée en second lieu (§ 2).

Peut-être les caractères particuliers du sabotage passif aplaniront-ils certains des obstacles qui surgissent généralement à propos de ces deux questions.

§ 1

L'intention dans le sabotage passif.

11. Il importe dès l'abord, ici comme en tout autre domaine soumis au droit pénal, de ne pas confondre deux notions que l'on distingue parfois imparfaitement : l'intention et le mobile. On dira ainsi, sans souci de la précision, que le saboteur a eu l'intention d'appuyer une grève, de se plier aux mots d'ordre syndicaux, ou de nuire au patron, pour obtenir, par exemple, un relèvement de salaire.

C'est là verser dans l'inexactitude : le désir de rendre plus intimidante la grève, d'obéir aux injonctions, de causer un préjudice à quelqu'un, sont bien, au sens large, une intention, mais juridiquement, par rapport au sabotage, ce ne sont que des motifs, des mobiles ou des buts.

L'intention est beaucoup plus proche du résultat atteint. En matière de sabotage passif, elle est, exprimée sous une forme lapidaire, le désir de voir se réaliser tout seul un dommage et de ne rien faire pour l'empêcher. Le contenu de cette volonté, ainsi résumé, demande à être analysé avec soin (A).

Mais en matière de délits de commission par omission, le problème le plus délicat en pratique est celui de la preuve de cette intention. C'est en effet la difficulté de l'administration de cette preuve qui assure souvent l'impunité du délinquant. Or, il apparaît que les conditions dans lesquelles se réalise en général le sabotage passif sont de nature à faciliter cette preuve (B).

A. — *Le contenu de la volonté dans le sabotage passif.*

12. Si l'on veut l'approfondir, on s'aperçoit dès l'abord que deux problèmes se présentent :

Le premier consiste à se demander s'il n'est pas nécessaire que l'intéressé, en s'abstenant, contrevienne à une obligation de faire pesant sur lui. Ne doit-il pas, en d'autres termes, y avoir violation d'un devoir d'agir ?

Le second problème concerne l'intensité de la volonté, voire même, à certains égards, l'existence même de l'intention. Suffit-il pour qu'un individu puisse être taxé de sabotage passif qu'il ait eu simplement conscience qu'un dommage était imminent ? La simple prévision suffit-elle ?

1. *Doit-il y avoir violation d'un devoir d'agir ?*

13. Il semble qu'on ne puisse rien reprocher à une personne qui, n'ayant aucune obligation d'agir, est restée inactive. Le droit à l'indifférence devant le malheur d'autrui est un droit absolu, en principe¹. Par conséquent, seul sera coupable de ne pas intervenir celui à qui sera imposée l'obligation de se dévouer²; seul celui sur qui pesait l'obligation préexistente et permanente d'empêcher un dommage aux biens pourra être accusé de sabotage passif. On fera valoir que telle est bien l'hypothèse en ce cas puisque l'intéressé est presque toujours un salarié de l'entreprise où le sabotage a eu lieu. C'est là une constatation pratique qui, certes, n'est pas sans intérêt, mais qui n'explique rien. Et en jurisprudence, un jugement du tribunal correctionnel de Saint-Etienne du 10 décembre 1948³ (sur lequel nous devons revenir plus longuement à propos d'autres problèmes) n'a pas utilisé cette constatation. Il doit sur ce point être approuvé.

La répression en effet est impossible si l'on tente de la fonder sur l'omission d'un devoir d'agir⁴. Ce serait faire des délits impliqués dans la notion de sabotage passif des infractions d'omission. Certes le droit pénal (surtout avec les lois récentes) n'ignore pas les délits de ce genre. Une définition générale peut en être donnée sous la

1. Il connaît cependant une limitation très importante depuis que l'ordonnance du 25 juin 1945 a aménagé les dispositions des articles 62 et 63 du Code pénal. V. sur ces textes : GORE, « L'omission de porter secours », *Rev. science crim.*, 1946, pp. 202 et ss.

2. GAND, *op. cit.*, idée générale.

3. D., 1949, p. 220.

4. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, *op. cit.*, pp. 721 et 727.

forme suivante : l'infraction d'omission consiste dans l'omission d'accomplir un acte positif que la loi pénale *ordonne* de faire dans un but d'ordre général ; c'est donc bien l'omission, la violation d'un devoir d'agir. Telles sont par exemple : l'omission de déclarer dans les trois jours la naissance d'un enfant (art. 346, Code pénal), le refus de répondre à une réquisition en cas de calamité publique (art. 475, 12^e, Code pénal), l'omission par l'entrepreneur d'éclairer ses matériaux encombrant la voie publique (art. 471, 4^o, Code pénal), la non déclaration des maladies contagieuses dans les hypothèses où celle-ci est exigée (décrets-lois du 30 octobre 1935 et du 16 mai 1936) l'abstention, de la part des commissaires aux comptes d'une société, de dénoncer au Procureur de la République les faits délictueux dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions (Loi du 24 juillet 1867, art. 34, 5^o, modifiée par le décret-loi du 8 août 1935), l'omission de dénoncer certaines infractions (art. 62, Code pénal modifié par l'Ordonnance du 25 juin 1945). Ce ne sont là que des exemples non limitatifs. Mais l'examen de tous ces textes contraint de constater qu'aucun d'entre eux, ni aucun des autres inspirés par la même idée, ne prévoit l'obligation d'empêcher un sabotage.

Songerait-on à appliquer l'article 63, alinéa 2, Code pénal, tel qu'il résulte de l'Ordonnance du 23 juin 1945, on se heurterait dès l'abord à cette objection que le texte ne réprime que l'omission de porter secours à *une personne en péril*, et non pas à des biens en péril. Et l'on sait que le droit pénal est d'interprétation stricte, que tout raisonnement par analogie doit être exclu¹.

Que parmi les différents textes de la loi pénale réprimant l'abstention punissable, il n'y en ait pas un seul convenant au sabotage passif, il nous apparaîtra prochainement qu'il ne pouvait pas en être autrement, car le sabotage passif ne repose pas sur la violation d'un devoir d'agir. C'est dire qu'il ne peut pas être considéré comme une infraction d'omission. Il s'analyse en un tout autre type d'infraction.

14. Cependant, avant de rejeter toute idée de violation d'un devoir d'agir, il convient de s'arrêter à une dernière objection : dans les hypothèses de sabotage passif, un salarié devait, d'après son contrat de travail, accomplir l'acte dont il s'est abstenu. Cette

1. V. LUIZ JIMENEZ DE ASUA, « L'analogie en droit pénal », *Rev. science crim.*, 1949, pp. 187 et ss.

abstention implique donc bien chez l'agent la volonté de ne pas faire ce qui lui a été commandé. Mais alors comment interprétera-t-on l'exercice du droit de grève ? Il y a bien là volonté de ne pas exécuter une obligation — c'est certain — mais y a-t-il sabotage passif ? Cette importante question qui nous retiendra plus longuement par la suite, soulève ici une incertitude qui fait douter du bien-fondé de la conception qui exigerait la violation d'un devoir d'agir.

Au surplus un argument va déterminer le rejet définitif de la violation du devoir d'agir comme fondement du sabotage passif. Certes, on constate bien que, souvent, l'agent avait le devoir d'agir. En effet, l'ouvrier qui laisse s'introduire des malfaçons dans les produits du travail, celui qui reste témoin passif de détérioration de l'outillage à lui confié, devait, en vertu de son contrat de travail, ne pas rester indifférent devant la réalisation de ce dommage. Mais il s'agit là d'un devoir civil, d'un devoir naturel si l'on veut, mais enfin d'un devoir qui n'est pas relevé et commandé par le Code pénal. Un devoir juridique d'agir ne peut donner lieu qu'à une sanction civile, aussi longtemps qu'il n'a pas été consacré par la loi pénale. Ainsi le veut le principe essentiel : « *nullum crimen, nulla poena sine lege* ».

On ne peut sérieusement soutenir qu'en défendant les actes de sabotage, la loi pénale ordonne, implicitement, d'empêcher, le cas échéant, leur réalisation. Ce serait alors le devoir d'intervention indéfini.

Si le sabotage passif viole un devoir d'agir, il ne peut tomber que sous le coup des textes qui ordonnent une intervention active. Mais il n'y en a pas !

15. A la vérité, on pourrait songer encore à envisager la théorie du délit d'imprudence. Seule, dans notre Code pénal, elle pourrait peut-être se révéler applicable. Le délit d'imprudence n'est pas, en effet, une simple infraction non intentionnelle à une défense de la loi pénale. Il consiste en la négligence de se conformer à un ordre, très général il est vrai, de la loi pénale¹ : celui de prendre toutes les précautions exigées par la prudence pour que le dommage ne se réalise pas. Lorsque la loi incrimine l'imprudence, elle *commande* en réalité aux individus d'être attentifs, de sorte que les délits

1. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, *op. cit.*, p. 718.

d'imprudence constituent bien des infractions d'omission, consistant dans la violation d'un devoir général d'agir, de prendre les mesures de prudence élémentaire commandées par les circonstances. Se conformer à cet ordre de la loi, n'est-ce pas au fond ce qu'a omis de faire l'auteur d'un sabotage passif ? Un examen très superficiel du problème pourrait conduire à une réponse affirmative. Mais une conséquence de cette solution ne laisse pas d'être surprenante : l'individu chargé de surveiller une machine-outil de grande valeur, la laissant « griller » parce qu'il souhaite sa destruction, devrait être puni d'une peine de simple police ! (art. 383, 4^o, Code pénal).

Cela provient de ce que l'analyse superficielle du sabotage passif en une infraction d'imprudence est erronée : on n'a oublié qu'une chose : c'est que l'agent a *voulu* la réalisation du dommage.

2. La simple prévision d'un dommage suffit-elle pour constituer l'intention dans le sabotage passif ?

16. A la différence de ce qui se passe dans les délits d'imprudence, il faut, pour qu'un sabotage passif apparaisse, que l'agent ait voulu, par son inaction, la réalisation du dommage. L'imprudent ne peut jamais être qualifié de saboteur. Le reproche que l'on peut lui faire : négligence, imprudence, maladresse, n'est jamais bien grave en droit pénal, sa responsabilité est faible, les pénalités doivent l'être également.

Au contraire, lorsqu'il y a volonté, la responsabilité est engagée bien davantage. Mais en quoi doit consister cette volonté ? Il convient d'en préciser le contenu en cherchant à déterminer son intensité, puis en vérifiant dans certaines hypothèses — notamment dans le cas très pratique de la grève — si l'intention existe réellement ou non.

17. a) *Intensité de la volonté.* — Certains auteurs admettent en droit pénal la justesse de l'axiome « prévoir, c'est vouloir ». Il est fort douteux que son application au cas de sabotage passif soit adéquate¹.

Il est, à l'évidence, certain que la prévision est nécessaire. On ne saurait trouver une faute à l'encontre d'un individu qui ne pouvait

prévoir le dommage. Or, le sabotage est un acte technique. Il est donc certain que seuls les techniciens peuvent effectuer un sabotage, et a fortiori un sabotage passif. On ne saurait rendre responsable de l'inondation d'une mine le visiteur incompetent, même s'il est passé à proximité de l'interrupteur mettant les pompes en action.

Nous ne dirons rien non plus de la nécessité qu'il existe un dispositif susceptible d'empêcher le dommage. Il est bien certain que si ceux-ci font défaut ou si, pour une raison totalement étrangère, ils sont inutilisables (par exemple en cas de destruction antérieure), toute imputabilité disparaît.

Mais l'individu techniquement compétent, ayant les moyens d'empêcher l'accident, et connaissant ces moyens, commettra-t-il un sabotage passif s'il ne fait simplement que *prévoir* la réalisation du dommage ? Sans doute si la destruction prévue est la conséquence d'un de ses actes antérieurs, on pourra alors penser qu'en s'abstenant volontairement de prendre garde aux conséquences, il aura voulu leur réalisation. Soit l'exemple suivant : un aiguilleur a dirigé une locomotive sur une voie de garage très courte, terminée par un heurtoir. Survient une seconde locomotive. Dans l'espoir d'une détérioration matérielle qu'il souhaite, il s'abstient volontairement de modifier la position de l'aiguille, et un tamponnement survient, réalisant le dommage souhaité. On peut prétendre que la prévision vaut volonté ; car elle la prouve, elle l'implique *nécessairement*. Le sabotage se trouvera réalisé aussi bien que s'il avait de ses propres mains, volontairement détérioré les machines.

Mais supposons qu'un moteur, mis en route par un tiers, lance des étincelles. Le spécialiste prévoit avec certitude qu'il va devenir à bref délai un amas de ferraille. Il sait aussi qu'à côté du moteur, le courant électrique peut être interrompu. Il reste cependant à l'écart. On dira que son indifférence encourt moralement la réprobation, on dénoncera, peut-être son manque de courage, mais on ne pourra pas dire qu'il a accompli un sabotage passif.

Un exemple moins typique présente davantage de difficulté. Un garde-barrière voit sur la voie ferrée un obstacle. Il peut l'ôter, mais sachant que la présence de cet obstacle va occasionner des dégâts à la voie au passage du prochain convoi, il le laisse. Commet-il un sabotage passif ? Doit-on admettre que, prévoyant la détérioration, il la souhaite ? Sans doute. Son attitude n'est pas seulement imprudente, elle est animée par une intention mauvaise. En effet, en acceptant de garder le passage à niveau, il s'engageait contrac-

1. V. cependant *Contra* : GAND, *op. cit.*, p. 53, qui adopte cette proposition, la « Vorstellungstheorie » des auteurs allemands, par opposition à la « Willenstheorie ».

tuellement à assurer la voie libre aux convois. Mais alors il y a là violation d'un devoir d'agir, objectera-t-on. Assurément, il y a violation d'une obligation contractuelle, mais ce n'est pas elle qui constitue l'infraction. Elle ne fait que rendre certaine l'intention qu'elle implique. En effet, en s'engageant à assurer la voie libre, l'intéressé a fait naître une confiance. En s'abstenant d'enlever l'obstacle, alors qu'il pouvait le faire, malgré la simple prévision de l'accident — mais prévision que sa compétence rendait *certaine* — il ne pouvait pas ne pas vouloir l'accident. Faute de ce désir de sa part, il eût assumé le devoir normal de sa charge, il eût au moins prévenu les stations voisines.

En résumé, la simple prévision ne saurait à elle seule constituer la volonté, il faut qu'il s'y ajoute une intention mauvaise, un *désir* de voir se réaliser le dommage prévu¹. La loi pénale doit être, à cet égard, plus restrictive que la morale et que la loi civile.

18. b) *Existence de l'intention*. — Outre la difficulté inhérente à toute recherche d'intention, il existe des hypothèses où cette dernière s'enveloppe de circonstances de nature à laisser planer des doutes sérieux, non seulement sur son intensité, mais encore sur son existence elle-même.

Tel est notamment le cas où le dommage est la conséquence plus ou moins directe de l'exercice strict d'un droit.

Une situation réelle et très récente fut la suivante : on sait que les Charbonnages de France cherchent à réaliser des rendements de plus en plus élevés. Or, la Direction s'était aperçue que dans certaines mines, les convois chargés d'évacuer au fond le charbon extrait vers les puits de mines étaient plus nombreux qu'il était nécessaire. De cette constatation résultait un projet de suppression d'emplois parmi les ouvriers chargés de cette évacuation. Pour l'empêcher d'aboutir, ceux-ci ont décidé d'appliquer strictement les règlements : au lieu d'effectuer les manœuvres « en voltige » comme cela se pratiquait couramment, ils les effectuent avec pondération : descente du convoi une fois celui-ci arrêté, manœuvre, reprise de leurs postes par les intéressés, départ. Si bien que les convois ne sont plus en surnombre.

Il y a bien ici volonté de ralentir le travail. Cependant le fait qu'il y a observation stricte des règlements justifie l'attitude des

1. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, *op. cit.*, p. 729.

intéressés. Malgré le préjudice causé, il est impossible de dire que, par l'abstention raisonnée, qu'ils observent, ils se livrent à un sabotage passif¹.

19. L'on retrouve un aspect voisin du problème au cas de grève. C'est certainement à cette occasion que des attitudes présentant extérieurement le caractère de sabotage passif peuvent le plus souvent se trouver réalisées, et c'est aussi lors des grèves que l'examen du problème présente les plus grandes difficultés. Cependant, d'un point de vue théorique, les lignes générales de sa solution peuvent être dégagées assez simplement.

La jurisprudence, il est vrai, n'a pas eu à se prononcer sur cette hypothèse. L'espèce qui s'en rapproche le mieux fit l'objet d'un arrêt sur renvoi de la Cour de Montpellier du 18 octobre 1949² : Au cours d'une grève des mineurs travaillant aux Houillères des Cévennes, un ouvrier avait coupé à deux reprises le courant électrique qui alimentait les pompes servant à l'évacuation des eaux d'infiltration. Ce fait de sabotage tombait sous le coup de la disposition prohibitive de l'article 257 Code pénal (dégradation d'objets d'utilité publique) et fit l'objet d'une sanction pénale.

Toutefois, il convient de faire, à propos de cet arrêt, une remarque très importante : l'ouvrier avait *coupé* le courant, il avait agi : c'était donc un cas de sabotage *actif*.

Mais supposons qu'au lieu de couper le courant établi, l'ouvrier *n'ait pas établi* le courant préalablement coupé. La solution eût-elle été la même ? La question est délicate.

En effet, le droit de grève est reconnu par la Constitution du 27 octobre 1946, et la loi du 11 février 1950, article 4, ne laisse aucun doute à cet égard. Or, le droit de grève, c'est le droit de ne pas travailler, donc de s'abstenir de toute intervention. Ce droit va-t-il jusqu'à permettre l'abstention lorsqu'un accident peut en résulter ? Si la réponse est entièrement affirmative, nul sabotage passif n'est répréhensible à l'occasion d'une grève. Si elle est purement négative, elle conduit à interdire le droit de grève aux ouvriers

1. Il faut noter d'ailleurs que seule une notion très extensive du sabotage pourrait être utilisée dans cette hypothèse : celle de sabotage de la production. Nous avons indiqué à diverses reprises que, à notre sens, il n'y a sabotage que s'il y a dégradation d'outillage. La discussion menée dans le texte n'a pas pour objet de remettre cette notion en question, mais uniquement de prouver la nécessité de l'élément injuste pour que le sabotage passif puisse être considéré comme une infraction.

2. *Gaz. Pal.*, 1950.1.58.

chargés des opérations de sécurité. La première solution se révèle fort dangereuse, la seconde semble violer la loi.

A la vérité, des distinctions doivent intervenir. En règle générale, il semble certain que l'abstention en cas de grève, à elle seule, ne peut constituer un sabotage passif. Le droit de grève, en effet, a été reconnu aux salariés parce que son exercice est pratiquement la seule arme qu'ils aient pour faire aboutir leurs revendications.

S'il s'agit d'une grève déclanchée par exemple pour faire aboutir une demande de relèvement de salaires économiquement insuffisants, les ouvriers qui s'abstiennent de travailler, en *bornant à cela leur attitude*, peuvent bien prévoir les dommages qui vont en résulter pour la mine ou l'usine, ils ne sont pas pour autant coupables de sabotage passif. Ils font en effet usage de leur droit, et son exercice, s'il est susceptible de laisser se produire des dégradations, n'en est nullement la cause, il n'en est que l'occasion. Le dommage est provoqué par l'action aveugle des forces de la nature qui, en quelque sorte, « profitent » de l'occasion que leur procure la grève, de détruire ou de détériorer les biens qu'elles atteignent. Or, celui qui crée l'occasion d'un dommage n'est même pas responsable sur le plan civil. C'est bien ce qu'on peut induire de l'arrêt Franck des Chambres Réunies du 2 décembre 1941 : l'imprudence du propriétaire dépossédé de sa voiture était bien l'occasion qui avait permis au voleur d'écraser sa victime, et cependant le propriétaire n'encourait aucune responsabilité civile. Une théorie pénale ne saurait se montrer plus sévère que le droit civil : Celui qui crée une occasion ne peut être l'auteur d'une infraction.

Au demeurant il est assez rare qu'une grève légitime, effectuée dans un esprit uniquement revendicatif, soit l'occasion de dommages : les ouvriers espèrent — leur propre intérêt est en ce sens — que le travail reprendra vite : il faut que le matériel soit alors en bon état, et les mesures de sécurité sont assurées.

Il en va parfois différemment, notamment dans les hypothèses où la grève n'est pas inspirée — au moins dans l'esprit de quelques-uns — par des considérations d'ordre purement professionnel. Ce n'est pas à dire qu'il suffit qu'une grève soit injuste pour que les grévistes laissant des dommages se réaliser puissent être accusés de sabotage passif. Le caractère de la grève peut entraîner des sanctions civiles — en particulier la rupture du contrat de travail (Loi précitée du 11 février 1950, art. 4) — mais enfin la grève injuste ne constitue pas un délit pénal. Ainsi des métallurgistes, menant

une grève à caractère politique, par exemple, et laissant s'éteindre un haut-fourneau pourront sans doute encourir, sous certaines conditions, le licenciement assorti d'une condamnation à dommages et intérêts, mais ils ne pourront pas, à raison simplement du caractère non professionnel de la grève, être poursuivis pénalement. Comme la grève juste, la grève injuste n'est que l'occasion, et non la cause des destructions possibles. (Ce n'est pas à dire, *de lege ferenda*, que cette solution soit la meilleure)¹.

Mais il existe cependant une différence, fréquemment vérifiée en pratique, entre les deux hypothèses : c'est que souvent, la grève injuste est l'occasion de véritables faits de sabotage passif.

Par quoi ceux-ci se caractérisent-ils ?

20. En droit, la réponse qui doit être faite est la suivante : il n'y aura aucun acte de sabotage passif au cours d'une grève que si l'agent a eu *le désir* de voir un dommage se réaliser et que s'il a su que son abstention allait certainement le laisser se produire. La seconde composante de cette volonté est la prévision ; elle est donc insuffisante puisque la première est nécessaire : le désir de voir survenir le dommage.

Celui-ci ne s'identifie pas aux motifs de la grève, qu'ils soient de politique ou d'animosité personnelle envers l'employeur ; il se surajoute à ceux-ci, c'est une volonté particulière, spéciale à un fait bien déterminé : le dommage prévu et voulu.

Dès lors si les métallurgistes grévistes ont eu pour but de laisser le haut-fourneau devenir inutilisable, si leur volonté a été de le condamner à la démolition, alors, mais alors seulement, il y aura sabotage passif.

Ainsi, selon nous, doit être analysée l'intention dans le sabotage passif. Ce n'est pas une simple volonté non caractérisée de rester inactif devant un dommage possible, mais c'est :

— d'une part, le désir de voir se réaliser un dommage,

— et, d'autre part, la prévision certaine qu'une simple inaction va le laisser se produire.

Mais il ne suffit pas que cette intention, ainsi analysée, existe. Encore faut-il, pour la possibilité de la répression, pouvoir prouver son existence. Or, c'est incontestablement là que réside l'écueil essentiel rencontré par les efforts de répression des délits de com-

1. Cf. VERNE, *op. cit.*, p. 75.

mission par omission. Peut-on, en raison de certaines particularités propres au sabotage passif, trouver des éléments de preuve dans les circonstances qui entourent l'infraction ? C'est ce problème qui doit être à présent abordé.

B. — *La preuve de l'intention dans le sabotage passif.*

21. La difficulté de préciser l'intention d'un individu qui n'a rien fait apparaît délicate à chaque pas. N'est-ce pas même l'existence d'une intention coupable qui est parfois incertaine ?

En matière de sabotage passif, la compétence technique de l'agent crée sans doute des présomptions sérieuses, mais à coup sûr insuffisantes. Il existe cependant un criterium simple, aisément constatable en toute hypothèse, et qui peut s'exprimer sous la forme suivante : *Chaque fois qu'une abstention déterminée par une volonté incertaine, — mais qui, si la volonté était prouvée, serait répréhensible à titre de sabotage passif —, chaque fois que cette abstention s'accompagne d'entraves à la liberté du travail d'autrui tenté sur le bien endommagé, on peut être certain qu'il y a sabotage passif.*

L'illustration de cette affirmation doit apparaître dans l'hypothèse de la grève.

Le droit de grève est le droit de ne pas travailler. Il n'implique nullement celui d'interdire tout travail dans l'entreprise. En dépit des injonctions syndicales, l'exercice du droit de grève est, en principe, strictement personnel : nul ne peut être contraint d'exercer son droit.

Or, lorsqu'il y a, à la fois, de la part d'un même individu, abstention dommageable et atteinte à la liberté du travail, son attitude peut s'analyser ainsi : le gréviste qui s'abstient veut peut-être le dommage, ce n'est pas *a priori* certain. Une autre personne se dispose à agir pour empêcher la réalisation des dégâts prévisibles. Le premier n'intervient-il pas ? Il se peut qu'il n'y ait rien à lui reprocher. Intervient-il au contraire ? C'est une preuve certaine qu'il entend s'opposer à toute action tendant à empêcher le dommage qu'il ne faisait peut-être jusque là que prévoir ; sa propre inaction ne lui suffit plus, c'est donc que son but n'est pas exclusivement d'exercer son droit de grève. Quelqu'un va sauver l'outillage de la destruction. S'il y a prévision indifférente, l'agent ne s'y opposera pas. S'il y a volonté, il est temps pour lui d'agir, afin d'interdire à quiconque de s'interposer pour empêcher la réalisation du dommage souhaité, faute de quoi la destruction n'aurait pas lieu.

En résumé, l'agent n'intervient-il pas contre celui qui prétend agir ? Il exerce peut-être son droit à l'indifférence devant le malheur d'autrui inhérent à la grève. En tout cas, son intention reste très incertaine et devra être prouvée par d'autres moyens. Intervient-il au contraire ? C'est qu'à coup sûr sa prévision recèle en réalité une intention mauvaise désormais certaine, un désir de voir des destructions se réaliser.

Le même raisonnement peut d'ailleurs être formulé lorsqu'il y a, non plus véritablement atteinte à la liberté du travail au sens de l'article 414 du Code pénal¹, s'insérant dans le cadre de l'entreprise industrielle, mais encore lorsqu'il y a simplement intervention en vue d'interdire à quiconque d'empêcher un dommage quelconque prévu par celui qui intervient.

Mais à supposer que les deux éléments se trouvent réunis, à supposer également que l'on puisse déceler et prouver une intention mauvaise certaine chez l'agent, l'attitude qui en résulte peut-elle faire l'objet d'une répression pénale ? La simple constatation que l'intéressé n'a pas matériellement touché à la chose détruite ou dégradée n'est-elle pas un obstacle infranchissable ? On peut être tenté de dire, en présence de sa passivité : « De rien, il ne peut rien sortir » une inaction ne peut avoir *causé* le dommage, même lorsque la volonté le poursuivait. A la vérité, il convient alors, pour répondre à cette objection, d'envisager le problème de savoir si, véritablement, l'intention manifestée par l'abstention peut avoir « causé » le dommage.

§ 2

La causalité dans le sabotage passif.

22. Il n'y a aucune difficulté à constater l'existence du lien de causalité dans le sabotage actif. En effet, la volonté pousse l'agent à commettre une action dont la conséquence, dont le but même est de détruire ou de détériorer. Le caractère forcé, automatique, de cette conséquence éclate au grand jour aux yeux de tous. Entre

1. V. sur ce sens exact les arrêts récents de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, notamment : Crim., 26 avril 1951 (*Gaz. Pal.*, 1951.1.374) et les renvois ; Crim., 13 mars 1951 (*Gaz. Pal.*, 1951.1.240 ; D., 1951, p. 276) ; Crim., 21 novembre 1951 (*Gaz. Pal.*, nos des 16-18 janv. 1952) ; Crim., 12 décembre 1951 (D., 1952, p. 157 et le rapport de M. le Conseiller Patin, particulièrement, p. 160, col. 1, avec d'autres références).

l'action de l'individu qui place sous une voie ferrée un explosif amorcé et les dommages résultant de l'explosion, l'existence d'un lieu de causalité est évidente. L'est-elle encore entre l'attitude passive de l'individu qui, voyant un explosif amorcé placé sous une voie ferrée, s'abstient de l'enlever et le dommage résultant de l'explosion ? La question demande réflexion, et il y a deux façons d'y répondre, selon qu'en s'attachant au caractère de la causalité, l'on envisage le problème sous un angle objectif ou subjectif.

Mais à supposer établie l'existence théorique d'un lien de causalité, encore faut-il que celle-ci ne soit pas établie « en l'air ». Pour établir définitivement la causalité d'une intention, il faut déterminer par rapport à quoi cette volonté est causale, et ce sont alors tous les problèmes posés par la nécessité d'un résultat qui surgissent.

1. *Le caractère de la causalité.*

23. a) *Si l'on s'attache à la recherche d'une causalité objective, on se heurte aux difficultés rencontrées jadis sur un plan plus général par la doctrine allemande¹. En effet, ce que l'on prend en considération, c'est l'attitude de l'agent. Puisque la loi pénale, sous peine d'exercer une inquisition intolérable dans les consciences, ne peut réprimer la volonté qu'une fois extériorisée, c'est cette « extériorisation » qu'il faut considérer. Or, dans le sabotage passif, celle-ci consiste en une simple abstention. On ne peut pas admettre que quelque chose naisse de rien. Or, l'omission, c'est le néant. Le néant ne peut engendrer une responsabilité. Si donc il est vrai que l'on puisse « vouloir » et obtenir un résultat criminel, aussi bien par une abstention que par une action, il est également certain que l'omission, en elle-même, ne peut pas être causale.*

On est alors tenté de chercher un lien de causalité entre le dommage et l'attitude globale de l'agent : une attitude antérieure qui, s'ajoutant à l'inaction au moment voulu, a entraîné ce dommage. On est obligé de distendre le champ du débat, de remonter jusqu'à des attitudes ou des engagements antérieurs qui, souvent, ne sont nullement répréhensibles, *ce qui, somme toute, conduirait à considérer comme délinquant un individu à qui, objectivement, on n'a jamais pu reprocher quoi que ce soit.*

En envisageant la causalité objective, on ne peut donc aboutir à aucune solution, et ce n'est pas surprenant : on a encore oublié de tenir compte de la volonté de l'agent.

1. V. P. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, *op. cit.*, pp. 722 à 725.

24. b) *Si, en revanche, on s'attache à la recherche d'une causalité subjective, le problème change d'aspect.* — Il est d'ailleurs bien normal d'envisager celle-ci, et de plus en plus, la science pénale se livre à sa recherche. En effet, l'attitude de l'agent ne doit être considérée que comme *la mise en œuvre* de sa volonté. L'envisager objectivement, ce serait aboutir à réprimer de la même façon une attitude indifférente et une attitude raisonnée parce que, extérieurement, elles se présentent sous des aspects identiques. Qui ne sent l'injustice d'une pareille assimilation ? C'est encore l'examen de la volonté qui doit l'emporter et conduire à rechercher la causalité subjective, le lien entre sa volonté et le dommage survenu.

Le sabotage passif est, avons-nous établi, l'abstention raisonnée devant des forces extérieures, des forces de la nature telles que l'eau, le feu, l'énergie électrique. L'homme prend normalement à leur égard deux attitudes. Ou bien il les combat : ainsi il établit des dispositifs de lutte contre l'inondation ou l'incendie. Ou bien il les utilise, mais en les contrôlant : ainsi il établit un courant électrique et surveille la marche des moteurs actionnés.

L'intelligence humaine est à la source du contrôle de ces forces. Et de la sorte, même en matière de sabotage actif, la volonté va jouer le rôle primordial. Lorsqu'un individu place un explosif sous un pont, est-ce la main qui place l'engin qui est à la source ? A supposer que l'engin soit amené et placé sur un petit véhicule au lieu d'être apporté à la main, sera-ce le véhicule qui sera à la source du dommage ? Certainement non. Or, l'hypothèse est la même. C'est donc *la volonté* du sabotage, *et elle seule*, qui est la source, le point de départ initial de tout le reste. *Elle seule a causé le dommage.* Elle a utilisé un procédé matériel, techniquement quelconque. Elle s'est extériorisée par une action, et c'est par commodité, parce que la preuve de cette volonté s'administre d'elle-même, que l'on dit que le dépôt de l'engin a été la cause de l'explosion et de la destruction qui s'ensuit.

Remplaçons le mot « action » par le terme « attitude ». Nous englobons alors l'inaction. Et voyons si le raisonnement peut encore être poursuivi jusqu'au bout, lorsque le sabotage n'est plus actif, mais passif.

Voici un puits de mine en passe d'être inondé. La manette mettant les pompes en action peut fonctionner. Le technicien est en face d'elle. Il prévoit avec certitude l'inondation, il connaît son propre pouvoir de l'empêcher. S'il l'empêche. S'il utilise le procédé techni-

que consistant à appuyer sa main sur la manette, sa détermination est bien la « cause » qui a empêché l'accident. Si au contraire, sa volonté, fondée sur le désir de voir se réaliser le dommage, lui dit : « N'agis pas », il utilise pour réaliser son but, le procédé technique consistant à rester immobile. On ne peut dire que son abstention est objectivement causale, mais on peut affirmer que l'ordre de sa volonté : « N'agis pas » est à la source des événements ultérieurs. La volonté, alors, s'incarne dans la force naturelle, elle la laisse agir : « Une fois accomplie cette union de la volonté et de la matière, la force cesse d'être aveugle, pour devenir une collaboratrice poursuivant un résultat voulu »¹. Seul le procédé technique a changé². Le raisonnement peut donc encore, dans cette hypothèse être poursuivi jusqu'à son aboutissement. La volonté s'est bien extériorisée dans une attitude.

Mais il s'agit alors d'une délicate recherche d'intention. D'autre part, il convient de rappeler que la loi pénale ne peut, sous peine d'être taxée d'inquisition intolérable, sanctionner la simple pensée, même si, au fond, cette pensée est criminelle. D'ailleurs, comment décèlerait-on une pensée que rien, absolument, ne révèle. La loi pénale doit attendre une « extériorisation ». Elle doit attendre qu'un certain résultat se soit produit : lui seul établit la causalité. En matière de sabotage passif notamment, il ne saurait en être autrement.

2. La nécessité du résultat.

25. Il y a un abîme entre résoudre et agir. Si la loi pénale doit se préoccuper de la volonté malicieuse, elle ne doit le faire que lorsque celle-ci constitue un trouble pour la société. Or, le simple projet n'en est pas un, tant qu'il demeure dans le for intérieur. Tant que le but n'est pas atteint, la volonté peut être modifiée. Au dernier moment l'agent peut se repentir et changer d'attitude. Jusqu'à ce stade, cette volonté n'est pas dangereuse. L'agent montre que, malgré son désir de destruction, son sens humain reste le plus fort.

26. a) *Le résultat se produit-il ?* L'agent a persévéré dans sa pensée mauvaise. Il a profité ainsi des forces extérieures. Il a profité de l'*occasion* qu'elles lui offraient de voir le dommage se réaliser.

1. GAND, *op. cit.*, p. 57.

2. VERNE, *op. cit.*, p. 79 et p. 318, écrit qu'il s'agit de simples « modalités d'exécution ».

C'est à dessein que le terme « occasion » vient d'être utilisé. En effet, les forces de la nature en action ne font que se prêter à la réalisation du sabotage. C'est à l'homme, à son intelligence, à son pouvoir qu'il appartient de guider leur action. La résolution qu'il prend, en pleine conscience, de les laisser agir, est équivalente à la résolution de les utiliser activement pour réaliser le dommage voulu. Elle est donc bien la cause des conséquences qu'elle doit entraîner.

Si l'agent persévère jusqu'au bout dans sa pensée mauvaise, le dommage se réalise. C'est cette réalisation qui rend la situation irrémédiable. Elle prouve que la volonté criminelle l'a emporté sur le sens civique, que par conséquent l'agent est socialement dangereux et que, dès lors, il n'est plus impossible à la loi pénale de s'en préoccuper.

Ainsi, l'accomplissement du mal, la réalisation du résultat dommageable désiré par l'agent, semble nécessaire à l'existence du sabotage passif.

Mais alors que se passe-t-il si, malgré la volonté du saboteur et malgré son abstention raisonnée qui devait normalement produire le résultat désiré, le dommage ne se réalise pas ?

b) *Le résultat ne se produit-il pas ?* Pourra-t-on, dans cette hypothèse faire ici application des notions de tentative et d'infraction manquée ou impossible ?

27. a) La tentative de sabotage passif se conçoit-elle ?

Objectivement, une réponse négative devrait s'imposer. Mais nous avons établi que toute la matière du sabotage passif devait faire l'objet d'un examen essentiellement subjectif. Or, que faut-il pour que l'on puisse relever une tentative ? Trois éléments sont nécessaires : l'intention de parvenir au résultat, le commencement d'exécution, un arrêt involontaire.

— L'intention de parvenir à un résultat de sabotage est l'élément prépondérant. Toutefois, il apparaît d'une manière bien peu précise puisque l'agent ne fait rien. Si le résultat n'apparaît pas, la preuve de cette intention précise, de ce dol déterminé, est sans doute extrêmement difficile. Mais elle pourra résulter d'une attitude antérieure ou concomitante de l'intéressé, par exemple du fait pour lui de s'être vanté de parvenir au dommage qu'il souhaite.

— Le commencement d'exécution réside dans l'abstention. C'est dans la période d'abstention antérieure à l'instant où devait

normalement se produire l'accident que se place la tentative. A quel instant précis cette abstention peut-elle être considérée comme constituant la tentative ? Il convient ici encore de se livrer à une recherche psychologique : dès que l'on peut considérer l'intéressé comme ayant décidé de courir les chances de l'entreprise, dès qu'il a entendu en quelque sorte couper les ponts derrière lui, on dira qu'il est en action du crime¹, la tentative existe. Seul un repentir actif, le conduisant à agir et à empêcher par suite la réalisation du dommage, pourra avoir la « vertu salvatrice » qui le fera échapper aux conséquences de la tentative.

On aperçoit alors, à propos de cet élément de la tentative, une réponse qui va de soi à un problème qui restait jusqu'à présent en suspens : le sabotage passif se réalise en un seul instant — ou plus exactement en un seul trait de temps —. En effet, bien qu'il résulte d'une abstention prolongée, celle-ci se décompose, à l'analyse, en deux périodes : la première se déroule pendant toute la durée au cours de laquelle l'agent, bien que recherchant le résultat, bien qu'ayant « coupé les ponts » n'a pas encore atteint l'instant où l'accident est devenu irrémédiablement certain ; la seconde période, instantanée, se place à l'instant où le dommage ne peut plus en aucune manière être évité.

Le sabotage passif est ainsi un *délit instantané* ; ce caractère entraîne toutes les conséquences qui lui sont attachées, notamment en ce qui concerne le point de départ de la prescription et la détermination de la loi applicable lorsque la législation s'est modifiée au cours de l'abstention commise par l'intéressé.

— L'arrêt de l'exécution par une circonstance indépendante de la volonté de l'agent, troisième élément indispensable de la tentative, est une pure question de fait. Ainsi, il s'agira par exemple, de l'intervention d'un ingénieur qui mettra en action les pompes évacuant l'eau des puits de mines, alors que l'ouvrier se sera abstenu. Cette recherche d'un pur fait ne présente pas de difficulté d'ensemble.

Ainsi la tentative est concevable. Elle est répréhensible toutes les fois que le texte réprimant l'infraction consommée la prévoit comme telle : dans toutes les hypothèses s'il s'agit de crimes, jamais en principe s'il s'agit de contraventions, et en matière de délits correctionnels, chaque fois que le texte prévoyant la répression du délit, prévoit également la répression de la tentative.

1. VIDAL et MAGNOL, *Cours de droit criminel*, t. I, p. 150.

28. β) Le second problème soulevé par la nécessité du résultat pour constituer le sabotage passif réside dans la question de savoir si le délit manqué ou impossible est concevable. Celui-ci suppose que l'agent a fait tout ce qui dépendait de lui pour que le dommage se réalise : le délit est entièrement consommé du point de vue subjectif. Mais le résultat attendu ne s'est pas produit, bien que l'agent n'ait pu prévoir cette éventualité : le délit n'est pas consommé à l'égard de la chose qu'il devait atteindre, l'exécution est manquée au point de vue objectif.

Un exemple fera saisir l'hypothèse :

Un gréviste aperçoit des fils électriques coupés. Croyant que ces fils alimentent des pompes dont l'inaction va entraîner une inondation, il s'abstient de les réparer et de prévenir. Or ces fils alimentent un moteur inutilisé. Le dommage ne se réalisera pas, et cependant l'intéressé a fait tout ce qui était en son pouvoir pour assister à la destruction qu'il souhaite, il a laissé l'occasion agir seule.

Si l'abstention dans laquelle il se confine établit sa volonté, si cette volonté est susceptible de troubler l'ordre social — elle présente bien ce caractère dans notre hypothèse —, le délit, bien qu'impossible, devra être réprimé. C'est la réponse donnée, ici encore, par la théorie subjective, et cette solution n'a rien qui puisse surprendre puisque c'est, avant tout, la volonté de l'agent qui est à la source de l'infraction.

29. Il est temps, à présent, de faire le point. Au terme d'un examen des éléments théoriquement nécessaires à l'existence du sabotage passif, nous connaissons, outre l'élément intentionnel, l'élément injuste, l'élément matériel, et l'élément légal, tout au moins dans son essence. En effet, en analysant l'abstention de l'agent en un simple procédé technique de mise en œuvre de sa volonté — et en analysant de même d'ailleurs une action qui, elle aussi, constitue un simple procédé technique de mise en œuvre de la volonté, différent du premier parce que les circonstances l'exigeaient — nous sommes bien amené à dire que l'auteur d'un sabotage passif a « commis » un sabotage par son inaction, qu'il a commis un délit par inaction, et en d'autres termes, nous sommes conduit à analyser *le sabotage passif en une infraction de commission par omission*. C'est donc la nature de « commission » qui l'emporte et qui conduit à réprimer le sabotage passif en vertu des mêmes textes que le sabo-

tage actif. Toutefois pour préciser la possibilité de la répression, pour porter sur un plan plus pratique cette infraction de commission par omission, il convient de préciser également cet élément légal dont l'existence est, sur le terrain des principes, certaine. Dans cette étude encore, des difficultés ne vont pas manquer de surgir, car le sabotage passif, créé par l'imagination humaine, peut revêtir des formes variées. Il convient à présent d'envisager la répression de ces diverses formes.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉPRESSION DU SABOTAGE PASSIF.

30. Si l'on consulte un tableau descriptif du sabotage¹, on se sent tout de suite édifié sur l'étendue de l'imagination humaine : des moyens innombrables ont en effet été découverts et conseillés, sinon utilisés. Jusqu'à ces dernières années, l'abstention n'avait pas encore, semble-t-il, été envisagée. Elle le fut récemment.

Précisons : à vrai dire, ce n'est pas l'abstention elle-même qui constitue le moyen d'action du saboteur². Elle n'est, pourrait-on dire, que le moyen d'utiliser le moyen d'action, ce dernier étant la puissance des forces de la nature qui vont réaliser, toutes seules, le dommage désiré.

C'est pourquoi il eût été bien vain de chercher à faire, du sabotage passif, une infraction soumise aux textes réprimant l'abstention. Ce qu'il faut prendre en considération, c'est essentiellement la façon dont la destruction s'est effectuée. Et la détermination exacte de celle-ci, qui présente déjà certaines difficultés au cas de sabotage actif, est infiniment moins aisée encore lorsqu'il s'agit d'un sabotage passif. C'est ce problème qu'il convient d'envisager tout d'abord.

Mais il est une autre question qui s'impose à l'esprit : si l'abstention devant les forces aveugles de la nature est susceptible de réaliser un sabotage passif, l'abstention devant l'action de l'homme peut-elle également le constituer ? En d'autres termes plus précis — et c'est ce qu'il conviendra d'examiner en second lieu — le sabotage passif peut-il être commis par complicité ?

1. V. VERNE, *op. cit.*, partie historique.

2. VERNE, *op. cit.*, p. 196.

A. — La qualification de l'infraction.

31. Nous avons vu, lors de la définition du sabotage passif¹, que celui-ci consiste en une attitude ayant entraîné des dégradations ou des destructions d'outillage, et dont le mobile, par ailleurs, est, d'une manière très générale, le désir de nuire au fonctionnement d'un organisme industriel.

Pour que cette attitude puisse être punie, il faut l'intégrer dans le domaine de certains textes de la loi pénale. Il importe de se demander comment on peut parvenir à déterminer ceux-ci, et il convient ensuite de les présenter.

1. Procédé de détermination du texte applicable à la répression du sabotage passif.

32. En matière de sabotage actif, l'attitude de l'agent renseigne sur le choix du moyen qu'il a entendu utiliser : a-t-il *allumé* un feu ? Il est coupable d'incendie. A-t-il déboulonné un rail, fait exploser une mine, toutes ces attitudes actives permettent de déterminer avec précision le texte de la loi pénale applicable. Et cependant le problème n'est pas si simple qu'il y paraît de prime abord puisque les qualifications données par les Tribunaux et les Cours d'appel ont parfois été refusées par la Cour de cassation².

La difficulté est beaucoup plus considérable encore lorsque l'attitude de l'agent constitue un sabotage passif, car en cette hypothèse, rien ne permet, par l'examen de cette seule attitude extérieure, de déterminer le procédé qu'il a entendu employer. Nous avons déjà signalé l'axiome « *ex nihilo nihil* ». Il est impossible, nous l'avons exposé, de dire que l'abstention, *par le seul fait de son existence*, a pu être la cause objective d'un incendie, d'une explosion, d'une corrosion. Elle a laissé se produire un dommage, c'est certain, mais la simple constatation d'une abstention ne peut être d'aucun secours dans le choix du texte de loi applicable. Il faut chercher dans une direction différente, il faut un autre élément.

Cet autre élément, le trouvons-nous dans l'*intention* de l'agent ? En théorie, oui, très certainement. C'est bien l'intention de com-

1. *Supra*, nos 3 et 6.

2. V. notamment : Nîmes, 27 janvier 1949 (D., 1949, p. 324), cassé par Crim., 8 juillet 1949 (D., 1950, p. 150) ; Montpellier, 18 octobre 1949 (*Gaz. Pal.*, 1950.1, p. 58), cassé par Crim., 29 juin 1950 (D., 1950, p. 597) ; Orléans, 2 novembre 1950 (D., 1951, p. 14), cassé par Crim., 21 novembre 1951 (*Gaz. Pal.*, nos des 16-18 janv. 1952).

mettre telle infraction — et de persévérer jusqu'au bout — qui entraîne l'application du texte prévoyant cette infraction. Cependant on mesure combien cette recherche d'intention peut être délicate, combien à se borner abstraitement à elle seule, elle se révélerait toujours décevante et incertaine et parfois radicalement vaine.

33. C'est pourquoi il convient de se référer au *résultat* acquis. *Le sabotage est l'une de ces nombreuses infractions qui exigent, pour être réalisées, l'événement d'un dommage.*

Etrange affirmation, pourrait-on objecter, que celle qui consiste à dire que, pour apprécier une infraction par définition intentionnelle, il soit nécessaire d'en considérer le résultat. Mais bien souvent la loi pénale ne fait pas autre chose. Le délit le plus courant, le vol, est bien une infraction intentionnelle. Certes, il peut y avoir tentative de vol, mais pour que l'on puisse poursuivre le délit réalisé de vol, l'article 379 du Code pénal n'en exige pas moins la constatation de la soustraction d'une chose au préjudice de son propriétaire. Autre exemple : on découvre un cadavre. Selon que sera constatée la présence dans le corps d'une balle de revolver ou d'une certaine quantité d'arsenic, la peine pourra être celle des travaux forcés à perpétuité (art. 304, al. 2, C. pén., sur le meurtre) ou celle de mort, (art. 302, C. pén. sur l'empoisonnement). C'est donc bien le résultat tangible, matériel, que la loi prend en considération.

En matière de sabotage passif, il convient d'utiliser le même procédé : constater le dommage, puis *déterminer la façon dont il s'est réalisé*. On peut ainsi préciser le texte de loi applicable. C'est la façon dont la destruction s'est opérée, c'est en quelque sorte le procédé utilisé par les forces extérieures pour l'entraîner qui sera transféré sur les épaules du saboteur passif, comme étant l'« extériorisation » de sa volonté d'utiliser lui-même ce procédé pour parvenir au dommage souhaité. Il n'a fait en effet que s'assurer la collaboration de ces forces, elles ont été l'instrument de son intention. Elles ont été, pour ainsi dire — nous nous excusons par avance de cette métaphore, juridiquement inexacte sans doute, mais suggestive — ses mandataires, ses subordonnées.

Toute difficulté ne disparaît pas pour autant, car, avons-nous établi, c'est tout de même l'intention réelle du saboteur qu'il faut explorer, et elle ne se dégage pas toujours, il s'en faut, de la façon dont le dommage s'est trouvé réalisé. Bien souvent, à l'origine, la volonté n'a été qu'une détermination très générale de nuire. « L'occa-

sion fait le larron » précise un dicton populaire. En notre hypothèse, ce sont les circonstances qui ont conduit cette volonté très générale de nuire à se matérialiser en intention de laisser brûler, inonder, exploser ou corroder le bien.

Mais c'est bien précisément parce que les forces de la nature ont, en quelque sorte, agi au nom du saboteur, parce qu'elles n'ont fait que lui prêter aveuglément leur puissance, qu'il est possible de faire endosser à l'agent la responsabilité pénale du dommage réalisé, ainsi d'ailleurs que la responsabilité civile, problème fort important parfois, du moins sur le terrain des principes.

La répression sera par conséquent identique à ce qu'elle serait si le saboteur avait agi lui-même. C'est ce qui correspond, d'ailleurs, à la nature d'infraction de commission par omission que nous avons pu attribuer au sabotage passif.

Mais affirmer cette règle générale n'épuise pas le problème. La jurisprudence s'est heurtée à lui à maintes reprises, à propos d'espèces où la notion de sabotage passif n'était pas toujours seule en jeu, mais dont l'examen n'en conduit pas moins à éclairer notre sujet.

Il convient en effet d'utiliser à présent le procédé exposé pour préciser le texte de la loi pénale applicable.

2. — *Les textes fondant la répression du sabotage passif.*

34. Pour être complète, une étude de ces divers textes devrait être fort longue. Mais ce n'est pas notre propos de l'entreprendre. Il nous suffit, en utilisant les résultats acquis en tant que besoin, d'établir leur application jurisprudentielle au sabotage passif. Mais il conviendra cependant de réserver une place particulière à un texte du Code pénal qui nous amène aux confins mêmes de la notion : celui qui réprime les entraves à la liberté du travail.

35. a) *Les textes applicables.* — Un auteur récent¹ a dégagé tous ceux-ci en matière de sabotage actif. Analysant le sabotage passif en infraction de commission par omission, nous ne pouvons que nous rallier, à propos de notre hypothèse, au système général qu'il a construit. C'est en effet celui que la jurisprudence, même postérieure à cet ouvrage, a adopté. Il ne nous est pas utile de le rétablir dans tous ses détails, il convient seulement d'en illustrer l'application à la matière du sabotage passif.

1. VERNE, *op. cit.*, pp. 118 à 229.

Un texte essentiel, l'article 443¹ du Code pénal est d'une application à peu près générale. D'autres peuvent être invoqués lorsque les circonstances de l'infraction incluent celle-ci dans leur domaine.

36. z) Le rôle de l'article 443 du Code pénal vient d'être magistralement mis en lumière par un arrêt de la Cour de cassation, Chambre criminelle, du 12 décembre 1951².

L'espèce était la suivante : le 28 janvier 1951 au matin, les ouvriers de l'Usine de Villerupt, appartenant à la société *Sidelor*, se mirent inopinément en grève. La direction jugea indispensable de faire vider les hauts-fourneaux et les mélangeurs, en vue de les préserver des dégâts considérables que le refroidissement de la fonte à l'intérieur devait nécessairement entraîner. Certains ouvriers refusèrent d'effectuer eux-mêmes la coulée de la fonte, et s'opposèrent, non sans quelque véhémence, aux efforts des agents de maîtrise qui intervenaient.

La Cour de Nancy, confirmant dans son principe un jugement du tribunal correctionnel de Briey, condamna les prévenus pour entraves à la liberté du travail. La Cour de cassation, adoptant l'argumentation développée par M. le Conseiller Patin dans son rapport, cassa cet arrêt en soulevant d'office le moyen tiré de la non-application de l'article 443, Code pénal.

Certes, il convient de le préciser, l'attitude des ouvriers avait été partiellement active, mais seulement en ce qu'ils ont empêché des tiers de remplir leur mission. En revanche, à l'égard du haut-fourneau endommagé, elle a été purement passive puisqu'ils n'y ont pas touché. La destruction ne provenait pas de leur intervention active sur lui, puisque cette intervention était inexistante. Elle ne pouvait pas davantage avoir été directement causée par la pression qu'ils avaient exercée sur autrui³, sinon la Cour suprême n'eût pas cassé l'arrêt de la Cour de Nancy. La destruction ne pouvait résulter

1. Article 443 : « Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement détérioré des marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts ni être moindre de 2.000 frs (4.000 frs depuis la loi du 14 avril 1952).

Si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique ou par un commis de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, sans préjudice de l'amende, ainsi qu'il vient d'être dit ».

2. D., 1952, p. 157, avec le rapport de M. le Conseiller Patin ; *J.C.P.*, 1952.2.5855, note G.J.V. — V. l'arrêt qui fit l'objet du pourvoi : Nancy, 22 mai 1951, *Gaz. Pal.*, 1951.2.20 ; et l'arrêt sur renvoi : Dijon, 18 mars 1952, *J.C.P.*, 1952.1.6890.

3. V. *infra*, n° 41, texte et note 1 (p. 457).

directement que de leur attitude contraire aux mesures demandées par la direction. L'action des ouvriers à l'égard des agents de maîtrise n'a servi qu'à établir de façon indubitable leur volonté de rendre le haut fourneau inutilisable. Par conséquent nous rejoignons bien l'hypothèse du sabotage passif. C'est celui-ci que la Cour de cassation a voulu sanctionner en appliquant l'article 443 du Code pénal à des individus qui, du point de vue objectif et par rapport au délit, n'avaient rien fait.

L'article 443 est, avons-nous écrit, d'une application très générale. En effet, il peut être invoqué lorsque la détérioration a été provoquée « par tout moyen ». Et d'autre part, il s'applique en cas de dommage causé à des « instruments quelconques », que ceux-ci soient de nature mobilière ou immobilière¹.

Ce n'est pas à dire cependant que la répression sera toujours fondée sur l'article 443 du Code pénal.

37. s) En effet, il arrive fréquemment que d'autres textes deviennent applicables.

C'est ce qui se produit lorsque les faits prennent une physionomie spéciale due à l'objet auquel ils se rapportent.

Nous avons déjà signalé, dès la définition, que le sabotage était un fait technique s'insérant dans le domaine de la vie économique. Or, des textes spéciaux sont applicables lorsque les « instruments servant à la fabrication ou au commerce » ne sont plus « quelconques », comme dans l'article 443, mais appartiennent à une branche déterminée de l'activité économique.

38. 1° Parmi ces textes, il en est que nous nous bornerons à énumérer.

— Il en sera ainsi des textes réprimant les destructions ayant pour but de créer des entraves aux communications :

Communications par chemins de fer : Loi du 15 juillet 1845, article 16, 20 et 21 ; décret du 22 mars 1942, article 73².

Communications par route : Loi du 12 janvier 1943, article 1^{er}.

1. V. en ce sens, le rapport très complet de M. le Conseiller Patin, D., 1952, pp. 157 et s., notamment, p. 160, col. 2, réfutant la thèse exposée par Garçon, qui limitait le domaine de l'article 443 aux dommages causés aux biens mobiliers (C. pén., annoté, art. 443, n° 1).

2. V. Trib. corr. Orange, 26 avril 1950, confirmé par Nîmes, 9 juillet 1950 (D., 1950, p. 472) ; Trib. corr. Tours, 1^{er} juillet 1950, confirmé par Orléans, 2 novembre 1950 (D., 1951, p. 14), arrêt qui fut cassé : Crim., 21 novembre 1951 (*Gaz. Pal.*, n° des 16-18 janv. 1952).

Communications télégraphiques : Décret-loi du 27 décembre 1851.

— Il en ira de même des textes réprimant la destruction de certains biens de valeur particulière (art. 434 à 438 du Code pénal).

39. 2° Certains textes, en revanche, doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi, parce qu'ils ont donné lieu, dans la jurisprudence récente, à des difficultés d'un intérêt pratique non négligeable : il s'agit de l'article 257 du Code pénal et de la loi du 17 mai 1946 sur les nationalisations.

Il convient de souligner, à propos de l'étude de ces textes combien, au fond, il est parfois ardu de distinguer en pratique les mobiles et l'intention dans les délits. On peut presque dire en effet que les difficultés rencontrées par la jurisprudence à propos de ces textes intéressent les mobiles inspirant les grévistes. A la vérité, il n'en était rien.

Il n'est déjà pas toujours aisé de découvrir, chez chaque gréviste, la raison qui inspire sa participation à un mouvement de grève. Il est peut-être moins simple encore de déterminer l'intention qui a, au cours d'une grève, motivé une abstention dommageable de la part d'un individu déterminé. Certes, on peut, presque à coup sûr, affirmer que cet individu n'a pas voulu la détérioration d'un instrument de travail comme une « fin en soi », mais qu'il l'a désirée comme un moyen de faire aboutir les « revendications » auxquelles est dûe la grève. On peut affirmer que dans la quasi-totalité des cas, le gréviste n'a pas en vue la commission d'un acte de *vandalisme*¹, — désintéressé, pourrait-on presque dire —, mais tend à un résultat de *sabotage* qu'il lui suffit de laisser s'accomplir seul.

Mais poursuivons davantage, car la précision fait encore défaut : quel est donc le but visé par le saboteur ? Veut-il entraver le fonctionnement de l'entreprise ? Désire-t-il protester contre son organisation ? L'espèce suivante est l'exemple le plus typique de cette difficulté : au cours d'une grève survenue aux Houillères des Cévennes, un ouvrier mineur avait, par deux fois, coupé le courant alimentant des pompes, causant ainsi l'inondation de certaines galeries de mines².

La Cour d'appel de Nîmes, par un arrêt du 27 janvier 1949³

1. V. VERNE, *op. cit.*, p. 83.

2. On notera que l'hypothèse constitue un cas de sabotage actif (v. *supra*, n° 18), mais c'est le seul exemple jurisprudentiel. Mais le raisonnement vaut aussi bien pour le sabotage passif.

3. *Gaz. Pal.*, 1949, 2, Somm., p. 21 ; D., 1949, p. 324.

prononça une condamnation à l'encontre de l'intéressé, en fondant celle-ci sur l'article 32 de la loi du 17 mai 1946 sur les nationalisations¹. L'esprit de la loi prouve que la Cour estimait établie l'intention du mineur de *protester contre les nationalisations*. A la vérité, il n'en était rien : l'intéressé eût agi exactement de même si la mine avait appartenu à une société privée : il ne cherchait nullement à manifester son opposition aux nationalisations (le contraire est même beaucoup plus probable), il désirait simplement s'associer à une action nuisible pour l'exploitation.

Beaucoup plus simple en revanche, et beaucoup plus vraisemblable aussi, fut l'argumentation de la Cour de Montpellier qui statua après renvoi², par son arrêt précité du 18 octobre 1949³. Cette juridiction, en effet, ne se perdant pas dans les raisons incertaines qui avaient dicté la conduite de l'intéressé, releva tout simplement l'intention d'endommager un puits de mine et fonda la condamnation sur l'article 257 du Code pénal⁴.

C'est également l'article 257 qui sert de base à la condamnation prononcée par un jugement très fortement motivé du tribunal correctionnel de Saint-Etienne du 10 décembre 1948⁵ : « est coupable du délit de complicité⁶ de dégradation d'objets d'utilité publique prévu et puni par l'article 257, Code pénal, le délégué mineur placé à la tête du piquet de grève occupant un puits qui, en limitant volontairement le nombre des ouvriers destinés à assurer les services d'entretien et de sécurité, a, *par son abstention volontaire*, laissé se produire des déprédations et des pertes au préjudice du patrimoine national. Le délit est caractérisé par le fait que ces actes ont eu un caractère intentionnel et ont entraîné directement ou indirectement des dommages aux installations de la mine ».

1. Le texte est ainsi conçu : « Seront punis de six mois à cinq ans de prison et de 50.000 à 500.000 frs d'amende...

1° ceux qui... détériorent, altèrent, endommagent..., des biens mobiliers ou immobiliers susceptibles d'être compris dans les transferts effectués par les décrets de nationalisation...

3° ceux qui... compromettent volontairement le bon fonctionnement des installations ou services transférés aux Charbonnages de France ou aux Houillères de bassin, ou exploités par eux ».

2. *Crim.*, 8 juillet 1949 (D., 1950, p. 150).

3. *Gaz. Pal.*, 1950.1.58.

4. Article 257 C. pén. : « Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues, ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de 24.000 à 120.000 frs ».

5. D., 1949, p. 220.

6. Ce point spécial sera étudié *infra*, n° 43 et ss.

Il semble donc établi en jurisprudence — à juste titre, croyons-nous — que l'article 257 est le fondement essentiel de la répression du sabotage — aussi bien passif qu'actif — dans le secteur nationalisé.

40. Ce n'est pas pour le vain plaisir d'établir des distinctions subtiles qu'à côté de l'article 443, divers textes sont proposés. Leur application correspond à la nécessité juridique d'invoquer, pour chaque hypothèse, le texte dans le domaine duquel elle s'insère.

En outre, deux intérêts pratiques l'exigent : Tout d'abord, l'article 443 ne réprime pas la tentative, alors que d'autres la prévoient (notamment les art. 434, 435, 437, C. pén., et l'art. 16 de la loi du 15 juillet 1945 établissant des infractions qualifiées crimes). En second lieu, les peines pourront être beaucoup plus fortes (ainsi, si des sabotages tombant sous le coup des 4 textes précités ont entraîné mort d'homme, la peine pourra être celle de mort).

La répression est donc puissamment armée à l'encontre des saboteurs agissants ou « laissant faire ». Mais ne pourrait-elle pas trouver un autre moyen d'action encore dans l'article 414 du Code pénal qui réprime les entraves à la liberté du travail¹ ?

41. b) *L'article 414 du Code pénal.* — Nous avons souligné que l'article 414 du Code nous conduisait à la limite de la notion de sabotage passif. En effet, l'atteinte à la liberté du travail n'est pas, en soi, un véritable acte de sabotage, puisqu'elle n'a pas pour objet la destruction d'un outillage. Mais surtout cette infraction ne peut pas se réaliser au moyen d'une attitude passive. En effet, elle n'existe que si le délinquant est intervenu, c'est-à-dire s'il a agi. On ne conçoit pas qu'un tel délit puisse découler d'une inaction. Certes, celui qui, au cours d'une grève, demeure devant une locomotive prête à partir² semble, à première vue, réaliser le délit sans aucune action, mais son attitude a bien été, à la vérité, active ; avant de demeurer sur la voie, il est venu s'y placer. On ne peut même pas concevoir que le délit soit réalisé par celui qui s'abstient de réparer l'outillage nécessaire au travail d'autrui, puisque celui qui le détériore ne tombe même pas sous le coup de l'article 414³.

De sorte que l'article 414 du Code pénal ne peut être proposé comme l'un des textes de répression du sabotage passif. Le délit

1. V. le rôle joué par cette notion dans le problème de la preuve de l'intention du saboteur passif, *supra*, n° 21.

2. Crim., 21 novembre 1951 précité, et sur renvoi, Bourges, 14 février 1952.

3. Crim., 13 mars 1951, précité ; Amiens, 31 octobre 1951 (D., 1951, p. 722).

d'entraves à la liberté du travail peut venir se surajouter à un sabotage passif, il peut prouver l'intention établissant celui-ci, mais il ne le constitue jamais lui-même. C'est ce qui explique les difficultés rencontrées par les décisions qui ont tenté cependant cette construction, lorsqu'il s'est agi d'asseoir sur cette base des réparations civiles. Ainsi en advint-il dans l'arrêt de la Cour de Nancy du 11 mai 1951¹ : « (Elles) ont dû être réduites à l'appréciation d'un simple préjudice moral ; les juges du fond n'ont pu prendre en considération le préjudice matériel, par la raison que ce préjudice ne pouvait être la conséquence directe de l'infraction, sous la qualification qui lui était si malencontreusement attribuée »².

42. Même avec la restriction qu'apporte l'exclusion de l'article 414 du Code pénal, la législation pénale française fournit des armes nombreuses et sévères à l'encontre du sabotage passif. Il ne sera donc pas utile de prévoir, dans un texte législatif spécial, une répression particulière de celui-ci. Une telle entreprise serait, au demeurant, fort complexe. Et peut-être se révélerait-elle même nuisible en risquant d'omettre une seule des hypothèses concevables. Elle serait en tout cas un peu irrationnelle, puisqu'elle détruirait l'unité foncière du sabotage actif et passif.

Ainsi, l'auteur d'un sabotage passif s'expose très certainement, dans l'état actuel de notre droit pénal positif, à la répression. Mais il arrive que l'attitude prise par un individu ait favorisé un saboteur. Au lieu de laisser agir des forces irresponsables, cet individu laisse agir un homme. Il convient de se demander si la répression peut l'atteindre comme complice.

B. — *La complicité de sabotage par abstention.*

Il importe dès l'abord, de bien préciser le sens de cette formule ambiguë, pour envisager ensuite la possibilité de la répression.

1. *Précision de la notion.*

43. S'agit-il d'une complicité active tendant à laisser effectuer un sabotage par abstention ? Il n'y a pas de problème. Cette complicité est incontestablement punissable. Qui n'aperçoit le danger social représenté par les instigateurs ou les provocateurs de

1. Précité : *Gaz. Pal.*, 1951.2.20.

2. Rapport de M. le Conseiller Patin, D., 1952, p. 160, col. 1.

sabotage, même passif, qui, tout en restant dans l'ombre, tiennent les leviers de commande des opérations ? Il importe de les atteindre, et la réponse, en droit, est certaine. L'analyse du sabotage passif en infraction de commission par omission entraînant l'assimilation de celui-ci au sabotage actif, la complicité est punissable dans les termes du droit commun, c'est-à-dire des articles 59 et 60 du Code pénal¹.

Le 18 novembre 1948, un projet de loi fut cependant déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale², projet prévoyant la création d'un article 443 bis du Code pénal, dont le premier alinéa était ainsi conçu : « Sera puni d'un emprisonnement de 1 à 5 ans... quiconque aura, par l'un des moyens énumérés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881³, réalisé, organisé, tenté, ou provoqué à réaliser, à organiser ou à tenter soit une action, soit une abstention systématique ayant pour but et pour effet un sabotage actif ou passif ».

Certes, ce texte avait un grand mérite : celui d'incriminer, dans une hypothèse particulièrement dangereuse pour l'ordre public, la tentative, qui — nous l'avons vu — n'est pas réprimée par l'article 443 du Code pénal⁴. Il ne fut cependant pas voté.

Mais en ce qui concerne la complicité, l'utilité du projet n'apparaissait pas. Au contraire, il eût abouti bien souvent à une répression moins forte que celle qui est possible en vertu de l'article 59

1. Article 59 : « Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement ».

Article 60 : « Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machination ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre ;

Ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir ;

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée, sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis ».

2. J. O., Ass. Nat., 19 novembre 1948, p. 7113.

3. Article 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse : « Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans les lieux ou réunions publics, soit des placards ou affiches, exposés au regard du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet.

Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime prévue par l'article 2 du Code pénal ».

4. V. *supra*, n° 36 et 40.

du Code pénal, combiné avec l'article 60 du Code pénal et l'article 23 de la loi de 1881, invoqué avec raison cependant par le projet. Le droit commun suffit à la répression de la complicité active de sabotage passif.

Tel n'est pas le sens que nous entendons donner à la formule « complicité de sabotage par abstention » : cette expression doit être étudiée dans sa signification de « complicité par abstention d'un sabotage » (actif ou passif, peu importe).

L'aspect du problème est alors bien différent, et, en droit, la possibilité d'une répression demande un examen attentif¹.

2. La répression est-elle possible ?

44. Il est traditionnellement admis, depuis le début du XIX^e siècle, qu'un individu ne peut être déclaré complice d'un criminel ou d'un délinquant si son attitude a été *purement passive*.

La doctrine est unanime sur ce principe², et la jurisprudence, notamment celle de la Cour de cassation, semble bien établie dans le même sens³.

Le principe ne saurait être discuté. *Il est certain que le témoin indifférent d'une infraction est impunissable comme complice.*

Cela provient tout d'abord de ce que son attitude n'a pas, à proprement parler, aidé le délinquant ou le criminel ; elle a simplement évité de rendre sa tâche plus difficile. Or, c'est insuffisant : la complicité implique un apport effectif de facilité.

Mais cela provient aussi, à notre sens, de ce que le témoin n'a pas eu l'intention d'aider le malfaiteur. Cette intention faisant défaut, tout ce qu'on pourrait lui reprocher n'est pas un fait de complicité, mais une abstention pure et simple, sans rapport

1. Sans doute cet examen va-t-il nous entraîner sur un plan plus général que l'étude strictement limitée au sabotage passif. Mais, à l'occasion de celui-ci, le débat mérite d'être élevé, d'une part, à cause de son actualité et, d'autre part, parce que sa solution s'applique aux hypothèses de complicité passive fournie à tous les crimes et délits.

2. P. BOUZAT, *Traité de droit pénal*, n° 710 ; DONNEDIEU DE VABRES, *Traité de droit criminel*, 3^e éd., n° 430 ; GAND, *op. cit.*, p. 120 ; GARÇON, *Code pénal annoté*, articles 59 et 60, n° 333 ; GARRAUD, *Traité de droit pénal*, 2^e éd., t. 2, n° 649, p. 611, 3^e éd., t. 3 n° 132, p. 95 ; P. GARRAUD, *Précis de droit pénal*, 15^e éd., n° 257 ; HÉMARD, note, S., 1902.2.308 ; A. LEGAL, note, S., 1949.1.82 ; Le POITTEVIN, note, D.P., 1902.2.84 ; J. MAGNOL, *Rev. science crim.*, 1949, obs., p. 581 ; VIDAL ET MAGNOL, *Cours de droit criminel*, 9^e éd., t. 1, n° 421, p. 579.

3. V. notamment : Cass. crim., 28 thermidor an II ; Crim., 30 novembre 1810 (*Bull. crim.*, n° 313) ; [Crim., 22 juillet 1897 (D.P., 1899.1.92) ; Crim., 26 octobre 1912 (S., 1914.1.225, note J.-A. ROUX) ; Crim., 15 janvier 1948 (D., 1948.100 ; S., 1949.1.81, note A. LEGAL) ; Poitiers, 20 novembre 1901 (D.P., 1902.2.81 ; S., 1902.2.305).

intentionnel direct avec l'infraction commise. Envisagée dépouillée de ce rapport, l'abstention ne saurait s'analyser autrement qu'en une *omission*, laquelle n'est répréhensible que dans les hypothèses prévues par la loi dans le cadre, encore restreint, des infractions d'*omission* (art. 62 et 63, C. pén., tels qu'ils résultent de l'ordonnance du 25 juin 1945). Ainsi dans l'hypothèse du sabotage, le visiteur incompetent qui assiste, sans s'en douter, à un acte dommageable, ne saurait en aucun cas, être répréhensible, ni à titre de coupable d'un délit d'omission (non prévu par la loi), ni à celui de complice du sabotage (juridiquement, — et même pratiquement —, inconcevable).

Ainsi, nous nous rallions bien, en ce qui concerne *le principe à l'état pur*, à l'opinion unanime de la doctrine : par le seul fait de son abstention en présence d'une infraction, un individu n'en devient pas le complice, *l'abstention n'est pas un mode de complicité*.

45. La question n'est cependant pas épuisée, car si l'abstention ne constitue pas elle-même un mode de complicité, est-ce à dire qu'elle ne puisse jamais être la *manifestation d'un mode de complicité* ? Nous ne le pensons pas. Il ne s'agit pas de combattre le principe lui-même, mais d'en limiter l'application en établissant le critérium permettant de distinguer l'abstention irréprochable de « l'abstention — manifestation d'un mode de complicité ».

La Cour de cassation elle-même, malgré sa fidélité au principe, a estimé devoir en écarter l'application en certaines hypothèses¹. Les juridictions inférieures, plus proches des réalités, semblent s'engager toujours davantage dans cette voie², que la doctrine ne désapprouve pas³, ou conseille, *de lege ferenda*⁴.

Cette position correspond à une hypothèse bien caractérisée : celle dans laquelle un individu désire en aider un autre à accomplir un forfait, et utilise pour cela l'attitude la mieux adaptée aux circonstances : le laisser-faire, l'assurer d'un silence bienveillant et

1. Crim., 8 novembre 1855 (D.P., 1855.5.432) ; Crim., 15 juin et 24 décembre 1858 (D.P., 1858.5.349) ; Crim., 8 janvier et 14 août 1863 (D.P., 1863.1., p. 438).

2. Lyon, 11 octobre 1946 (Cass. par crim., 15 janv. 1948 précité) ; Aix, 14 janvier 1947 (J.C.P., 1947.1.3465, note R. BÉRAUD) ; Trib. corr., Saint-Etienne, 10 décembre 1948 (D., 1949, p. 220, précité).

3. V. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, *op. cit.*, p. 736 ; notes J.-A. ROUX (S., 1914.1.225) ; A. LEGAL (S., 1949.1.83) ; BÉRAUD (J.C.P., 1947.1.3465) ; BÉRAUD, « L'omission punissable » (J.C.P., 1944, Doctr., 433) ; A. CHAVANNE, note sous Bourges, 16 février 1950, J.C.P., 1950.II.5629.

4. J. MAGNOL, *Rev. science crim.*, 1947, p. 581 ; 1948, p. 294.

encourageant. Cet individu va-t-il être sûr de l'impunité ? Peut-on lui réserver un sort identique à celui de la personne qui était présente sans se douter de ce qui se tramait ? La morale, le bon sens, l'opinion publique, s'insurgent contre cette solution.

Nous allons voir que le droit pénal positif permet de l'éviter.

Les arrêts précités de la Chambre criminelle du 26 octobre 1912 et du 15 janvier 1948 qui ont reconnu l'impunité de tels agissements ont été critiqués respectivement par M. Roux et par M. Legal, non pas à propos du principe posé, mais à propos de l'application qui en fut faite.

Dans la première espèce, il s'agissait d'un délégué ouvrier qui avait assisté aux violences exercées par des grévistes sur un autre ouvrier non gréviste. Certes, il n'avait rien fait. Il s'était contenté de toiser avec un sourire narquois la victime.

Dans la seconde, il s'agissait d'un individu qui, assistant à un vol, avait échangé son immobilité et son silence contre le partage du butin.

Les commentateurs estimèrent que le principe de non-répression devait être écarté, parce que l'attitude de ces deux personnages constituait un encouragement à la commission de l'infraction. La seconde espèce rentrait fort bien dans le cadre de l'article 60, alinéa 1 (Seront punis comme complices ceux qui par dons, *promesses...*), puisque l'intéressé avait *promis* son abstention. La première cadrait beaucoup moins bien avec une interprétation très stricte du texte.

Cependant, nous souscrivons entièrement à l'opinion des deux commentateurs. En effet, l'article 60, alinéa 3, vise « ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou *assisté* les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront... *facilitée* ». Or, n'est-ce pas faciliter l'infraction que faire savoir au délinquant qu'on la laissera commettre ? N'est-ce pas s'associer au vol que d'accepter de partager le larcin ? N'est-ce pas favoriser les violences que de toiser ironiquement la victime de ceux à qui l'on peut, d'un mot, commander de cesser leurs agissements ?

L'encouragement donné aux délinquants est certain. Or, à l'époque présente où le droit pénal, toujours davantage, tient compte des éléments subjectifs, il est hors de doute que la complicité morale existe, et que les termes très généraux de l'article 6, alinéa 3, Code pénal, réprime celle-ci aussi bien que la complicité

matérielle¹. Mais « il importe assez peu de savoir comment cette assistance morale est donnée, ce qui la produit et quelle forme elle revêt. L'article 60, alinéa 3, Code pénal ne s'attache qu'au but : faciliter l'exécution d'un crime ou d'un délit. Il n'exige qu'une seule condition, que l'aide ait été donnée avec connaissance. Mais qu'elle soit fournie sous une forme négative ou sous une forme positive, par des actes, des paroles ou un silence, du moment que le résultat est produit, la culpabilité existe pareillement, et la responsabilité pénale s'en suit »². « L'aide ou l'assistance peuvent se concevoir sous l'aspect d'une participation psychologique. Et point ne sera besoin alors qu'elles s'accompagnent d'une quelconque activité physique pour tomber sous le coup de la loi »³.

En jurisprudence, la décision qui a sans conteste le mieux mis en lumière la possibilité d'une complicité par abstention est l'arrêt précité de la Cour d'Aix du 14 janvier 1947⁴ : « Il convient d'admettre, dit cet arrêt, qu'une attitude passive qui, normalement, ne constitue qu'une abstention non punissable, peut, dans des circonstances particulières et de la part de certaines personnes, revêtir le caractère d'une coopération coupable. Ce caractère réside bien moins dans le comportement de la personne, pris en lui-même, que dans l'influence que ce comportement a pu exercer sur l'esprit de l'auteur de l'infraction dans l'espérance qu'il a pu faire naître dans sa conscience. En un mot, le *criterium* est non pas d'ordre objectif, mais *subjectif*. Il s'agit donc de rechercher, en fait, si l'auteur, avant d'agir, *savait qu'il pouvait compter sur la passivité* de la personne dont l'inaction était, à ses yeux, sinon nécessaire, du moins utile à la perpétration du délit, d'examiner notamment si l'abstention de cette personne est le résultat d'un concert formé entre elle et l'auteur. Dans l'affirmative, il est permis de dire, sans forcer les termes, que l'infraction a été facilitée ou consommée grâce à l'aide ou l'assistance consciente d'autrui... ».

46. Pouvons-nous à présent dégager le *criterium* recherché, permettant de distinguer l'abstention permise de l'abstention-complice ? Il le semble. En effet, à sa nature d'abstention, il suffit d'appliquer les caractéristiques de la complicité : il faut que l'abs-

1. V. ROUX, note précitée, S., 1914.1., p. 226, col. 2 ; LEGAL, note précitée, S. 1949, p. 83, col. 1 et 2.

2. ROUX, *cod. loco*.

3. LEGAL, *cod. loco*.

4. Approuvé par M. BÉRAUD dans sa note (J.C.P., 1947.1.3465).

tention ait favorisé l'infraction, qu'elle ait exercé une influence sur la détermination de l'auteur, c'est-à-dire qu'elle ait été prêtée ou promise avant ou pendant la commission de l'infraction, et qu'elle ait été en outre connue du délinquant ou du criminel ; il faut enfin essentiellement qu'elle ait été voulue comme telle par le complice.

Il ne reste plus qu'à ramasser ces propositions en une définition qui pourrait être la suivante : *constitue une attitude de complicité toute abstention réalisée ou promise avant ou pendant la commission d'une infraction, et portée dès cette époque à la connaissance de l'auteur de celle-ci, qui aura eu pour but et pour résultat de favoriser, par l'un des moyens énumérés à l'article 60 du Code pénal, la commission de cette infraction.*

Précisons notre pensée : il ne s'agit pas là d'un texte que nous souhaiterions voir prendre place dans la législation. Le droit positif suffit. La formule proposée n'est que l'énoncé d'une hypothèse dans laquelle il permet la répression. Tout au plus, si l'expression « complicité par abstention » prête à équivoque, nous proposerions la formule plus développée « complicité par abstention concertée avec l'auteur principal », qui peut aller de la connivence intéressée préparant le partage du produit d'un vol au simple silence accompagné d'un sourire approbateur, mais qui n'englobe jamais l'abstention indifférente d'un témoin fortuit.

Le reproche fait à l'intéressé n'est donc pas exactement de n'avoir rien fait, mais c'est d'avoir, par son abstention, favorisé activement un malfaiteur, c'est d'avoir *facilité* positivement sa tâche. Le reproche s'adresse, non à une *complicité d'omission*, mais à une complicité active réalisée par le moyen pratique d'une abstention.

L'application de cette solution à la complicité passive de sabotage ne fait alors aucune difficulté. L'existence de cette complicité est possible, mais elle ne peut être réalisée que par un individu possédant une compétence technique suffisante pour savoir que son inaction favorisera le malfaiteur. Elle exige en outre, bien entendu, l'intention d'aider celui-ci et de le lui faire savoir.

CONCLUSION

47. Le sabotage passif, comparé à l'ensemble des problèmes posés par le Droit pénal, semble un point minuscule. Cependant, l'étude du sabotage passif permet de mettre à l'épreuve certaines théories pénales des plus importantes, et en tout premier lieu, le problème de la répression de l'abstention, à titre principal et à titre de complicité.

Ce n'est donc pas seulement par son aspect d'actualité que l'étude du sabotage passif se révélait intéressante. Il est à souhaiter d'ailleurs que cet intérêt d'actualité disparaisse. Il semble que déjà, en 1952, ce phénomène social soit en sommeil. Il est possible que seul, le souvenir récent des résultats militaires du sabotage ait entretenu le désir de recourir à lui, et peut-être va-t-il disparaître à présent.

Une des conséquences de cette disparition serait de ne conserver à cette étude qu'un intérêt purement théorique et rétrospectif. Si c'est là une rançon, elle ne nous fera pas regretter sa cause : lorsqu'on étudie un mal, lorsqu'on l'analyse, ce n'est pas pour en faire un objet de vénération dont il faut pérenniser l'existence, mais c'est bien plutôt pour rechercher les moyens de le combattre et de contribuer, lorsque c'est possible, à sa disparition.

Le problème de l'enfance délinquante en Grèce

par Marie MAVROMMATI
Juriste au Ministère de la Justice.

Parmi les problèmes sociaux les plus sérieux qui ont préoccupé depuis le XIX^e siècle les criminologistes et les sociologues des différents pays, a été évidemment celui de la criminalité juvénile. On a été persuadé que l'âme délicate de l'enfant avait besoin d'un traitement spécial tout à fait séparé et différent de celui des adultes, pour se développer normalement. C'est sur ce principe qu'ont été basées les nouvelles conceptions sur le régime pénal des mineurs, les tribunaux pour mineurs et les institutions spéciales pour mineurs.

En Grèce, suivant l'ancien Code pénal de 1834, les mineurs de moins de 10 ans étaient irresponsables de leurs actes. Ceux de 10 à 14 ans étaient relativement responsables, s'ils avaient agi avec discernement. Ceux enfin qui avaient dépassé l'âge de 14 ans étaient complètement responsables de leurs actes. Les tribunaux pour mineurs ont été établis en 1939, conformément à la loi 2135 et fonctionnaient à Juge unique au siège de chaque tribunal de première instance et de chaque Cour d'appel.

Le nouveau Code pénal hellénique et le Code de procédure criminelle qui ont été mis en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1951, comprennent des dispositions spéciales ayant trait à l'enfance délinquante.

Le Chapitre VIII de la Partie générale du Code pénal, comprenant les articles 121-133, a le titre « mineurs délinquants ». Suivant ces dispositions, les mineurs sont divisés en trois catégories : 1) « les enfants », âgés de 7 à 12 ans ; 2) « les adolescents », âgés de 13 à 17 ans ; 3) « les post-adolescents » âgés de 18 à 21 ans. Les mineurs

de la première catégorie sont soumis à des mesures rééducatives ou thérapeutiques, ceux de la deuxième catégorie à des mesures rééducatives, thérapeutiques, aussi bien qu'à des mesures correctionnelles et enfin ceux de la troisième catégorie peuvent être soumis à une peine privative de liberté prévue par le droit commun pour les délinquants adultes, mais diminuée suivant l'article 83¹.

Les mesures rééducatives sont (art. 122) : *a*) la réprimande, *b*) la remise à la famille sous la surveillance responsable des parents ou des tuteurs ; *c*) le placement du mineur sous le régime de la liberté surveillée sous la surveillance des Sociétés pour la protection des mineurs ou des institutions analogues ou des délégués permanents ; *d*) l'envoi du mineur dans un établissement spécial public ou privé (Maison de Rééducation). Si l'état psychique ou intellectuel du mineur l'exige, ou si celui-ci est invalide (aveugle, sourd-muet, épileptique, etc...), il est soumis à un traitement thérapeutique, d'après l'avis d'un docteur spécialiste, et envoyé dans un établissement spécial pour anormaux ou analogue (art. 123). Conformément à l'article 124, le tribunal peut à tout moment substituer les mesures rééducatives ou thérapeutiques à une autre mesure analogue, s'il le trouve nécessaire. De la même façon les mesures prononcées, peuvent prendre fin, si le but de l'amélioration du mineur est réalisé. La durée de ces mesures est indéterminée, mais en tout cas elles cessent dès que le mineur atteint sa majorité civile (21 ans).

Les mesures correctionnelles sont appliquées aux mineurs de 13-17 ans, si le tribunal considère que les mesures rééducatives ou thérapeutiques paraissent insuffisantes pour la réalisation de l'amélioration du mineur. Ces mesures consistent dans la « détention correctionnelle » du mineur dans une Maison de correction. Le tribunal dans ces cas, fixe le délai minimum et maximum de la détention. Le mineur peut être libéré après l'expiration du délai minimum par une décision du tribunal sur proposition du Directeur de la Maison de correction ou du Procureur du Roi. Le mineur condamné à la détention correctionnelle peut, d'autre part, jouir de la libération conditionnelle à titre d'épreuve, par décision du Tribunal, sur proposition du Directeur de la Maison de correction ou du

1. Article 83 : La peine de mort ou la réclusion à vie sont remplacées par la réclusion à moins de 10 ans. La peine de réclusion jusqu'à 10 ans par la réclusion à 2 ans, ou par l'emprisonnement à moins de 2 ans, la peine de réclusion de 10 ans et moins, par la réclusion à 6 ans ou par l'emprisonnement à moins de un an. Dans les autres cas, la diminution est faite par le juge lui-même, suivant le cas.

Procureur du Roi. Cette libération conditionnelle peut être octroyée même avant l'expiration du délai minimum fixé par la première décision, mais en tout cas après l'expiration d'un séjour de 6 mois, si le minimum était moindre de 3 ans et d'un séjour de un an si le minimum était de plus de 3 ans. La durée de l'épreuve est fixée par la décision et peut être modifiée ou révoquée selon les circonstances et la conduite du mineur. Dans les deux cas (libération après l'expiration du minimum et libération conditionnelle) la libération est prononcée par le Tribunal de 3 membres du ressort de l'institution.

Les post-adolescents, dont nous avons parlé au commencement, sont envoyés pour accomplir leur peine dans une maison de Correction spéciale.

Le Code de procédure criminelle, entré en vigueur avec le Code pénal, comprend aussi des dispositions spéciales ayant trait à la compétence des juridictions pour mineurs (art. 4, § 2, 7, 27, 113). Les Tribunaux pour mineurs, d'après ces dispositions, fonctionnent soit avec un juge unique et avec trois membres près de chaque Tribunal de première instance et avec trois membres près chaque Cour d'appel¹.

Le Juge unique est nommé pour deux ans par décret royal parmi les juges du Tribunal de première instance. Il peut être renommé comme juge d'enfants, s'il l'accepte. Il est compétent pour toutes les infractions commises par les mineurs, jusqu'à 17 ans, sauf les infractions les plus graves pour lesquelles une détention correctionnelle de plus de 5 ans est prévue par le Code pénal. Le tribunal pour mineurs à trois membres, est composé du Juge unique et de deux autres juges du même tribunal de première instance, nommés par le Président de ce tribunal. Il est compétent pour les infractions commises, pour lesquelles la détention correctionnelle prévue par le Code pénal dépasse les 5 ans.

Le Tribunal pour mineurs près de chaque Cour d'appel, se compose d'un Conseiller nommé spécialement pour les mineurs, par décret royal, et de deux autres nommés par le Président de la Cour d'appel. Il est compétent pour juger les appels des mineurs contre les décisions du Tribunal des mineurs (de première instance). On voit bien que, malheureusement, les juges des enfants, en Grèce, ne sont pas des juges spécialisés et permanents.

Conformément à l'article 27 du Code de procédure criminelle, un

1. Il y a 58 Tribunaux de Première Instance et 11 Cours d'appel.

Procureur du Roi spécial pour mineurs est nommé à Athènes, le Pirée, Salonique et Patras, élu parmi les procureurs du Roi, près les Tribunaux de première instance des villes citées.

Conformément à l'article 4 § 2 du Code de procédure criminelle, un juge d'instruction pour mineurs, est nommé près de chaque Tribunal de première instance, élu parmi les juges d'instruction de ce tribunal.

En plus des dispositions en matière de l'enfance délinquante, prévues par le Code pénal et le Code de procédure criminelle, nous devons citer la protection de l'enfance pré-délinquante, inadaptée et en danger moral, instituée par la loi 2724 de l'année 1940. Conformément à l'article 2 de ladite loi, les mineurs de 7 à 18 ans qui manifestent une tendance à la criminalité, au vagabondage, à la prostitution, ou se trouvent en danger moral, peuvent être envoyés dans les Maisons de rééducation, d'après un arrêt du ministère de la Justice. Le service compétent du ministère de la Justice émet cet arrêt ayant en vue le dossier soumis par le Juge unique, contenant son avis sur la nécessité de l'envoi du mineur à la Maison de rééducation, les rapports de la police, des assistantes sociales, du docteur, etc... Le service du ministère, peut, s'il le juge nécessaire, demander des informations supplémentaires sur le cas en question, par les Sociétés pour la protection des mineurs, l'Ecole, les parents, etc...

Les envois, par conséquent, aux Maisons de rééducation peuvent se réaliser par deux voies : par décision des tribunaux pour mineurs et par un arrêt du ministère de la Justice.

Les Maisons de rééducation des mineurs sont au nombre de trois : 1) Maison de rééducation d'enseignement élémentaire pour garçons, au Pirée. Une Ecole complète d'enseignement élémentaire y fonctionne, reconnue par le ministère de l'Instruction publique. Dans cette institution sont généralement admis les plus jeunes garçons qui ont besoin de compléter leur éducation élémentaire. Les enfants en même temps, peuvent s'occuper à la poterie, la sculpture sur bois, maçonnerie, musique (orchestre d'instruments à vent). Population actuelle 300 ; 2) Maison de rééducation d'enseignement professionnel pour garçons, au Pirée, où sont généralement transférés les mineurs de l'institution précitée, soit parce qu'ils ont complété leurs études élémentaires, soit parce qu'ils sont mûrs pour un enseignement professionnel à cause de leur âge (au-dessus de 15 ou 16 ans). Des ateliers de métallurgie, de couture, de cordonnerie, une forge, une menuiserie, une maçonnerie, y sont organisés. Les enfants peuvent aussi

s'occuper de la musique (instruments à vent). Population actuelle 110 ; 3) Maison de rééducation pour jeunes filles, à Athènes. Une école élémentaire reconnue y fonctionne. L'enseignement professionnel comprend des cours d'économie ménagère, de couture, de broderie, de tricot, de tissage, de vannerie, ainsi bien que la musique (instruments à corde). Population actuelle 200. Les mineurs qui après avoir terminé leurs études élémentaires, manifestent un intérêt profond pour continuer leur éducation et si leur conduite et leur personnalité le permettent, peuvent fréquenter une Ecole supérieure (Gymnase) en dehors de l'institution, tout en appartenant à sa population. La durée du séjour des mineurs dans les Maisons de rééducation est indéterminée et dépend de leur conduite dans l'institution et de leur situation familiale. Mais en aucun cas elle ne peut dépasser leur majorité civile (21 ans).

Ils sortent de l'institution d'après un arrêté du ministère de la Justice, sur la proposition du Directeur. Si le milieu familial du mineur est satisfaisant, il est rendu à sa famille. Si au contraire, le mineur n'a pas de parents ou si son milieu n'est pas favorable, le mineur est placé dans un métier qui lui fournit en même temps un gîte. Toutes ces enquêtes sont faites par le personnel de la Maison et les assistantes sociales des Sociétés pour la protection des mineurs. Les mineurs qui sortent de l'institution sont placés pour deux ans au moins, sous la surveillance des assistantes sociales, sauf s'ils ont dépassé leur majorité civile.

Les Maisons de rééducation sont complètement insuffisantes pour envisager tous les cas dans tout le pays. Mais pour des raisons financières, il nous est impossible pour le moment, de penser à une amélioration.

Les Maisons de correction des mineurs sont au nombre de trois : 1) Maison de correction pour mineurs à Kifissia près d'Athènes. C'est une institution où les mineurs (adolescents et post-adolescents), prévenus, condamnés à des courtes peines ou malades y sont envoyés ; 2) Maison de correction agricole pour mineurs adolescents à Ptychia-Corfou. Elle a un site merveilleux et une culture très vive ; 3) Maison de correction agricole pour post-adolescents à Cassavetia près de Volos. Elle est située dans une ferme d'une étendue de 300 hectares. Les jeunes filles mineures, accomplissant une détention correctionnelle, sont détenues dans des sections spéciales des prisons pour femmes.

Les Maisons de correction fonctionnent sous le même régime

pénitentiaire que les prisons agricoles mais avec des méthodes plus pédagogiques. Le personnel est le même que celui des prisons, mais sélectionné attentivement. Malheureusement on n'a pas de fonctionnaires spécialisés dans les problèmes du traitement des mineurs. Mais en tout cas le personnel fait de son mieux pour appliquer aux mineurs le traitement approprié et les aider à la réalisation de leur amendement et leur reclassement social, par des leçons scolaires, des conférences sur des sujets de morale ou de culture générale, des sports, des films pédagogiques, etc...

Pour compléter cet exposé sur le problème de la délinquance juvénile en Grèce, je dois mentionner que conformément à la loi 2724-1940 (sur l'organisation des Maisons de rééducation, mentionnée plus haut), des Sociétés pour la protection des mineurs fonctionnent près chaque Tribunal de première instance (art. 12). Ces sociétés sont aptes à fournir l'aide morale et financière aux mineurs délinquants, pré-délinquants et en danger moral, et disposent d'assistantes sociales et de délégués permanents. Ce sont des organisations semi-gouvernementales, dont les membres du Conseil administratif sont nommés par un arrêté du ministère de la Justice pour une période de 3 ans. Les assistantes sociales et les délégués permanents qui travaillent près les sociétés pour la protection des mineurs, sont généralement bénévoles et non spécialisés, faute d'une Ecole sociale officielle en Grèce. Deux écoles privées y fonctionnent, mais avec un programme très limité qui ne peut pas donner la formation nécessaire dont les travailleurs sociaux de ce genre ont besoin. On a déjà commencé à étudier ce problème sérieux de la formation des travailleurs sociaux et délégués permanents professionnels et nous espérons que bien prochainement on trouvera la solution pour envisager surtout les difficultés financières.

Conformément à la même loi, 2724 de 1940 (art. 58), un Comité de patronage pour les Maisons de rééducation est institué, dont la compétence couvre une activité sociale en faveur des mineurs de ces institutions et leur reclassement social. Les membres du Conseil d'administration sont aussi nommés par un arrêté du ministère de la Justice.

Le problème de la prévention et répression de la criminalité juvénile relève de la compétence du ministère de la Justice et spécialement de la Direction générale de la justice pénale, où un service spécial de la criminalité des mineurs fonctionne, couvrant toute activité relative à ce problème, comme il a été exposé dans ce bref aperçu.

L'apaisement d'une révolte de prisonniers¹

par Vernon Fox
Associate Professor, Florida State University.

On a dit que l'émeute qui se déroula à la *State Prison of Southern Michigan* du 20 au 24 avril 1952 a été la plus dangereuse révolte de prisonniers de l'histoire. On peut avoir une idée partielle de la gravité de la situation si l'on songe aux 2.600 hommes impliqués, aux dommages matériels évalués à 2.500.000 dollars, et aux antécédents criminels de ces hommes qui détenaient douze gardiens en otages. La situation fut prise en main de telle façon qu'un seul prisonnier trouva la mort et que pas un gardien ne fut tué. Cela exigea une prise en considération attentive et délicate des pensées et des réactions des hommes qui menaient la révolte, de même qu'une évaluation constante et précise du groupe qui appuyait ces meneurs.

On peut, pour plus de commodité, distinguer trois phases dans l'évolution de la révolte et de son apaisement : 1° la période de confusion, pendant laquelle les meneurs se révélèrent et les intentions des groupes de mutins furent définies ; 2° la période de discussions intenses pendant laquelle des plans furent établis pour l'apaisement de la révolte ; 3° la reddition des émeutiers et le rétablissement de l'autorité et de la surveillance dans la prison. La première période couvre le dimanche soir et le lundi, 20 et 21 avril ; la seconde va du mardi matin aux premières heures du jeudi, 2 h. 30 du matin environ. La troisième période couvre le jeudi 24 avril.

Ayant été Sous-Directeur de service pendant le week-end, j'avais travaillé à la prison toute la journée du dimanche 20 avril. J'étais

1. Traduit de l'anglais par M. Guy Sibony, Attaché au Centre français de droit comparé.

parti à 18 h. et j'étais revenu à 21 h. 30, en avance sur l'heure de la relève, qui devait avoir lieu à 22 h. En arrivant à la prison, je constatai que le Directeur Julian N. Frisbie et le Sous-directeur adjoint George L. Bacon, qui étaient de service, étaient à la prison. Il y avait aussi plusieurs voitures de police. Le Directeur me dit que les 179 détenus du block 15 avaient pris le block et détenaient quatre gardiens, qu'ils menaçaient de tuer, en otages. Le block 15 est le block des cellules disciplinaires, et on y loge les criminels les plus endurcis des prisons du Michigan. La plupart d'entre eux étaient des condamnés à perpétuité ou à de longues peines, beaucoup étaient des psychopathes, beaucoup avaient été antérieurement traités pour troubles mentaux. C'étaient là des hommes dangereux, qui ne comptaient guère sur la libération sur parole.

Le Directeur Frisbie et le Sous-Directeur Bacon pénétrèrent dans l'enceinte de la prison et se rendirent au bureau du hall, tandis que je demeurais au bâtiment de l'administration et parcourais les dossiers des hommes tout en m'occupant des journalistes. Nous essayions d'identifier les meneurs de l'émeute dans le block 15. Nous savions quels étaient les détenus du block disciplinaire, mais soupçonnions seulement l'identité de quelques-uns des meneurs. Les dossiers de Ward, Jarboe, Brockard furent examinés; l'étude de quelques autres cas devait par la suite s'avérer infructueuse. Alors que je m'étais d'abord demandé pourquoi les gardiens n'avaient pas pris d'assaut le block disciplinaire, je commençais à comprendre qu'ils n'étaient pas préparés à une telle éventualité et, de plus, lorsque j'eus examiné les dossiers, que plusieurs des hommes du block 15 avaient déjà montré leur aptitude au crime, et qu'ils étaient fort capables de mettre leur menace à exécution.

Il aurait été difficile d'assaillir le block 15. Il était situé à l'intérieur de la prison, dans la cour du Nord, isolé des autres blocks. Le Directeur déclara que l'ingénieur lui avait dit qu'avec des chalumeaux à l'acétylène, il faudrait environ deux heures pour pénétrer dans le block, en admettant que les fusils et les mitrailleuses empêchent les assiégés de troubler les opérateurs. La construction du block était assez solide pour qu'aucun homme n'en pût sortir. Par là-même, nous ne pouvions y pénétrer. Les détenus auraient pu accomplir plus d'un meurtre en l'espace de deux heures. La plupart d'entre nous considéraient comme certain que le block n'aurait pu être pris d'assaut sans un véritable carnage.

Nous attendîmes toute la nuit; Bacon parla avec les détenus

pendant quelques minutes, d'une distance de trente pas environ, et de nombreux journalistes et photographes posèrent des questions et prirent des photos. Les prisonniers avaient réclamé les journalistes, et voulaient que la presse et la radio informent le monde des méthodes brutales qu'ils prétendaient avoir été pratiquées au block 15. Ils exhibèrent des instruments qu'ils avaient trouvés dans le bureau du block 15. J'ignorais l'existence de certains de ces instruments, tels une sangle munie d'une chaîne et un tuyau de caoutchouc. Leur intention était d'attirer l'attention du public sur les conditions régnant dans le block 15.

Lorsque le jour se leva, je me dirigeai lentement vers le block 15 avec le Commissaire-adjoint, Seymour Gilman, et un sergent de garde. Je restai à quelque distance, de manière à pouvoir observer ceux des prisonniers qui parlaient. Earl Ward, que je connaissais seulement de réputation, parlait au nom des prisonniers. Jerome Parmentier parlait aussi beaucoup, mais sans aucune suite. Le sergent de garde essaya de leur dire qu'ils étaient stupides de se soulever ainsi, mais il le fit de façon si maladroite que Ward le tourna en ridicule. Gilman essaya de parler plus raisonnablement, notant sur un papier les doléances des prisonniers.

Tandis que j'observais, il m'apparut clairement qu'il n'y avait pas de plaintes articulées. Les notes que Gilman prit à ce sujet n'étaient que des mots sans lien. Comme le dit Ward : « On n'est pas encore organisé ». Gilman tenta d'apaiser Ward en déclarant qu'il enquêterait sur les pratiques de brutalité alléguées et les corrigerait si elles existaient réellement. Pour Ward et d'autres détenus, le mot « enquête » signifie « blanchissage ». Aussi ne pouvaient-ils accueillir une telle démarche. Je fis signe à Gilman de s'éloigner de la fenêtre, et lui dis qu'il fallait accepter la parole des criminels comme valable, et partir de cette présomption jusqu'à ce que chacun reconnaisse sa fausseté. J'essayai de lui dire rapidement que la seule façon de se conduire avec un prisonnier est de se mettre à sa portée, puis de s'en rendre maître. Gilman alla de nouveau vers la fenêtre et promit à Ward le placement dans un camp d'honneur s'il abandonnait. C'était là une manœuvre encore plus maladroite. L'attitude de Ward le montra bien : il se mit en colère et dit à Gilman de s'éloigner de cette fenêtre et de ne plus jamais revenir. Gilman partit, et je demeurai seul.

Il y avait peu à espérer d'une discussion avec les détenus sur les conséquences juridiques de leur attitude. La peine de mort n'existe

pas dans le Michigan. Ces hommes étaient des condamnés à de longues peines ou des condamnés à perpétuité qui finiraient probablement leurs jours dans les prisons de l'Etat. On pouvait les accuser de rapt, puisqu'ils détenaient des gardiens en otage. Certains pouvaient être accusés de délits sexuels, étant donné certains des incidents qui se produisaient. Peut-être aurait-on pu les accuser de dommages aux biens. Mais, dans le Michigan, des condamnations de ce genre sont imputées sur la première condamnation. Du moment que le maximum de la peine édictée par la loi pour le délit de sédition était inférieur aux peines qu'il leur restait à purger, il était inutile de les condamner aux peines encourues pendant la révolte. Les détenus le savaient. Aussi ne fis-je même pas allusion aux aspects juridiques de la question.

Je me mis à parlementer avec le groupe de meneurs à travers les barreaux de la fenêtre du block 15. Mon but était de déterminer si Ward était réellement le chef de la révolte, ou encore s'il y avait un homme plus influent dans les coulisses, ou s'il n'y avait pas de chef du tout, et dans quelle mesure l'accord régnait dans le block. J'appris que les otages étaient enfermés dans des cellules individuelles du cinquième étage du block, que les cages d'escaliers étaient barricadées à chaque étage et garnies d'hommes armés de couteaux, de couperets, de maillets et de clés. « Crazy Jack » Hyatt, qui avait attaqué le gouverneur de l'Etat de Michigan alors qu'il faisait une visite à la prison de Marquette, était responsable de la garde du cinquième étage. Enfermés dans les cellules avec les otages se trouvaient des détenus, choisis par les autres comme capables d'accomplir la tâche qui leur était confiée ; ils étaient armés d'un couteau afin de mettre les otages à mort au signal de « Crazy Jack ».

Ward semblait être le chef évident et incontesté. Chaque fois qu'un homme disait quelque chose, il regardait Ward pour recevoir son approbation. Les questions de conduite générale et les avis lui étaient soumis. Ward était diplomate, et examinait les avis des autres avant de prendre une décision. Il m'apparut certain qu'il était le chef du groupe, mais je me demandai s'il serait capable de continuer à le diriger pendant plusieurs jours.

Le lundi matin, l'administration dut envisager le problème pratique de la distribution des repas aux hommes dans l'enceinte de la prison. Le Directeur-adjoint Bacon conseilla de nourrir les hommes dans leurs cellules, tant que la situation restait périlleuse dans le block 15. Le Directeur Frisbie, qui était *brigadier-general* retraité

du U.S. Marine Corps, mit l'accent sur le moral des hommes. Il craignait qu'en distribuant des repas aux 5.000 hommes dans leurs cellules, on ne pût leur servir que deux repas par jour. Dans le réfectoire, on pourrait leur servir des repas réguliers. Il prit la responsabilité du risque couru, et décida que les repas seraient servis dans le réfectoire. On fit des préparatifs de surveillance. Des gardiens supplémentaires furent postés dans le réfectoire. Je croyais que des gardiens armés avaient été postés dans le balcon intérieur du réfectoire, mais les rapports ultérieurs ne les mentionnent pas. Les détenus logés dans l'aile nord de la prison furent délivrés, et se rendirent au réfectoire. Les détenus de l'aile sud n'étaient pas enfermés. Cinq cents d'entre eux purent se rendre au réfectoire. Quelqu'un avait mis du sel dans le café, un autre lança un plateau, et la situation tendue fit bientôt place à des manifestations de violence. Deux mille six cents hommes se soulevaient dans une cour de prison de 57,5 acres.

Les forces de surveillance n'étaient pas préparées à cette éventualité. La police d'Etat n'avait pas mobilisé un nombre d'hommes suffisant pour y parer. La *National Guard* n'était pas immédiatement disponible. On ne savait que faire. La cuisine avait été pillée, l'intendance mise à sac et une grande quantité de provisions placée dans le block 15. Les hommes avaient pris les couperets et les couteaux de la boucherie, les clés et les limes du magasin d'entretien, les balles de baseball du gymnase. La buanderie était démolie et la chapelle incendiée, comme le gymnase et la bibliothèque. Dans la cour, il y avait des feux de joie, des hommes rôtièrent des quartiers de bœuf pris à la boucherie, d'autres se livraient à des orgies sexuelles ; ils criaient des menaces aux surveillants, brisaient méthodiquement les fenêtres ; un homme frappait une grosse caisse au moyen d'un saxophone ; les dégâts matériels étaient considérables. Huit gardiens qui ne s'étaient pas mis à l'abri assez rapidement furent pris comme otages et enfermés dans le block 15.

L'administration de la prison n'entreprenait rien ; on se contentait d'attendre. Le Directeur dit qu'il ne savait que faire. Le *Commissioner of Corrections* Brooks s'y connaissait moins que le Directeur Frisbie en matière de répression de la violence. Il fallait pourtant faire quelque chose. Je suggérai que si un assez grand nombre de ceux qui, parmi nous, n'étaient pas vêtus d'uniformes, se rendaient sans armes dans la cour et entraient en rapports directs avec les hommes qui se tenaient sur la lisière de la foule, nous pourrions

apaiser ces hommes et les amener à sortir de la cour. Si un assez grand nombre d'entre nous s'y employaient, nous pourrions progressivement nous rapprocher du cœur de l'émeute. Personne, cependant, n'accepta de me suivre dans la cour ; ils craignaient pour leur sécurité personnelle. Je m'y rendis donc seul. Je parlai aux hommes qui se trouvaient sur les bords du groupe, et un certain nombre me suivirent au block 7, un autre groupe au block 6 ; j'en emmenai d'autres à la salle de classification et dans mon propre bureau. Beaucoup d'entre eux ne désiraient pas prendre part à la révolte et acceptaient volontiers, et parfois même avec une certaine anxiété, mes propositions de quitter la cour. Je ne sais combien d'hommes je pus ainsi emmener hors de la cour, en une heure pendant laquelle je m'employai à cela ; je pense qu'ils étaient une centaine environ. Ce rythme était trop lent, cependant, du fait que j'étais seul.

Si j'avais pu faire en sorte qu'un homme sortît du block 15 et vînt au haut-parleur avec moi, cela aurait pu aider à évacuer la cour. Notre but immédiat, à ce moment là, était en effet d'évacuer la cour afin que la révolte soit à nouveau limitée au block 15. Si un homme acceptait de sortir et de me suivre, cela aurait deux résultats : d'une part, un meneur du block 15 dirait aux hommes qui étaient dans la cour de regagner leurs cellules, et cela pourrait avoir quelque effet sur eux ; d'autre part, la barricade qui protégeait la porte du block 15 serait abattue, et on ouvrirait la porte en présence d'un membre de l'administration. Par la suite, on l'ouvrirait plus facilement la seconde fois, puis la troisième, la quatrième ou la cinquième. J'allai vers le block 15. Au bout de quelques minutes, le détenu James Bishop accepta de venir avec moi au haut-parleur, mais déclara qu'il ne viendrait pas avant 1 h. de l'après-midi. Il était alors 10 h. 20 du matin, et il est long d'attendre deux heures et demie pendant une révolte. Ne pouvant cependant obtenir qu'il vînt plus tôt, je promis de revenir à 1 heure.

Lorsque j'arrivai au block 15, à 1 heure, Bishop n'était pas là. La réponse que je reçus fut : « Vous ne comptiez pas vraiment sur lui, dites ? » Je ne répondis pas. J'étais si certain que Bishop viendrait, et sa venue me semblait si importante, que je ne pouvais me résoudre à accepter cette situation. Cherchant Bishop dans le voisinage immédiat, je fis le tour du block 15. Avant de m'en être rendu compte, j'étais entouré de détenus.

Ils criaient des injures, des menaces, des insultes telles que :

« Fusillez le Directeur », « Bacon à mort », « Supprimez la commission de parole », et d'autres phrases de ce genre. Je jetai un regard autour de moi, pour voir si je pouvais m'échapper, mais je comptai six ou dix détenus entre moi et le large. Je songeai à me saisir de l'un d'eux et à m'en servir comme bouclier, mais j'aurais été facilement débordé par les autres. Je remarquai que les hommes avaient leurs couperets et leurs couteaux tournés vers le sol, alors que ceux qui étaient sur la lisière du groupe avaient leurs armes levées de façon menaçante.

Un homme assez fort, d'une trentaine d'années environ, marchait impatiemment du côté du groupe opposé au block 15 en criant : « Prenez-le ! Prenez-le ! Ne le laissez pas vous embobeliner ! » Je décidai que le centre du groupe était relativement moins dangereux que la lisière. Je devais donc me frayer un chemin. Je savais, d'autre part, qu'il ne fallait pas que je montre de frayeur, et que toute frayeur aurait de toute manière été vaine.

Choisissant un sujet qui fût à leur portée et susceptible de les intéresser, je me mis à parler nonchalemment, d'un ton confiant. Je reconnus un des hommes du groupe, nommé Roberts, que j'avais connu au *Starr Commonwealth for Boys*, une école pour les garçons abandonnés ou difficiles. Je m'adressai surtout à Roberts : « Vous ne pouvez abolir la commission de parole, dis-je. Elle est instituée par le Parlement. La seule manière d'obtenir un changement à ce sujet serait qu'un Sénateur ou un Député dépose un projet de loi abolissant la commission. Si le Parlement voulait l'abolir, il l'abolirait ; mais s'il ne le veut pas, vous ne pouvez rien y faire, et l'administration de la prison non plus ! ». Je parlai pendant quelques cinq minutes — qui me parurent plutôt cinq heures. Je regardai ma montre d'un air dramatique, et déclarai : « Maintenant, les gars, si vous le permettez, je m'en vais parler à Ward ». Je me tournai vers le block 15, et commençai à m'avancer lentement, le groupe s'ouvrit devant moi, et j'en sortis !

Ne voulant pas montrer de frayeur, j'allai vers la fenêtre du block 15 pour parler à Ward. Un homme de couleur armé d'un couteau s'approcha de la fenêtre. Je reculai lentement. L'homme dit qu'il voulait s'approcher de moi. Je me demandai si je pourrais le maîtriser au cas où il s'approcherait de moi, mais je craignais la réaction de la foule si j'étais amené à me battre avec lui. Je continuai à reculer lentement à mesure qu'il s'approchait, prêt à me défendre si cela devenait nécessaire. Ward remarqua la situation,

et dit au noir et aux autres de reculer, ce qu'ils firent aussitôt. Je retournai vers la fenêtre, tandis que Ward me disait de veiller à ma sécurité. C'était là le signal que j'attendais. Ward avait conclu que je n'avais peur de personne, et c'était lui qui avait peur pour moi. J'avais gagné son estime et son intérêt uniquement au moyen du courage physique. Aussi nonchalemment qu'il était possible dans une telle situation, je mis les mains dans mes poches et me dirigeai lentement vers le portail et la sécurité.

Dans l'intervalle, la police d'Etat avait été mobilisée. Lorsque j'arrivai dans la salle d'audience de la commission de parole, où était situé le poste de radio, Bishop m'attendait. On l'avait laissé sortir du block 15 bien avant 1 h. et il était venu par le portail. Il vint au haut-parleur, et dit aux hommes de quitter la cour, de laisser ceux du block 15 finir ce qu'ils avaient commencé, de cesser d'essayer de se mettre en vedette et de retourner à leurs cellules. Je parlai à mon tour et leur dis que nous étions en train d'essayer de faire venir des provisions, que le *Commissionner of Corrections* Brooks avait emprunté des cuisines portatives à la *National Guard*, mais que personne ne consentirait à apporter des provisions aussi longtemps qu'il y aurait danger à pénétrer dans la cour. Si chacun regagnait sa cellule, les provisions arriveraient plus vite. J'ajoutai qu'il était possible que certaines de leurs doléances fussent fondées, que nous les examinerions et apporterions des améliorations dans la mesure du possible. Je leur appris alors que la police avait été mobilisée et allait venir par le portail sud pour aider à faire évacuer la cour. La police arriva et la cour fut évacuée vers 17 h., le lundi après-midi.

Un détenu, Darwin Millage, avait été abattu par un policier. En guise de représailles, les hommes du block 15 avaient jeté dehors un gardien pour que la foule le mette à mort, mais il avait été sauvé par la police et la menace d'une mitrailleuse. Les hommes du block décidèrent alors de faire la chose eux-mêmes, mais de délibérer d'abord et de suivre une « juste procédure » avant de dispenser la « justice ». Ward téléphona au gardien pour demander quelle était la cause de la mort de Millage. Le gardien répondit qu'il était mort d'un cancer, ce que Ward considéra comme invraisemblable. Il m'interrogea, et je lui dis qu'il connaissait assez de médecine (entre autres activités criminelles, il s'était rendu coupable d'exercice illégal de la médecine) pour savoir qu'on ne pouvait lui répondre avant l'autopsie. Il en convint, et me demanda de lui communiquer

les résultats de l'autopsie aussitôt qu'ils seraient connus. Je promis de le faire. Faute de mieux, l'attente des résultats de l'autopsie donnait du temps et évitait une exaspération de la situation qu'il fallait apaiser.

Une heure plus tard environ, j'eus les résultats de l'autopsie et me rendis au block 15. Avec un sourire de travers, Ward me demanda si c'était un cancer. Il me mettait au défi de lui mentir. Si je le faisais, ce psychopathe paranoïde aurait trouvé un prétexte à sa défiance. Il interprétait tout comme dirigé contre lui, et réagissait de manière agressive. Je n'osai pas lui mentir. Je ne l'aurais, de toutes manières, pas fait. Il s'agissait, soit de lui dire la vérité et d'essayer d'en discuter les conséquences, soit d'éviter le sujet. Il m'apparut vite que je ne pourrais éluder la question. Je lui dis donc que Millage était mort d'une rupture de l'aorte causée par un coup de feu. Tandis qu'il criait à « Crazy Jack » d'amener l'otage choisi pour être exécuté, je lui rappelai qu'aucun gardien n'était armé, et que Millage n'avait donc pu être tué par un gardien de la prison ; s'il voulait vraiment appliquer la loi du talion, « œil pour œil et dent pour dent », il devait chercher un policier ; en détenait-il un ? Il fut quelque peu ébranlé par cette logique — il avait été jusqu'alors occupé exclusivement par l'idée de la vengeance, et n'avait songé à rien d'autre. Il dit à « Crazy Jack » qu'il fallait qu'ils se procurent un policier. Après une brève conversation, ils reconduisirent le gardien à l'étage supérieur. J'avais sauvé et même amélioré mes rapports avec Ward, en ne lui ayant pas menti, même pour sauver la vie d'un gardien, et de plus ce gardien était sauf. Je me dis cependant qu'il nous fallait gagner du temps. Plus longtemps nous pourrions les empêcher d'agir, plus longtemps nous pourrions prolonger les discussions, plus sûres étaient les vies des otages.

Ward voulait du café et des sandwiches pour ses hommes. Je savais que les émeutiers de la cour avaient envoyé au block 15 assez de provisions pour plusieurs jours et peut-être même pour des semaines. Il y avait cependant un avantage à leur fournir ce qu'ils demandaient. Outre qu'il en résulterait une amélioration de mes rapports avec Ward, qui faciliterait un accord ultérieur, cela ferait abattre la barricade et ouvrir la porte une fois de plus. En outre, cela donnerait la possibilité de mesurer l'influence de Ward sur ses hommes. Après avoir obtenu l'approbation du Directeur, je commandai des sandwiches et du café à la cuisine. J'amenai la voiture jusqu'au block 15. Ward voulait que je passe les sandwiches

à travers les barreaux, et le café de même, mais je lui dis qu'il fallait qu'il ouvre la porte. Finalement, la barricade fut abattue, la porte s'ouvrit et deux détenus vinrent chercher la voiture. Les deux détenus à mes côtés, j'aidai à la pousser à l'intérieur du block 15. Je restai là quelques instants, et demandai à Ward comme il allait s'y prendre pour nourrir 179 hommes et 11 gardes en donnant à chacun une part égale. Il me répondit qu'il allait rassembler tous les hommes dans le couloir disciplinaire du 1^{er} étage, puis les faire venir un à un par la porte étroite ; chacun recevrait sa part, et ils remonteraient en haut pour manger. Je sortis du block 15 et regardai à l'intérieur par la fenêtre. Les choses marchaient bien. J'acquis la conviction que Ward était un chef assez influent pour que nous traitions avec lui. Dans une situation aussi anarchique que celle-là, il s'était acquitté de façon admirable de la tâche qui consistait à nourrir une foule. Il avait son groupe bien en main. Le chef s'était dessiné, et les directives du groupe étaient définies.

La seconde phase commença, pendant laquelle des rapports furent établis, et des plans édictés dans le désordre et l'inorganisation pour amener la révolte à sa fin. Je parlai à Ward à diverses reprises au cours de la nuit du lundi, et cela améliora encore nos relations. Cependant nous n'arrivâmes pas à une conclusion. Le mardi matin, de bonne heure, Ward me dit : « Ecoutez donc : je connais les doléances des prisonniers, et vous connaissez l'administration de la prison. A nous deux, nous pourrions bien établir une liste de requêtes ». J'acceptai et répondis que nous travaillerions ensemble. Nous commençâmes, lui présentant les réclamations et moi offrant des solutions. De sorte que j'arrivai à rédiger moi-même les requêtes des prisonniers !

La première requête se fondait sur l'archaïsme du block 15 et tendait à ce qu'il soit modernisé. Le médecin-chef avait émis le même vœu pour des raisons d'hygiène un an et demi auparavant. J'avais fait moi-même la même recommandation au Directeur quelques mois plus tôt seulement. C'était là certainement une requête fondée.

La seconde requête commença par la demande exprimée par Ward que les gardiens qui se livraient à de quelconques brutalités dans le block 15 fussent destitués. Je fis remarquer que nous ne pouvions prendre de décisions sur de simples soupçons, et qu'il n'y avait pas de preuve suffisante pour convaincre un jury dans aucun des cas particuliers ; les détenus acceptèrent alors des modifications à leur

requête. Je suggérai qu'on cherche un moyen de prévenir un retour possible de ces pratiques dans le futur ; on pourrait par exemple permettre aux aumôniers ou aux avocats de pénétrer dans les cellules disciplinaires où ils pourraient constater les contusions encore fraîches et entendre les relations des prisonniers sur les pratiques de brutalité. La requête fut donc que les avocats aient libre accès aux cellules disciplinaires.

En troisième lieu, les prisonniers se plaignaient de ce que les détenus soumis à l'isolement fussent laissés sans programme pendant des mois et des mois, sans examen adéquat, et demandaient que cette situation fût allégée. Ils admirèrent que nous ne pouvions fixer la durée pendant laquelle un individu doit être isolé pour sa sécurité personnelle ou pour d'autres raisons, et je suggérai que la durée fût établie de façon générale pour tout le monde, et que le bureau des traitements individuels ou les conseillers soient admis à donner leur avis au comité de ségrégation. Finalement la requête demandait que les méthodes de ségrégation fussent révisées et que le comité de ségrégation tienne compte du traitement individuel.

La quatrième requête tendait à supprimer l'équipement de contrainte « inhumain » et les instruments dangereux qui se trouvaient au block 15. Ward reconnut la nécessité des menottes et du gourdin, mais voulait que le tuyau de caoutchouc et la courroie munie de chaînes fussent supprimés.

La cinquième disposition demandait qu'on choisisse des gardiens qui ne traitassent pas les prisonniers d'une façon « inhumaine » pour le block 12, qui était le quartier d'hospitalisation et de maladies mentales de la prison. Je ne mis pas d'objections à cela. En fait, l'administration de la prison essayait activement et consciencieusement d'accomplir ce vœu depuis 1945.

La sixième requête tendait à renvoyer toutes les infirmières du service des maladies mentales, prétendant qu'elles s'étaient livrées à des pratiques de brutalité envers les malades. Je fis remarquer que ce n'était pas toutes les infirmières qui avaient fait subir de tels traitements aux détenus, et qu'il serait difficile, dans la plupart des cas, d'établir des preuves suffisantes pour convaincre un jury : je pus ainsi convaincre Ward que le renvoi pur et simple de toutes les infirmières n'était pas une façon satisfaisante d'envisager sa requête ni une bonne solution. Les termes finalement adoptés demandaient qu'un effort soit fait pour recruter un personnel plus adéquat et plus compétent pour le traitement des malades mentaux,

et qu'il soit procédé à un examen du personnel travaillant actuellement dans le service des maladies mentales.

La septième requête était délicate. Les détenus voulaient abolir la commission de parole. J'arrivai à les convaincre que l'administration de la prison ne pouvait le faire. La commission de parole ne pouvait être abolie que par une loi du Parlement et nous n'avions pas de contrôle sur le Parlement. Tout ce que nous pouvions faire était d'écrire à la commission de parole une lettre exposant les doléances des détenus, et suggérant en conséquence une modification de la politique générale. Les détenus acceptèrent ce compromis à contre-cœur.

La huitième requête vint de Ward lui-même. Il demandait que les soins post-opératoires soient donnés exclusivement par le médecin-chef. Les services médicaux de la prison étaient excellents, et j'essayai d'en persuader les détenus. Ward insista pour que cette requête fût portée sur la liste. J'expliquai que le médecin-chef ne pourrait donner son attention personnelle aux malades récemment opérés qu'en privant de son aide des malades qui en avaient un plus grand besoin, et nous nous mîmes d'accord pour demander seulement que les soins post-opératoires soient donnés sous la direction du médecin-chef.

La neuvième requête procédait de la plainte que le service dentaire était défectueux et que les détenus qui en avaient les moyens pouvaient obtenir illicitement, au moyen de cigarettes, des soins dentaires des détenus employés dans le cabinet du dentiste. C'était là une requête fondée en fait, et l'administration s'était déjà occupée de cette question. Le dentiste précédent avait démissionné, et le médecin-chef n'avait pu pourvoir à son remplacement. Les services dentaires avaient par suite été négligés, bien que cette négligence ne fût pas intentionnelle. J'acceptai la requête sans essayer de la modifier.

Le dixième point fut source de difficultés, bien que moins délicat que la requête ayant trait à la commission de parole. Ward et « Crazy Jack » Hyatt voulaient désigner un comité de détenus qui contrôlerait tous les règlements concernant les détenus. Ce comité aurait pouvoir de s'opposer à tout règlement auquel il ne donnerait pas son adhésion. Ils voulaient désigner les membres de ce conseil, et nommèrent certains d'entre eux. C'eût été là un bien curieux comité ! Je leur dis qu'ils devraient admettre que le comité soit élu par les détenus selon une procédure démocratique, plutôt que vouloir

qu'il soit désigné par un petit nombre d'entre eux. Je suggérai aussi que ce comité soit un comité consultatif, plutôt qu'un comité ayant un droit d'opposition. Je leur dis qu'on avait essayé d'établir le gouvernement par les détenus à New-York, et que tout le monde n'en était pas satisfait. Après quelque discussion, les détenus acceptèrent de demander seulement la création d'un comité permanent, élu par les détenus, qui conférerait périodiquement avec l'administration de la prison.

Le onzième point fut la requête de Ward que ne soient pas exercées de représailles par le personnel de la prison contre les meneurs de la révolte ou ceux qui y auraient pris part. Je répondis que l'administration de la prison ne pouvait abolir les lois de l'Etat, et donc ne pouvait empêcher les personnes intéressées de l'extérieur d'agir, si elles le désiraient. Ward admit cela, d'autant plus qu'il ne s'intéressait qu'à l'action qu'entreprendrait l'administration de la prison. Or celle-ci ne pouvait entreprendre aucune action répressive. Le Michigan ignore la peine capitale. Le block 15 est le block disciplinaire, et ces détenus y étaient déjà pour une durée indéterminée.

Lorsque nous nous fûmes mis d'accord sur les différents points de la requête, je demandai qu'un représentant du block 15 vienne parler à la radio. Cela parce que les termes n'étaient pas aussi complets et précis que le désiraient la plupart des détenus. Si leurs chefs les annonçaient au monde par la radio et par la presse, ils seraient contraints de faire de ce programme la base de leurs négociations. Le mardi après-midi, les détenus Russel Jarboe et Ray Young sortirent du block 15 avec moi, informèrent le monde des termes de leurs requêtes, et retournèrent au block 15.

Ces termes marquaient, en matière de traitement pénitentiaire, un progrès que je voudrais voir introduit dans toutes les prisons. Lorsque je rédigeai l'accord final pour la signature, j'omis intentionnellement les dispositions relatives au choix plus attentif des gardiens pour le block 12, aux soins post-opératoires, et à la nomination d'un personnel mieux formé au service des maladies mentales. C'était là des matières au sujet desquelles nous agissions aussi bien que nous le pouvions, et essayions activement de faire mieux encore ; les dispositions les concernant n'ajoutaient donc rien aux efforts que déjà nous faisons. J'espérai que les détenus ne remarqueraient pas ces omissions, ou au moins les accepteraient.

Malgré l'accord intervenu, il m'apparaissait que les mutins du block 15 étaient encore trop forts, prenaient trop de plaisir à la

publicité dont ils étaient l'objet, et n'étaient pas encore assez las ou irrités les uns contre les autres pour libérer les otages et abandonner leurs positions. Le Directeur Frisbie et moi fîmes observer à Ward que nous avions fait preuve de bonne foi en négociant avec les détenus et en leur procurant des vivres. Il accepta de nous payer de retour en libérant un gardien. Il libéra un gardien le mardi après-midi et un autre le mercredi.

Le mardi, des signes de mécontentement commencèrent à se manifester dans le block 15. Parmentier, un des premiers meneurs, de la révolte, fut durement battu et jeté hors du block plus mort que vif. Puis les mutins battirent Ellworth Roberts, un détenu qui, avant la révolte, travaillait pour les gardiens du block 15, et le jetèrent hors du block. Deux autres hommes subirent le même traitement. L'un d'eux avait eu les jambes brisées à coups de marteau et le crâne enfoncé. Je parlai avec les détenus à travers la fenêtre du block, et acquis la conviction que les meneurs étaient simplement en train de se débarrasser des éléments de l'opposition. Cependant cette opposition se développait.

Le mercredi après-midi, la fatigue et la lassitude dues à la tension de la situation commencèrent à apparaître parmi les meneurs. Les hommes qui, jusque là, avaient au cours des discussions formé un seul groupe commençaient à se séparer, et les individus surgissaient. L'union étroite qui avait donné au groupe sa cohésion disparaissait sous l'effet de la lassitude et de la fatigue. J'eus moi-même à plusieurs reprises à défendre Ward et quelques-uns de ses partisans, afin de prévenir une rixe qui aurait annulé tous les résultats obtenus.

Le commissaire de police, Donald S. Leonard, insista vivement pour utiliser la force. Il pensait que le moment était venu de le faire. Je lui rappelai que les meneurs de la révolte étaient aux abois, en raison de la mécontentement croissante dans le block. Ils avaient déjà battu plusieurs des leurs et les avaient jeté hors du block. Des meneurs instables feraient n'importe-quoi pour se maintenir. L'utilisation de la force en un tel moment aurait probablement coûté la vie des otages. La police avait apporté des centaines de livres de trinitrium. Elle avait apporté aussi, dans des camions, des armes portatives et des munitions. Le Commissaire Leonard ne voulait pas prendre le block d'assaut, mais en dégager l'entrée. Je me demande comment on peut dégager l'entrée d'un block de cinq étages sans mettre en danger la vie de ses occupants. Cela

n'inquiéta pas beaucoup la police, qui déclarait que les vies de 170 prisonniers et de neuf gardes seulement étaient un prix raisonnable — il serait bon que nous puissions ne payer que ce prix en Corée ! J'eus l'impression que le commissaire, en voulant faire sauter le block, était mû par des raisons politiques. Il devait se retirer dans la semaine, et se présenter aux élections pour le poste de gouverneur sous l'égide du parti républicain. La mutinerie était impopulaire dans l'Etat, et l'homme qui pourrait symboliser cette aversion du peuple en faisant sauter le block pourrait bien l'emporter aux élections.

Le mercredi soir, la lassitude parut devenir plus intense parmi les détenus. Quelques-uns des meneurs faiblissaient, et Ward les tenait hors du bureau du block, de manière à être sûr que le groupe qui l'entourait immédiatement était composé d'éléments loyaux et décidés à jouer son jeu.

Au milieu des menaces d'exécution les otages et avec l'espoir que Ward avait été tué et que « Crazy Jack » Hyatt lui avait succédé, je préparai l'accord pour le faire signer. Ayant, comme je le disais plus haut, laissé de côté les dispositions qui n'avaient pas une réelle importance, je portai l'accord au block 15 vers minuit. Je constatai que Ward était vivant, et se reposait simplement, pendant que Hyatt le relayait. Ils avaient dramatisé le transfert temporaire du commandement en organisant une fausse bagarre que le directeur entendit au téléphone ; ceci donna lieu aussitôt à des rapports affolés, selon lesquels Ward aurait été renversé par la force et « Crazy Jack » Hyatt aurait pris sa place. Tous en réalité paraissaient préférer la direction de Ward à celle de Hyatt.

Avant que je me fusse rendu au block 15 pour y porter l'accord, le Gouverneur du Michigan, Williams avait envoyé à la prison, par voiture de police, une lettre par laquelle il acceptait les termes de l'accord. Le Commissaire Brooks, le Directeur Frisbie et moi-même signâmes l'accord. Ils n'avaient pas leurs stylos, et utilisèrent le mien. Cela fut un fait heureux, car pendant que je rédigeai l'accord, les détenus avaient décidé qu'ils n'avaient pas obtenu ce qu'ils désiraient. Les termes de l'accord ne disaient rien des pratiques de brutalité, de la nourriture, du blanchissage, et de bien d'autres matières, qui font partie de la vie quotidienne des détenus, bien plus que les généralités exposées dans l'accord. Je leur rappelai qu'ils avaient accepté cet accord, qu'ils avaient annoncé au monde que c'étaient là leurs requêtes, et que ces dispositions étaient des

principes généraux qui pouvaient entrer dans les annales de l'histoire comme les résolutions du Congrès américain des prisons de 1870, qui étaient accrochées, encadrées, au mur de mon bureau. Après de longs débats, une discussion véhémement et des échanges d'injures entre les prisonniers du block, je demandai à Ward de me faire une faveur personnelle. Je lui parlai de l'importance de ce document, que tous avaient signé avec mon stylo, au moment que j'avais jugé être le bon moment, et je lui demandai s'il voulait, lui aussi, signer avec mon stylo. Il signa ! La deuxième phase de l'émeute était achevée. Les termes de l'accord avaient été établis, discutés, proclamés et signés.

La troisième phase consista à déloger les détenus révoltés de leurs positions. Bien que l'accord eût été signé, ses dispositions ne traitaient pas des désirs réels des détenus. Ils étaient peu disposés à sortir du block, et je savais qu'il en serait ainsi. Ward dit qu'ils ne sortiraient pas avant le vendredi à midi. J'essayai de soutenir que l'accord sous-entendait qu'ils sortiraient le jeudi. Ils refusèrent. Ils voulaient s'assurer que la publicité faite autour de l'émeute avait été assez large, que les journaux du soir en parlaient aussi bien que ceux du matin, que la radio en donnait des relations et que la chose était connue du plus grand nombre de personnes possible. A cinq heures trente du matin, le rentra chez moi.

Lorsque je revins, le jeudi matin à sept heures, Ward m'appela au block 15. Il me dit que le gardien Akins souffrait d'une dépression nerveuse et que si je le désirais, il serait libéré. Je me rendis devant le block. Deux détenus transportant Akins me le remirent. L'un retourna au block, tandis que l'autre leva les bras et marcha vers le portail. Lorsque j'entra avec le gardien Akins, le détenu me dit que Ward ne se rendrait pas, que la reddition était un guet-apens. Je n'y pris pas garde, me disant que dans une telle situation il fallait se conduire selon ses espérances, et que peut-être l'autre partie répondrait à ces espérances. C'était, en un tel moment, tout ce que nous pouvions faire sans courir de risques.

Le jeudi matin, vers neuf heures, le Commissaire Brooks m'appela en conférence. Il me dit qu'il avait appris que la reddition était un guet-apens, et qu'il voulait que les hommes sortent du block immédiatement. Il déclara que s'ils refusaient de sortir, il s'en remettrait à la police. Je protestai en déclarant qu'il n'y avait rien à gagner à tuer des gens. Il répondit qu'il me donnait une heure pour faire sortir les hommes du block 15 et que si j'échouais, il s'en

remettrait à la police. Je protestai si vigoureusement qu'il me dit que j'étais fatigué et énervé et me conseilla de rentrer chez moi et de dormir.

Je rentra chez moi, mais ne dormis pas. Le téléphone sonna. Ward avait atteint mon domicile par l'intermédiaire du standard. Je me souvins qu'on écoutait les communications émanant du block 15. Saisissant l'occasion, je demandai à Ward de me faire une faveur personnelle en sortant le jour-même, parce que le jour de mon anniversaire se trouvait être le vendredi 25 et que quelques-uns de mes amis voulaient organiser une réception. Il sentit que quelque chose n'allait pas, me dit que cela ne me ressemblait pas, et voulut savoir ce qui n'allait pas. Je lui répondis que tout allait bien, et répétais que le lendemain se trouvait être le jour de mon anniversaire. Je ne pouvais lui dire que s'il ne sortait pas, la police donnerait l'assaut. Il m'aurait hurlé une réponse irritée et provocante, toutes les négociations antérieures auraient été compromises, et la vie des huit otages restants mise en danger. Je lui demandai d'en parler à Hyatt et de me rappeler. Il me rappela vingt minutes plus tard, pour me dire qu'ils sortiraient le jour même, mais qu'il fallait que j'explique aux autres que leurs chefs ne les avaient pas abandonnés. On leur avait promis qu'ils ne sortiraient pas avant le vendredi. Ils avaient des rendez-vous d'homosexuels, et entretenaient des projets de bagarres destinées à venger des affronts ou des insultes antérieures. Si leurs chefs se rendaient le jeudi, cela frustrait leurs espérances, et il fallait leur donner des explications circonstanciées. Ward me dit qu'il fallait que je prononce un discours, ou que je fasse quelque chose pour garantir les chefs. Je lui dis que je ferais un discours.

Je reconnaissais la nécessité d'un tel discours pour deux raisons. Tout d'abord, ils le réclamaient. D'autre part, beaucoup des détenus n'étaient pas disposés à sortir du block. Je devais donc préparer un discours qui les inciterait à en sortir.

A 3 h. 30, le discours fut diffusé par les hauts-parleurs ; je dis aux détenus que leurs chefs étaient forts, qu'ils étaient des hommes de parole, qu'ils avaient dit qu'ils sortiraient à 4 heures et qu'effectivement ils sortiraient à 4 heures. Je les félicitai d'avoir négocié avec bonne foi.

Cela produisit de l'effet ; à 4 heures précises, les portes du block 15 s'ouvrirent. Six détenus apparurent et se rangèrent en ligne de chaque côté de la porte pour fouiller les autres détenus qui sortaient

à reculons, les mains en l'air. Lorsque la fouille fut achevée, les six détenus rentrèrent dans le block et fermèrent la porte. Environ quatorze meneurs sortirent, portant des armes qu'ils empilèrent sur les pelouses. Puis ils menèrent les gardiens rasés de frais au bureau du block, et je m'y rendis moi-même pour recevoir la reddition. Ils voulaient que des photographes et des opérateurs de télévision assistent à la reddition. Nous ne les refusâmes pas, mais cependant ne les fournîmes pas.

S'il y avait vraiment un guet-apens, c'est alors qu'il devait éclater.

Le noyau de meneurs aurait été laissé dans le block avec huit gardiens et des provisions qui auraient suffi au groupe entier pour quinze jours, et auraient duré indéfiniment pour le groupe ainsi réduit. De plus, la capture possible d'un membre de l'administration, si j'entrais, augmenterait leur pouvoir de négociation. J'étais certain cependant que ce n'était pas un guet-apens.

Je pénétrai dans le block. Il y eut une petite cérémonie solennelle, au cours de laquelle Ward me remit les clés du block 15. Puis les meneurs sortirent, suivis du groupe des huit otages. Enfin « Crazy Jack » Hyatt à ma gauche, et Ward à ma droite, je sortis, et ainsi s'acheva la révolte la plus dangereuse de l'histoire des prisons américaines.

CHRONIQUES

A. CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE

I. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

par Alfred LÉGAL

Professeur à la Faculté de droit de Montpellier.

1. Une interprétation extensive de la complicité par assistance.

C'est celle, à notre avis qu'adopte la Cour de cassation dans un arrêt du 24 février 1953 (D. 1953.287).

Il s'agissait, il est vrai, d'un délit, en l'espèce une diffamation, commis par la voie de la presse et on sait que pour les infractions de ce genre la législation consacre en ce qui touche la participation criminelle des règles dérogatoires aux principes du Droit commun. A cet égard l'article 42 de la loi de 1881 énumère diverses personnes appelées à intervenir dans la publication d'un journal, entre lesquelles il établit une sorte de hiérarchie des responsabilités, en décidant que les agents ainsi visés seront, à défaut les uns des autres, passibles comme auteurs principaux de la répression encourue par le délit.

Au premier rang de cette énumération figure le directeur de la publication (substitué aujourd'hui depuis l'ord. du 26 août 1944 au gérant désigné par le texte originaire). La responsabilité légale mise ainsi à sa charge est attachée de plein droit à sa qualité. Il ne saurait s'en exonérer en invoquant sa bonne foi : serait-il établi qu'il n'ait en rien inspiré l'article diffamatoire, ou même qu'il n'en aurait eu nullement connaissance, il n'en devra pas moins être condamné. C'est qu'en réalité cette responsabilité à titre d'auteur principal se fonde sur la méconnaissance d'un devoir personnel de surveillance et de vérification sur tous les articles insérés dans le journal dont il assume la gestion (v. Cass. crim., 9 février 1950, *Bull. crim.*, n° 53). Il y a là au fond une variété de responsabilité pénale du fait d'autrui.

Le texte ajoute toutefois (art. 43) que l'application de ces dispositions spéciales, qui supposent chez l'agent la qualité de directeur, au sens légal du terme, ne sont pas exclusives d'une responsabilité à titre de complice de toute autre personne, cette fois dans les conditions générales prévues par l'article 60 du Code pénal.

Or dans l'espèce, le prévenu, qui était seul en cause, se trouvait bien assumer une part effective dans la direction du journal où avait paru l'article incriminé. Mais il ne réunissait pas en sa personne les conditions nécessaires aux termes du statut de la Presse (Ord. 26 août 1944, art. 7) pour avoir la qualité légale de directeur de publication. Dès lors, avait décidé la Cour d'appel, c'est à tort que la citation avait été dirigée contre lui en tant qu'auteur principal, mais les magistrats avaient retenu à sa charge une compli-

cité par assistance. Le pourvoi niait que cette complicité fût réalisée, faute d'une participation personnelle et consciente au délit.

La Chambre criminelle, analysant les constatations des juges de fait, répond que sans doute la circonstance que le condamné avait pratiquement la haute main sur la publication et que, de la sorte, l'article diffamatoire n'aurait pu paraître sans son assentiment, ne permettait pas à elle seule de retenir sa responsabilité à titre de complice. Mais il était établi que l'intéressé avait, en violation de la loi, sciemment laissé figurer son nom avec la qualité de directeur sur les exemplaires du journal, à la place où devait être imprimé le nom du directeur en titre. Et cette indication qui était de nature à induire les tiers en erreur quant à l'identité du véritable directeur suffisait à caractériser l'aide ou l'assistance.

Par un arrêt antérieur du 13 juillet 1950 (D., 1950.684) la Cour de cassation avait déjà, en s'appuyant sur une formule identique, reconnu bien fondée la condamnation d'un individu qui s'était livré à une manœuvre du même genre, alors qu'il n'était que le délégué du directeur.

Il ne nous paraît pas pourtant que l'assimilation de tels agissements à des faits de complicité soit justifiée et nous avouons même ne pas saisir exactement les raisons qui ont conduit les magistrats à la consacrer.

On pourrait être tenté à première vue de penser que s'ils en ont décidé ainsi, c'est qu'ils estimaient que, du fait de la confusion délibérément provoquée dans l'esprit du public par la substitution de nom, la victime de la diffamation, dispensée de rechercher quel était le responsable légal de la publication, se trouvait autorisée à mettre en cause la responsabilité de celui qui se présentait comme tel, sinon à titre d'auteur du moins de complice. Mais cette conception du « directeur apparent » (v. sur le rôle de la notion d'apparence en Droit pénal, la pénétrante étude de M. Vasseur, cette *Revue*, 1951, pp. 1 et ss.), est certainement étrangère au rédacteur de notre arrêt : la Cour de cassation l'avait écartée de façon formelle dans sa décision de 1950.

D'autre part, dans l'affaire actuelle, la Chambre criminelle condamne également, on l'a vu, cette idée que le directeur de fait pourrait être tenu pour complice uniquement en raison de ce qu'il ne serait pas opposé à la publication. Elle entend donc s'en tenir ici au principe traditionnel qu'il ne saurait y avoir de complicité par abstention : une simple attitude de laisser-faire en présence d'une infraction, même de la part d'un individu qui aurait été en situation de l'empêcher grâce à l'autorité de droit ou de fait dont il dispose, ne pouvant équivaloir à l'aide ou l'assistance au sens du Code pénal qui suppose une activité positive (v. pour le cas du président d'une société sportive qui avait toléré l'organisation par les membres d'une loterie illicite, Cass. crim., 29 janv. 1936, *Rec. Gaz. Pal.*, 1936.I.337 et les observ. de M. Magnol, cette *Revue* 1936, p. 226 ; ou d'un propriétaire qui ne s'était pas opposé à un délit d'abatage clandestin commis dans son immeuble par des locataires, Cass. crim., 5 nov. 1943, S., 1944.I.44. Cons. encore Cass. crim., 26 oct. 1912, S., 1914.I.225, note J.-A. Roux concernant le secrétaire d'un syndicat ouvrier qui avait laissé malmener sous ses yeux des réfractaires à une grève). C'est en conformité de cette jurisprudence qu'à défaut d'une disposition spéciale mettant à la charge du directeur de fait, l'obligation de prévenir des actes illicites — comme c'est au contraire le cas pour la responsabilité imposée au directeur en titre — la Cour suprême s'est refusée à voir dans son absence d'intervention une source éventuelle de responsabilité, même en qualité de participant accessoire.

Elle a estimé en revanche que le fait de coopération active et consciente nécessaire pour constituer la complicité s'était trouvé réalisé par l'usurpation de titre dont le prévenu s'était rendu coupable. Mais admettre une telle solution, n'est-ce pas perdre de vue cette idée fondamentale que les agissements du complice doivent être en relation matérielle et psychologique avec le délit dont ils ne sont qu'une modalité d'exécution ? — : Pour qu'on puisse parler d'aide ou d'assistance à l'infraction d'autrui, encore faut-il établir que le fait imputé au participant accessoire a contribué de façon effective à la réalisation de cette infraction et qu'en l'accomplissant le complice entendait en pleine connaissance de cause s'y associer.

C'est un semblable concours sciemment prêté à la publication diffamatoire que les décisions judiciaires avaient toujours eu soin jusqu'ici de constater pour justifier en la matière l'application des peines de la complicité, en faisant état, par exemple, des circonstances d'où il résultait qu'un directeur avait pris une part active à la composition et à la publication de l'article incriminé (Cass. crim., 12 juin 1936, *Rec. Gaz. Pal.*

1936.II.445) ou que cet article lui avait été soumis avant sa publication et qu'il l'avait approuvé (Cass. crim., 4 janv. 1908, D.P., 1910.I.174), ou tout au moins qu'il ne s'agissait pas d'un article isolé, ayant pu lui échapper, mais bien de toute une campagne de presse qui s'était poursuivie pendant une longue période (Cass. crim., 24 nov. 1892, D.P., 1893.I.463 ; 22 mars 1902, *Bull. crim.*, n° 119).

En l'espèce rien de semblable n'avait été relevé par la Cour d'appel. Sans doute en se prêtant à la substitution de noms, le prévenu avait-il concouru à la transgression d'une disposition légale dont l'observation s'imposait au directeur en titre sous la menace d'une peine. Sa responsabilité pouvait bien de la sorte être engagée à titre de complice de l'acte répréhensible ainsi commis. Mais ses agissements propres étaient en revanche sans lien nécessaire avec la publication diffamatoire, tout au moins l'arrêt attaqué ne précisait-il pas en quoi ils auraient facilité le délit, et pas davantage ne permettait-il d'affirmer que le prévenu ait été au courant du contenu de l'article inséré dont il aurait sciemment assuré la diffusion.

La décision de la Chambre criminelle nous paraît avoir été guidée avant tout par la préoccupation d'assurer la répression d'une manœuvre frauduleuse qui pouvait avoir pour résultat en égarant les poursuites de faire échapper le responsable légal aux peines qui le menaçaient.

2. Le privilège du Trésor et les droits de la victime.

Le privilège général reconnu au Trésor en matière répressive par la loi du 5 septembre 1807 ne portait à l'origine que sur le remboursement à son profit des frais de justice. Un décret-loi du 17 juin 1938 est venu le déclarer applicable également au recouvrement des amendes.

L'interprétation de ce texte soulevait une difficulté : résultait-il de la réforme qu'en cas d'insuffisance des biens du débiteur, le fisc primerait désormais pour le montant de la peine pécuniaire la créance d'indemnité de la victime ? C'est ce qu'on avait pu se demander, en présence de la disposition des articles 54 et 468 du Code pénal portant qu'au cas de concurrence entre l'amende et les restitutions ou les dommages-intérêts, ces dernières condamnations obtiendraient la préférence. La question qui avait fait l'objet d'une étude approfondie du regretté Doyen Magnol (cette *Revue*, 1940, p. 200) a été soumise récemment pour la première fois à la Cour de cassation (Ch. civ.) qui s'est prononcée par arrêt du 3 décembre 1952 (*Rec. Gaz. Pal.*, 1953.I.140) sur pourvoi contre un jugement du Tribunal civil de Tarascon.

Une distribution par contribution ayant été ouverte sur les fonds provenant de la vente des biens d'un condamné et la partie civile ayant été colloquée par préférence au Trésor, le tribunal avait rejeté le contredit élevé par le percepteur des contributions qui, conformément à la thèse soutenue dès l'origine par l'Administration (v. Magnol, *loc. cit.*, p. 204), prétendait avoir le pas sur la victime. Les magistrats estimèrent en effet, que les dispositions du Code pénal restaient en vigueur et que, dès lors, le privilège du Trésor ne pouvait être invoqué qu'à l'égard des créances autres que celles des dommages-intérêts accordés à la partie civile.

Mais l'arrêt de la Chambre civile accueille le pourvoi. Il se borne à constater à l'appui que le texte du décret-loi, sans faire aucune distinction, assigne au Trésor un rang préférable à tous les créanciers chirographaires, parmi lesquels figure la victime. Celle-ci doit donc suivre le sort commun. C'est dire qu'aux yeux de la Cour suprême, il convenait de faire ici abstraction totale des dispositions du Code pénal qu'elle considère comme virtuellement abolies.

En faveur de la thèse contraire, il était permis de soutenir que si sans doute une abrogation tacite peut se déduire de la contradiction entre deux textes successifs, encore faut-il que cette incompatibilité apparaisse réellement irréductible. Sinon, en l'absence d'une volonté nettement manifestée par le législateur, il est de principe que le juge doit de préférence opter par l'interprétation qui est de nature à ménager à chacun des textes sa part d'application.

Mais, d'un autre côté, à l'appui de l'opinion consacrée par la Cour de cassation, on peut tirer argument, précisément, de la formule même employée par le décret-loi. Celle-ci se borne à déclarer purement et simplement étendre à l'amende le privilège jusque-là cantonné sur les frais de justice ; tout en élargissant son objet, elle entend donc que quant à cette nouvelle créance ce privilège s'exerce dans des conditions identiques, et

puisque en ce qui concerne les frais il ne fait aucun doute que les droits du Trésor priment les dommages dus à la victime, il n'en saurait être autrement pour l'amende. Cette assimilation, ajoutera-t-on dans le même sens, répond à l'esprit de la réforme : les préoccupations proprement pénales lui étaient étrangères, le but du décret-loi de 1938 était avant tout d'ordre fiscal, il faisait partie d'un ensemble de mesures tendant à accroître les ressources de l'Etat. La portée ainsi attribuée à notre texte, a-t-on pu observer encore, est d'autant plus plausible, qu'elle est conforme à une évolution législative manifestée par d'autres innovations analogues qui ont sacrifié également le souci d'assurer l'indemnisation de la victime à celui de garantir de façon efficace le recouvrement de la peine pécuniaire. Tel est le cas notamment des dispositions insérées à l'article 114 du Code d'instruction criminelle, par le décret-loi du 18 novembre 1939 qui, en cas de mise en liberté provisoire d'un inculpé avec cautionnement, donnent la préférence au paiement des amendes aussi bien que des frais sur les dommages-intérêts dus à la partie civile. Depuis lors est intervenu le décret du 5 mars 1949 sur l'affectation des produits du travail des détenus qui, à côté du pécule de réserve, institue un pécule de garantie des droits du Trésor destiné, avant tout versement au pécule disponible, à couvrir encore les amendes au même titre que les frais de justice, mais ne prévoit aucune mesure de ce genre au profit de la victime.

La valeur de ces arguments n'est pas niable. Mais si on peut estimer qu'en tant qu'expression du Droit positif la solution qui a prévalu devant la Cour suprême était la plus sûre, il est difficile de méconnaître ce qu'elle a, en législation, d'éminemment regrettable. Tout en compromettant les droits de la victime dont la protection se trouve déjà si incomplètement assurée par le Code, il n'est pas certain, comme on l'a justement observé (v. Vidal et Magnol, *Droit criminel*, 9^e éd., n° 573 ter), quelle ne soit pas de nature à se retourner contre les intérêts eux-mêmes du Trésor : les magistrats ne seront-ils pas tentés en effet, de réduire le montant des amendes pour éviter la spoliation pratique de la partie lésée ?

3. Interdiction légale et libération conditionnelle.

Dans l'espèce au sujet de laquelle la Cour de Paris s'est prononcée par arrêt du 5 mars 1953 (D., 1953.269), les magistrats avaient à statuer sur l'appel formé par le percepteur des contributions directes contre un jugement de compétence du Tribunal civil de la Seine en matière de confiscation de profits illicites.

La Cour constate que l'appel avait été signifié à la personne de l'adversaire, alors que, celui-ci ayant été condamné aux travaux forcés, puis admis à la libération conditionnelle, la durée normale de sa peine n'était pas encore expirée. De ce fait, il se trouvait toujours en état d'interdiction légale et l'appel aurait dû être signifié à son tuteur ; en conséquence l'arrêt déclare l'appel irrecevable.

Cette solution ne pouvait faire de doute. Il est certain en effet que l'incapacité générale attachée à l'interdiction légale s'étend à l'exercice des actions en justice — tout au moins de celles qui touchent à des intérêts patrimoniaux (v. cette *Revue*, 1952, pp. 252 et 267), comme c'était le cas en l'espèce. Or il est également de jurisprudence constante que les conséquences de l'interdiction ne sont pas suspendues par l'effet de la libération conditionnelle. C'est ce qu'avait affirmé notamment la Cour de Rouen par un arrêt longuement motivé du 5 novembre 1904, S., 1906.247. De son côté, la Cour de Paris, le 15 janvier 1904, S., 1904.II.185 note J.-A. Roux, avait fait état de ce principe pour refuser au libéré le droit de suivre en son nom personnel l'appel formé par son tuteur.

L'attitude ainsi adoptée par les décisions judiciaires était logiquement commandée par le caractère essentiel de l'institution telle qu'elle a été conçue par la loi de 1885, où elle se présente comme un simple mode d'exécution de la peine privative de liberté qui ne se trouve ni éteinte ni suspendue, mais qui, sans changer de nature, sera désormais subie sous un régime moins sévère. De ce chef la libération conditionnelle constitue une mesure administrative relevant des autorités pénitentiaires, mais ne saurait avoir pour résultat de supprimer les conséquences légales attachées à la condamnation, ce qui serait une atteinte à la séparation des pouvoirs. C'est ce que reconnaissait encore récemment la Cour de cassation (Ch. crim., 15 mai 1952, *Bull. crim.*, n° 126, v. cette *Revue*, 1952, p. 90), en décidant que le point de départ de l'interdiction de séjour devait, en dépit de la libération anticipée, rester fixé à la date d'expiration de la peine principale

telle qu'elle avait été infligée par le tribunal. Les mêmes considérations conduisent à maintenir jusqu'à cette date les déchéances que comporte la peine accessoire de l'interdiction légale.

Pour classique qu'elle soit la dernière décision de la Cour de Paris méritait d'être signalée. Là la jurisprudence qu'elle confirme n'est pas sans revêtir un intérêt d'actualité au moment où se font jour en pratique des conceptions nouvelles touchant l'organisation des peines privatives de liberté et elle est de nature à attirer l'attention sur les incohérences qui sont le résultat indirect de cette évolution.

On sait que, d'après les conceptions de notre Droit, l'interdiction légale, envisagée dans sa nature foncière, est bien moins une peine qu'une mesure de sûreté : il s'agit avant tout, en privant radicalement l'individu de ses ressources, de lui retirer la possibilité, en cours de peine, de se procurer les moyens de se soustraire par l'évasion à son incarcération ou d'adoucir frauduleusement les rigueurs de son sort.

Le régime de l'interdiction légale, avec l'assimilation pure et simple qu'elle comporte en principe entre le sort de l'interdit légal et celui de l'interdit judiciaire radicalement incapable d'agir par lui-même, et la désignation corrélatrice d'un représentant qui aura seul qualité pour accomplir en son nom tous les actes de la vie juridique, répondait exactement à cette préoccupation et pouvait fonctionner sans difficulté en présence du système de ségrégation absolue et constante qui était de règle pour les peines afflictives au début du XIX^e siècle.

Mais cette mesure perd sa raison d'être sitôt qu'on prétend la maintenir à l'égard d'un individu qui, tout en conservant sa qualité théorique de détenu, aura vu s'ouvrir devant lui les portes de l'établissement pénitentiaire pour être rendu à titre provisoire, mais effectif, à l'existence commune (v. la note de M. J.-A. Roux, S., 1904.2.185). Encore une telle situation était-elle exceptionnelle sous le régime de la loi de 1885, puisque les seuls condamnés criminels passibles d'interdiction susceptibles de bénéficier de cette faveur étaient les réclusionnaires, mais les cas de ce genre se sont multipliés depuis la réforme récente qui l'a rendue accessible aux forçats.

En de pareilles circonstances la persistance des incapacités légales n'est pas seulement illogique, il faut ajouter que la stricte observation des conséquences qu'elle comporte se heurterait en pratique à des impossibilités plus ou moins radicales : le libéré qu'on entend inciter à se refaire une situation honorable, ne pourrait procéder par lui-même à une acquisition quelconque d'un matériel de travail, il n'aurait pas qualité pour engager valablement ses services. Bien plus, à appliquer à la lettre l'article 31 du Code pénal, ses salaires, ses gains, ses revenus quelconques devraient être versés intégralement entre les mains du tuteur.

Des observations analogues pourraient d'ailleurs être formulées à propos des mesures voisines de la libération conditionnelle qui ont été mises en expérience depuis peu par l'Administration : par exemple, l'épreuve de semi-liberté utilisée dans le régime progressif à titre d'étape préalable de l'élargissement anticipé, sans parler de ces permissions de courte durée dont une récente circulaire est venue régulariser l'octroi. De son côté, appliquée à une peine privative de liberté, la pratique de la grâce conditionnelle ne laisserait pas de poser en la matière des problèmes délicats.

Il ne faut pas s'exagérer, sans doute, les inconvénients de l'état de chose actuel : dans la réalité et pour les opérations courantes, les difficultés auxquelles nous faisons allusion doivent se résoudre d'elles-mêmes par la mise à l'écart de principes que nul vraisemblablement ne songe à invoquer. Toute discordance entre la loi et les faits n'en est pas moins fâcheuse. Et la situation appellerait une réforme, tout au moins en ce qui concerne la libération conditionnelle. Affranchir purement et simplement le libéré de cette mesure serait peut-être imprudent, car il ne faut pas oublier le caractère provisoire et révocable à tout moment de son élargissement. On concevrait plutôt une suspension de la peine accessoire qui serait affectée de la même condition que la libération et disparaîtrait, le cas échéant, en même temps qu'elle.

Rien n'empêcherait, d'ailleurs, d'envisager, en contrepartie, le pouvoir pour l'Administration d'imposer au bénéficiaire certaines restrictions dans l'exercice de ses droits patrimoniaux, mais conçues dans un tout autre esprit, comme un moyen d'éviter des reches et de contrôler son reclassement : par exemple, la mesure qui complétant les dispositions déjà prévues en ce qui concerne le pécule par le décret du 1^{er} avril 1952, consisterait à prévoir la remise d'une partie des gains ou revenus du libéré au Comité d'assistance, à charge de lui faire des versements périodiques.

II. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

par LOUIS HUGUENEY

Professeur à la Faculté de droit de Paris.

1. Corruption de fonctionnaire.

I. Dans l'Aveyron, un agent du ministère du Travail, qui avait vécu en Algérie, parlait arabe et connaissait les mœurs arabes, avait conservé les 5.000 francs que son enfant avait reçus des mains d'un mécanicien arabe. Il avait été condamné pour corruption.

La Chambre criminelle (14 fév. 1953, D., 53.284) a cassé l'arrêt de condamnation parce qu'il avait le tort, non seulement de ne pas préciser l'acte ou l'abstention reprochés au fonctionnaire, mais encore de ne pas indiquer si la sollicitation ou l'acceptation avait précédé l'acte ou l'abstention qu'il avait pour objet de rémunérer.

Elle n'a fait par là qu'appliquer un principe bien établi en matière de corruption de fonctionnaire comme en matière de corruption d'employé (v., à ce sujet, nos observ. dans cette *Revue*, 1952, p. 608).

II. En Algérie, un agent des chemins de fer, constatant qu'une caisse transportée contenait une denrée contingentée, s'était fait remettre, sous menace de dénonciation, une somme d'argent par le propriétaire de la caisse.

La Chambre criminelle (5 fév. 1953, *Rec. de dr. pén.*, 1953, p. 131) a jugé qu'il ne tombait pas sous le coup de l'article 177, alinéa 1^{er}, du Code pénal, qui punit la corruption de fonctionnaire, parce que, n'étant pas habilité à déceler la nature des marchandises contenues dans les colis conformes aux conditions de transport, il n'avait pas touché la somme pour « s'abstenir de faire un acte de ses fonctions ou de son emploi ».

Elle a seulement laissé entendre qu'il était permis de le frapper en vertu de l'article 177, alinéa dernier, qui, aujourd'hui, prévoit une peine moindre au cas où les offres, promesses, dons ou sollicitations tendraient à l'accomplissement ou à l'abstention d'un acte qui, bien qu'en dehors des attributions personnelles de la personne corrompue, était ou aurait été facilité par sa fonction ou par le service qu'elle assurait.

C'est un arrêt à retenir. Il jette une lueur intéressante sur ce délit nouveau que nous avons proposé de baptiser para-corruption et dont la jurisprudence n'a pas encore bien tracé les contours (v. à ce sujet : Vassogne et Bernard, *Encyclopédie Dalloz*, t. 1^{er}, V^o *Corruption*, n^{os} 69 et ss. ; Vouin, *Précis de dr. pén. spéc.*, n^o 449-2^o ; Garçon, *C. pén. ann.*, nouv. éd., sous les art. 177 et 178, n^{os} 191 et ss.).

2. Exception d'illégalité en matière de rébellion et d'outrage.

C'est une question fameuse que celle de savoir s'il est permis d'incriminer, comme rébellion, la résistance violente opposée — ou, comme outrage, les paroles inconvenantes adressées — à un représentant de l'autorité agissant illégalement.

Elle s'est posée une fois de plus dans le cas de deux dames, la mère et la fille, prévenues, la première, de rébellion, parce qu'elle avait bousculé l'huissier qui venait, à ses dépens, mettre à exécution un jugement d'expulsion, la seconde, d'outrage, parce qu'elle avait appuyé de propos injurieux la résistance de sa mère.

Le Tribunal correctionnel de Bergerac (1^{er} fév. 1953, *Gaz. Pal.*, 16-19 mai) s'est contenté de frapper la mère de 100 frs d'amende pour violences légères. Il a refusé de condamner la mère pour rébellion et la fille pour outrage sous prétexte que l'huissier

avait agi « dans des conditions manifestement illégales », qu'il « semblait établi » qu'il avait « manifestement outrepassé ses fonctions et agi de façon tout à fait arbitraire » ; que la décision qu'il entendait mettre à exécution « ne comportait pas d'autorisation d'expulsion » ; que la personne au nom de laquelle il prétendait instrumenter n'avait plus aucun droit sur l'immeuble, qui était devenu la propriété de son fils ; qu'il avait commis la faute d'opérer pour le compte d'une partie dont il avait précédemment, comme mandataire, soutenu les intérêts dans le procès ; qu'il avait agi au mépris d'une demande de maintien dans les lieux dont était saisi le tribunal paritaire cantonal.

La Cour de cassation, si la question avait été portée devant elle, aurait-elle fait preuve d'autant d'indulgence ? Nous n'en sommes pas bien persuadé.

En matière de rébellion et plus encore en matière d'outrage, elle n'a guère cessé d'affirmer que l'illégalité commise par l'agent de l'autorité ne fait pas disparaître le délit (v. sur ce point : Garçon, *op. cit.*, sous l'art. 209, n^{os} 117 et ss. ; sous les art. 222 à 225, n^{os} 142 et ss. ; Vouin, *op. cit.*, n^{os} 425 et 428, et nos observ. dans cette *Revue*, 1948, p. 530 ; 1951, p. 519).

A peine consent-elle à s'écarter de cette jurisprudence sévère lorsque l'illégalité est tellement grossière, tellement flagrante qu'il est permis de soutenir que l'agent n'était plus dans l'exercice de ses fonctions. Était-ce le cas dans l'hypothèse qui nous occupe ?

Le Tribunal de Bergerac a relevé sans doute dans la conduite de l'huissier bon nombre d'incorrections. Mais aurait-il eu besoin d'en relever tant si l'une d'elles avait été si frappante qu'elle eût suffi à faire disparaître aux yeux de tous, en la personne de l'officier ministériel, la qualité d'agent de l'autorité ?

3. Violences envers un agent non assermenté des chemins de fer.

L'article 15 de la loi du 25 juillet 1845 sur la police des chemins de fer décide que « toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents des chemins de fer dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion ».

Faut-il de cette disposition conclure que ces agents sont protégés contre l'outrage et les violences en qualité de citoyens chargés d'un ministère de service public aux termes des articles 224 et 230 du Code pénal ?

La question a fait l'objet d'une longue et ardente controverse (v. sur ce point : Garçon, *op. cit.*, sous les art. 222 à 225, n^{os} 593 et ss.). La Cour de cassation finalement a reconnu que seuls les agents assermentés bénéficient de cette protection et qu'il n'est pas permis d'étendre aux autres les articles 224 et 230 sous prétexte que la loi de 1845 leur a étendu l'article 209.

Elle l'a dit plusieurs fois déjà en matière d'outrage (Cass. crim., 24 janv. 1902, S., 1902.1.112, D., 1902.1.144 ; 17 mai 1906, S., 1906.1.424, D., 1907.1.117). Elle vient de l'affirmer une fois de plus, à propos de violences, en cassant un arrêt d'Alger qui avait eu le tort d'appliquer au profit d'un agent non assermenté l'article 230 (Cass. crim., 23 déc. 1952, *Rec. de dr. pén.*, 1953, p. 117).

4. Participation à une manifestation interdite sur la voie publique.

Le décret-loi du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'ordre public punit d'emprisonnement de 15 jours à 6 mois et d'une amende de 4.000 à 480.000 frs ceux qui auront participé à l'organisation d'une manifestation sur la voie publique interdite par l'autorité administrative (art. 4-2^o).

La Cour d'Alger, sans préciser qu'il s'agissait d'un organisateur, avait, par application de ce texte, condamné un individu trouvé sur les lieux d'une manifestation interdite. La Chambre criminelle (23 mars 1953, D., 53.372) a justement cassé cet arrêt qui donnait au décret-loi une portée qui n'est pas la sienne.

Du texte de l'article 4-2^o, aussi bien que de son rapprochement avec l'article 4-1^o qui frappe des mêmes peines ceux qui auront fait une déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur les conditions de la manifestation projetée ou qui, soit avant le dépôt de la déclaration, soit après l'interdiction, auront adressé par un moyen quelconque une convocation à y prendre part, il ressort clairement que le législateur n'a visé que les organisateurs et qu'échappent à ces peines sévères les moutons de Panurge, ceux qui n'ont fait qu'obéir aux directives que d'autres leur avaient données.

III. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

par Louis HUGUENEY

Professeur à la Faculté de droit de Paris.

1. Délit de fuite et omission de porter secours.

Un automobiliste avait, à la nuit tombante et dans un lieu écarté, heurté avec sa voiture un individu qui avait, quelques heures plus tard, succombé à ses blessures. Il avait, après l'accident, pris la fuite et avait été poursuivi sous la triple inculpation d'homicide par imprudence, délit de fuite et omission de porter secours. La Cour d'appel l'avait relaxé du chef d'homicide par imprudence, mais condamné pour délit de fuite et omission de porter secours. Il s'est pourvu en cassation. La Chambre criminelle (23 mars 1953, *J.C.P.*, 53.II.7584, D., 53.371), au rapport de M. le Conseiller Patin, a rejeté son pourvoi.

I. En ce qui concerne le *délit de fuite*, la Chambre criminelle n'a fait que répéter ce qu'en pareille circonstance elle avait dit déjà : que la loi du 17 juillet 1908 n'exige nullement, pour qu'une condamnation intervienne et soit justifiée, que le juge constate que le prévenu avait encouru une responsabilité civile ou pénale ; qu'il suffit aux termes de la loi qu'il ait pu l'encourir (v. Cass. crim., 8 janv. 1921, D., 1921.I.223, S., 1928.2.24, en sous note et, sur cette jurisprudence : Faustin-Hélie, *Pratique criminelle*, 5^e éd., par Brouchet, t. 2, n° 447, *in fine*).

II. En ce qui touche l'*omission de porter secours*, son arrêt est beaucoup plus digne d'attention.

Placés en face de l'article 63, alinéa 2, nouveau du Code pénal, auteurs et tribunaux hésitaient sur la voie à suivre. Fallait-il mettre le cap sur l'utilité ou sur la morale ?

Si l'on prenait pour point de direction l'utilité, on était conduit à reconnaître que le secours ne s'impose que s'il a chance d'être efficace. Si l'on se tournait vers la morale, on allait tout droit à cette conclusion que la vanité même de l'intervention ne fait pas disparaître le devoir de charité que se propose de sanctionner la loi pénale.

Les deux opinions trouvaient en doctrine et en jurisprudence des appuis (v. notre art. dans *l'Encyclopédie Dalloz, Droit criminel*, t. 1, V° *Abstention délictueuse*, n° 38, et, au surplus : Garçon, *op. cit.*, sous l'art. 63, n° 93 ; Vouin, *op. cit.*, n° 178). Mais la seconde, en dernier lieu, avait tendance à l'emporter (v. à ce sujet nos observ., *supra*, p. 307).

C'est celle qui vient de prévaloir devant la Cour de cassation. La Chambre criminelle a jugé que le délit prévu par l'article 63 est caractérisé lors même qu'il serait « démontré que le secours que le devoir d'humanité commandait de porter dût être en définitive inefficace ».

Ainsi entendu, l'article 63 n'a pas seulement pour but de sauvegarder la vie et la santé des individus mais de réprimer l'égoïsme qui fait scandale et dont l'exemple est pernicieux.

2. Proxénéisme.

Une femme, sous le couvert d'une agence matrimoniale, recevait dans un bureau dont elle était locataire des hommes et des femmes dont elle ignorait l'identité et qu'elle mettait en relation après avoir perçu une rémunération : à la suite de quoi, certaines au moins des personnes ainsi réunies se rendaient dans divers hôtels où elles avaient des rapports sexuels, ce que la directrice de l'agence pouvait d'autant moins ignorer que plusieurs de ses clients lui avaient fait part de leur désir de trouver chez elle des amies passagères.

Une autre femme, gérante d'un bar qui avait pris la place d'une ancienne maison de tolérance dont elle avait été propriétaire, y accueillait des prostituées qui, après avoir, sous ses yeux, dansé et consommé avec les clients masculins attirés par la présence de cette clientèle spéciale, s'en allaient avec eux se livrer à la débauche dans des hôtels du voisinage.

De ces deux femmes, la première avait été condamnée, la seconde, relaxée. La Chambre criminelle, au rapport de M. le Conseiller Brouchet, a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt de condamnation (Cass. crim., 20 nov. 1952, D., 53.308) et cassé l'arrêt de relaxe (Cass. crim., 19 mars 1953, D., 53.355, *Rec. de dr. pén.*, 1953, p. 196). Elle a considéré que les deux prévenues tombaient sous le coup, soit de l'article 334, alinéa 1^{er}, du Code pénal qui punit celui ou celle « qui, d'une manière quelconque, aide, assiste ou protège sciemment la prostitution d'autrui ou le racolage en vue de la prostitution » (Cass. crim., 19 mars 1953), soit de l'article 334, alinéa 5, qui frappe celui ou celle « qui fait office d'intermédiaire, à un titre quelconque, entre les personnes se livrant à la prostitution ou à la débauche et les individus qui exploitent ou rémunèrent la prostitution ou la débauche d'autrui » (Cass., 20 nov. 1952).

C'est ainsi qu'entre ces deux courants, l'un, d'excessive sévérité, qui aurait conduit à faire application de l'article 335 à ceux qui tolèrent habituellement dans un lieu ouvert au public et placé sous leur direction la présence de personnes se livrant à la prostitution n'importe où, l'autre, d'abusives indulgences, qui aurait mis à l'abri des poursuites ceux-là même qui attirent dans leur établissement les prostituées à la seule condition qu'elles se livrent à la prostitution ailleurs, serait-ce dans la maison voisine (v. sur ces deux courants, nos précédentes chroniques et, en dernier lieu, nos observ. dans cette *Revue*, 1951, p. 669), la Cour suprême, entrant dans la voie tracée par un arrêt d'Angers (14 déc. 1950, D. 51.13, avec nos observ. dans cette *Revue*, 1952, p. 273), paraît bien avoir trouvé la solution raisonnable : réserver les peines sévères de l'article 335 à ceux qui font de leur établissement une maison de prostitution ; frapper des peines moins rigoureuses de l'article 334 ceux qui se sont bornés à installer ce que nous nous sommes permis d'appeler un marché aux femmes ; laisser dormir en paix le boulanger et l'épicier qui n'auront pas interdit aux prostituées, comme on l'interdit aux chiens, l'accès de leur boutique.

3. Le mobile en matière de diffamation.

Deux décisions récentes soulignent, avec l'importance du mobile en matière de diffamation, la difficulté de savoir où s'arrête et où commence le délit dont il est un élément constitutif.

I. Un journaliste avait publié un article où il conviait les lecteurs à une « saine méfiance » envers les juifs qu'il considérait comme des étrangers et où il préconisait un « antisémitisme à la française », un « antisémitisme mesuré et raisonnable » qui se traduirait par des lois « justes et nécessaires ». Il avait été poursuivi en vertu de l'article 32, alinéa 2, de la loi de 1881 sur la presse qui, aujourd'hui, punit la diffamation « envers un groupe de personnes... qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée... lorsqu'elle aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants ». Les premiers juges l'avaient condamné. La Cour de Paris (26 mars 1952, D., 53.342) l'a relaxé, considérant qu'il avait fait « appel à la raison et non à la passion », qu'il avait marqué expressément l'opposition de ces conceptions avec ce qu'il appelait lui-même « l'ignoble persécution allemande et raciste », et qu'il n'était pas suffisamment établi dans ces conditions que son article avait « eu pour but d'exciter à un sentiment passionné tel que la haine ».

C'est une décision d'espèce, dont il serait dangereux d'exagérer la portée.

Comme l'ont très bien montré MM. Mazeaud (*Rev. trim. de dr. civ.*, 1951, p. 381) à l'occasion d'un précédent arrêt rendu par la Cour de Paris dans une affaire analogue (9 avril 1951, *Rec. Gaz. Pal.*, 1951.1.417), entre le mépris et la haine la ligne de démarcation n'est pas facile à tracer. Et il ne faut pas oublier que la Cour suprême, cassant cet autre arrêt de Paris (Cass. crim., 26 juin 1952, D., 52.641), a jugé que la disposition en question s'applique lors même que le prévenu n'aurait pas eu pour but de provoquer à des désordres sociaux ou à la violence.

II. Un maire de village avait fait condamner pour outrage à son encontre une dame que, par la suite, la Cour d'appel devait relaxer. Et il n'avait rien eu de plus pressé que

de faire apposer sur la porte d'une école désaffectée où étaient habituellement affichées les communications officielles de la mairie une coupure de journal relatant la condamnation.

Poursuivi pour diffamation, il a été à son tour condamné. Et la Chambre criminelle (18 déc. 1952, S., 53.1.109, avec la note M.R. M.P.), au rapport de M. le Conseiller Patin, a jugé la condamnation justifiée « attendu que, l'affichage, abusivement pratiqué sur les instructions du prévenu par les moyens que ses fonctions administratives mettaient à sa disposition, avait été effectué dans l'intention malveillante de donner à la condamnation... une publicité particulière et supplémentaire et de nuire ainsi, dans l'esprit des habitants de la commune, à l'honneur et à la considération de la dame ».

C'est un arrêt qui montre bien comment une même publication peut-être ou non délictueuse suivant le motif qui l'inspire et qui attire par surcroît l'attention sur cette notion d'abus de droit qu'en France les criminalistes abandonnent trop volontiers aux méditations des civilistes (v. sur cette notion d'abus de droit et son application en droit pénal : Jiménez de Asua, *Tratado de derecho penal*, t. 4, pp. 524-526).

IV. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES BIENS

par Pierre BOUZAT

*Doyen de la Faculté de droit de Rennes,
Secrétaire général de l'Association Internationale de droit pénal.*

1. Escroquerie par ventes dites : « en boule de neige ».

La question de ces ventes a été réglée législativement puisqu'une loi spéciale est venue les interdire. Auparavant, elles avaient été condamnées de façon catégorique par l'arrêt de la Cour suprême du 7 mai 1951 (v. cette chronique, *Revue*, 1951, p. 525). Nous avons d'ailleurs exposé dans cette chronique (cette *Revue*, 1951, p. 525 ; 1952, p. 456 ; 1953, p. 312) quelles réserves juridiques l'arrêt de la Cour suprême nous avait paru susciter. Nous avons été heureux (v. cette chronique, 1953, p. 313) que la Cour de Paris, dans un arrêt du 7 janvier 1953, vienne décider que ce n'était pas une raison parce que le procédé de vente « en boule de neige » avait été souvent employé par des commerçants peu scrupuleux ou par des individus n'exerçant qu'un commerce de façade pour qualifier ces ventes, quelles qu'elles soient, d'escroqueries. Il y avait en effet une question de mesure à observer. La Cour de Lyon, le 22 avril 1953 (D. 1953.J.330, Rec. dr. pén. 1953, p. 212) a confirmé ce point de vue. Dans une affaire, qu'il serait trop long d'exposer ici, elle précise qu'il ne faut pas confondre caractère chimérique avec caractère aléatoire. C'est l'évidence même, sans quoi il n'y aurait plus de transactions possibles. A notre sens d'ailleurs, il ne pourrait y avoir caractère chimérique dans la vente en « boule de neige » que si le vendeur se trouvait automatiquement dans l'impossibilité, à un moment donné, de satisfaire toutes les demandes.

Dans l'espèce soumise à la Cour de Lyon, il semblait bien d'ailleurs que les prévenus qui avaient liquidé leur société dès que l'arrêt précité de la Cour de cassation avait été porté à leur connaissance, étaient de bonne foi. Et c'est sur cette notion de bonne foi qu'insiste en définitive la Cour d'appel de Lyon pour décider la relaxe.

2. Escroquerie. Notion de manœuvres frauduleuses.

Un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation en date du 8 janvier 1953 (J.C.P., 1953.J.623) apporte d'intéressantes précisions sur la notion d'escroquerie.

Un avoué avait perçu ou tenté de percevoir des honoraires dans des affaires d'assistance judiciaire, notamment en alléguant faussement que les fonds versés serviraient à rémunérer le greffier, et en menaçant un de ses clients de provoquer le retrait du bénéfice de l'assistance judiciaire qui lui avait été accordé. La Cour d'appel de Dijon avait estimé que ces faits constituaient une escroquerie. La Cour suprême casse la décision de la Cour de Dijon, motif pris de ce que la manœuvre frauduleuse, élément constitutif du délit d'escroquerie, n'existait pas. Cette manœuvre frauduleuse ne saurait en effet être constituée par un simple mensonge, en l'absence de tous faits extérieurs de nature à lui donner l'apparence de la réalité. Cette position se révèle conforme à la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation qui décide, de façon générale, que le mensonge n'est pas assimilable à une manœuvre frauduleuse (Crim., 8 juill. 1922, *Bull.* 248, D.P., 1922.I.191 ; 31 janv. 1935, D.H., 1935.167 ; 25 mai 1936, *Bull.* 59 ; 29 déc. 1938, D.H., 1935.167 ; 25 mai 1936, *Bull.* 59 ; 29 déc. 1938, D.H., 1939.52), et qu'il doit être accompagné d'actes extérieurs susceptibles de rendre vraisemblables les fausses allégations (Crim., 15 mai 1931, *Bull.*, 134, S., 1932.I.198 ; 6 fév. 1932, *Bull.*, 29, S., 1933.I.198 ; 6 nov. 1952, *Bull.*, 244, D., 1953.I.38 ; *Rev. sc. crim.*, 1953, p. 102 et mes obser. ;

Garraud, *Tr. th. et prat. de dr. pén. fr.*, éd., 1901, t. 5, p. 564 ; Faustin-Hélie, *Dr. pén.*, éd., 1948, t. 2, n° 731).

Il y avait, en l'espèce, une difficulté supplémentaire, comme l'a mis en relief M. François Brouhot, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation dans une note pertinente (*J.C.P.*, 1953.J.7263). Une jurisprudence constante de la Chambre criminelle décide en effet que lorsque la fausse allégation émane d'une personne dont la qualité est susceptible de lui donner du crédit, cette circonstance suffit, en dehors de cette mise en scène ou machination, pour qu'il y ait manœuvre frauduleuse (*J.C.P.*, p. 7623 ; Goyet, Rousselet et Patin, *Précis de dr. pén. spécial*, éd., 1950, n° 652). C'est en ce sens que la Cour de cassation s'est prononcée en déclarant justifiées des condamnations prononcées contre un maire (7 août 1890, *Bull.* 173, D., 1891.I.139), contre un notaire (10 fév. 1855, *Bull.* 39 ; 25 mai 1936, *Sem. jurid.*, 1936, p. 1371, *Bull.* 59), contre des médecins (17 fév. 1935, *Bull.* 21-26 mars 1936, *Bull.* 36), contre un dentiste (10 janv. 1936, D.H., 1936.151) qui avaient profité de la confiance inhérente à leurs titres ou à leurs professions pour extorquer de l'argent à des personnes physiques ou à des personnes morales.

Il semble donc que les allégations mensongères de l'avoué auraient dû suffire à caractériser la manœuvre frauduleuse de l'article 405 du Code pénal. Mais la Chambre criminelle a décidé, dans l'arrêt ici commenté, que l'attitude de M^e X..., « ne saurait, lorsqu'elle est, comme en l'espèce, dégagée de toute circonstance de fait extérieure, que constituer un simple mensonge demeurant toujours discutable par les parties dans sa portée et dans ses effets ».

Nous ne souhaitons pas que cet arrêt signifie un certain revirement par rapport à la jurisprudence antérieure. Sans doute, la Cour de cassation a-t-elle été simplement influencée par des circonstances de fait.

Personnellement nous préférons qu'à notre époque où se produisent tant de manœuvres malhonnêtes la notion d'escroquerie soit étendue plutôt que restreinte. D'ailleurs, la jurisprudence semble avoir une nette tendance en ce sens, comme le montre la condamnation générale de la vente en « boule de neige » par la Cour suprême (arrêt du 7 mai 1951, v. cette chronique même n° 1).

3. Abus de confiance. Contrat violé.

Un nommé X..., avait remis à un nommé Y..., des tissus et du linge à condition. Après versement d'un escompte et restitution d'une partie des marchandises, Y..., qui avait vendu le surplus à son profit, devait 80.000 frs. Il alléguait divers prétextes pour se dérober à ses obligations. X..., très mécontent de cette attitude, porta plainte pour abus de confiance. Les juges de 1^{re} instance lui donnèrent raison. Ils considérèrent que le contrat passé entre les deux parties était un mandat commercial, que Y..., était tenu, comme détenteur précaire de la marchandise confiée par X..., de vendre pour le compte de son mandant, sa rémunération étant représentée par la différence entre le prix coûtant et le prix de vente.

Cette argumentation n'était pas exacte. Certes, le mandat se distingue difficilement de la vente conditionnelle. Pour statuer sur la nature de l'opération la jurisprudence tient compte en général du prix stipulé. Lorsque le prix ne sert qu'à fixer la commission de l'intermédiaire, celui-ci n'est qu'un mandataire et en cas de détournement, commet un abus de confiance (Crim., 25 avril 1929, *Gaz. Pal.*, 1929.I.813). Il en va de même lorsque le commissionnaire fixe lui-même le prix de vente au client et partage le bénéfice avec le commettant (Crim., 27 janv. 1934, *Gaz. Pal.*, 1934.I.567). Au contraire, s'il s'agit d'un prix ferme, l'opération est considérée comme une vente, sous réserve de résolution en cas d'impossibilité de revente (Crim., 4 août 1913, *Rec. Sir.*, 1944.I.11) Voir sur ces points (Garçon, *Code pén. ann.*, art. 408, nos 276 et ss. ; Rousselet et Patin, *Précis de dr. pén. spécial de Goyet*, 6^e éd., n° 669 ; Rép. crim., V^o abus de confiance, par M.L. Saint-Laurent, nos 30 et 31).

C'est sur ces principes que se base l'arrêt infirmatif de la Cour d'appel de Paris du 18 mai 1953 (D., 1953.J.413). Elle déclare en effet, qu'il résulte des lettres et documents produits que X..., a remis à Y..., une certaine quantité de marchandises, qu'il était libre de vendre au mieux ; que la condition qui affectait cette opération était la possibilité de restitution de la marchandise invendue, alors que le prix de la marchandise vendue devait être payé tel qu'il était fixé au moment de la réalisation du marché ; que

le mandat commercial suppose un ordre de vendre au prix imposé par le mandant, et pour le compte de celui-ci ; que lorsque les prix ne sont fixés qu'entre le vendeur et l'acheteur et que celui-ci est libre de vendre au mieux, pour son propre compte, en n'étant tenu que du prix primitivement convenu, il n'y a pas de mandat et le contrat qui lie les parties se rapproche beaucoup plus de la vente sous une condition, partie suspensive, partie résolutoire, sans s'identifier toutefois complètement à ce type de contrat.

Conclusion : le contrat qui avait été violé était un contrat innommé. Or, nous avons exposé maintes et maintes fois ici-même que la jurisprudence était très ferme sur le point, qu'il n'y avait abus de confiance que lorsque avait été violé l'un des contrats visés expressément par l'article 408 du Code pénal. Il ne pouvait donc y avoir abus de confiance en l'espèce.

4. Chèque sans provision. Présentation tardive.

Nous avons exposé dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1949, p. 749 et 1953, p. 105) que l'article 29 du décret du 30 octobre 1935, s'il décide que le chèque doit être présenté au paiement dans les huit jours de son émission, n'a pas réglé la situation qui se produit lorsque cette obligation n'est pas observée, d'où des difficultés qui ne sont pas encore bien résolues. Nous avons ajouté qu'une jurisprudence très ferme décidait que la mauvaise foi consistant dans la simple connaissance que doit avoir le tireur du défaut de provision lors de l'émission, il semble que lorsqu'il y a eu provision au moment de l'émission et dans les huit jours suivants, on ne peut pas condamner pour émission de chèque sans provision. Mais un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier du 28 juin 1949, semblait décider le contraire.

Nous avons également fait remarquer dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1953, p. 105) que la justice est tout aussi sévère dans la situation inverse. C'est ainsi que la Cour de cassation (Crim., 13 nov. 1952, *Gaz. Pal.*, 17-19 déc. 1952, et *Rec. dr. pén.*, 1952, p. 387) a reconnu valable la condamnation d'un individu pour émission de chèque sans provision alors qu'il résultait des faits que le chèque avait été endossé à la B.N.C.I. présenté et protesté après les délais de présentation. La Cour suprême a déclaré très justement que s'il est exact que d'après l'article 40 du décret du 30 octobre 1945, les porteurs d'un chèque ne peuvent exercer leur recours contre les endosseurs, les tireurs et les autres obligés, que si le chèque présenté en temps utile n'est pas payé et que si ce refus de paiement est constaté par un acte authentique de protêt, l'article 86 du même décret punit le fait d'avoir de mauvaise foi émis un chèque sans provision préalable ou retiré après l'émission tout ou partie de la provision. Et aucun texte ne prévoit d'exception pour le cas où le porteur aurait laissé passer les délais de présentation avant de présenter le chèque en paiement. C'est cette thèse que reprend la Cour suprême dans un arrêt du 19 mars 1953 (*Rec. dr. pén.*, 1953, p. 185) avec des attendus un peu différents. La Chambre criminelle déclare que l'article 66 de la loi du 30 octobre 1935 qui punit le fait d'avoir, de mauvaise foi, retiré après l'émission d'un chèque tout ou partie de la provision, ne prévoit pas d'exception pour le cas où le porteur aurait laissé passer les délais de l'article 5 de la loi du 14 juin 1865 qui édicte que, dans ce cas, le porteur de chèque perd son recours contre les endosseurs, et même contre le tireur, dans le cas où la provision aurait péri par le fait du tiré ; qu'une fois le chèque tiré, la provision est indispensable.

Ces décisions de la Cour suprême paraîtront un peu sévères, mais nous répéterons une fois de plus qu'elles sont indispensables si l'on veut maintenir au chèque son rôle de moyen de paiement.

5. Emission de chèque sans provision. Banque faisant habituellement des avances.

Nous avons signalé maintes fois (v. cette chr., dans cette *Revue*, 1950, pp. 127, 298, 489, 671 ; 1951, p. 382 ; 1952, p. 457) que la jurisprudence était très nettement établie dans ce sens que la mauvaise foi du tireur résulte de la simple connaissance qu'a celui-ci du défaut ou de l'indisponibilité de la provision lors de l'émission. Et nous avons montré que la règle garde toute sa valeur lorsque le banquier a l'habitude de régler les chèques à découvert.

Un nouvel arrêt de la Chambre criminelle du 30 décembre 1952 (*Rec. de dr. pén.*, 1953, p. 89) rappelle ces principes.

Les circonstances de l'affaire étaient un peu spéciales à vrai dire, car un nommé L..., avait émis en décembre 1949, sur une agence du Crédit Lyonnais, un chèque post-daté du 27 février 1950, tout en avertissant la banque que sa trésorerie était précaire, et en lui demandant d'en ajourner la demande de paiement. Le bénéficiaire du chèque ayant présenté ledit chèque au Crédit Lyonnais le 3 avril de la même année, cette Banque le lui paya, mais, par la suite, se ravisant, elle se fit rembourser par le bénéficiaire du chèque et fit protester le chèque faute de provision, le 11 avril 1950.

Quelles que soient les circonstances atténuantes que l'on peut trouver dans les hésitations de la Banque, il n'en reste pas moins que les principes posés par la Cour suprême devaient s'appliquer, toujours pour la même raison, à savoir que l'on doit être extrêmement strict en matière de chèque si l'on veut lui maintenir son rôle de moyen de paiement.

6. Emission de chèque sans provision. Immunité de l'article 380 du Code pénal inapplicable.

On sait que l'immunité prévue par l'article 380 du Code pénal concerne, non seulement les vols prévus et réprimés par les articles 379 et suivants du Code pénal, mais, d'une manière générale, les infractions qui ont pour objet direct et principal une atteinte à la propriété, commise entre époux, descendants et ascendants (v. Garçon, *C. pén. ann.*, art. 380, n° 29). C'est ainsi que l'immunité a été étendue à l'abus de confiance (Crim., 27 oct. 1916, D.P., 1920.I.92; 4 janv. 1930, D.H., 1930.230), à l'escroquerie (Toulouse, 9 avril 1851, *Rec. Sirey*, 51.2.348) à l'extorsion de signature (Crim., 8 fév. 1840, *ib.*, 40.I.651). Par contre, l'immunité cesse lorsque l'atteinte à la propriété préjudicie en outre aux intérêts de la collectivité, à ceux de l'autorité publique et surtout lorsqu'elle préjudicie aux intérêts des tiers. Aussi, déclare fort justement le Tribunal correctionnel de Nice (13 avril 1953, D., 1953.J.347) l'immunité est inapplicable en cas de remise, par un fils à son père, d'un chèque sans provision, mandat de paiement à vue, que le bénéficiaire comme les endossataires successifs peuvent faire circuler à leur gré, et dont les irrégularités intéressent directement le crédit public.

7. Jeux, loteries, paris prohibés.

Nous avons exposé dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1953, p. 317) qu'en matière de prohibition de jeux, loteries, paris prohibés, la jurisprudence du XIX^e siècle avait été assez libérale. Elle considérait que les concours dans lesquels le sort n'intervenait que comme un facteur généralement important, mais non exclusif, ne constituaient pas une loterie prohibée. Pour punir, elle exigeait que le sort intervint comme élément principal de gain ou de perte et que le hasard ait prédominé sur les combinaisons de l'intelligence (v. Paris, 13 mai 1907, *Gaz. Pal.*, 1907.2.208, S. 1907.2.266, D. 1907.2.205, cassé par l'arrêt de la Chambre criminelle du 21 mai 1908, *Gaz. Pal.*, 1908.2.61, S., 1911.I.180, D., 1909.I.135).

Par la suite, influencée par la loi de 1924, la jurisprudence est devenue beaucoup plus rigoureuse. C'est ainsi que la Chambre criminelle, dans un arrêt de principe non équivoque, a décidé que la loi du 18 avril 1924, ayant modifié la loi du 21 mai 1836 prohibant les loteries, a eu pour objet de condamner tous les concours ouverts au public dont les résultats dépendent d'une intervention, même limitée, du hasard (v. Cass. crim., 14 mars 1940, *Gaz. Pal.*, 1940.I.344, D. Hebd., 1940.I.132), à propos d'un concours de pronostics sportifs.

Nous avons commenté dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1953, p. 106) un arrêt de la Chambre criminelle du 31 juillet 1952 qui a étendu au concours de mots croisés la législation sur les jeux de hasard et les loteries, et un arrêt de la Cour de Limoges du 18 décembre 1952 (v. cette *Revue*, 1953, p. 317) qui est venu se conformer à l'arrêt précédemment cité de la Cour suprême. Nous approuvons en principe cette rigueur, mais à la condition qu'elle ne sanctionne que les concours par lesquels les journalistes ou autres exploitent, dans un but de lucre, le goût du public pour des profits aléatoires.

Or, voici qu'a été attaqué récemment sur le fondement de la loi du 18 avril 1924 prohibant les loteries interdites le concours d'erreurs organisé par le *Figaro*. Le Tribunal correctionnel de la Seine dans un jugement du 15 décembre 1952 (D., 1953.J.364, *Gaz. Pal.*, 29 avril-1^{er} mai 1953) est venu décider que la loi de 1924 ne saurait s'appliquer à ce concours. En effet, d'après le Tribunal de la Seine, si le règlement de ce concours a donné une chance spéciale aux concurrents dont les réponses étaient conformes aux

solutions déposées chez l'huissier, et si la manière dont a été interprété ce règlement a ajouté un certain aléa, il n'en résulte pas que l'opération dans son ensemble puisse être considérée comme un jeu de hasard. Le tribunal ajoute que la part du hasard a été peu importante dans les résultats du concours : les questions posées faisaient appel à l'intelligence, à la culture et à la sagacité des lecteurs qui ont dû se livrer à des recherches pour pouvoir y répondre, et qu'il apparaissait avec évidence que les concurrents qui se seraient fiés au seul hasard n'auraient eu aucune chance de gagner. De plus les dirigeants du concours du *Figaro* avaient pris la précaution de ne pas poser une question subsidiaire sur le nombre de réponses à recevoir, question qui aurait été résolue par le pur hasard.

Nous approuvons entièrement ce jugement. Certes, les dirigeants du *Figaro* avaient eu un but de publicité pour leur journal, donc indirectement un but de gain. Mais, n'est-il pas normal que les dirigeants de la presse recherchent pour leurs journaux une large publicité lorsqu'elle est de bon aloi ? Il n'en reste pas moins que le présent jugement s'écarte de la jurisprudence rigoureuse récente de la Cour de cassation pour rejoindre la jurisprudence libérale du XIX^e siècle. Personnellement nous envisageons avec faveur un retour à cette jurisprudence libérale.

8. Usure.

Nous avons déjà exposé plusieurs fois dans cette chronique (v. en particulier cette *Revue*, 1948, p. 168; 1953, p. 320) que le délit d'usure est caractérisé aujourd'hui lorsque le prévenu a pratiqué un prêt à un taux dépassant de plus de moitié le taux moyen défini par l'article 1^{er} du décret du 8 août 1935. Et la jurisprudence est aujourd'hui bien fixée en ce sens qu'il appartient au juge du fond de déterminer souverainement le taux effectif de l'intérêt exigé par le prévenu et le taux moyen pratiqué dans les mêmes conditions par des prêteurs de bonne foi pour des opérations de crédit comportant les mêmes risques (v. Crim., 22 avril 1941, D.C., 1941.71, et le rapport de M. Nast; 18 oct. 1946, *Gaz. Pal.*, 1946.2.235; cf. Crim., 5 déc. 1946, D., 1947.60; R. Vouin, *Précis de droit pénal spécial*, n° 661; Rousselet et Patin, *Précis de droit pénal spécial de Goyet*, 6^e éd., n° 748; Faustin-Hélie, *Pratique criminelle*, 5^e éd., par J. Brouchet *Droit pénal*, t. 2, n° 796).

La Cour de Paris, dans un arrêt du 9 février 1953 (*J.C.P.*, 1953.II.7.596) applique heureusement ces principes. Le prévenu faisait plaider que le taux déterminé par l'expert était entièrement arbitraire et ne correspondait nullement au taux réellement pratiqué par des prêteurs de bonne foi de la région parisienne pour des opérations présentant le même risque que les siennes. Cependant, il ne donnait aucune précision sur le montant de ces taux, soi-disant pratiqués habituellement, pas plus que sur la personnalité de ces prêteurs soi-disant de bonne foi. Il semblait tout simplement qu'il faisait allusion aux cabinets, spécialisés comme le sien dans des prêts à taux d'intérêt scandaleusement élevés, et auprès desquels il estimait nécessaire que les experts se renseignassent ! La Cour de Paris rappelle fort opportunément que le texte légal renvoie à des *prêteurs de bonne foi* et qu'on ne saurait considérer comme étant de bonne foi des individus, qui, bien que faisant profession habituelle d'effectuer des opérations de crédit à court et moyen terme, se soustraient volontairement au contrôle de la commission de contrôle des Banques en ne faisant pas inscrire leurs entreprises sur les listes prévues par les articles 1^{er} et 7 de la loi du 14 juin 1941, et sont ainsi en état d'infraction permanente à la loi. Le prévenu a donc été justement condamné. Il avait d'ailleurs eu l'imprudence d'assurer au cours de l'information qu'il ne dépassait jamais le taux de 50 %, reconnaissant ainsi implicitement que ce taux était à ses yeux de prêteur professionnel le taux maximum que l'on pouvait pratiquer. Or, il était prouvé qu'il avait eu l'imprudence de consentir plus de cent prêts à des taux supérieurs à 50 % et 90 prêts à des taux supérieurs à 150 % !

9. Fraudes dans les ventes de marchandises.

Un jugement du Tribunal correctionnel d'Aubusson du 6 mars 1953 (D., 1953.J.295, *Gaz. Pal.*, 6-9 juin 1953) vient apporter d'intéressantes précisions sur la notion de fraude en matière de lait écrémé.

Une cultivatrice de la Creuse était poursuivie à la suite des faits suivants : Un matin, l'inspecteur de la répression des fraudes avait prélevé des échantillons réglementaires dans un bidon où elle avait transvasé le contenu de deux seaux qu'elle destinait

au ramasseur laitier ; et qu'elle déclara provenir de la traite faite la veille, de ses trois vaches de race Montbéliarde. L'analyse de l'échantillon par le laboratoire départemental de la Haute-Vienne révéla un lait écrémé à 25 %, si l'on se référait au minimum habituel des laits de mélange de la région ; l'expertise contradictoire donna les mêmes résultats. Poursuivie, la cultivatrice déclara pour sa défense que si le lait avait présenté une faible teneur en crème, cette circonstance ne lui était pas imputable ; elle incrimina la race de ses trois vaches et leur dépaysement récent des Vosges en Creuse.

Avec une grande conscience les juges d'Aubusson ont puisé toutes espèces de renseignements techniques dans les auteurs les plus qualifiés. D'après ces renseignements ils ont reconnu que lorsqu'il s'agit de laits individuels ou de laits de très petits mélanges, comme en l'espèce, il était impossible de conclure à un écrémage par une comparaison pure et simple avec le lait-type de la région. Il a été, en effet, constaté que les laits de petit mélange présentaient des variations souvent très importantes dans leur teneur en matière grasse, variations désordonnées, aussi imprévisibles qu'inexplicables.

Pour avoir des données significatives, il aurait fallu en l'espèce un prélèvement de comparaison après le prélèvement initial. Or, malheureusement ce prélèvement n'avait pas eu lieu. Le tribunal ne pouvait, en la cause, trouver aucun élément de preuve, ni même un ensemble de circonstances de faits constituant des présomptions graves de nature à faire retenir à l'encontre de la prévenue un écrémage du lait.

Le tribunal a bien jugé d'autant que si le producteur est poursuivi sur le fondement de la loi du 2 juillet 1935 visant le délit de mise en vente de lait écrémé, la preuve de l'intention frauduleuse doit être rapportée (v. Crim., 28 mai 1941, D. N. 1941, p. 260). Cette preuve n'aurait pas eu à être rapportée en cas de poursuite fondée sur le décret du 25 mars 1924, visant le lait impropre à la consommation (v. Crim., 24 juin 1937, D.H., 1937.442). Mais comme le déclare le tribunal, le lait n'était nullement impropre à la consommation humaine dans l'esprit du décret du 25 mars 1924 et aucune poursuite ne pouvait être fondée sur ce texte.

10. Fraudes dans les ventes de marchandises. Présomption d'intention frauduleuse.

Un jugement du Tribunal correctionnel de Tournon du 26 mars 1953 (*Rec. dr. pén.*, juin 1953, p. 233) mérite d'être rapporté, non pas tant à cause des faits sur lesquels il a statué, car, hélas, ils doivent se produire assez souvent dans la vie courante, mais par ses attendus.

Un inspecteur des fraudes de Privas avait constaté que des pains de fantaisie exposés dans le magasin d'un boulanger accusaient un déficit moyen de poids de 37 grs. Or, ces pains de fantaisie faisaient l'objet d'une réglementation particulière ; leur poids était impérativement fixé par un arrêté préfectoral. Le prévenu soutenait pour sa défense que le poids du pain obtenu avec une quantité de pâte donnée était susceptible de variations, fonctions de la dessiccation plus ou moins importante résultant de l'exposition des pains avant la vente. Malheureusement pour lui, le contrôle avait eu lieu de bonne heure le matin, à l'heure normale où les clients viennent acheter le pain ; de plus, suivant ses dires mêmes, tous les pains provenaient de la même fournée du matin.

Certes, le déficit de poids était minime, mais on ne peut qu'approuver la condamnation : il convient de protéger le consommateur contre une tromperie qu'il peut difficilement déceler, le pain étant vendu légalement à la pièce.

Mais voici les attendus curieux du jugement. Le tribunal déclare « qu'incombe précisément à l'homme de métier, instruit d'une expérience qui est ici augmentée de celle de plusieurs générations, et de connaissances professionnelles attestées par une argumentation très documentée, de mettre en œuvre toutes ces acquisitions pour mettre en vente en définitive un pain pesant le poids légal... L'intention frauduleuse se confond en la matière avec la connaissance présumée chez un boulanger professionnel, de toutes les conditions de fabrication d'un pain et notamment des proportions devant exister pour une catégorie de pain déterminée, entre la pâte mise en œuvre et le pain désiré. Dans ces conditions le pesage initial d'une quantité insuffisante de pâte constitue bien l'élément intentionnel de tromperie. Il n'est pas interdit au boulanger, s'il veut se prémunir contre d'éventuelles surprises de prévoir un léger excédent de poids ». Le tribunal déduit purement et simplement l'élément moral de l'infraction, de la qualité professionnelle du prévenu. C'est là une notion peu fréquente de l'intention frauduleuse ; mais en l'espèce, elle nous paraît parfaitement justifiée (sur la notion d'intention frauduleuse en la matière, cf. Crim., 5 nov. 1941, *Droit pén.*, 1942.98 ; 23 juill. 1942, *Droit pénal*, 1942.204 ; 21 déc. 1944, R.D.P., 1947, 1947.203).

V. PROCÉDURE CRIMINELLE

par Maurice PATIN

Conseiller à la Cour de Cassation.

1. Débouté d'opposition.

Lorsque, sur opposition à un jugement de défaut, le prévenu comparait, le jugement est mis à néant, et le tribunal statue à nouveau, dans la plénitude de ses droits. Si, au contraire, le prévenu ne comparait pas, il doit être purement et simplement débouté de son opposition, et le jugement de défaut reçoit son plein effet. Les juges ne peuvent pas le modifier, sauf le droit que la loi leur reconnaît d'accorder à la partie civile une provision (C.I.C., art. 188). Les mêmes règles sont applicables en cause d'appel (C.I.C., art. 208), Doit donc être annulé l'arrêt d'une Cour d'appel qui, sur opposition à un arrêt condamnant le prévenu à 8 mois d'emprisonnement, et alors que le prévenu ne se présente pas pour soutenir son opposition, élève la peine à 13 mois. — Cass., 4 décembre 1952, B. 292.

2. Refus d'informer.

Dans une des procédures intéressant une dame Poupard, sur plainte de la partie civile, la Chambre d'accusation a cru devoir, par un arrêt que la Cour de cassation a censuré, déclarer l'action prescrite « à l'égard de la seule dame Poupard, et seulement en l'état de la procédure ». Cette décision procédait d'une méconnaissance certaine des règles de la prescription, laquelle ne constitue pas un bénéfice personnel, mais s'applique au fait lui-même. La partie civile, d'autre part, a pu la déférer à la Cour de cassation. En effet la règle posée par l'article 416 C.I.C., d'après laquelle le pourvoi de la partie civile ne peut être dirigé contre des arrêts de non-lieu, en l'absence de pourvoi du ministère public, que pour cause d'incompétence ou s'il n'a pas été statué sur tous les chefs de la prévention, ne doit pas être étendue aux arrêts qui refusent arbitrairement d'informer (Cass., 5 nov. 1920, B. 422 ; 9 janv. 1930, B. 10 ; 25 mars 1947, B. 95). La cassation prononcée sur le pourvoi de la partie civile entraîne, dans ce cas, le renvoi devant une autre Chambre d'accusation, pour être procédé tant sur l'action publique que sur l'action civile. — Cass., 4 décembre 1952, B. 294.

3. Prescription de l'action civile.

L'article 642 du Code d'instruction criminelle déclare : « Les condamnations civiles portées par les arrêts ou par les jugements rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police, et devenues irrévocables, se prescrivent d'après les règles établies par le Code civil ». Si générale que puisse paraître cette disposition, elle ne concerne que la prescription des condamnations devenues définitives, mais non la prescription de l'action elle-même, qui est soumise, comme celle de l'action publique, aux dispositions des articles 637 à 640 du même Code. Une partie civile avait obtenu, par arrêt de la Cour de Paris du 5 novembre 1932, dans une poursuite exercée contre un individu prévenu d'escroquerie, une provision de 10.000 frs, ainsi que la désignation d'experts à l'effet d'évaluer le montant du dommage. Elle avait laissé passer plus de trois ans sans exécuter cette décision. Mais la Cour de Paris avait néanmoins rejeté par arrêt du 26 mai 1950 l'exception de prescription soulevée par la défense, en déclarant que les condamnations tant civiles que pénales prononcées le 5 novembre 1932, étant devenues

définitives, il ne restait plus qu'à les exécuter, en sorte que la prescription à prendre en considération était la prescription trentenaire, et non la prescription triennale. La Cour de cassation a annulé cette décision, par le motif qu'il n'importait que l'arrêt du 5 novembre 1932 ait accordé une provision de 10.000 frs; que malgré l'octroi de cette provision, l'action civile, qui restait toujours en cause, et n'avait pas abouti à son terme, était demeurée soumise à la prescription de 3 ans édictée par l'article 638 C.I.C. — Cass., 18 décembre 1952, B. 316.

C'est d'autre part une question souvent débattue que de savoir si l'amnistie a pour effet de substituer, au point de vue des intérêts civils, la prescription trentenaire à la prescription de l'action publique. Le fait qui a causé un dommage cessant, par l'effet de l'amnistie, de constituer un crime, un délit ou une contravention, la logique commanderait, au premier abord, de considérer qu'à l'égard des réparations civiles l'action, devenue purement civile, est désormais soumise à la prescription trentenaire. Mais cette solution contreviendrait directement au but même de l'amnistie. Comme son nom l'indique, l'amnistie est édictée dans un désir d'oubli. On considère, lorsqu'on promulgue une loi d'amnistie, qu'il y a un intérêt social à ce que le souvenir de certaines infractions soit effacé. Ce serait une singulière façon de rechercher un tel résultat, que de décider que la victime d'un délit disposera, non plus des délais relativement brefs, et quelquefois très brefs, de la prescription pénale, mais bien d'un délai de 30 ans, pour en demander la réparation. Ainsi, par exemple, 29 ans après qu'elle ait été proférée, une parole injurieuse pourrait encore donner lieu à des débats civils ! C'est pourquoi la jurisprudence de la Chambre criminelle décide-t-elle en général que l'action civile, tendant à réparer un délit amnistié demeure soumise aux délais de la prescription pénale. — Cass., 18 décembre 1952, B. 317. — V. aussi, 16 mars 1882, B. 75.

4. Prescription de l'action civile. Citation délivrée par le procureur général.

Ce même arrêt du 18 décembre 1952 donne encore une solution intéressante touchant la prescription de l'action civile. Dans l'espèce à laquelle il se réfère, l'action publique s'était trouvée éteinte par l'effet de l'acquiescement du prévenu, prononcé par le tribunal de première instance. La partie civile seule avait relevé appel, et le débat, par conséquent, était limité, en cause d'appel, aux seuls intérêts civils. S'agissant d'un délit de diffamation, les délais de prescription étaient de trois mois. Avant l'expiration de ces délais, le procureur général avait fait donner assignation aux parties à l'effet de comparaître devant la Cour d'appel. Mais la défense soutenait que cette citation n'avait pu produire un effet utile, et n'avait pu notamment interrompre la prescription, puisque, aucune peine ne pouvant plus être prononcée, le ministère public n'était plus que partie jointe. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi en se fondant sur ce que les réparations civiles, même lorsqu'aucune peine ne peut plus être prononcée, sont essentiellement subordonnées à la constatation préalable d'un fait prévu par la loi pénale. Il appartient dès lors au ministère public de concourir à cette constatation. A ce titre « et bien que l'action publique soit éteinte, le procureur général accomplit une attribution de son office lorsque, sans préjudice du droit de citation que peut exercer la partie civile, il fait assigner à sa propre requête les parties à comparaître devant la Cour d'appel pour qu'il soit statué sur l'appel de la partie civile ». — Cass., 18 décembre 1952, B. 317.

5. Rectification du casier judiciaire.

Le Tribunal militaire permanent de Paris avait été saisi d'une requête tendant à la rectification du casier judiciaire d'un individu, auquel une condamnation, antérieurement prononcée par la Cour de justice contre son frère, avait été indûment attribuée. Le tribunal militaire était saisi de cette requête en application de l'article 4 de la loi du 29 juillet 1949 qui, depuis la suppression des Cours de justice, attribue désormais la connaissance des affaires qui relevaient de ces juridictions aux tribunaux militaires. Ce tribunal a cependant refusé de statuer sur la rectification demandée, par le motif qu'une telle rectification ne pouvait être ordonnée que par la Chambre des mises en accusation. Cette décision, que la Cour de cassation a consacrée en réglant de juges, contrevient aux dispositions de l'article 597 C.I.C. qui donne compétence, en matière de rectification, au tribunal ou à la cour qui a statué. La Chambre des mises en accusation n'a qualité pour intervenir que dans le seul cas où la rectification poursuivie concerne une décision rendue par une Cour d'assises. — Cass., 18 décembre 1952, B. 318.

6. Délits de presse. Notification de la citation au ministère public.

D'après l'article 53 de la loi sur la presse, lorsqu'une poursuite à raison d'un délit de presse est introduite par la partie civile, l'assignation doit être, à peine de nullité, notifiée au ministère public. La règle est rigoureuse, si on considère le peu d'intérêt que présente pratiquement l'accomplissement de cette assez onéreuse formalité. Aussi la Cour de cassation admet-elle que le défaut d'accomplissement de cette notification doit être invoqué, comme d'ailleurs les nullités de la citation elle-même, avant toute défense ou exception. Le vice est couvert par la discussion sur le fond. — Cass., 23 décembre 1952, B. 326.

7. Pourvoi de la partie civile contre un arrêt de non-lieu.

L'appel formé par la partie civile seule, contre une ordonnance de non-lieu rendue par le juge d'instruction, remet tout en cause. La Chambre des mises, sur cet appel, réforme s'il y a lieu l'ordonnance de non-lieu dans sa totalité, et renvoie le prévenu devant la juridiction compétente, qui statuera aussi bien sur l'action publique que sur l'action civile. Logiquement la même règle devrait être suivie en cas de pourvoi d'une partie civile contre un arrêt de la Chambre d'accusation disant n'y avoir lieu à suivre. La partie civile devrait pouvoir déférer un tel arrêt à la Cour de cassation, et obtenir, au cas où le pourvoi serait admis, le renvoi de l'affaire devant une autre Chambre d'accusation qui statuerait à nouveau. Le Code d'instruction criminelle en décide autrement. Le décret-loi du 8 août 1935, modifiant l'article 416, et confirmant d'ailleurs une jurisprudence très ancienne de la Chambre criminelle, refuse à la partie civile le droit de se pourvoir contre les arrêts de non-lieu, si le ministère public lui-même ne se pourvoit pas, sauf en ce qui concerne la compétence, ou s'il a été omis de statuer sur un des chefs de l'inculpation. Cette limitation des droits de la partie civile paraît difficilement défendable. Il semble inacceptable qu'une partie qui, ayant été victime d'une infraction, a pu poursuivre elle-même cette infraction, en se portant partie civile devant le juge d'instruction, et, en cas de non-lieu rendu par ce magistrat, saisir la Chambre d'accusation, se trouve désarmée à l'encontre de l'arrêt de non-lieu rendu par cette chambre, quels que soient les vices dont cet arrêt puisse être entaché, dès lors qu'il n'a pas été fait échec aux règles de la compétence, et qu'il a été statué sur tous les chefs de l'inculpation. Aussi bien la Cour de cassation a-t-elle été amenée à considérer le pourvoi comme recevable, en dépit des termes limitatifs de l'article 416 précité, « lorsque l'arrêt ne statuait pas aux conditions essentielles de son existence légale ». — V. Cass., 7 juin 1951, B. 161. — Par un certain nombre d'arrêts récents, la Cour de cassation a estimé que parmi ces conditions essentielles figurait l'obligation, pour la Chambre d'accusation, de viser les mémoires déposés par les parties, ainsi que le prescrit l'article 222 C.I.C. Doit donc être cassé, sur le pourvoi de la partie civile, même en l'absence de pourvoi du ministère public, un arrêt de non-lieu qui ne fait aucun état d'un mémoire déposé par la partie civile. Mais il faut, bien entendu, que la preuve soit faite que ce mémoire avait été déposé avant que la Cour ait statué. — Cass., 12 juin 1952, B. 151; 30 décembre 1952, B. 332. — Par contre, si la Chambre des mises en accusation a connu du mémoire, le demandeur ne peut se faire grief de ce qu'il n'aurait pas été répondu aux conclusions qui y étaient contenues. L'arrêt en effet satisfait dès lors aux conditions essentielles à son existence légale et les vices dont il peut être entaché, fût ce un défaut de réponse à des conclusions, sont inopérants. — Cass., 30 décembre 1952, B. 381.

8. Pourvoi de la partie civile. Etendue de la cassation.

La partie civile ne peut en règle générale se pourvoir contre les décisions des juridictions de jugement qu'en ce qui concerne ses intérêts civils (C.I.C., art. 373). Dans ce cas, si le pourvoi est admis, la Cour de cassation n'annulera l'arrêt qui lui est ainsi déféré qu'à l'égard des intérêts civils, et renverra, pour être statué dans ces limites, devant une autre Cour. Cependant une jurisprudence constante précise que cette restriction aux effets du pourvoi de la partie civile n'a lieu que dans la mesure où la décision attaquée a statué sur le fond. Si cette décision s'est bornée à admettre une exception (par exemple, nullité de la procédure ou de l'exploit introductif d'instance, incompétence, prescription), la cassation, sur le seul pourvoi de la partie civile, porte sur le

tout, et la Cour de renvoi est aussi bien saisie de l'action publique que de l'action civile : Cass., 16 janvier 1909, B. 24 ; 18 février 1909, B. 111 ; 15 février 1923, B. 66 ; 25 juillet 1947, B. 190 ; 30 avril 1949, B. 152 ; 3 août 1950, B. 232 ; 12 juin 1952, B. 152 ; 11 décembre 1952, B. 301. Dans ce cas, en effet, l'action publique n'a pas été éteinte. Elle s'est trouvée seulement paralysée par l'admission injustifiée d'une exception. La cassation de la décision sur ce point, même sur le seul pourvoi de la partie civile, libère l'action publique qui dès lors doit reprendre son cours.

9. *Diffamation envers un corps constitué. Action civile introduite par un syndicat de fonctionnaires.*

La diffamation est punissable, d'après l'article 30 de la loi du 29 juillet 1881, lorsqu'elle est dirigée contre un corps constitué ou contre une administration. L'action ne peut alors être mise en mouvement que sur la délibération prise par l'Assemblée générale, ou, si le corps n'a pas d'Assemblée générale, sur la plainte du chef de corps ou du ministre dont ce corps relève. Ces dispositions, résultant de l'article 48 § 1, sont très précises et ne laissent place à aucune interprétation. C'est pourquoi on ne peut que s'étonner qu'une Cour d'appel ait pu tenir pour valablement engagée une poursuite exercée par le syndicat national des inspecteurs de police de la Sûreté nationale, en vertu de ces articles 30 et 48, à la suite d'un article de presse diffamatoire ou injurieux envers des inspecteurs de police. La poursuite était d'ailleurs d'autant moins justifiée que l'article incriminé visait moins l'administration de la police en général que certains inspecteurs nommément désignés, et qu'ainsi ce n'était pas l'article 30 qui gouvernait la poursuite, mais bien l'article 31, la plainte, dans ce cas, devant être portée, d'après l'article 48, alinéa 3, soit par ces inspecteurs eux-mêmes, soit par le ministre. La Cour d'appel spécifiait dans son arrêt que le syndicat plaignant « avait qualité pour défendre devant les juridictions répressives les intérêts collectifs de la profession, et qu'il possédait une action propre et distincte de l'action pouvant appartenir à ceux de ses membres qui avaient été personnellement victimes des injures ou diffamations contenues dans l'écrit incriminé ». Mais cette circonstance, fut-elle exacte, n'autorisait pas ce syndicat à mettre en mouvement l'action publique, puisque celle-ci était subordonnée, dans le cas de l'article 30, à la plainte du ministre, et dans le cas de l'article 31, à celle du ministre ou du fonctionnaire injurié ou diffamé. Le syndicat n'aurait même pas eu qualité pour se joindre, comme partie civile, à une action régulièrement engagée. En effet, en matière d'injure ou de diffamation, l'action civile est strictement personnelle et n'appartient qu'à la collectivité atteinte par les imputations, à la condition qu'elle possède la personnalité morale, ou aux personnes mêmes qui ont été diffamées ou injuriées. C'est un domaine où l'action syndicale ne trouve aucune place. Aussi bien apparaît-il que c'est au gouvernement qu'il appartient de défendre l'honneur et la considération de ses fonctionnaires, et non pas aux syndicats ou associations formés par ces fonctionnaires. — Cass., 30 décembre 1952, B. 336. — V. aussi 4 février 1938.

B. 34.

B. CHRONIQUE LÉGISLATIVE

par Robert VOUIN

Professeur à la Faculté de droit de Poitiers.

(Textes publiés au *Journal officiel* du 1^{er} avril au 21 juin 1953).

Une loi créant une incrimination nouvelle (*infra*, n° 3) et un décret portant publication d'une convention internationale dont le contenu n'est pas négligeable (*infra*, n° 10), voilà, essentiellement, ce que nous offre, dans l'ordre de la législation pénale, un trimestre marqué par d'autres préoccupations.

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL.

1. *Droit disciplinaire.*

Deux textes sont à noter en matière disciplinaire.

a) Une loi du 4 avril 1953 (n° 53-285, *J.O.*, 5 avril, p. 3274), portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, crée un conseil de discipline (art. 40) chargé de proposer au ministre les sanctions disciplinaires appelées à réprimer les fautes commises dans l'exercice de la profession (art. 44).

b) Un arrêté du 1^{er} juin 1953 (*J.O.*, 11 juin, p. 5200) traite de l'organisation et du fonctionnement des conseils de discipline appelés à émettre un avis sur des sanctions susceptibles d'être infligées au personnel des cadres militaires féminins. Cet arrêté doit être évidemment apprécié dans le cadre du Droit pénal militaire.

II. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL.

2. *Navigation aérienne.*

La loi du 4 avril 1953 citée ci-dessus contient à son article 47 diverses dispositions pénales.

D'une part, toute personne sera punie d'une amende de 40.000 à 240.000 francs et d'un emprisonnement de dix jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, si elle exerce en contravention avec les énonciations de la loi l'un des emplois correspondants aux brevets, licences et qualifications du personnel navigant de l'aéronautique civile. La même sanction menace en outre le responsable de l'entreprise qui aura confié l'emploi irrégulièrement exercé.

D'autre part, sera puni d'une amende de 24.000 à 100.000 francs tout employeur qui aura contrevenu à la loi du 21 juin 1936, relative à la durée du travail, et à son décret d'application.

3. *Santé publique.*

Une loi du 11 avril 1953 (n° 53-313, *J.O.*, 12 avril, p. 3438), relative à la vaccination antiaphteuse obligatoire, punit d'une amende de 2.600 à 3.500 francs par contravention constatée, et d'une déchéance facultative du bénéfice des mesures prises en faveur des victimes des calamités publiques, toute infraction aux dispositions soit de la loi, soit des textes pris pour son application.

Quant à la sanction, on notera que l'amende, curieusement définie par deux limites

bien rapprochées l'une de l'autre, est complétée d'une déchéance qui tend à devenir fréquente dans notre Droit pénal (cf., p. ex., *supra*, p. 113, n° 1, et *Revue*, 1950, p. 604, n° 8).

Quant à l'incrimination, elle est si largement conçue qu'elle met bien généreusement la sanction pénale à la disposition de l'Administration, ainsi qu'il se voit aussi de plus en plus souvent. Le cas est peut-être mal choisi pour s'indigner, la peine demeurant de simple police. Mais il s'agit tout de même d'une de ces questions de vaccinations pour lesquelles l'Administration est parfois très critiquée en raison de la confiance qu'elle accorde à la science.

4. Réquisitions.

Un décret du 21 avril 1953 (n° 53-341, *J.O.*, 23 avril, p. 3740), modifie l'article 1^{er}, alinéa 2 du décret du 5 janvier 1939, relatif au recensement des chevaux, mulets et voitures dans l'intérêt de la défense nationale. Les pénalités applicables en ce domaine restent celles que fixe la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre (cf. R. Vouin, *Précis de droit pénal spécial*, n° 444-2°).

5. Pêche maritime.

Un décret du 2 mai 1953 (n° 53-383, *J.O.*, 3 mai, p. 4054), sur l'exercice de la profession d'importateur des produits de la pêche maritime, renvoie, pour la sanction pénale, à la loi du 7 septembre 1948, sans préjudice de l'application du Code des douanes.

6. Armes et munitions.

Un décret du 15 mai 1953 (n° 53-441, *J.O.*, 19 mai, p. 4514) modifie, pour le compléter d'un article 9 bis, le décret du 14 août 1939, pris pour l'application du décret-loi du 18 avril 1939, qui fixe le régime des matériels de guerre, armes et munitions. Le texte nouveau décide que la notification par l'Etat d'une commande de matériel de guerre tient lieu, au profit de l'entreprise qui n'en serait pas titulaire, de licence de fabrication ou autorisation de vente.

7. Poids et mesures.

Un arrêté du 28 mai 1953 (*J.O.*, 11 juin, p. 5214) fixe les modalités d'application du décret du 4 janvier 1946 réglementant les mesures de masse.

III. — PROCÉDURE PÉNALE.

8. Gendarmerie.

Un décret du 31 mars 1953 (*J.O.*, 1^{er} avril, p. 3089) crée une compagnie de gendarmerie des transports aériens, faisant partie intégrante de la gendarmerie nationale.

9. Frais de justice.

Un décret du 22 avril 1953 (n° 53-357, *J.O.*, 25 avril, p. 3803) modifie le décret du 26 juillet 1947, sur les frais de justice en matière pénale.

IV. — DROIT PÉNAL DE L'ENFANCE.

V. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL.

10. Aide judiciaire mutuelle.

Un décret du 24 mars 1953 (n° 53-253, *J.O.*, 2 avril, p. 3121) porte publication de la convention sur l'aide judiciaire entre la France et la principauté de Monaco, signée à Paris, le 21 septembre 1949.

Du point de vue pénal, cette convention contient quelques dispositions intéressantes, relatives à la transmission des actes judiciaires, à l'exécution des commissions rogatoires et à l'échange des casiers judiciaires.

C. CHRONIQUE PÉNITENTIAIRE

par Pierre CANNAT

Magistrat,

Contrôleur général des services pénitentiaires.

I. — LES AVORTEUSES SONT-ELLES RÉÉDUCABLES ?

Les journées franco-belgo-luxembourgeoises des 8 et 9 mai dernier consacrées à l'avortement criminel, ont donné une certaine actualité aux problèmes pénitentiaires que pose le nécessaire souci de tenter une action thérapeutique sur les avorteuses, même quand un scepticisme largement justifié conduirait à négliger cet aspect de la rééducation carcérale.

Ces avorteuses sont dans leur très large majorité des professionnelles de leur crime ; elles tirent leur subsistance de leur triste métier ; elles ont boutique et clientèle. Sans doute, les pouvoirs publics ne les connaissent-elles pas toujours, et de loin, mais un grand nombre tombent chaque année dans les filets de la répression, vont en prison pour un temps variable et se réinstallent à la sortie.

Parmi les moyens thérapeutiques envisagés pour réduire le fléau de l'avortement criminel, il n'est donc pas possible d'éviter l'étude des possibilités et des limites d'une action curative sur les avorteuses pendant le temps de leur peine. Il n'y aurait pas autant d'avortements criminels s'il n'y avait pas autant de « faiseuses d'anges » ! Or nous tenons ces délinquantes à notre merci trois, quatre, six ans ; on ne peut imaginer que nous puissions de propos délibéré laisser s'écouler ce temps précieux, sans tenter de détourner de la voie criminelle celles qui, une fois rendues à la liberté, vont continuer à tuer quotidiennement.

Nous examinerons successivement :

- quelles sont les difficultés que présente la rééducation pénitentiaire des avorteuses,
- quelles méthodes sont susceptibles d'agir efficacement,
- par quelles voies quelques succès ont été obtenus à la prison de Haguenau.

I. Nous nous sommes efforcés, voilà quelques années, de camper une silhouette approximative de l'avorteuse telle qu'elle apparaît en prison (1). Résumons-nous :

Ce n'est pas souvent une femme jeune. La clientèle a davantage confiance en une personne d'expérience et les cheveux blancs confèrent un air de respectabilité qui rassure tout à la fois sur le déroulement de l'opération et peut-être même sur le caractère immoral de l'acte. La plupart ont dépassé 40 ans et même 50, quand ce n'est pas 60.

Sans doute, les infirmières, les sages-femmes, les employées d'hôpital, les garde-malades, sont-elles en nombre important parmi les avorteuses, mais leur pourcentage ne dépasse guère 10 à 15 %. La très large majorité n'a aucune sorte de connaissances médicales. On y trouve principalement des ménagères sans emploi, appartenant à des milieux petit-bourgeois riches de considération locale, des concierges à Paris, des domestiques, des ouvrières d'usine dans les faubourgs ouvriers et puis bien entendu des cartomanciennes, des tenancières d'hôtels meublés ou de cafés, c'est-à-dire des femmes relevant de professions qui facilitent les relations passagères.

(1) Cette *Revue*, 1950, p. 455.

Ce n'est pas la misère qui les a poussées dans leur carrière criminelle. La plupart ont mari ou concubin et les plus âgées n'ont probablement pas attendu la détresse des vieux ans pour se faire la main.

Elles sont presque toujours mère de famille et même souvent ont élevé plus de quatre enfants. Nous citerons pour mémoire qu'Haguenu a pu s'enorgueillir d'un authentique prix Cognac-Jay !

Les deux tiers ont un casier judiciaire vierge mais, moins habiles, un très grand nombre sont en récidive spéciale.

Plus de 10% ont été découvertes à la suite du décès d'une cliente et le nombre de celles dont les agissements ont nécessité une intervention ultérieure est tout à fait considérable.

II. Les difficultés de rééducation peuvent se grouper sous les chefs suivants :

L'âge avancé qui freine une évolution morale, quand le personnel de la prison parvient à déclencher un changement d'attitude.

L'accoutumance à des actes prohibés.

La difficulté de leur apprendre un métier réel, tout à la fois à cause du petit nombre de professions féminines de remplacement, de leur âge, de leur paresse installée, de l'intérêt enfin qu'elles portent à un métier facile, lucratif et qui, notons-le bien, leur permet de jouer un rôle local éminent. Ne bénéficient-elles pas parfois dans les milieux féminins d'une considération analogue à celle du médecin des familles ?

L'inaccessibilité intellectuelle de beaucoup d'entre elles aux considérations morales, sociales, religieuses où se situe la question.

Le profit important et assuré de leur délinquance ; peu de délinquants ont leur certitude du lendemain (1).

Enfin, et surtout, ces avorteuses professionnelles n'ont pas le sentiment d'avoir commis une faute et c'est peut-être là un aspect primordial et peu connu de la question.

D'abord, il est effectivement exact qu'elles ont agi au début pour rendre service, même si ce service a été payé. On leur garde une reconnaissance durable, on leur a dit qu'elles étaient des bienfaitrices ; elles finissent par croire qu'en permettant d'éviter toutes sortes de complications familiales, elles remplissent une tâche sociale et dès lors, elles se considèrent parfois comme des martyres de la loi, de l'aveugle loi faite et appliquée par des hommes rétrogrades.

« Je n'ai ni tué, ni volé », disent-elles souvent.

Elles invoquent la législation de certains autres pays, à laquelle elles se réfèrent d'autant mieux qu'elles l'ignorent et parlent par « oui dire ».

Elles font état avec plus de justesse des exhortations dont elles sont l'objet de la part de leurs clientes, des sollicitations mêlées de larmes, des scènes de désespoir dont elles sont témoins, des chantages au suicide ou à la dénonciation dont elles sont victimes.

Elles trouvent des excuses très larges dans le mauvais exemple des milieux réputés très honorables où elles ont également des clientes, dans le fait que des médecins leur adresseraient — disent-elles — des pratiques, dans l'impunité dont semble jouir à leurs yeux certains médecins avorteurs notoires.

Elles disent qu'elles n'ont pas commis un crime puisqu'elles sont jugées au tribunal correctionnel.

Elles font montre le plus souvent d'une ignorance désarmante tout à la fois dans le domaine des dangers courus par l'avortée et dans celui du développement de l'embryon. A force de le répéter aux clientes hésitantes, elles se persuadent qu'il n'y a pas de vie distincte tant que l'enfant n'a pas bougé, que leurs manœuvres ne tendent qu'à l'expulsion d'un caillot de sang, que ces manœuvres relèvent des simples précautions anti-conceptionnelles, désavouées sans doute sur le plan strictement religieux, mais licites et répandues.

Un très grand nombre sont sincères dans leur erreur ; on en voit qui discutent opiniâtrement avec le personnel chargé de les éclairer, qui reviennent d'elles-mêmes sur ce sujet, incapables d'accepter ce qu'on leur a dit.

Après tout leur ignorance n'est-elle pas celle de la très large majorité des gens ? Quel

(1) Chez l'une d'entre elles la police a trouvé un véritable registre de comptabilité faisant ressortir 430 avortements pratiqués en dix ans pour un profit global d'environ un million et demi.

pourcentage de femmes tient pour exact que la vie physiologique naît dès la rencontre des germes ?

Quelques-unes, très rares, se défendent en invoquant des principes politiques ou philosophiques : objection de conscience, mépris des hommes. Elles sont l'exception.

Mais ce qui domine dans l'attitude de l'avorteuse professionnelle, c'est le sentiment très exact qu'elle ne sera pas montrée du doigt à sa sortie de prison. Voilà pourquoi elle n'a presque jamais le sentiment d'avoir commis une faute.

Comment sur un tel canevas accrocher une rééducation efficace ?

III. La plupart des moyens qui viennent à l'esprit sont préventifs et relèvent par conséquent d'une lutte engagée antérieurement à l'action criminelle : Conférences dans les milieux féminins (étudiantes, ouvrières, employées, etc...) et articles dans les revues féminines pour éclairer même qui aime mieux ne pas l'être, sélection morale plus stricte des élèves infirmières ou sages-femmes, publicité suffisante en faveur de cliniques d'accouchement discrètes telles qu'il en existe déjà et gratuité des soins dans ces cliniques, etc...

Quand le crime a été commis, il semble indispensable d'appliquer une peine sévère tout au moins au jour du prononcé. La comparution en Cour d'assises donnerait au jugement plus de relief pour la prévention collective. Quant à l'effet préventif individuel, il est là plus probable que dans la majorité des autres infractions pénales, car il ne s'agit pas d'une délinquance occasionnelle ou liée à une situation antérieure criminogène, mais d'une activité délictuelle préméditée, installée ; le crime n'y est pas l'aboutissement d'un état préexistant mais le résultat d'un calcul. En outre, l'avorteuse est une femme vivant bien, ayant pignon sur rue, relativement douillette et qui redoute en conséquence l'austérité de la maison centrale. Enfin, elle est profondément vexée par sa condamnation et cela tient précisément à ce qu'elle ne se considère presque jamais comme une coupable. En frappant fort, à la fois par la privation de liberté et par l'amende, législateur et juge sont dans la bonne voie.

Au delà, en prison, que peut-on faire ?

Instruire l'avorteuse professionnelle, mettre à sa portée des leçons d'embryologie, lui présenter des films de fœtus aux diverses étapes de la gestation, insister surtout sur les souffrances de l'embryon qui meurt ? Voilà tout un programme exigeant un matériel adéquat que nous ne possédons pas encore.

Présenter également un tableau exact des dangers immédiats et futurs que fait courir l'avortement à l'avortée. Il faudrait là aussi disposer de films et en outre de renseignements statistiques qui auraient une évidente efficacité car le milieu où se situent les avorteuses est assez facilement crédule.

Faciliter au maximum le rôle des aumôniers. Ils disposent d'arguments péremptoires partout où ils sont acceptés.

Auprès des infirmières, sages-femmes, garde-malades, insister sur l'honneur d'une profession à laquelle elles sont toutes passionnément attachées.

Utiliser successivement tous les moyens, tous les arguments, jusqu'à ce que dans chaque cas le personnel d'éducation ait trouvé celui qui est adapté à l'espèce.

Enfin et surtout, organiser une assistance-surveillance des avorteuses libérées, non pas par la police, mais par des assistantes sociales, non pas pendant les quelques six mois ou dix mois d'une fin de peine subie en liberté conditionnelle, mais pendant des années !

Nous retrouverons là, comme toujours, la grande lacune de nos institutions pénales : l'insuffisance navrante du contrôle post-pénal.

IV. Y a-t-il eu quelques succès à la maison centrale de Haguenau ou un effort, bien insuffisant encore, a été tenté en vue de rééduquer des avorteuses ?

Il est difficile de se faire une opinion.

La lecture du casier judiciaire ne prouve rien car la récidive est plus qu'ailleurs inconnue, la victime ne portant pas plainte. Nous attacherions volontiers davantage de valeur à la correspondance persistante entre la libérée et l'éducatrice, à cette manifestation d'un certain attachement, d'une certaine reconnaissance. Comme il est difficile d'y voir une précaution en cas de retour postérieur dans l'établissement, on peut considérer que la survivance de ces liens témoigne de l'influence de l'éducatrice sur la libérée. Une de ces éducatrices nous disait que sur 41 avorteuses dont elle s'est occupée en sept ans, 5 continuent à lui écrire fidèlement. (Cela ne signifie pas cependant qu'à ce nombre se limitent nécessairement ses succès).

Quant à l'attitude en détention, aux regrets exprimés, une large hypocrisie est à craindre et bien davantage encore qu'avec les autres détenues.

Le personnel considère qu'on peut grouper ainsi ces délinquantes :

Celles qui estiment ne devoir rendre aucun compte de leurs activités, qui se refusent fièrement à toute discussion sur le fond.

Celles qui nient leur culpabilité, qui se prétendent victimes de dénonciations calomnieuses, de la vengeance de tiers, voisins, personnes à qui elles ont refusé de rendre le service demandé, mari qui voulait vivre avec une autre femme, etc...

Les autres, enfin, qui acceptent de confronter leur attitude ou leurs opinions sur l'avortement avec les arguments de l'éducatrice. Parmi ces dernières, les unes abondent rapidement dans le sens de leur interlocutrice et jouent plus ou moins la comédie du repentir ; d'autres, — les plus nombreuses — peu capables de discuter, enregistrent (souvent avec étonnement) ce qu'on leur dit et paraissent ébranlées à force d'insister de semaine en semaine ; d'autres enfin — ce sont les plus intéressantes — discutent, combattent les arguments de l'éducatrice et finissent toujours par reconnaître leur tort dans quelque secteur.

Dans les cas où le personnel estime avoir fait œuvre féconde, il attribue le succès aux raisons suivantes : l'action parallèle de l'aumônier ; la prise de conscience de la gravité du crime (on assiste alors parfois à de véritables crises) ; le regret de la honte rejaillie sur la famille, sur les auteurs notamment ; la souffrance, intolérable, pour beaucoup de détenues, d'être séparées de leurs enfants ; la mort d'un enfant pendant la détention de la mère ; la crainte de perdre cette fois le mari, difficilement recouvré à la libération ; la crainte d'être désormais surveillée par la police et notamment d'être l'objet de pièges (provocation au délit par des assistantes de police).

Un changement complet de vie à la libération, tenant par exemple à un mariage ou à une nouvelle situation assez brillante pour que la libérée n'ait plus besoin des anciens profits illicites.

Là pourraient intervenir quelques considérations sur l'interdiction de séjour, au regard de laquelle il semble qu'il ne faille pas adopter une position de principe. Il est des cas où il vaut mieux que la libérée aille vivre ailleurs, s'éloigne de son ancienne clientèle, soit inconnue des femmes à la recherche d'une avorteuse. Il est d'autres cas où cette expatriation est impossible et où la loi y contraint cependant la libérée, l'obligeant à reprendre pour vivre son funeste métier. Que peut-elle faire d'autre par exemple quand le mari et les enfants sont fixés à l'ancienne résidence sans qu'il puisse y avoir transfert de domicile, en sorte que la femme ira vivre seule et sans ressources dans une ville où elle n'aura ni l'appui économique, ni l'appui moral des siens ?

II. — LE RECRUTEMENT DES ÉDUCATEURS.

Un concours pour le recrutement de 15 éducateurs et 11 éducatrices des établissements pénitentiaires a été ouvert au ministère de la Justice le 2 mars 1953 par arrêté du 9 décembre 1952. Les candidats et candidates, au nombre de 46 et 26, devaient sauf les exceptions prévues par ce texte, être en possession du baccalauréat ou du brevet supérieur ou de diplômes estimés équivalents, conformément aux dispositions du décret du 3 mars 1952.

Le sujet de criminologie était le suivant :

« Dans une communication faite au Congrès international de médecine légale de Lausanne, en 1949, un criminologue a pu soutenir qu'il existe un style criminel, c'est-à-dire que le délit sous ses modalités ne se réalise pas au hasard mais sur la ligne de la personnalité du délinquant. Que pensez-vous de cette affirmation ? »

20 candidats et 9 candidates ont été déclarés admissibles aux épreuves écrites. 15 et 9 ont été reçus au concours.

L'administration éprouve en général des difficultés réelles à recruter en nombre suffisant ce personnel nouveau. Le souci de n'admettre dans les cadres que des personnes ayant les qualités requises aggrave encore ces difficultés. Mais ce sont là sans doute des errements consécutifs à la nouveauté de l'emploi et à l'ignorance dans les milieux d'étudiants des avantages d'une carrière susceptible d'offrir, sinon des avantages matériels exceptionnels, du moins un intérêt humain considérable.

Une importante fraction des candidats reçus au récent concours ont des diplômes de l'enseignement supérieur. Le prochain concours aura lieu au mois d'octobre 1953.

D. CHRONIQUE DE DROIT PÉNAL MILITAIRE

par Pierre HUGUENEY

Doyen de la Faculté de droit de Dijon.

1. *Flagrant délit. — Cour martiale. — Caractère immédiat des poursuites.*

Un coolie, du nom de Pham Van Dinh, avait été arrêté en flagrant délit le 25 janvier 1952, au moment où il venait de lancer une grenade dans un restaurant de Saïgon, causant des blessures graves à quatre personnes.

Le jour même il était mis à la disposition du commissaire de la police spéciale qui, sur-le-champ, procédait à une enquête et à l'audition de divers témoins. Après quoi, ce commissaire ne transmettait le dossier à l'autorité militaire que le 11 février suivant. A son tour, le lendemain, la justice militaire entamait une procédure complémentaire au cours de laquelle de nouveaux témoins étaient entendus par les soins de la prévôté. A la suite de tous ces incidents, le Général commandant en chef les forces armées en Extrême Orient délivrait le 20 février un ordre de mise en jugement direct devant le tribunal militaire de Saïgon, statuant en cour martiale. Pham Van Dinh était inculpé de trahison.

Un nouveau mois s'écoula sans qu'un acte quelconque de procédure eût pu justifier ce retard. Le 20 mars 1952 enfin le tribunal militaire, siégeant en cour martiale, condamnait Pham Van Dinh à la peine de mort et à la confiscation générale.

Contre ce jugement le condamné introduisit un pourvoi devant le tribunal militaire de cassation.

Par jugement du 31 mars le pourvoi devant le tribunal de cassation fut déclaré irrecevable. Mais, l'affaire ayant été portée devant la Cour de cassation, celle-ci annula le jugement du tribunal militaire aux armées et, par voie de conséquence, le jugement du tribunal militaire de cassation (Cass. 31 déc. 1952, *Bull. crim.*, 1952, n° 335, p. 550), estimant « qu'à défaut de mise en jugement directe et immédiate le tribunal militaire aux armées ne pouvait se constituer en cour martiale ».

Cette solution peut, de prime abord, surprendre si on la rapproche de l'hypothèse de flagrant délit. Si, dans le cas de flagrant délit, il est possible de simplifier certaines règles de procédure, c'est parce que, le délinquant ayant été pris sur le fait, il n'y a pas à redouter une erreur judiciaire. Or ce risque d'erreur judiciaire ne renaîtra pas, sous prétexte qu'un certain temps se sera écoulé sans que le criminel ait été jugé. Ce qui importe au cas de flagrant délit, c'est de procéder sur-le-champ aux premières constatations afin d'éviter le dépérissement des preuves. Une fois ces preuves sauvegardées il n'y aurait pas nullité de la procédure si le ministère public laissait sans agir écouler un certain temps.

Des principes différents dominent la cour martiale : celle-ci doit poursuivre surtout un but d'exemplarité. Or, cette exemplarité implique que le châtement suit au plus tôt la perpétration du délit. Voilà pourquoi le décret-loi du 20 mai 1940 dispose dans son article 2 que les cours martiales connaissent « immédiatement » des infractions qu'il énumère.

2. *Formule du serment.*

Un arrêt de la Cour de cassation du 12 novembre 1952 (*Bull. crim.*, 1952, n° 250, p. 414) consacre une solution intéressante au point de vue du serment.

On sait que la formule du serment est imposée à peine de nullité. Mais jusqu'où convient-il de pousser ce caractère sacramentel ?

Au grand criminel, en vertu de l'article 317 du Code d'instruction criminelle, déclaré applicable devant les tribunaux militaires par l'article 85 du Code de justice militaire, le témoin prête le serment de « parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité ».

Or, dans sa rédaction du jugement attaqué, le greffier avait mentionné que les témoins avaient « prêté serment de parler sans haine et sans crainte et juré de dire toute la vérité et rien que la vérité ». Fallait-il pour cette redondance *et juré* annuler la décision du tribunal ? Le demandeur au pourvoi le soutenait, alléguant que cette scission dans la formule du serment ne permettait pas de déterminer si le serment avait été prêté conformément aux dispositions de l'article 317.

A bon droit la Cour de cassation a refusé de s'engager dans ce formalisme véritablement trop étroit. En effet, proclame-t-elle, la formule employée relève tous les éléments du serment tel qu'il est prescrit par l'article 317 Code d'instruction criminelle rendu applicable par l'article 85 du Code de justice militaire aux débats devant les tribunaux militaires.

3. Désertion en présence de l'ennemi et désertion à l'intérieur en temps de guerre. Position des questions.

Les quatre types de désertion que réprime le Code de justice militaire dans ses articles 194 et suivants constituent, on le sait (v. sur ce point notre *Traité*, p. 490) quatre délits différents et non pas un délit unique accompagné de telle ou telle circonstance aggravante. La conséquence qu'il convient de tirer de là au point de vue de la position des questions au tribunal militaire, c'est qu'il faudra introduire dans la question principale de culpabilité, à titre d'élément constitutif, la notion de désertion à l'intérieur, ou à l'étranger, ou à l'ennemi, ou en présence de l'ennemi.

De cette idée la Cour de cassation a fait application dans un arrêt du 20 novembre 1952 (*Bull. crim.*, 1952, n° 273, p. 449).

Un légionnaire, du nom de Cornélius, *alias* Muller, avait été condamné par le tribunal militaire d'Alger à 10 ans d'emprisonnement pour désertion à l'intérieur en temps de guerre en présence de rebelles. Or voici comment les questions avaient été tranchées par le tribunal.

Une première question, question principale, visait la désertion en présence de l'ennemi. Les juges l'écartèrent. Il en fut de même de la seconde relative à la désertion à l'étranger en temps de guerre. Au contraire ils répondirent affirmativement à la troisième, relative à la désertion à l'intérieur en temps de guerre et à la quatrième qui avait trait à la désertion en présence de rebelles.

Cela étant, aucune de ces questions n'était entachée de complexité. En effet, comme le fait observer très justement la Cour de cassation, la désertion à l'intérieur en temps de paix et la désertion à l'intérieur en temps de guerre sont deux délits distincts, le « temps de guerre » n'étant pas une circonstance aggravante du premier, mais formant un élément constitutif du second ; cette circonstance pouvait donc être englobée dans la question principale sans qu'il y eût complexité.

Quant à la circonstance de « présence de rebelles » elle constituait, aux termes de l'article 194, une circonstance aggravante de la désertion à l'intérieur. A ce titre elle devait donc faire l'objet d'une question distincte.

4. Demande de mise en liberté provisoire. Complément d'information.

La question de savoir quel est l'organisme compétent pour statuer sur la demande de mise en liberté provisoire embarrasse souvent les tribunaux militaires (v. sur cette difficulté notre *Chronique*, dans cette *Revue*, 1952, p. 283).

La question s'est à nouveau posée à l'occasion d'une affaire Dohse (Cass., 21 fév. 1952, *Bull. crim.*, 1952, n° 52, p. 84).

Dohse avait été renvoyé, par un arrêt de la chambre des mises en accusation de Bordeaux, en date du 15 juin 1950, devant le tribunal militaire de cette ville ; mais cet arrêt avait été annulé le 7 avril 1951 par un arrêt de la Cour de cassation qui avait saisi la Chambre des mises en accusation de Paris ; à son tour, celle-ci, avant de clôturer l'information, avait ordonné un supplément d'enquête.

Les choses en étant là, Dohse avait, le 1^{er} novembre 1951, adressé au président du tribunal militaire de Bordeaux, une demande de mise en liberté provisoire. En même temps il adressait une demande identique à la Chambre des mises en accusation.

Sans doute espérait-il, une fois au moins, frapper à la bonne porte. En quoi il se trompait.

Et d'abord, par une ordonnance du 19 novembre, le président se déclarait incompétent, motif pris de ce qu'aux termes de l'article 67 du Code de justice militaire, le président n'a compétence, pour statuer sur une question de mise en liberté provisoire, qu'après la clôture de l'information, ce qui n'était pas le cas en l'espèce, la Chambre des mises en accusation de Paris n'ayant pas encore statué.

Quant à celle-ci, elle se déclarait également incompétente, alléguant que, seul, le président avait qualité pour accorder cette faveur, ce magistrat étant seul compétent depuis la clôture de l'information, c'est-à-dire depuis l'ordonnance de transmission au juge d'instruction jusqu'à la comparution du prévenu devant le tribunal militaire et à la décision de la Cour de cassation en cas de pourvoi.

Il y avait là un conflit négatif de juridiction que, seule, la Cour de cassation avait qualité pour résoudre.

Très justement celle-ci attribua compétence à la Chambre des mises en accusation. En effet, si, aux termes de l'article 67 du Code de justice militaire, c'est bien le président du tribunal qui est seul compétent depuis la clôture de l'information, en l'espèce cette information n'était pas encore clôturée puisque la chambre des mises en accusation procédait à un complément d'information ; c'était donc à celle-ci seule qu'il appartenait de statuer sur toute demande de mise en liberté provisoire.

E. CHRONIQUE DE CRIMINOLOGIE

par Jean PINATEL

Inspecteur général de l'Administration,
Secrétaire général de la Société Internationale de Criminologie.

LE PRONOSTIC DU RÉCIDIVISME.

Le III^e Congrès International de Criminologie, dont la préparation est déjà largement amorcée, doit être consacré au problème du récidivisme (1). Dans cet ordre d'idées, se pose l'importante question du pronostic du récidivisme qui se confond dans une très large mesure avec celui de l'état dangereux (2). Il s'agit là d'une matière extrêmement importante, mais qui est d'une manière générale assez mal connue en France, pays par excellence de la clinique.

Il est incontestable que dans le cadre de la clinique criminelle, qui n'est pas, il faut le souligner, une clinique médicale, le pronostic social se déduit automatiquement du diagnostic, c'est-à-dire essentiellement de la classification du sujet étudié dans telle ou telle grande catégorie typologique (3). C'est ainsi que peuvent être portés :

- un pronostic défavorable pour le délinquant professionnel et l'inadapté profond ;
- un pronostic douteux pour l'inadapté marginal ;
- un pronostic favorable pour les délinquants occasionnels et passionnels.

Il résulte de tout cela pour reprendre l'expression de M.O. Loudet que « diagnostic et pronostic se trouvent liés entre eux comme les deux termes d'une équation d'algèbre. Il n'y a pas de diagnostic, sans pronostic » (4).

Mais si, en théorie, le pronostic social qui s'exprime en termes d'hypothèse et qui sort du diagnostic, qui constitue un jugement de valeur, ne paraît pas poser de problèmes importants, il en va tout autrement en pratique.

Depuis longtemps, en effet, on a constaté que les pronostics émis en criminologie sont souvent entachés d'erreur. Ainsi, par exemple, en Allemagne, Schied, Meywerk et Schwaab ont recherché la concordance de pronostics sociaux émis sur des sujets et leur comportement ultérieur :

- 1° sur 391 pronostics défavorables ils ont trouvé 105 résultats favorables ;
- 2° sur 338 pronostics favorables, ils ont trouvé 137 récidives.

Ainsi se sont révélés faux 20 % de pronostics défavorables et 40 % de pronostics favorables (5).

En France, M. Heuyer a montré que l'adaptation de sujets, à propos desquels un diagnostic de perversité — et donc un pronostic très sombre — avait été émis, s'est révélée sensiblement comparable à celle des enfants présentant d'autres troubles du

caractère (Sauvegarde 1951, numéro hors série sur les travaux du 1^{er} Congrès Mondial de Psychiatrie). Les adaptations ont été les suivantes :

— bonnes	dans 12 %	pour les pervers et	10,1 %	pour les autres
— moyennes	40 %		52,4 %	
— médiocres	33 %		26,4 %	
— mauvaises	13 %		9,6 %	

La nécessité d'étayer le pronostic social intuitif et empirique sur des bases plus solides, plus scientifiques n'a donc pas besoin d'être démontrée.

Le XII^e Congrès International Pénal et Pénitentiaire qui s'est tenu à La Haye en août 1950 a souhaité « que les criminologues des divers pays entreprennent des recherches pour développer les méthodes de pronostic. De son côté, le II^e Congrès International de Criminologie a émis le vœu que soit assurée « l'élaboration mathématique correcte » des examens cliniques.

Ainsi, l'élaboration statistique du pronostic social est-elle une des préoccupations essentielles de la recherche criminologique moderne. Pour ce faire, il faut, tout d'abord, procéder à des études suivies, c'est-à-dire vérifier ce que deviennent réellement les sujets examinés (*follow-up studies*), puis à partir des constatations ainsi réalisées, élaborer soit des schèmes de pronostic, soit des tables de prédiction.

I. — LES FOLLOW-UP STUDIES.

On ne peut aborder l'exposé des follow-up studies sans citer les travaux de Mme et M. Sheldon Glueck (1). Pour la Suisse, il faut citer ceux de M. Erwin Frey (2), et pour la France, ceux de M. Heuyer (3).

Il convient de les envisager successivement.

A. — Les travaux de Mme et M. Sheldon Glueck.

Ils ont été résumés par les auteurs dans un article de « *Encyclopedia of Criminology* » sous le titre « *Follow-up Studies — Their Nature and Value* » — Etudes Suivies, leur nature et leur valeur.

a) Position des problèmes.

Les follow-up studies ont pour but de résoudre les problèmes suivants : Que deviennent les détenus de nos prisons et de nos réformatoires ? Quel pourcentage d'entre eux devient des citoyens honnêtes et respectueux des lois ? Combien retournent à une vie de crime et de vice ? Quel est le pourcentage de ceux qui, dangereux et agressifs, deviennent des auteurs de délits, des vagabonds, des alcooliques chroniques ? Quels types de coupables persistent dans une sérieuse criminalité, quels types deviennent des coupables moins dangereux, quels types abandonnent leur vie de crime ? Et à quel âge ces changements se produisent-ils ? L'emprisonnement empêche-t-il la récidive ? Comment pouvons-nous améliorer nos méthodes de traitement ?

b) Les données fondamentales.

Le cas le plus grave est celui des enfants, adolescents et jeunes adultes. On trouve dans leurs familles la pauvreté et la dépendance économique. Cela signifie : manque d'hygiène, emploi de la mère au dehors du foyer, travail instable, parents illettrés, relations dangereuses, mauvais rapports entre maris et femmes, entre parents et enfants, mauvaises disciplines, foyers brisés, immoralité, alcoolisme, criminalité des parents et collatéraux.

(1) Five Hundred Criminal Careers, 1930 ; Later Criminal Careers, 1937 ; Unraveling Juvenile Delinquency, 1950.

(2) L'avenir des mineurs délinquants, Cahiers de Sauvegarde n° 1. Der frühkriminelle Gewohnheitsverbrecher. Verlag für Recht und Gesellschaft Basel.

(3) Op. cit.

(1) Bulletin de la Société Internationale de criminologie (1952, 1^{er} Semestre, p. 81 et suiv.).

(2) V. notre chronique, cette Revue, 1952, p. 286 et suiv.

(3) V. notre chronique, cette Revue, 1952, p. 491 et suiv.

(4) Rapport général au II^e Congrès International de criminologie, Paris, 1950.

(5) F. Exner, *Biologia criminal*. (Traduction de G. del Rosal), Barcelone, 1946, p. 450.

En ce qui concerne les sujets eux-mêmes, il faut relever les traits suivants : faiblesse, désordre, déformation mentale, éducation inadéquate, emploi dans les rues, pas de loisirs organisés, compagnons vicieux, délinquance précoce, récidive.

c) *Les difficultés.*

De telles études soulèvent bien des difficultés. Comment est-il possible, en effet, de faire un rapport entre les régimes des institutions pénales et correctionnelles et le comportement ultérieur ? Le bon et le mauvais résultat peut être dû à des facteurs étrangers ainsi qu'aux effets de l'institution.

A la vérité, soulignent M. et Mme Sheldon Glueck, le procédé correctionnel est à certains points si superficiel qu'on se demande s'il a vraiment un effet sur les réorientations d'attitudes.

d) *Les résultats scientifiques.*

Pourtant, en dépit de ces difficultés, quelques résultats scientifiques ont été mis en lumière. C'est ainsi, qu'il faut souligner l'importance du défaut de maturité émotive, intellectuelle, physique. Ce n'est pas l'âge « per se » mais plutôt l'acquisition d'un certain degré de maturité, sans égard à l'âge qui pour certains coupables a un rapport significatif avec les changements de conduite criminelle.

B. — *Les travaux de M. Erwin Frey.*

Ils ont porté sur un matériel restreint. M. Frey a constaté qu'une partie des mineurs délinquants peut être classée avec certitude dans la catégorie des caractériels, une autre parmi les normaux, une troisième parmi les débiles mentaux sans anomalies de caractère. Or, il a établi que sur 6 délinquants caractériels, 4 à 6 deviennent plus tard des délinquants d'habitude. Par contre, aucun délinquant normal n'est devenu délinquant d'habitude. Autre résultat important : *la proportion la plus forte de récidive se trouve chez les caractériels débiles.* Mais les mineurs atteints seulement de débilité mentale et ne présentant aucune anomalie caractérielle se sont développés plus tard presque aussi bien que les normaux.

C. — *Les travaux de M. Heuyer.*

Ils s'inscrivent dans le cadre d'une vaste enquête sur le pronostic des troubles du caractère chez l'enfant (1) dont la méthode était de revoir à l'âge adulte des sujets examinés dans leur jeune âge. C'est ainsi :

- a) qu'ont été revus, au moins 10 ans après : 650 sujets ;
b) qu'ont fait l'objet d'une enquête : 3.539 sujets soit au total 4.589 cas.

De ces travaux se dégagent quelques données paraissant valables à cause de leur fixité :

- 1) Une structure morphologique à tendance athlétique ou piciénique chez le sujet adulte coïncide avec une bonne adaptation.
- 2) Les enfants nés de parents âgés présentent une adaptation meilleure à ceux dont le père et la mère sont très jeunes.
- 3) Une famille unie, avec une bonne éducation familiale, sont des éléments favorables.
- 4) Une éducation assez rigide semble jouer dans le même sens.
- 5) Des malformations importantes, des psychopathies dans la lignée paternelle, la précocité physique et sexuelle et la fixation à la mère, sont de mauvais éléments d'adaptation.
- 6) La fréquentation des cafés, dancings, kermesses est un mauvais élément.
- 7) L'hérédosyphilis, l'énurésie, l'enfant unique, la famille nombreuse, la famille dissociée sont des éléments qui ne paraissent jouer aucun rôle dans l'adaptation sociale de l'adulte.
- 8) Les mécanismes inhibiteurs : émotivité, craintivité, timidité, sont d'un pronostic favorable. Les vols occasionnels, n'ont pas de signification. La révolte, l'agressivité, l'entêtement donnent des corrélations plutôt favorables (1)

(1) G. Heuyer, *Le problème du pronostic en criminologie*. Premier cours international de criminologie. Melun, 1953, p. 189 et suiv. et notamment, p. 195 et suiv.

9) Dans un sens défavorable agissent : l'intimidabilité, la malignité surtout, l'indifférence, l'insociabilité, les vols habituels, l'instabilité grave, la mère surprotectrice, le père faible, les influences étrangères aux parents.

10) Les établissements dits de rééducation ont un pourcentage d'adaptation plus faible que la moyenne de toute l'enquête.

11) Enfin et surtout ce qui est plus important est le rôle des événements et des circonstances indépendantes du sujet : la guerre, le fait d'avoir été prisonnier (bonne adaptation dans 75 % des cas) ; la possibilité d'études ; une formation professionnelle (l'apprentissage en usine donne 73 % de cas favorables) ; une vie familiale jusqu'à la fin de la scolarité ; un diplôme de C.A.P., le mariage et la naissance d'un enfant ; l'existence d'activités sociales (artistiques, politiques, religieuses, sportives).

En résumé l'influence de certains facteurs étiologiques traditionnels est apparue comme moins grave pour le pronostic qu'on ne s'y attendait. Beaucoup de facteurs considérés traditionnellement comme étiologiques, certains troubles du caractère étiquetés comme devant entraîner un mauvais pronostic ne semblent pas avoir chez l'enfant une signification grave pour l'âge adulte. Un certain nombre de ces troubles paraît réversible, modifiable plus qu'il n'est admis.

Les mesures prises de traitement, de placement ne paraissent avoir qu'une médiocre importance dans la réadaptation.

Par contre se manifeste l'importance des événements vécus par le sujet. Enfin dans 36 % des cas l'existence de troubles du caractère et du comportement dans l'enfance annonçaient une médiocre ou mauvaise adaptation à l'âge adulte.

II. — LES SCHEMES DE PRONOSTIC.

Les données dégagées par les follow-up studies peuvent-elles être statistiquement élaborées ? L'École Allemande s'est depuis longtemps efforcée de résoudre ce problème par la technique des schémas de pronostic. Elle a été établie par Schied, Meywerk et Schwaab et perfectionnée par Gerecke (1) et Erwin Frey.

A. — *La technique de Schied, Meywerk et Schwaab.*

Elle s'analyse ainsi :

a) *Premier stade* : Choisir un certain nombre de facteurs (15) et rechercher le nombre de fois (%) où ils ont joué dans les follow-up.

FACTEURS	500 cas Munich (Schied)	200 cas Hambourg (Meywerk)	400 cas (Schwaab)
1 Tare héréditaire	64	85	77
2 Criminalité dans l'ascendance	77	67	— (2)
3 Mauvaises conditions éducatives	70	83	84
4 Mauvaise scolarité	67	74	81
5 Enseignement commencé non terminé	65	79	83
6 Travail irrégulier	75	76	77
7 Criminalité avant 18 ans	70	76	79
8 Antécédents judiciaires de plus de 4 ans	71	73	73
9 Récidive rapide	90	84	78
10 Criminalité interlocale	97	78	80
11 Psychopathies	64	74	80
12 Alcoolisme	73	77	84
13 Mauvaise conduite en prison	71	84	85
14 Libération avant 36 ans	56	69	73
15 Mauvaises relations sociales et familiales depuis la libération	83	78	89

(1) F. Exner, *Biologia criminal*, op. cit., p. 453 et suiv.

(2) Ce point est omis par Schwaab.

b) *Deuxième stade* : C'est le schème de pronostic proprement dit. Pour chaque délinquant on note combien de signes défavorables se rencontrent et on calcule pour 1, 2, 3, etc... signes défavorables combien de % de récidivistes. Il suffit ensuite de grouper les résultats.

Groupe	Nombre de signes défavorables	500 cas (Schied)		200 cas (Meywerk)	
		Nombre d'individus par groupe	Récidivistes	Nombre d'individus par groupe	Récidivistes
I	0	30	1 = 3 %	4	0 = 0 %
II	1-3	101	15 = 15 %	40	5 = 13 %
III	4-6	170	69 = 41 %	40	10 = 25 %
IV	7-9	118	81 = 69 %	67	60 = 90 %
V	10-11	50	47 = 94 %	37	34 = 94 %
VI	12-15	31	31 = 100 %	12	12 = 100 %

Pour Schwaab, les groupes ont été répartis différemment, mais les résultats sont identiques (1).

B. — *La technique de Gerecke.*

Gerecke donne à chaque signe une valeur statistique spéciale, qu'il peut en outre multiplier par un coefficient (de 1 à 4). C'est la somme des mauvais points qui indique la probabilité de récidive.

Sa technique est axée sur l'aspect psychopathologique et comprend seulement 9 traits.

CARACTÉRISTIQUES	Valeur par point	COEFFICIENT (à multiplier 1 à 4)
1. Pauvreté affective ...	10	Depuis le manque d'union au foyer paternel et au lieu du travail jusqu'à la frigidité affective prononcée.
2. Défaut de fermeté...	8	Depuis le défaut de formation volitive, de ténacité, de constance, d'influencabilité jusqu'à l'inconstance complète.
3. Autres aspects psychopathiques ...	7	Par exemple : désir de paraître, fanatisme, selon le type et la gravité.
4. Débilité		
a) sans anomalie caractérisée	2	Retardé (1). Subnormal (2). Débilité légère (3)
b) avec anomalie caractérisée	6	Débilité profonde et imbécillité (4)
5. Epoque de la première peine	9	15-17 ans (4) — 18-20 ans (3) 21-25 ans (2) — + de 25 ans (1)
6. Nombre de peines graves avant 25 ans	7	1 (1) 2-4 (2) 5-7 (3) + de 7 (4)
7. Psychopathie chez collatéraux	5	Selon le type (criminalité, alcoolisme)
8. Conditions actuelles de vie	8	Ecole, apprentissage, travail, conduite sociale.
9. Mauvaises influences extérieures :		
a) Actuelles	2	Foyer, défaut d'éducation, milieu criminel.
b) Futures	3	Mariage, profession, relations.

(1) F. Exner, *Biologia criminal*, op. cit., p. 457.

C. — *La technique de Frey.*

La technique de Frey s'inspire très étroitement de celle de Gerecke. On y trouve en effet :

a) La mise en évidence de 8 facteurs :

1. L'hérédité ; 2. Les anomalies du caractère ; 3. Le milieu éducatif ; 4. Les difficultés éducatives ; 5. La conscience et la critique de soi-même ; 6. Les mauvaises fréquentations et les mauvais emplois des loisirs ; 7. Le genre et la gravité du délit commis ; 8. La précocité de la délinquance (la date du premier délit commis et la densité de la récidive).

b) La détermination d'une valeur minimum pour chaque facteur (5 pour les mauvaises fréquentations et mauvais emplois des loisirs, 50 pour les anomalies de caractère).

c) La détermination d'un coefficient allant de 1 à 5 servant à multiplier la valeur minimum de chacun des 8 facteurs d'après l'aspect spécial de chaque état.

III. — LES TABLES DE PRÉDICTION.

Les schèmes de pronostic de l'Ecole Allemande constituent une première démarche pour résoudre le problème de l'élaboration mathématique du pronostic social. Mais on peut reprocher aux techniques de Schied, Meywerk et Schwaab d'être trop simples et à celles de Gerecke et Frey d'être trop unilatérales et arbitraires.

Aussi bien, faut-il se tourner maintenant vers l'Ecole américaine. Sous le nom de « *tables de prédiction* » les sociologues américains se sont efforcés de résoudre le problème et ce sont certainement Mme et M. Glueck qui, dans *Unraveling Juvenile Delinquency*, ont mis au point la meilleure technique.

Pour étudier le développement des tables de prédiction aux Etats-Unis, il faut se référer à un article de l'*Encyclopedia of Criminology* de M. Elio D. Monochesi paru sous le titre « *Prediction of Criminal Behaviour* » (La prédiction du comportement criminel). Il cite les études de Burgess, des Glueck, d'Argow, de Laune et de Weeks.

A. — *Les études de Burgess.*

Burgess rechercha dans le comportement antérieur à l'admission au bénéfice de la parole, les facteurs qui marquèrent le succès ou l'insuccès de la parole. Il établit ainsi des corrélations entre le travail antérieur et les violations de paroles.

TRAVAIL ANTÉRIEUR	POURCENTAGE DE VIOLATION PAR INSTITUTS		
	Pontiac	Manard	Joliet
Echecs	22, 1 %	22, 5 %	28, 4 %
Pas de travail antérieur	28 %	25 %	44, 4 %
Travail accidentel	27, 5 %	31, 4 %	30, 3 %
— irrégulier	15, 8 %	21, 3 %	24, 3 %
— régulier	8, 8 %	5, 2 %	12, 2 %

Chacun des facteurs du comportement antérieur fut analysé de cette manière et par cette analyse on arriva à connaître les facteurs de la vie de pré-parole associés avec le succès ou l'insuccès de la parole.

C'est évidemment la méthode la plus simple, mais on peut lui reprocher de donner à tous les facteurs une valeur égale. Par ailleurs elle n'élimine pas les corrélations entre facteurs (ex. : la situation économique retentit sur le travail, la dépendance, l'occupation de la mère, la résidence).

B. — *Les études des Glueck.*

Elles ont permis d'évaluer les facteurs et de n'utiliser que ceux des facteurs qui montrent des rapports étroits avec le comportement prédit.

Elles ont été examinées plus à fond dans une précédente chronique à laquelle il convient de renvoyer (1).

C. — *Les études d'Argow.*

Son instrument de pronostic est appelé un *Index de Probabilité de la criminalité*, qui s'emploie pour déterminer la probabilité de réhabilitation ou de non-arrestation des délinquants primaires. Il examina les antécédents de 563 individus des prisons du Connecticut et fit des tableaux de traits personnels et sociaux dans 31 catégories de classification. Il procéda ensuite de la manière suivante :

- 1° Calcul du pourcentage des délinquants primaires et récidivistes pour chaque trait de classification ;
- 2° Calcul de la proportion entre le pourcentage des délinquants primaires et le pourcentage des récidivistes dans chacune des catégories ;
- 3° L'assignation aux comparaisons d'une valeur de 0 à 10. Les cas ayant obtenu une valeur inférieure à 10 furent considérés comme conduisant à une nouvelle arrestation et ceux supérieurs à 10 comme susceptibles de non-arrestation ;
- 4° La totalisation pour chaque délinquant des valeurs ainsi déterminées, le total final étant la moyenne de toutes les valeurs ;
- 5° Le calcul des taux moyens tant pour les délinquants primaires que pour les récidivistes et pour le groupe entier ;
- 6° La division du total du délinquant par le total moyen du groupe. Le quotient ainsi obtenu est l'index de probabilité de la criminalité.

D. — *Les études de Laune.*

Il demanda à deux internés du pénitencier de l'Etat à Joliet, d'évaluer indépendamment l'un de l'autre la possibilité d'accorder la parole à 150 condamnés. Après discussion, on isola 54 facteurs ayant trait au comportement, tels que l'intérêt excessif pour les parents, la stabilité émotionnelle, l'amour du confort, et l'envie de voyager.

Il établit ensuite un questionnaire de base. C'est un instrument conçu pour apprécier les attitudes associées à certaines conceptions de la vie.

E. — *Les études de Weeks.*

Weeks compara 420 hommes délinquants et 421 hommes non délinquants et trouva que les 2 groupes se différenciaient dans 14 catégories de facteurs sociaux. Afin d'utiliser ces renseignements il employa 3 méthodes :

- 1) accorder un point à l'individu pour chaque détail de catégorie ;
- 2) donner certaines valeurs aux facteurs, positives et négatives ;
- 3) employer seulement les valeurs positives.

Les 3 méthodes donnèrent des résultats concordants tant pour la prédiction du délit, que pour celle du genre de délit.

Ainsi, l'étude du pronostic du récidivisme est-elle en plein développement aux Etats-Unis. Il semble même que, déjà, la technique des tables de prédiction commence à s'introduire dans la pratique. Un Etat, rapporte M. Thorsten Sellin, l'Illinois, « a compté depuis de nombreuses années au sein du personnel de ses établissements pénitentiaires des spécialistes dit sociologues actuariels dans le but exprès de développer une information utile dans ce domaine » (2).

En Angleterre, sur demande de la Commission des prisons, M. Hermann Mannheim a été chargé de procéder à des études préliminaires sur les tables de prédiction.

Il ressort à l'évidence de ces constatations que les travaux du III^e Congrès International de criminologie sur le pronostic du récidivisme, présenteront non seulement un grand intérêt théorique, mais pourront également ouvrir la porte à des réalisations pratiques importantes.

(1) V. notre chronique, cette *Revue*, 1952, p. 291 et suiv.

(2) Thorsten Sellin. *Les grandes conceptions de la sociologie criminelle américaine*. Premier cours international de criminologie, Melun, 1953, p. 104 et suiv. et notamment p. 113.

F. CHRONIQUE DE POLICE

par Jean SUSINI

Commissaire de Police à la Sûreté Nationale.

L'APPORT DE LA POLICE A LA PROTECTION DES MINEURS

Afin de faire le bilan des possibilités d'aide à l'enfance et à l'adolescence exigibles des services de police, il nous a paru commode de nous situer par la pensée dans un commissariat de police de circonscription. Nous verrons plus loin que le choix d'un tel cadre n'est pas seulement dicté par des considérations de commodité, mais aussi parce qu'il représente exactement la police, dans son unité et son indépendance.

En feuilletant les archives d'un tel service on relève quotidiennement des cas de : mauvais traitements à enfants, mauvaises conditions d'existence, défaut de soins, défaut d'hygiène, abandon moral ou matériel (enfants en bas âge seuls au logis de façon anormale), non fréquentation scolaire, enfants errants, parents alcooliques, bourreaux familiaux, enquêtes pour déchéance paternelle, vols et délits par enfants, violences et agressions par adolescents, bagarres de jeunes (bals, la nuit), fugues, disparitions d'enfants, prostitution de mineurs, excitation à la débauche, enfants martyrs, enfants souffre-douleur, délits sexuels contre mineurs, parents présentant des troubles mentaux évidents, mère qui manifeste des envies de se détruire avec ses enfants, scènes d'orgie devant les enfants, expulsions de familles nombreuses, accidents de la circulation dont des enfants sont victimes, imprudences d'adolescents : évocation incomplète d'événements familiaux dans un commissariat de police et dont l'ensemble constitue le premier contact entre la police et les mineurs.

Mais cette activité traditionnelle tend à s'organiser et à s'accommoder aux fins particulières qu'elle poursuit.

Afin d'en isoler les tendances fondamentales, il convient de suivre un plan qui partant de la délinquance juvénile nous conduira au cœur du problème de la protection de l'enfance.

En ce qui concerne la délinquance juvénile proprement dite, on rencontre une certaine quantité de vols et quelques actes de violences de la part d'adolescents. On note également de nombreuses contraventions dont il pourrait être utile de faire l'étude dans une perspective criminologique, car la contravention a elle aussi sa signification, surtout de la part d'un mineur. (Notamment les histoires de violences dites légères).

On note des cas de prostitution, mais en général ces délits se rattachent à l'action d'adultes et sont plutôt des cas où les mineurs sont des victimes.

Le pouvoir judiciaire a accommodé sa procédure aux exigences de la personnalité du jeune délinquant. Les principes de la défense sociale sont entrés dans les mœurs de la justice des mineurs.

La recherche des moyens de réadaptation a conduit à l'étude des facteurs de la criminalité juvénile et certaines données valables ont été plus ou moins isolées.

La police à son tour a entrepris d'adapter sa technique. Dans de nombreux pays, dont le nôtre, d'intéressants efforts ont été faits dans ce sens (1). Mais trop souvent

(1) Notamment en Australie et aux U.S.A.

c'est sur la base de la police judiciaire qu'on s'est placé pour concevoir cette adaptation qui n'est alors qu'une modification de la technique répressive et non pas l'embryon d'un autre type de police.

Quoiqu'il en soit l'organisation du contact avec les mineurs, dans le cadre répressif, est loin d'être négligeable. Il suppose à partir de la conscience claire du but poursuivi la déduction de méthodes enfin non étroitement aveuglées par la passion de l'établissement des faits contre un suspect. On peut citer quelques heureuses conséquences d'un tel changement de perspective : détente de l'atmosphère, dépassement du climat morbide du duel, contrôle de la promiscuité, adaptation de l'interrogatoire et de l'enquête à la protection et non à la passion de la vérité (ce qui implique évidemment l'adaptation à la personnalité du mineur).

Il ne faut pas que le passage à la police donne l'occasion au mineur de s'identifier au lamentable héros criminel inventé par la presse et la littérature. Et de toute façon, règle valable quelque soit la raison de l'interrogatoire, la recherche de la vérité ne doit pas traumatiser l'enfant.

Il convient d'ajouter que la procédure qui relate les faits dont l'auteur est un mineur doit contenir une enquête, sur le cadre familial, sur la possibilité de l'y laisser ou non. Enquête sociale spontanée aussi importante que l'enquête sur la matérialité des faits et l'imputation. L'intervention policière doit préfigurer et annoncer l'intervention sociale tout entière et permettre de prendre sans retard et sans faux pas les premières décisions capitales.

***

Une seconde tâche incombe, toujours sous le signe du contact permanent et concret avec la population, au Commissaire de police de circonscription de sécurité publique : le dépistage des enfants victimes de sévices, victimes de délits, objets d'agression, des enfants martyrs, des adolescents exploités ou ignoblement déviés.

Sur ce plan, ce qui compte c'est l'information et ses techniques : et l'antenne que réalise un commissariat est alors d'une rare valeur. Dans de telles procédures également il convient d'étendre l'enquête sur les données qui peuvent servir à trouver la mesure à prendre en faveur des mineurs en cause.

L'essentiel est alors de détecter tous les cas, d'identifier tous les auteurs, et c'est encore l'arme pénale qui peut être employée, mais intégrée dans une perspective plus vaste. Là aussi il faudra se garder de traumatiser l'enfant lors de l'interrogatoire, soit contre ses parents, soit contre un tiers. Dans le premier cas parce que peut-être il sera prouvé que les faits n'étaient pas si graves et qu'il pourra être nécessaire plus tard de revenir à la famille enfin corrigée et dans le second cas parce que souvent l'évocation des faits (en général sexuels) est plus nocive à l'enfant que la vérité n'est utile à la société.

Nous pouvons ici faire allusion à la disparition d'enfants. Il peut s'agir de fugues, comme il peut s'agir d'enlèvements criminels. Il convient alors de faire une enquête en profondeur (famille, école ou lieu de travail) afin de découvrir les signes spécifiques susceptibles d'orienter la recherche. Et il faut qu'un dispositif administratif de première urgence ait la priorité réelle sur l'ensemble du territoire pour lancer les recherches éventuelles.

Il y a aussi le douloureux problème des conséquences des arrestations d'un père, d'une mère et même des deux à la fois. Le triomphe de la répression s'achève parfois sinistrement par la destruction d'un foyer et ceci souvent sous la forme d'une scène à laquelle assistent enfants et voisinage. Et les conséquences économiques d'une arrestation sont ignorées de la répression alors qu'elles sont un facteur criminogène capital.

Si le droit n'est pas en mesure de prévoir l'humanisation des détails de son application, à quoi sert d'en proclamer la noblesse ? Il appartient aux hommes qui le font régner concrètement d'assurer le respect d'une morale naturelle plus noble que l'esprit pénal.

Il convient donc là aussi de freiner la routine pénale qui croit toujours que tout est fini lorsqu'elle arrête. Nous dirons d'ailleurs un jour ce qu'il faut penser de l'arrestation qui est plus souvent dictée par des considérations statistiques que par des situations dangereuses. Quoiqu'il en soit, lorsqu'il y a des enfants, tout service de police doit agir déontologiquement, doit envisager les conséquences de son action, l'adapter aux nécessités, et ne pas transformer la mesure individuelle faite pour atteindre une personne en une mesure collective qui frappe un groupe aussi important que la famille. Ainsi l'étude

de l'arrestation nous renvoie à la protection de la famille contre la réaction sociale. Car aucune règle, aucune hiérarchie n'a le droit d'imposer de l'inhumanité.

***

Avant d'aborder le problème de la protection générale de l'enfant, il convient de constituer au départ un capital d'idées qui soit comme un potentiel théorique dont l'intégration dans la technique lui suggère des audaces et des initiatives de toutes sortes.

Il faut se représenter l'enfant comme un être dynamique, un écolier de la vie, qui se répand de toute la force de son être le long d'une ligne temporelle d'insertion dans un monde qui ne paraît pas avoir tout à fait prévu son apparition individuelle. Par conséquent le milieu se colle à lui d'une certaine façon. Mais ce contact peut se réaliser à travers une succession de corrélats psychiques qu'il gardera en lui à jamais. C'est par sa façon de vivre ce contact qu'il se caractérise extérieurement, c'est ainsi que jouent les facteurs externes. L'enfant se conditionne vite en Pour et en Contre. Mais ce sont sur des images concrètes, sur des figures précises, sur des réactions affectives élémentaires, qu'il se détermine. Il est donc nécessaire que la Société au delà de la famille et à travers elle soit la bonne société.

L'enfant est avant tout une force de curiosité utilitaire qui cherche un équilibre. Il est fait pour être guidé, formé, pour être élevé dans une famille au sens complet du terme. Mais il est sensible à une possibilité énorme de valeurs qu'il se crée au contact de l'image du monde qu'il traverse et auquel il s'éveille et s'agrège.

La vieille sagesse populaire a toujours proclamé que l'enfant a eu ou n'a pas eu sa chance. Et depuis longtemps le droit a affirmé qu'il était un être à protéger.

Mais tout cela ne représente que le côté défensif de la protection. La notion moderne de protection est constructive. On ne protège plus par l'immobilisme. La meilleure protection c'est la participation à l'œuvre d'éducation. En un sens la fonction d'éducation appartient à la société tout entière. Et nous verrons que la police y a un rôle à jouer.

***

Il nous faut maintenant parler de la police. Nous voudrions pouvoir connaître toutes les images que se font d'elle les enfants. Il serait très précieux de noter l'aspect phénoménologique de la dimension policière dans l'âme enfantine. Car il nous paraît que la tonalité affective d'une image dévoile certaines attitudes profondes et éclaire mieux certaines conduites qui la mettent en cause directement ou indirectement. L'intégration de l'image de la police dans le monde enfantin pose certainement un problème qu'il serait intéressant d'approfondir. Une infinité de nuances la peuvent orienter. L'écran familial y joue un rôle capital. L'ambiance du milieu aussi : école — (il y a des façons de dévaloriser la police qui sont nocives à l'enfant tandis qu'elles expriment certains complexes de l'adulte). La dominante peut être normale ; l'image peut être de la famille des valeurs scolaires (maître, surveillant, censeur, proviseur), ou bien symbole du sérieux, du grave, du vrai par opposition à la discipline artificielle d'un établissement (la peur du gendarme sous la forme du Sur-moi qui rôde autour d'un contenu manifeste).

Une famille délinquante oriente sur une image hostile.

Mais au delà de ce mécanisme c'est de la société qu'il s'agit.

Et l'enfant de la rue se heurte à la police comme à tout ce qui s'oppose à sa jeune liberté affamée d'expériences, de jeux et d'affirmations de soi. La haine contre la police préfigure la haine contre la société.

A ce sujet il est intéressant d'évoquer ce qui se passe dans certaines villes des U.S.A. Les policiers, las d'apparaître toujours sous les traits de l'homme qui empêche de s'épanouir, en raison de l'application des règlements sans cesse violés par les enfants pauvres, jouant dans les rues, ont décidé de faire la part du feu, en leur réservant des portions de voies publiques.

Nous devons admettre que les rapports affectifs entre l'enfant et la police ont une importance trop longtemps négligée.

Les contacts entre les policiers et la population enfantine sont fréquents (sortie d'écoles, rues, cinémas, circulation...).

La police est bien un élément éducatif positif, au sens immédiat du mot, car elle est omniprésente dans l'espace social. Elle est en outre un facteur dont l'intégration dans le

psychisme enfantin doit être correct. Et tout éducateur qui néglige cet aspect fait fausse route dans la technique de l'adaptation. Il convient donc de stigmatiser toute tendance anti-policrière de la part des milieux éducatifs, ceci étant alors une façon contradictoire d'adapter au monde normal où règne justement le symbole policier. Il convient au contraire de souhaiter qu'il existe des « Clubs d'enfants » où la police puisse attirer les enfants trop livrés à la rue.

Mais corrélativement les services de police doivent accommoder leur attitude à la protection intégrale des mineurs.

* * *

Il nous faut maintenant dire ce qu'est réellement la police.

Elle n'est nullement la police judiciaire. Rien n'est plus faux que cette confusion qui règne si souvent dans les esprits. Les services spécialisés dans la recherche des auteurs des crimes et des délits ne sont qu'une différenciation naturelle d'un organisme dont l'unité est faite par l'indivisibilité de l'information constante et globale de ce qui se passe : le contact à l'événement. L'enquête pour la répression est demandée à la police en raison de son insertion à la réalité et de sa compétence à manipuler le monde opaque du quotidien où l'événement se dissout sans cesse.

La cellule de base la plus importante c'est le Commissariat de circonscription. Ce service n'est répressif qu'accidentellement. Le commissaire de police est chargé de la sécurité sous tous ses aspects. L'arme répressive n'est qu'un accessoire de son arsenal technique. En outre la circonscription qui comprend plusieurs communes constituant un tout, est à l'échelle humaine ce qui est précieux pour toute prévention.

C'est donc toujours à partir d'un tel service qu'il convient d'étudier les problèmes de la police.

* * *

En ce qui concerne la protection de l'enfance et de l'adolescence nous devons partir de l'idée de prévention. Cette notion peut se décomposer en :

- prévention générale,
- prévention individualisée ;
- prévention de la récidive.

La prévention générale peut être mondiale, nationale ou locale. Mondiale si les facteurs universels de délinquance ou de désadaptation sont attaqués internationalement. Nationale s'ils le sont seulement à l'échelle d'un pays (par exemple lutte contre l'alcoolisme, le taudis et la mauvaise littérature).

Enfin locale, ce qui peut être le cas dans le cadre d'une circonscription de police de sécurité publique.

La prévention individualisée, c'est la surveillance d'un mineur déterminé en raison de son comportement ou de celui de sa famille.

La prévention de la récidive renvoie à la collaboration avec le juge des enfants, elle commence avec l'enquête à l'occasion d'un acte délictueux.

Afin de finir sur la prévention générale nous examinerons d'abord la prévention individualisée. Nous ne reviendrons pas sur la délinquance juvénile qui conditionne la prévention de la récidive et dont nous avons déjà traité.

Dans le cadre d'une circonscription, l'attention, systématique et avertie, finit parfois par se porter sur certains enfants. L'indication peut venir du contact avec la population qui désigne certains cas.

Il convient alors de se renseigner sur l'enfant, sur sa famille, sur le milieu qu'il fréquente. Et le type d'intervention dépendra alors de la gravité de la situation. Une carte des situations dangereuses doit être dressée. La surveillance peut être discrète ou claire. Elle doit être soutenue. L'inventaire des moyens d'action locaux doit être connu et tenu à jour. Quant aux signes de danger ils sont variés mais apparaissent aisément dès qu'on concentre son attention sur le comportement de certains enfants et de certaines familles. A ce sujet, il convient de noter que très souvent il y a des situations évidemment mauvaises mais en face desquelles on ne peut rien faire. D'autre part, lorsque la police entreprend le dépistage systématique des enfants en danger moral elle ne tarde pas à dépasser les possibilités des services compétents pour suivre et résoudre les cas.

Quoiqu'il en soit tout cas où un enfant est en danger doit pouvoir s'analyser afin qu'il soit possible d'articuler un mode d'action en sa faveur. La personnalité et le prestige du Commissaire de police dans sa circonscription peuvent être parfois les moyens le plus précieux. Car la police est une administration active traditionnellement chargée de résoudre des situations non prévues et en général sous le signe de l'urgence. Par conséquent nous ne pouvons manquer de souligner que l'essentiel en matière de protection des mineurs, c'est la volonté d'agir. Le plus bel exemple de protection systématique de l'enfance nous est fourni par la police de Seine-et-Marne, où sous l'impulsion du Préfet et du Chef départemental de la police, une très intense et efficace action d'aide systématique, de dépistage méthodique, de surveillance continue, a été réalisée par tous les commissariats de circonscription. Les résultats sont positifs et encourageants. Et ce sont tous les aspects de la protection de l'enfance qui ont été pris en charge : y compris la participation à l'éducation publique (Circulaire).

* * *

Ceci nous conduit donc à évoquer la prévention générale dans le cadre d'une circonscription. Elle repose sur l'étude systématique des dangers qui pèsent sur l'enfant et l'adolescent. Ils sont théoriquement variés. Ils varient selon la personnalité. Mais on peut distinguer les valeurs nocives générales, les centres d'attraction à forte puissance déréglante comme les fêtes foraines, les foires, les kermesses, les marchés, les cinémas — les lieux propices aux délits contre l'enfance, les bals et cafés mal famés.

La carte des points sensibles nocifs à la jeunesse doit être établie. Parmi les facteurs dangereux il peut y avoir certains types d'individus localement connus. Et cette carte peut être complétée et vérifiée par l'étude des cas de délinquance traités.

Le rôle de la police peut alors revêtir diverses formes : surveillance, patrouilles, enquêtes, contrôles, intervention directe, demande de décisions réglementaires, appropriées. Il ne faut pas oublier que le Commissaire de police est le conseiller technique des Préfets et des maires, et que dans le cadre de la protection des mineurs il peut provoquer des arrêtés qui faciliteront sa tâche. (Par exemple, la décence des lieux publics).

La prévention systématique et générale repose donc sur une image exhaustive et concrète de la circonscription. Toutes les circonscriptions ont des lignes de forces identiques. Les tendances sociales y creusent toujours les mêmes sillons. La police connaît professionnellement bien des choses sur la société et dont l'exploitation en faveur de l'enfance serait très précieuse. Il y a des lieux où la surveillance doit être systématique : gares, salles-d'attente, bals, parcs, squares, quartiers « réservés », zones où sévit la prostitution officiellement clandestine mais non vécue comme telle par la population, maison de jeux, tripots, « cours des miracles ».

L'image vivante et approfondie grâce à tous les moyens d'information dont elle dispose ouvre d'infinies perspectives à la prévention éclairée.

Il faut évidemment mentionner ici l'étude des manifestations de vie publique de la population enfantine. Détection des bandes d'enfants, carte des lieux habituels où elles s'épanouissent.

Et dans le cadre de la participation à l'éducation générale, il est normal de signaler le rôle de la police dans la protection routière. Les services de police sont naturellement les plus qualifiés pour traiter des problèmes de la circulation. Un contact avec l'enseignement est évidemment indispensable. D'autre part ce serait un précieux moyen d'unir l'image de la police à celle des éducateurs, dans l'intérêt des enfants. Car il convient de ne pas négliger cette forme d'inadaptation sociale qui s'exprime par la mort de plusieurs milliers de personnes chaque année sur les routes.

Pour en finir avec cet examen, qui a surtout voulu être l'évocation de la multitude des problèmes et l'indication des possibilités d'action, nous citerons les fonctions essentielles d'un « Juvenile Bureau » américain :

- accommoder le contact de la police à la personnalité du mineur ;
- découvrir tous les mineurs délinquants (afin de permettre une intervention précoce) ;
- mettre en lumière les conditions concrètes et locales de la délinquance juvénile ;
- contrôle du résultat des mesures prises contre ces conditions en observant les variations de la délinquance ;
- tenue à jour des moyens d'agir (une intervention sans lendemain est encore plus dangereuse).

Nous ajouterons qu'il peut être envisagé dans certains cas un personnel féminin : mais il ne semble pas que cela soit capital, l'essentiel est avant tout que par une formation nouvelle les policiers aient des bases suffisantes pour découvrir en eux au contact de la réalité des techniques nouvelles. Mais l'essentiel est que la volonté de protéger les mineurs habite les services. Il ne faut pas oublier que l'action de pères de famille en matière de protection des mineurs est peut-être plus importante qu'on ne le pense. Car la compréhension des problèmes familiaux a souvent besoin d'avoir été vécue.

Et dans cette attitude à l'égard des mineurs il n'est pas interdit d'entrevoir le sens de l'évolution vers la police sociale, à laquelle nous convie notamment l'évolution criminologique moderne.

N.-B. — Indications bibliographiques sommaires :

1. Paul MARABUTO, *Le rôle social de la police*, « La Revue administrative », n° 15, 1950.
2. *La Tribune du commissaire de police*, n° 36 (n° spécial consacré à l'enfance).

INFORMATIONS ET VARIÉTÉS

UNE DISCUSSION EN « TABLE RONDE » SUR LA PROBATION A L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS (à propos des projets de loi français et belge).

Le 29 mai 1953 la Section de Droit pénal de l'Institut de Droit comparé a organisé, sous la présidence de M. le Professeur Louis Huguency, à la salle des Bustes de la Faculté de droit, une conférence en « table ronde » sur la Probation.

L'Institut de Droit comparé avait voulu profiter de la présence à Paris de quatre éminents criminalistes étrangers : M. Lionel W. Fox, Président de la Commission des prisons pour l'Angleterre et le Pays de Galles (qui devait prononcer le même jour une conférence sur le système pénitentiaire anglais et le Criminal Justice Act, 1948), M. Belezza Dos Santos, Doyen de la Faculté de droit de Coimbra, M. François Clerc, Professeur à la Faculté de droit de Neuchâtel et M. Paul Cornil, Secrétaire général du ministère de la Justice de Belgique, professeur à l'Université de Bruxelles. La Section de droit pénal avait pensé qu'à cette occasion il pouvait être utile de procéder à un large échange de vues et à une discussion dépourvue de tout formalisme sur un sujet intéressant les systèmes pénaux de l'Europe occidentale. Or, aucun sujet ne paraissait plus actuel et plus susceptible de se prêter à une discussion de cette nature que le sujet de la Probation. Le cycle d'études qui s'est tenu à Londres au mois d'octobre 1952 a apporté déjà d'utiles enseignements sur la question mais le Séminaire organisé par les Nations Unies s'est proposé surtout un but d'information. Il s'agissait surtout de faire connaître aux spécialistes des différents pays européens le système anglais ou anglo-américain de la Probation tel qu'il était conçu et organisé en Angleterre. Or, si le principe même de la Probation rencontre aujourd'hui dans tous les pays de l'Europe et particulièrement de l'Europe occidentale une adhésion unanime, le problème qui se pose pour les législations du continent consiste à savoir comment et par quel procédé technique il leur est possible d'introduire ou de développer cette institution que certains considèrent comme typiquement anglo-saxonne. Un mouvement législatif s'amorce cependant dans l'Europe continentale et tout récemment deux projets importants ont vu le jour à la fois en France et en Belgique. La confrontation de ces projets avec les enseignements généraux du droit comparé en la matière et les enseignements particuliers du cycle d'études de Londres ont paru susceptibles de faire utilement l'objet de l'examen auquel il pouvait être procédé à l'occasion de la présence à Paris des quatre éminents criminalistes étrangers dont les noms viennent d'être indiqués. De nombreuses personnalités françaises avaient d'ailleurs répondu à l'invitation de l'Institut de droit comparé, en particulier M. le Procureur général Besson, M. Germain, Directeur de l'Administration pénitentiaire, M. Siméon, Directeur de l'Education surveillée, M. Clément Charpentier, Secrétaire général de la Société des prisons, le Professeur Heuyer, Président de la même société, M. Cotxet de Andreis, Président du Tribunal pour enfants, M. Chazal, Juge des enfants au Tribunal de la Seine, M. Pinatel, Secrétaire général de la Société de criminologie, MM. Voulet, Cannat, Vergne, Magistrats au ministère de la Justice, M. J.B. Herzog, Procureur de la République délégué au Parquet de la Seine.

M. Marc Ancel a introduit la discussion en rappelant tout d'abord dans quelles conditions et dans quel dessein l'Institut de Droit comparé avait organisé cette réunion. Le but essentiel reste de rechercher comment la Probation peut être introduite ou déve-

loppée dans les systèmes juridiques de l'Europe continentale et ce qu'il convient de penser à cet égard du point de vue comparatif des projets belge et français.

M. Ancel ne veut donc pas retracer les origines historiques de la Probation anglaise ni la technique de la *recognizance* par laquelle elle s'est introduite dans le système anglais où elle a gardé cette forme jusqu'au Criminal Justice Act de 1948. Cette vieille institution ou elle a gardé cette forme jusqu'au Criminal Justice Act de 1948. Cette vieille institution a connu d'ailleurs au XIX^e siècle un renouveau considérable aussi bien en Angleterre qu'en Amérique où elle a bénéficié du concours célèbre et d'ailleurs pittoresque du fameux John Augustus, cordonnier de Boston. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, un mouvement législatif prenait naissance aux Etats-Unis qui, dans une très large mesure, allait renouveler certains aspects du droit pénal traditionnel. L'Etat d'Illinois promulguait en 1899 la première loi sur les tribunaux pour enfants. L'Etat de New-York, en 1877, avait institué une législation nouvelle sur la sentence indéterminée qui devait, sous l'influence de Brockway et grâce à son action au réformatoire d'Elmira, connaître un succès spectaculaire, enfin l'Etat de Massachusetts promulguait en 1878 la première véritable loi sur la Probation et quelques années plus tard le terme même était consacré par une loi anglaise : Probation of first offender law, 1887. Il serait aisé de montrer, si l'on en avait le temps, les liens profonds qui unissaient ces lois portant en apparence sur des matières très différentes. On admettra facilement en tout cas que les unes et les autres dénotaient un désir commun d'apporter des réformes substantielles au droit criminel en vigueur et de constituer dans les trois cas un effort nouveau pour substituer le *traitement* au simple *châtiment* du délinquant.

Cependant, le succès des trois mouvements a été fort différent. La législation sur les tribunaux pour enfants s'est répandue rapidement dans le monde entier grâce à un phénomène de contagion législative dont il est peu d'exemples aussi caractéristiques. Les lois sur les sentences indéterminées ont soulevé des résistances immédiates et quelquefois même assez violentes, ainsi qu'en témoignent la doctrine ou les discussions dans les Congrès de droit pénal de la fin du siècle dernier. Néanmoins, assez rapidement, l'indétermination s'est en fait introduite dans les législations positives où elle s'est trouvée d'ailleurs favorisée par le mouvement d'individualisation de la peine, même sur le continent européen dans le premier tiers du XX^e siècle. La Probation, au contraire, paraît s'être limitée aux Etats-Unis et aux pays du Commonwealth britannique, à tel point que certains auteurs ont pu y voir une institution typiquement anglo-saxonne.

Ce demi échec apparent ne doit cependant pas faire illusion. Si les pays du continent n'ont pas adopté les réformes anglo-américaines sur la Probation, comme ils avaient adopté les réformes de même origine sur les tribunaux pour enfants, c'est parce qu'en réalité et toujours en apparence, une autre institution purement continentale paraissait susceptible d'assurer la mise à l'épreuve du délinquant socialisé récupérable en lui donnant une chance de se relever après un avertissement judiciaire : c'était l'institution du sursis. Lorsqu'on examine du point de vue comparatif l'histoire et les destinées de la Probation, on est conduit à cette conclusion que c'est le développement continental du sursis, qui lui aussi s'amorce dans le dernier quart du XIX^e siècle, qui a empêché l'adoption du Probation system à titre direct et immédiat par les législations de l'Europe continentale.

Il est clair en effet que ce système paraissait donner les mêmes résultats pour répondre aux mêmes besoins. Il suppose la comparution d'un individu, reconnu coupable d'une infraction, devant le juge répressif qui lui donnait un avertissement. Il semblait de plus, pour des législations attachées traditionnellement aux règles de la légalité des délits et des peines et au principe de la responsabilité morale, avoir un avantage sur le Probation system qui consistait principalement en une suspension non de l'exécution, mais du prononcé même de la condamnation. Le sursis maintenait la sanction pénale légale fixée par la loi et prononcée par le juge. Il maintenait également sans difficulté les règles traditionnelles de la procédure, l'autorité de la chose jugée, le dessaisissement du juge qui a prononcé la condamnation et son application ne soulevait aucune difficulté en ce qui concerne l'organisation des voies de recours en matière criminelle. La Probation, au contraire, paraissait supposer certaines règles techniques de la procédure anglo-américaine : la possibilité pour le juge de ne pas prononcer la peine et d'admettre la *recognizance* et surtout la césure de la procédure pénale qui permet au juge anglo-américain de statuer successivement et séparément sur la culpabilité, c'est-à-dire la matérialité et l'imputabilité du fait, et sur la sentence, c'est-à-dire sur la fixation de la peine qui doit être appliquée au délinquant.

Ces raisons historiques et ces raisons techniques expliquent en réalité pourquoi les

systèmes de l'Europe continentale se sont rattachés au sursis tandis que le droit anglo-américain développait le Probation system. Longtemps certains auteurs ont pu affirmer qu'il s'agissait là de deux conceptions profondément différentes et peut-être irréductibles, mais assez rapidement cependant des critiques se sont élevées dans l'Europe continentale elle-même contre le système du sursis ; il a paru insuffisant et surtout illusoire de donner à certains délinquants primaires, sans autre précaution ou sans autre complément, un simple avertissement pour les livrer ensuite à eux-mêmes dans cette société où l'on désirait qu'ils reprennent leur place. L'exemple de la liberté surveillée qui est une des formes de la Probation et qui n'a pas été du reste adoptée à l'origine, en France notamment, sans opposition de la part des criminalistes néo-classiques, a montré l'avantage que présentait sur le sursis une mesure de surveillance effective. La liberté surveillée du reste est elle-même transformée, puisqu'on y est passé de l'idée de surveillance à l'idée d'assistance éducative qui est bien à la base et dans l'esprit de la Probation. Enfin, le mouvement pour l'individualisation de la peine repris à la lumière de l'observation scientifique des délinquants et du dossier de personnalité, a conduit à penser qu'il ne suffisait plus d'une menace abstraite et générale comme celle qui résulte du sursis, alors que la Probation s'accompagnait au contraire tout naturellement de certaines conditions imposées individuellement au délinquant par le juge.

Il en est résulté depuis un certain nombre d'années et tout particulièrement au lendemain de la dernière guerre où l'on a voulu repenser certains problèmes essentiels du droit pénal, un regain de faveur très net pour la Probation. Des efforts ont été faits dans divers pays pour adapter la Probation au système continental traditionnel. Ici encore il serait facile, si on en avait le temps et le loisir, d'indiquer comment successivement les pays scandinaves, les Pays-Bas, certains pays de l'Europe centrale comme la Tchécoslovaquie, l'Italie elle-même dans une certaine mesure ou le Portugal, ont pu être sensibles à la technique et surtout à l'esprit de la Probation. La législation néerlandaise et la législation des pays nordiques ont sur ce point, par des réformes successives, abandonné peu à peu le système du sursis pour le système de la Probation ou plus exactement ont complété le système du sursis par l'application possible d'un système de Probation. Deux procédés différents ont été employés dans les législations de l'Europe continentale. Un procédé empirique et le procédé de la réforme législative ; empiriquement on s'est efforcé quelquefois d'arriver au système de la Probation pour adultes, comme en France on s'était efforcé avant la loi de 1912 d'employer certains procédés empiriques pour arriver au même résultat que la liberté surveillée non encore introduite dans notre droit. Il y a sur ce point une expérience belge et une expérience française qui sont également connues. Dans l'un et l'autre cas, on a utilisé les pouvoirs normaux du ministère public : en Belgique, au stade des poursuites, en se servant de la règle de l'opportunité des poursuites, en France, au stade de l'exécution, en se servant des pouvoirs normaux du ministère public qui a pour charge de faire exécuter les condamnations pénales. Dans les deux cas l'expérience était intéressante mais il était clair que dans deux pays appliquant un système aussi légaliste que la France ou la Belgique, une réforme législative était finalement nécessaire.

On s'est donc, en Belgique comme en France, tourné vers le recours au législateur et l'on s'est efforcé d'intégrer la Probation dans le système prévu par la loi pénale. Le problème qui se posait consistait donc à savoir comment il était législativement possible de faire cette place à la Probation. Or, tout naturellement la France et la Belgique ont fait ce qu'avaient fait avant elles les autres pays du continent qui ont introduit la Probation dans un système marqué d'abord par son adhésion au régime du sursis.

On est arrivé à la Probation par le sursis et grâce au sursis. On s'est aperçu en effet qu'une réforme facilement réalisable consistait à ajouter à la condamnation conditionnelle l'imposition d'une mesure de surveillance ou d'assistance éducative. Ainsi le juge pénal aurait le choix entre trois solutions lorsqu'il serait convaincu de la culpabilité du délinquant : il pourrait lui imposer une condamnation ferme, il pourrait lui imposer une condamnation dont les effets seraient suspendus par le jeu du sursis ; il pourrait enfin, lorsqu'il accorderait le sursis, imposer au condamné une mesure de surveillance ou d'assistance éducative. Ainsi la Probation s'intégrerait dans le système continental sans aucune rupture avec les données essentielles de ce système.

Certains diront peut-être que cette réforme est incomplète en ce qu'elle ne réalise pas la véritable Probation, mais en ce qu'elle constitue une transformation du sursis. On peut laisser de côté les différences purement techniques qui séparent traditionnelle-

ment la condamnation conditionnelle de la Probation. L'essentiel du Probation system ce n'est pas en effet, ou plus exactement ce n'est plus dans la perspective moderne la suspension de la condamnation ou de ses effets, mais l'imposition au délinquant de certaines obligations contrôlées par un système d'assistance éducative. Or, cette réforme essentielle peut se réaliser par un simple aménagement du sursis sans pour autant bouleverser l'économie de cette institution. C'est ce qu'ont prévu aussi bien le projet français que le projet belge et M. Ancel conclut son exposé en indiquant que les enseignements du droit comparé permettent d'apercevoir facilement que c'est dans ce sens et par cette voie que s'est réalisée l'évolution des systèmes continentaux qui ont voulu ajouter au sursis traditionnel les avantages particuliers de la Probation.

M. Cornil indique qu'en Belgique, le problème se pose un peu autrement qu'en France : l'institution du sursis, dont l'introduction n'a pas soulevé de tempête, était au fond une mesure révolutionnaire, parce que, tout en maintenant des principes classiques, il n'en constituait pas moins une suspension pure et simple de la sanction. A une époque où l'on croyait encore plus qu'aujourd'hui à l'effet intimidant de la peine, on en arrivait à prononcer des mesures qui ne seraient exécutées qu'en cas de récidive. Mais faut-il aller plus loin et introduire la probation à côté du sursis ? M. Cornil l'estime nécessaire, parce qu'entre l'absence complète de mesures rééducatives et la mise en prison, il y a certainement place (et les pays anglo-saxons nous l'ont montré) pour une mesure intermédiaire qui est la rééducation en liberté. Or cette mesure, la probation, permet de combattre efficacement ce fléau que sont les courtes peines de prison. Mais M. Cornil tient à signaler que le projet belge a soulevé des critiques, non pas parce qu'on le considère comme trop hardi, mais parce qu'on le considère au contraire comme trop timide. Ce projet n'évite pas en effet la tare que constitue le prononcé d'une condamnation pénale. Il a pourtant paru nécessaire de ne pas se contenter du droit qu'a le Parquet de classer sans suite une affaire. Il fallait donc faire une loi, et le projet belge comme le projet français a prévu le complément du sursis par la mise sous probation. Mais pour pouvoir juger utilement, le Tribunal doit être informé sur le délinquant : c'est ainsi que s'est introduit dans le droit belge l'enquête sociale et familiale faite avant le jugement. Dans tous les cas où il le croit nécessaire, le tribunal peut donc ordonner cette enquête, avec le consentement de l'inculpé. Si les conditions semblent l'imposer, le tribunal prononcera donc la peine de la probation ; car il s'agit bien là d'une peine.

La Belgique n'a pas cru cependant — et ici son projet diffère du projet français — devoir confier le contrôle de l'inculpé au tribunal. Le projet prévoit donc une commission présidée par un magistrat, mais de caractère principalement administratif, qui exerce le contrôle à moins que n'intervienne un incident grave : dans ce cas, l'affaire passera de nouveau devant le tribunal qui pourra révoquer la mesure et prononcer l'emprisonnement.

Ce projet, qui représente une amélioration de l'état actuel en ce qu'il permet de supprimer un certain nombre de courtes peines, est-il incomplet, parce qu'il néglige la suppression de l'opprobre ? M. Cornil ne le croit pas : car il s'agit là d'un problème général qui ne joue pas seulement pour les délinquants bénéficiant de la probation, mais pour tous, et qu'il serait fâcheux de résoudre seulement partiellement, ce qui risquerait d'en empêcher la solution complète.

M. Lionel W. Fox déclare qu'en sa qualité de Président de la Commission des prisons, il n'a pas compétence pour traiter des questions de probation. Il est heureux de voir l'intérêt que suscite sur le continent européen cette institution qui a donné de très bons résultats en Angleterre pour le traitement des délinquants.

M. Belezza Dos Santos expose que le sursis pur existe au Portugal depuis 1892. Une loi de 1944 a établi le *sursis surveillé* comme pour la libération conditionnelle. La loi n'a pas reçu toute l'application dont elle était susceptible, car elle demande une surveillance faite avec des moyens efficaces, et le Portugal ne dispose pas encore de tous ces moyens efficaces. Cette surveillance n'a pas été confiée aux juges à l'exécution des peines qui jouent un rôle important dans la libération conditionnelle ; l'efficacité de leur intervention dans ce domaine est démontrée par les statistiques, d'où il ressort que beaucoup moins de peines disciplinaires doivent être infligées depuis qu'ils exercent leur activité. La surveillance des sursitaires reste une possibilité légale, qui n'a pas été pleinement mise en œuvre, mais qui, sur le plan législatif, se rattache expressément à la même tendance que les projets français et belges et M. Belezza Dos Santos pense que l'évolution fera de cette possibilité une réalité positive.

M. Clerc note que le Code pénal suisse de 1937 a fait de la Probation comme M. Jourdain faisait de la prose, sans s'en apercevoir. Car, en ce qui concerne les mineurs, il a introduit la Probation avec césure dans son article 97 qui est assez souvent appliqué et qui permet de mettre le mineur sous observation et de le libérer ensuite, s'il y a lieu. Pour les adultes, le sursis et la Probation ont été jumelés. Le sursis est une panacée universelle appliquée pour nuancer la peine, pour constituer une menace ou pour permettre la mise sous tutelle appelée en Suisse la soumission ou patronage.

Les tribunaux n'en ont pas fait au début une grande application : les juges ne la connaissaient pas bien et les organismes de contrôle maugraient. Mais la pratique s'organise et, pour mettre à profit cette institution, il s'agit avant tout de l'instituer. M. Clerc se demande cependant si, du point de vue psychologique, il faut vraiment jumeler le sursis et la probation ; dans l'opinion publique, dont il faut nécessairement tenir compte, le sursis est considéré comme une libération qui laisse souvent insatisfait. Ne vaudrait-il pas mieux instaurer la probation comme *peine* ? Cela dépend sans doute de l'évolution de chaque pays. Il reste encore la question du consentement dont, à l'avis de M. Clerc, il ne faut pas faire la pierre angulaire de l'institution.

M. Germain estime qu'en France le problème se pose en même temps et de la même manière qu'en Belgique. Mais pendant qu'on a élaboré le texte du projet de loi, on a tenté une expérience : nous n'avons pas osé, comme en Belgique, laisser le soin de poursuivre ou non au Parquet, nous avons laissé le tribunal intervenir d'abord et prononcer la condamnation. Et c'est après la condamnation à une peine définitive, peine assez courte puisqu'elle ne doit pas dépasser un an, que le Procureur de la République peut apprécier s'il y a lieu ou non d'exécuter la peine. S'il estime que c'est le cas, le Président du Comité d'assistance post-pénale, choisira entre trois solutions : 1° emprisonnement cellulaire dans une maison d'arrêt ; — 2° érou dans une maison d'arrêt avec travail à l'extérieur ; — 3° érou dans une maison d'arrêt avec semi-liberté. Si au contraire le Procureur de la République, après avoir pris l'avis du Président de la juridiction qui a prononcé la condamnation estime qu'il y a lieu de prononcer la mise à l'épreuve, il peut différer l'exécution de la peine. Cette expérience a été faite d'abord à Toulouse, puis à Lille, à Mulhouse et à Strasbourg. Dans son dernier rapport annuel M. Germain a publié des statistiques selon lesquelles, à Lille, pour les trois derniers mois, 62 condamnations à moins d'un an d'emprisonnement ont été prononcées et 30 différées. Aucune protestation des magistrats qui ont fait l'expérience n'a été enregistrée. On a donc proposé de généraliser l'expérience : mais alors se pose la question de la surveillance, confiée jusqu'ici aux assistantes sociales. Et il a paru préférable de procéder par la voie législative : un projet de loi a donc été déposé le 11 juillet 1952 ; un rapporteur a été nommé, mais les travaux n'ont pas encore abouti. Il s'agit simplement d'une modification du sursis : il y aurait un sursis simple et un sursis aggravé. Il semble que, puisqu'on a accepté le sursis simple, il serait encore plus plausible d'accepter un sursis avec contrôle et assistance. Le texte lui-même ne parle pas des personnes chargées du contrôle. Et nous serons probablement gênés le jour où il faudra, dans un règlement d'administration publique, dire quelles doivent être ces personnes. A Londres, lors de la conférence sur la probation organisée par l'O.N.U. on a beaucoup discuté : la majorité semblait demander des professionnels assistés par des bénévoles. Mais le premier pas est la consécration par la loi de la réforme.

M. Siméon se déclare d'accord avec M. Germain. Le projet de loi français ne vise en principe que les délinquants adultes : la Direction de l'Éducation surveillée n'a donc pas logiquement à s'en préoccuper (encore que certains détails du projet puissent l'intéresser) : sur le principe de base, tous ceux qui s'occupent de l'enfance délinquante ne peuvent être que d'accord, puisque c'est pour les jeunes délinquants que fonctionne en France cette Probation que constitue la liberté surveillée.

M. le Procureur général Besson regrette de n'avoir pu participer jusqu'ici aux travaux qui se sont faits dans ce domaine ; mais après avoir étudié la question de près, il se déclare tout de suite un partisan farouche de la mise à l'épreuve. Il peut donner l'assurance que les représentants du ministère public, ouverts à toutes les suggestions, ne demanderont qu'une chose : appliquer avec ferveur et enthousiasme, les diverses mesures qui pourront être prises par le législateur à la suite de la campagne faite en faveur de la Probation. M. le Procureur général Besson regrette que ces travaux, comme ceux de la Section pénale de l'Institut de droit comparé, ne soient pas suffisamment connus par les magistrats français. Il y aurait lieu, à cet égard, de faire une

campagne parmi tous ceux qui seront appelés demain à faire, de ces hauts projets, des réalisations pratiques. En tout cas, le principe du projet paraît devoir être hautement approuvé. Il est certain que le sursis n'a pas réalisé tous les espoirs qu'on avait fondé sur lui. Il fallait faire un pas de plus et ne pas se limiter à l'automatisme du sursis. Cette réforme ne pouvait consister qu'en une adaptation, à notre législation, de la Probation; ce que réalise heureusement le projet, dans le cadre général de la loi du sursis. Car, très heureusement, le projet maintient le sursis en le renforçant par une mesure de surveillance. A cet égard, on ne peut qu'être d'accord avec la réforme.

M. Besson relève cependant dans le projet un droit accordé au ministère public et dont celui-ci se garderait bien d'user; c'est celui d'ordonner l'arrestation provisoire au cas où la mise sous probation tournerait mal. Le ministère public ne doit pas avoir à exercer certaines prérogatives qui doivent normalement revenir aux magistrats du siège. C'est le seul point sur lequel M. le Procureur général Besson entend faire une réserve. Dans l'ensemble, le projet a toute son approbation et il est heureux de donner une adhésion pleine et entière à tous les essais qui pourraient être faits pour organiser une mise sous épreuve des condamnés dans les conditions générales indiquées dans le projet.

M. Pinatel observe tout d'abord que, du point de vue économique et financier, la probation offre des avantages sérieux pour les finances publiques. A l'avenir, on construira moins de prisons, qui coûtent très cher, et on fera de plus en plus appel à des substituts moins onéreux, telle que la probation. En second lieu, M. Pinatel se plaçant du point de vue du droit comparé, a été frappé par la remarque de M. Fox, président de la Commission des prisons d'Angleterre, disant qu'il n'était pas compétent en matière de probation. Aux Etats-Unis, pour la Parole au moins — et humainement, psychologiquement et économiquement la Parole est toute proche de la Probation — c'est l'Administration pénitentiaire générale qui est compétente. Le projet français sur la Probation prévoit que l'inculpé, s'il est mis, avec son consentement sous liberté surveillée, subira une surveillance plus longue que ne l'aurait été sa peine. Or cette surveillance, dans l'opinion de M. Pinatel, devait être organisée par l'Administration pénitentiaire. Mais alors, cette Administration ne devrait-elle pas changer de nom ?

M. Heuyer, en tant que président de la Société des prisons, indique que, pour lui, la probation constitue surtout un moyen d'empêcher la récidive en éliminant les courtes peines. M. Heuyer a été frappé par la remarque de M. Cornil qui estime qu'une enquête sociale sur l'inculpé s'impose. Pour M. Heuyer, un examen médical et psychologique s'impose tout autant.

M. Vergne souligne la méfiance des Français à l'égard de noms étrangers et estime que si l'on expliquait le sens de la probation, il n'y aurait peut-être plus de problème. La solution de certaines questions diffère suivant les pays et pose des problèmes pratiques qu'il est encore trop tôt pour résoudre. Il en est ainsi de la question du consentement de l'inculpé, de celle de savoir si la peine doit être prononcée dès le début ou non, de l'Administration dont dépendra la probation. M. Vergne estime que, pour pouvoir fonctionner en France, la probation a besoin avant tout d'une base légale. Si l'opinion publique n'a pas réagi négativement aux expériences faites dans quatre villes, c'est que tout s'est passé correctement au point de vue juridique. Mais M. Vergne se demande si l'opinion publique en France aurait accepté sans réagir les expériences belges.

M. Cornil reprend certaines observations qui mettent en cause le projet belge, en premier lieu une remarque de M. Clerc qu'il rapportera fidèlement à la prochaine réunion de la Commission de la Chambre belge : M. Clerc a dit que le sursis était finalement considéré comme une absence de peine. S'il en est ainsi, le reproche fait parfois à la probation d'être une peine tombe dans une certaine mesure. Une autre remarque a été faite sur le personnel de la probation : la Belgique envisage de demander aux auxiliaires sociaux de l'Administration pénitentiaire de se charger de cette tâche. M. Cornil souligne la liaison qu'il pourrait y avoir avec la libération conditionnelle, qui est la forme continentale de la parole. dont a parlé M. Pinatel. A ce point de vue, l'évolution est intéressante aux Etats-Unis. Il y a vingt à vingt-cinq ans, la Parole et la Probation étaient deux institutions absolument distinctes, ayant chacune un personnel distinct; on avait même émis, sur la nécessité de cette séparation, de grandes théories. En 1948, lorsque M. Cornil est retourné aux Etats-Unis, le personnel des deux institutions était le même, pour des raisons essentiellement pratiques, et on a pu constater que cette

fusion donnait d'heureux résultats. M. le Procureur général Besson a parlé de la répugnance qu'aurait le Ministère Public à ordonner l'arrestation du condamné mis sous Probation. La Belgique a pris une disposition analogue et M. Cornil ne pense pas qu'en Belgique cette disposition puisse choquer le Ministère Public, car il existe une disposition semblable dans la loi sur la libération conditionnelle et cette disposition est couramment appliquée. M. Cornil a également été frappé par la remarque de M. Pinatel disant que la Probation était avantageuse pour les finances publiques. Aux Etats-Unis, on a fait des calculs poussés sur la question, en évaluant les frais d'entretien d'un détenu et le salaire d'un officier de probation. C'est un point à signaler à la Commission des finances.

Reste à savoir s'il faut déléguer à l'administration les pouvoirs nécessaires pour régler les conditions de la Probation. M. Cornil donne à ce sujet lecture d'un extrait de l'avis du Conseil d'Etat belge sur la question : « Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu de préciser les règles à suivre par la Commission dans le cas où elle estime devoir reviser les obligations imposées au condamné à la suite du rapport dont elle viendrait à être saisie ». Les rédacteurs du texte avaient à un certain moment précisé que les conditions imposées ne devraient heurter en rien les convictions philosophiques ou religieuses de l'individu. C'était déjà une première garantie. On pourrait aussi énumérer les différentes conditions qui pourraient être imposées, mais ce serait difficile et inutile : il faut se fier à cet égard à la sagesse des tribunaux.

M. le Procureur Général Besson craint que le législateur ne redoute de voir les pouvoirs de l'administration être trop larges en cette matière — ce qui provoquerait une certaine hostilité du Parlement. Il pense qu'on pourrait envisager un cadre assez souple pour mettre quelques directives dans la loi.

M. Belezza Dos Santos désirait poser à l'assemblée une question sur laquelle il n'a personnellement pas d'opinion : il s'agit du consentement de l'inculpé à l'enquête sociale. Il y voit des avantages et des inconvénients. D'une part l'enquête peut dévoiler certaines intimités. D'autre part elle est essentielle. Et il pourrait y avoir des refus du consentement qui ne se justifient pas. Comme juge des enfants, M. Belezza Dos Santos n'a jamais constaté d'inconvénients à ces enquêtes, grâce à la discrétion des assistantes sociales. C'est l'expérience qui dira s'il est prudent d'exiger ou non le consentement de l'inculpé. Sans doute, si les assistants sociaux n'ont pas le tact nécessaire, il peut en résulter des incidents graves. Certains assistants sociaux bénévoles ont une conception un peu particulière de leur tâche, tandis que le recrutement des assistants sociaux professionnels a donné, au Portugal, de bons résultats. Cependant, ces assistants sociaux professionnels doivent être soigneusement choisis et bien rémunérés. Si le ministère des Finances arrivait à comprendre que l'introduction de la Probation représentait une économie réelle, la réforme serait facilitée.

M. le Procureur général Besson estime qu'un dernier problème se posera avec l'introduction de la Probation : la réforme du casier judiciaire. Car le reclassement du condamné est une véritable épreuve pour lui. Il faut trouver une transaction entre les intérêts de la société et ceux du condamné, ce qui n'est pas facile, mais ce qui n'est pas non plus impossible. Pour répondre à la préoccupation de M. Belezza Dos Santos concernant le consentement, M. Besson rappelle, dans la *Revue de Science criminelle*, une chronique fort bien faite de M. Vienne disant que l'obstacle au consentement de l'intéressé pouvait venir de ce que dans l'opinion publique et dans l'opinion de l'intéressé lui-même, l'obtention de la mesure ne soit alors considéré comme un droit. Selon M. le Procureur général Besson, le problème est le même lorsqu'il s'agit de faire faire une expertise psychiatrique sur un individu qui n'est pas en détention. Quand l'individu s'y refuse, il ne reste qu'un moyen héroïque auquel on répugne : c'est de le mettre en prison pour l'obliger à se soumettre à l'examen des psychiatres, moyen que l'on ne saurait recommander.

M. Heuyer estime que ceux qui refusent sont dans 75 % des cas des psychopathes qui ont absolument besoin de cet examen. En ce qui concerne le point soulevé par M. Belezza Dos Santos. M. Heuyer est d'accord : le consentement n'est pas demandé devant le tribunal des mineurs et cela n'a jamais eu la moindre conséquence au point de vue social. On ne voit pas pourquoi il en serait différemment pour l'adulte. Il est impossible d'imaginer une Probation sans enquête sociale et sans examen.

M. Cornil précise qu'en Belgique, dans le projet actuel, le consentement n'est requis que pour l'enquête sociale et non par le prononcé de la mesure elle-même. En ce qui

concerne l'examen individuel, c'est le droit commun qui s'applique et le consentement n'est pas exigé.

M. Chazal se demande si, dans l'esprit de l'assemblée, il n'y a pas une légère confusion : d'un côté, le consentement à l'enquête qui devient, sur un plan plus général, le consentement à tout l'examen de personnalité et, de l'autre côté, le consentement à la mesure. Or, si on demande le consentement à l'enquête aux majeurs et aux mineurs, il n'y a plus qu'à fermer toutes les juridictions qui ont le souci de prendre des mesures de rééducation. D'autre part, il semble à M. Chazal qu'on ne peut, en ce qui concerne le consentement, dissocier l'examen médico-psychologique et social de l'enquête sociale que souvent les médecins eux-mêmes réclament. Mais il reste l'autre aspect du problème : l'acceptation de la mesure par celui qui va en faire l'objet. C'est peut-être le point où M. Chazal n'est pas tout à fait d'accord avec M. Cornil. Est-ce qu'on aggrave vraiment la situation de l'inculpé par la Probation ou ne l'aide-t-on pas plutôt du point de vue éducatif ? Et il est certain que, si on oriente le droit pénal vers les mesures de sûreté et vers la rééducation, il faut avoir la coopération de l'intéressé. M. Cannat penche dans le même sens : lorsque, dans le Centre d'Orientation de Fresnes, on a cru utile d'aiguiller un détenu dans une certaine voie, on tâche d'avoir son accord.

M. Clément Charpentier exprime sa satisfaction de voir renouveler la vieille tradition qui veut que le Procureur général à la Cour de cassation s'intéresse aux questions juridiques nouvelles. Ce qui résulte de la discussion est extrêmement important : tout le monde se reconnaît partisan de la Probation. Seuls restent en discussion des modalités d'application. Selon M. Clément Charpentier, il ne faut mettre dans les projets de loi que les idées générales : les systèmes des règlements d'administration publique n'est pas mauvais, à condition qu'il y ait des garanties sérieuses. En réalité, en prenant l'exemple de la loi de 1912, on peut constater que ce n'est qu'en 1945 qu'on est arrivé à organiser d'une façon réelle, pratique, juridique, humaine et sociale la liberté surveillée grâce à la création d'organismes nouveaux. Il est certain que pour la Probation, les choses n'iront pas très vite. Les plus grands obstacles sont la multiplicité des tribunaux correctionnels contre laquelle nous avons tant lutté. Actuellement M. Clément Charpentier n'a pas grand espoir de voir créer des tribunaux départementaux. Mais il lui paraît certain que jamais dans les tribunaux d'arrondissement nous n'aurons tous les organismes sociaux, psychologiques et de surveillance nécessaires. Déjà, on a dû diminuer le nombre des tribunaux pour enfants pour qu'ils puissent bien fonctionner. Seule une grande réforme judiciaire pourra permettre de faire fonctionner normalement la Probation ; mais il est urgent que cette institution puisse être inscrite dans la loi. M. Clément Charpentier conclut en souhaitant que tous ces problèmes soient remis à l'étude.

M. Huguéney se joint aux vœux de M. Clément Charpentier, et se demande s'il y a des conclusions à tirer des débats. Une tout au moins lui paraît s'imposer : il faut faire du bruit autour de la probation et en réclamer l'instauration. Il rappelle qu'il y a une trentaine d'années, quand des associations féminines se sont persuadées qu'il fallait faire une loi sur l'abandon de famille, elles ont recruté une troupe — dont M. Huguéney faisait partie à côté de Bâtonnier Henri Robert : on a tenu des réunions publiques, du bruit a été fait ; la loi a été votée. Certains croyaient d'abord que la réforme ne servirait à rien ; elle a été promulguée et elle a beaucoup servi. M. Huguéney pense qu'il faudra agir de même en faveur de la Probation, pour laquelle il y a une très noble œuvre de propagande à accomplir.

Y.M.

DEUXIÈMES JOURNÉES FRANCO-BELGO-LUXEMBOURGEOISES DE SCIENCE PÉNALE

Les Journées franco-belgo-luxembourgeoises organisées à Paris en 1951 et consacrées à deux sujets : « L'omission de porter secours » et « Le rôle du magistrat dans l'exécution des peines » (1) avaient remporté un grand succès. Il était donc tout naturel que nos amis belges en organisent à leur tour. C'est ainsi que les Deuxièmes Journées ont eu lieu à Bruxelles, dans la salle des audiences solennelles de la Cour de cassation, les 8 et 9 mai 1953, sous l'égide de l'Union Belge et Luxembourgeoise de Droit pénal, en

(1) Cette *Revue*, 1952, p. 171.

liaison avec l'Association Internationale de Droit pénal, la Société des prisons et la Section de Droit pénal de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris.

Ainsi que nous l'avons déjà fait connaître à nos lecteurs (1), le problème mis à l'ordre du jour était celui de la prévention et la répression de l'avortement. Quatre rapports ont été présentés dont on trouvera le compte-rendu ci-dessous (2), dans les notes bibliographiques.

La délégation française, présidée par M. Battestini, Président de la Chambre criminelle à la Cour de cassation, comportait une trentaine de personnalités, parmi lesquelles MM. Ancel, Président de Chambre à la Cour d'appel de Paris ; Bouzat, Doyen de la Faculté de droit de Rennes ; Cannat, Contrôleur général des Services pénitentiaires ; Desmottes, Sous-Directeur de la Famille au ministère de la Santé publique ; Derobert, Professeur à la Faculté de médecine de Paris ; Gollety, Juge d'instruction au tribunal de la Seine ; Herzog, Substitut au Parquet de la Seine ; Leuret, Professeur à la Faculté de droit d'Aix-Marseille ; Legal, Professeur à la Faculté de droit de Montpellier ; Levasseur, Professeur à la Faculté de droit de Lille ; Magnier, Doyen de la Faculté libre de droit de Marseille ; Muller, Président de la Société de médecine légale ; Patin, Conseiller à la Cour de cassation ; Vergne, Magistrat, représentant M. Bonnefoy des Aulnaies, Directeur des Affaires criminelles et des Grâces ; Vienne, Vice-Président du Tribunal de Lille ; Vouin, Professeur à la Faculté de droit de Poitiers et Voulet, sous-directeur de l'Administration pénitentiaire, représentant le Directeur M. Germain. La délégation luxembourgeoise comprenait quatre membres et était présidée par M. Salentiny, Vice-Président de la Cour supérieure de justice à Luxembourg. La participation belge était extrêmement nombreuse et l'on peut dire sans risque de se tromper que tous les grands juristes qui s'intéressent aux questions de droit pénal s'y trouvaient rassemblés.

C'est M. du Bus de Warnaffe, ministre de la Justice, qui ouvrit la séance et souhaita la bienvenue aux hôtes étrangers. M. Sasserath, président de l'Union belge et luxembourgeoise de droit pénal remercia ensuite les diverses personnalités qui avaient par leur appui ou leur travail permis la réalisation de cette rencontre ; après avoir rappelé le sujet choisi, il fit élire par acclamation comme Président des Journées M. Léon Cornil, Procureur général à la Cour de cassation de Belgique, qui remplit sa tâche avec la fermeté souriante et l'intelligence si humaine qui charment tous ceux qui ont eu le plaisir de le rencontrer.

Après quelques paroles de remerciements et de souvenir, M. le Procureur général Cornil aborda la question du but de ces réunions : devons-nous tendre à l'unification de nos trois législations ? M. Léon Cornil ne le pense pas. Ce que nous devons faire, c'est confronter nos législations afin d'aboutir « non point à une unification brutale et artificielle des droits, mais à l'adoption, pour chacun de nos trois Etats, de celles des mesures en application ailleurs qui lui paraissent, à la fois, constituer des progrès et s'adapter parfaitement aux particularités de la conscience nationale dont il est le gardien ». Les rencontres et discussions mènent à une conscience commune qui, elle, permet tout naturellement l'unification des droits. Après avoir entendu les paroles chaleureuses par lesquelles MM. Battestini et Salentiny remercièrent de l'accueil fait aux congressistes et soulignèrent l'amitié qui lie les trois pays qui participaient à ces journées, la parole fut successivement donnée aux cinq rapporteurs (MM. Bouzat, Dérobert, Dumon, Van Hoorebreke et Moureau) qui présentèrent leur exposé.

La première question abordée dans la discussion fut celle de savoir s'il faut que les pouvoirs publics organisent d'une certaine manière le contrôle des maisons d'accouchement. Tout le monde fut d'accord pour reconnaître de grands mérites à l'organisation française qui exige une autorisation préfectorale pour l'ouverture de ces maisons, autorisation qui ne peut être donnée à certaines personnes ayant encouru des condamnations, et la tenue d'un registre des pensionnaires qui doit être visé par le Commissaire de police. Ce système a fait disparaître les établissements pratiquant l'avortement sur une grande échelle. La discussion fit ressortir la difficulté du problème due au fait que des tendances législatives s'opposent en la matière : d'une part on désire assurer la clandestinité des accouchements, mais d'autre part on voudrait contrôler les cliniques et améliorer l'état civil. Enfin, on reconnaît la difficulté d'un contrôle par la police et

(1) *Ibid.*, 1953, p. 174.

(2) *Infra*, p. 554.

l'impossibilité scientifique d'un contrôle par l'Ordre des médecins. La solution la plus pratique paraît être un simple contrôle des entrées et des sorties : lorsque le chiffre paraît par trop suspect, l'autorité judiciaire peut examiner les maisons intéressées de plus près.

Les questions du diagnostic scientifique de la grossesse et de la clandestinité des naissances furent traitées brièvement. Ce fut surtout la question de savoir ce qu'il faut punir dans l'avortement qui retint l'attention de l'assemblée. Il s'agissait là surtout de deux questions distinctes, celle de la tentative et celle de la répression de l'avortement en ce qui concerne la femme. La tentative est punie en France, mais non en Belgique : il semblait ressortir de la discussion que de nombreux Français préféreraient la solution belge tandis que certains Belges étaient attirés par la solution française. Quant à la seconde question, deux tendances très nettes se sont manifestées : l'une, conforme d'ailleurs à la tendance actuelle des législations modernes, qui établit de plus en plus une différence entre la femme avortée et le tiers avorteur (et cette tendance demandait la suppression de la peine pour la femme qui se fait avorter) l'autre, au contraire, demandait un renforcement de la loi, la répression effective étant actuellement dérisoire. Dans sa majorité, l'assemblée s'est prononcée pour le caractère délictuel de l'avortement, contre l'excuse absolutoire (particulièrement contre l'excuse absolutoire tirée de la dénonciation), mais pour la plus large admission des circonstances atténuantes avec même la possibilité d'aller jusqu'au pardon judiciaire.

Enfin furent abordées la question du secret professionnel, auquel la majorité des participants semblait vouloir conserver toute sa force, et la question de l'organisation des circonstances aggravantes qu'il y aurait lieu de perfectionner.

Des paroles de remerciements de MM. Léon Cornil, Battestini et Salentiny clôturèrent les Journées.

L'utilité de ces Journées franco-belgo-luxembourgeoises est certaine : elles ont permis de confronter des points de vue, souvent fort opposés, de connaître l'état actuel du problème tel qu'il se pose dans des pays amis et voisins et elles ont permis, surtout grâce aux brillantes réceptions organisées par M. l'Ambassadeur de France, par M. le ministre de la Justice et par M. Simon Sasserath, ces conversations particulières qui font souvent plus pour l'évolution du droit et la compréhension mutuelle que les plus grandes réunions internationales (1).

Y.M.

LES JOURNÉES DE DÉFENSE SOCIALE DE POITIERS (5-6 juin 1953)

L'Institut des Sciences criminelles de la Faculté de droit de Poitiers, en collaboration avec la Commission de défense sociale de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, a organisé le 6 juin 1953 une discussion générale sur le sujet suivant : « Liberté individuelle et défense sociale ».

Cette discussion avait été précédée, le 5 juin, par une brillante conférence de notre éminent collaborateur M. le Doyen José Beleza Dos Santos, Professeur de droit criminel à l'Université de Coimbra, sur le crime et les habitudes criminelles.

La discussion s'est ouverte dans la salle des portraits du Palais de justice de Poitiers le samedi 6 juin à 10 h., sous la présidence de M. Besson, Procureur général près la Cour de cassation, entouré de M. Babin, Premier Président de la Cour d'appel de Poitiers et de M. Coste, Procureur général près ladite Cour.

M. Marc Ancel, Président de Chambre à la Cour d'appel de Paris, Président de la Commission d'études de défense sociale de l'Institut de droit comparé, a ouvert le débat en introduisant le sujet mis en discussion. Successivement MM. Gramatica, Président de la Société internationale de défense sociale ; Heuyer, Professeur à la Faculté de médecine et Président de la Société des prisons ; Potier, Magistrat à la Direction de l'éducation surveillée du ministère de la Justice ; Herzog, Procureur de la République détaché au Parquet de la Seine ; Pinatel, Secrétaire général de la Société internationale de criminologie ; Leroy, Juge au tribunal d'Etampes ; Savatier, Professeur à la Faculté

de droit de Poitiers ; Lebret, Professeur à la Faculté de droit d'Aix ; Voulet, Sous-Directeur de l'Administration pénitentiaire ; M. le Dr. Fouks, et le Doyen Beleza Dos Santos, sont intervenus dans la discussion qui a duré toute la matinée. Au début de la séance de l'après-midi qui a eu lieu à l'Université de Poitiers, M. Vouin, Professeur à la Faculté de droit, a présenté la synthèse des observations échangées dans la séance du matin et M. le Procureur général Besson a tiré la conclusion finale de ces discussions.

Ces premières journées de défense sociale ont remporté un vif succès et nos lecteurs pourront en trouver l'analyse complète dans la chronique de défense sociale du prochain numéro de notre Revue.

CONCLUSIONS D'UNE ÉTUDE EFFECTUÉE AU CENTRE DE FORMATION ET D'ÉTUDES DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE PAR DES MAGISTRATS SPÉCIALISÉS

Nous croyons intéressant de publier le texte suivant d'une communication adressée le 24 avril 1953 par la Direction de l'Éducation Surveillée à tous les magistrats spécialisés en matière d'enfance délinquante. Cette communication n'a pas revêtu la forme d'une circulaire, mais elle a été transmise aux magistrats intéressés par l'intermédiaire des Chefs de Cours.

De sérieux inconvénients résultent souvent d'une application trop systématique des dispositions de l'article 31-2°, de l'Ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, aux termes desquelles :

« Sont compétents pour statuer sur tous incidents, instances modificatives de placement ou de garde, demandes de remise de garde ;

« 2° Sur délégation de compétence accordée par le juge des enfants ou par le tribunal pour enfants ayant primitivement statué, le juge des enfants ou le tribunal pour enfants du domicile des parents, de la personne, de l'œuvre, de l'établissement ou de l'institution à qui le mineur a été confié par décision de justice ainsi que le juge des enfants ou le tribunal pour enfants du lieu où le mineur se trouvera, en fait, placé ou arrêté ».

* * *

La question de la compétence à faire prévaloir en ce qui concerne les instances modificatives ne saurait être résolue avant qu'ait été examinée celle de la compétence au regard de l'instance initiale.

Relativement à l'instance initiale, la compétence est fixée ainsi par l'article 3 de l'ordonnance :

« Sont compétents le tribunal pour enfants ou la Cour d'assises des mineurs du lieu de l'infraction, de la résidence du mineur ou de ses parents ou tuteur, du lieu où le mineur aura été trouvé ou du lieu où il a été placé soit à titre provisoire, soit à titre définitif ».

De ces diverses compétences, dont la première et les dernières énumérées ne se trouvent généralement déterminées que par des circonstances fortuites ou secondaires, celle qui a le plus de titre à être préférée est incontestablement la compétence de la juridiction « de la résidence du mineur ou de ses parents ou tuteur ». C'est en effet cette juridiction qui est le mieux placée « pour parvenir... à la connaissance de la personnalité du mineur » (al. 1 de l'art. 8 de l'ordonnance), en s'aidant de la connaissance directe du milieu habituel d'existence. De surcroît, en ce qui concerne le choix de la mesure éducative la plus appropriée, la juridiction de la résidence est la seule à pouvoir apprécier convenablement, en considération notamment des possibilités du service local, l'opportunité et les chances de succès d'une mise en liberté surveillée.

Dès lors, à l'égard d'un mineur que son passé rattache à un milieu de vie localisé, les autres compétences prévues à l'article 3 de l'ordonnance ne devraient être retenues que dans des situations spéciales (exigences de la manifestation de la vérité, au cas notamment d'une information ouverte contre mineurs et majeurs ; impossibilité ou inconvénients prohibitifs d'un transfèrement à longue distance, etc...). Et il y aurait

(1) On trouvera dans la *Revue de droit pénal et de criminologie*, juin 1953, pp. 872-889 un compte-rendu détaillé des Journées.

lieu d'envisager, le cas échéant, le dessaisissement de la juridiction première saisie en faveur de celle de la résidence.

* * *

Quand ce sera cette dernière juridiction qui aura statué sur l'instance initiale, il y aura, en général, le plus grand avantage à ce qu'elle s'abstienne de déléguer sa compétence à la juridiction du lieu où est domicilié ou installé la personne ou l'établissement à qui le mineur se trouve confié. Aucune juridiction, en effet, n'est plus apte à suivre l'application d'une mesure éducative que celle-là même qui a choisi cette mesure, alors qu'elle bénéficiait, pour ce faire, d'une position privilégiée.

C'est la juridiction de la résidence qui se trouvera dans les meilleures conditions aussi bien pour apprécier l'opportunité d'une mesure modificative ou d'une révision de la part contributive des parents aux frais d'entretien du mineur, que pour organiser le séjour de celui-ci en permission, ou aménager son retour à la vie libre. Il est d'ailleurs à noter que c'est « à la juridiction pour enfants qui a été appelée à statuer » que la personne ou l'institution à qui un mineur a été remis doit, aux termes de l'article 9 du décret du 16 avril 1946 relatif aux personnes, institutions ou services recevant des mineurs délinquants, adresser tous les six mois des renseignements sur ce mineur.

Il conviendrait, en conséquence, de renoncer à ces délégations systématiques de compétence qui prenaient figure de clause de style dans le dispositif des jugements prononçant la remise ou le placement et qui aboutissaient à dessaisir la juridiction connaissant le mineur sans qu'on pût, en contrepartie, faire crédit, pour suivre la rééducation, à la juridiction délégataire, débordée que cette dernière risquait souvent d'être par le nombre de délégations auxquelles pouvait donner lieu l'existence dans son ressort d'un ou plusieurs établissements importants.

La restriction ainsi apportée aux délégations de compétence ne saurait porter préjudice aux mineurs en retardant les mesures nécessaires, puisqu'aux termes du dernier alinéa de l'article 31 de l'ordonnance, « si l'affaire requiert célérité, toutes mesures provisoires pourront être ordonnées par le juge des enfants du lieu où le mineur se trouvera, en fait, placé ou arrêté ».

* * *

La délégation de compétence ne devrait être envisagée que dans les cas exceptionnels où l'intérêt de l'enfant, apprécié par rapport aux circonstances de l'espèce, le commanderait.

Telle est, par exemple, l'hypothèse où la délégation interviendrait précisément en faveur de la juridiction de la résidence du mineur ou de ses parents ou tuteur, lorsque l'instance initiale se serait déroulée devant l'une des autres juridictions compétentes aux termes de l'article 3 de l'ordonnance. De même, en considération de la sortie prochaine d'un mineur placé, la compétence pourrait être déléguée à la juridiction du lieu de placement, lorsque le service de suite de l'internat serait en état d'assurer sur place l'établissement du mineur sortant.

Lorsqu'une délégation paraîtra s'imposer, il y aurait lieu de tenir compte des considérations ci-après :

- 1) La délégation devrait toujours être motivée ;
- 2) La délégation, sauf dans le cas envisagé plus haut, où il y aurait lieu d'y recourir en faveur de la juridiction de la résidence, ne devrait pas être incluse dans le jugement prononçant la mesure initiale de remise ou de placement ; elle n'interviendrait que dans le cours de la rééducation à l'occasion d'un incident déterminé ou de difficultés particulières. Souvent l'utilité de cette délégation aura été reconnue en premier lieu par le juge des enfants du lieu de placement, à l'occasion soit d'un contrôle de l'établissement, soit d'une application du dernier alinéa de l'article 31 de l'ordonnance du 2 février 1945, et c'est ce magistrat qui aura sollicité la délégation ;
- 3) En dehors du cas rappelé au 2° et d'autres cas exceptionnels, tel que celui, également signalé, où il s'agit de pourvoir à l'établissement du mineur sortant dans la région du lieu de placement, la délégation ne devrait pas, en principe, être prononcée en termes généraux. Son objet serait limité à la décision à prendre sur l'incident ou les difficultés du moment. Ainsi la juridiction ayant prononcé la mesure initiale resterait-elle chargée

à titre principal de suivre, en toute hypothèse, la rééducation du mineur, ce qui ne manquerait pas de présenter les plus grands avantages, puisque la rééducation doit être toujours considérée dans son unité et sa continuité ;

4) La délégation de compétence, quelle que soit son étendue, devrait être accompagnée de l'envoi du dossier, cette transmission étant la condition première de l'information dont a besoin la juridiction délégataire ;

5) La juridiction qui délègue devrait être mise au courant par la juridiction délégataire non seulement des décisions juridictionnelles intervenues, mais aussi des diverses diligences effectuées, afin que la juridiction ayant statué sur l'instance initiale et restant chargée, à titre principal, de suivre la rééducation, soit à même de remplir pleinement cette mission ;

6) Il va de soi que la délégation, quelles qu'en aient été les modalités, pourrait toujours être rapportée par la juridiction qui a délégué.

En ce qui concerne les délégations générales actuellement en cours, il serait désirable qu'elles fassent l'objet d'un examen de la part des deux juridictions intéressées et qu'elles soient rapportées chaque fois que leur maintien ne paraîtrait pas justifié par des circonstances particulières.

* * *

Les conclusions qui précèdent ne sauraient détourner les juges des enfants de s'intéresser à la rééducation de ces mineurs qui se trouvent placés dans leur ressort par des juridictions autres que la leur propre. Leur action générale au profit des mineurs se passe en effet du fondement particulier que lui apporterait une délégation judiciaire de compétence, puisqu'elle trouve une base suffisante dans les dispositions réglementaires en vigueur.

Légalement chargé de contrôler les conditions dans lesquelles sont rééduqués les mineurs placés dans son ressort, entretenant à cette fin des relations suivies avec le directeur de chaque établissement, le juge des enfants du lieu de placement tient en particulier la main à l'envoi régulier des renseignements et comptes rendus prévu par les articles 9 et 13 du décret du 16 avril 1946. De surcroît, il est généralement à même de fournir d'utiles renseignements à son collègue compétent en vue des décisions que ce dernier peut être appelé à prendre. Une collaboration devrait donc s'organiser entre les deux magistrats. Le juge du lieu de placement ne manquera pas d'adresser spontanément au juge compétent les indications qu'il estimera opportunes que celui-ci connaisse. Le juge compétent, d'autre part, verra souvent un intérêt à prendre l'avis de son collègue sur les mesures qu'il envisage d'adopter ; ayant recueilli en vue par exemple, de la sortie du mineur placé, l'indispensable avis du directeur de l'établissement, il trouvera profit à se munir, sur cet avis, des observations du juge du lieu. Une simple façon de provoquer ces observations consisterait à passer par l'intermédiaire de ce juge pour consulter l'établissement.

Ainsi le juge compétent parviendra-t-il à prendre sa décision dans les meilleures conditions d'information, puisqu'à la connaissance qu'il possède directement du milieu du mineur, il aura joint celle des résultats de la rééducation entreprise.

VOYAGE D'ÉTUDES PÉNITENTIAIRES

Un certain nombre de professeurs et chargés de cours des Facultés de droit ont pu récemment, au cours d'un voyage d'études dans la région parisienne, le Nord et l'Alsace, entrer en contact avec les réalités pénitentiaires. Initiative utile au premier chef : on ne saurait trop remercier M. Charles Germain, directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice, d'avoir non seulement rendu possible, mais encore facilité de toutes manières ce déplacement, qui eut lieu sous la conduite éclairée de M. Cannat, Contrôleur général des Services pénitentiaires, puis de M. Voulet, Sous-Directeur au ministère de la Justice.

Que ces personnalités veuillent bien trouver ici l'expression de notre gratitude. Il ne s'agit pas pour nous, on s'en doute, d'exposer ici, même sommairement, les principes et la mise en œuvre des nouvelles doctrines pénitentiaires ; des plumes plus

qualifiées que la nôtre ont assumé cette tâche, dans cette *Revue* même, ou en d'autres lieux (v. notamment, Cannat, *La réforme pénitentiaire*, Sirey, 1949 ; Voulet, *Les prisons*, collection « *Que sais-je ?* »). Tout au plus voudrions-nous, en quelques lignes, donner le reflet des impressions reçues par les participants à un voyage d'études riche d'enseignements et d'espoirs.

Une chose frappe d'abord, parce qu'elle est apparente à première vue : c'est le progrès matériel considérable réalisé dans les établissements réformés, malgré les ressources modestes de l'administration. La « prison sans barreaux » n'est plus une formule. Les fenêtres s'élargissent, les grilles disparaissent, les barbelés cèdent la place à des clôtures moins rébarbatives. La T.S.F., le cinéma, le théâtre, les discussions de groupes, constituent les signes d'une profonde évolution des conceptions pénitentiaires, car en ce domaine, un lien étroit unit l'aspect matériel des problèmes et l'esprit qui anime les promoteurs de la réforme pénitentiaire. On ne se conduit pas, on ne s'amende pas dans une cellule sombre, sans eau courante, meublée d'un grabat et d'un tabouret, comme on peut le faire dans une chambre largement éclairée et aérée, avec cosy, fleurs, lavabo, etc...

Et, sans insister sur ce point, force est bien de constater que les résultats obtenus sont, pour l'instant, extrêmement encourageants. L'audace est, en la matière, payante. Il faut un certain effort d'adaptation pour admettre qu'à titre d'étape du système progressif instauré dans les établissements réformés, un condamné aux travaux forcés puisse, en cours de peine, être admis à un régime dit de « semi-liberté », où il travaillera pendant la journée dans l'usine de la ville, mêlé aux ouvriers libres, puis rentrera le soir à la prison centrale, et sera de la sorte parfois appelé à voyager, par le train, sans aucune surveillance.

Tout l'effort de l'administration tend donc, à travers un personnel dont il nous a été agréable de constater la haute valeur, à rééduquer et à reclasser le condamné. Dans ce dessein, les moyens les plus divers sont utilisés. Parmi les plus surprenants il faut citer, à côté de la semi-liberté, et jouant avant toute incarcération et avec le concours des magistrats, la mesure qui consiste, une fois la condamnation définitive prononcée, à différer l'exécution de la peine, après décision du procureur de la République. Nouvel exemple de la désagrégation des frontières autrefois claires et rigides entre les différentes mesures de suspension et d'extinction des peines : à côté du classique sursis judiciaire, naît ainsi aujourd'hui, dans certaines villes, ce sursis administratif. N'est-il pas également significatif de constater, dans un autre domaine, que les textes de 1938 et 1939 sur l'exécution des travaux forcés, qui étaient animés par un certain esprit de rigueur, sont aujourd'hui utilisés par l'administration dans le sens de l'indulgence et pour une meilleure rééducation ? qu'en particulier, la période d'encellulement initial, considérée à l'origine comme une sévérité supplémentaire est devenue avant tout un moyen de mettre en observation le détenu en vue de préparer son relèvement ?

Mais nous devons nous borner. Combien cependant seraient surpris de constater que des condamnés criminels peuvent aujourd'hui apprendre un vrai métier, et quel spectacle que celui de tels hommes penchés sur les machines outils les plus modernes, dont chacune vaut près de deux millions, et qui permettent un véritable apprentissage, celui qui donnera à l'homme, à sa sortie de prison, la possibilité immédiate de se reclasser.

Il y aurait beaucoup à dire encore sur les réformes déjà réalisées en vue de différencier le régime des établissements suivant l'âge des détenus, leur état physique, leurs antécédents, de manière à récupérer tous les éléments amendables ; mais il n'y a là qu'une étape, au dire même de l'administration pénitentiaire, qui souhaite attirer l'attention du législateur, des juges et de l'opinion publique, sur un certain nombre de problèmes.

***

Des réformes localisées, mais importantes, sont depuis longtemps demandées : certaines sont sur le point d'aboutir. Citons par exemple la modification de la solution actuelle selon laquelle le point de départ de l'interdiction de séjour est fixé au jour de la libération définitive, et non à celui de la libération conditionnelle (Crim., 15 mai 1952, *Revue de Science crim.*, 1953, p. 90, n° 3, chronique de M. Légal). Solution logique, sans doute, dans la conception qui fait de la libération conditionnelle l'exécution en liberté d'une peine privative de liberté. Mais solution critiquable, puisque le libéré conditionnel

qui a pu se reclasser dans la ville interdite, jusqu'au jour où sa peine vient à expiration, doit abandonner son emploi alors qu'il recouvre sa liberté définitive.

Autre solution absurde que celle qui consiste à envoyer les jeunes condamnés libérés en âge d'être incorporés — et ils sont nombreux — dans les bataillons d'Afrique, où se perdra le bénéfice de longs mois d'efforts dans les prisons-écoles.

Il faut dire aussi que si les préoccupations budgétaires sont pressantes, elles ne sont pas les seules à étreindre l'administration : on a, partout, grand besoin de ces éducateurs qui constituent la cheville ouvrière du système progressif, et les Comités post-pénaux de leur côté souhaiteraient ardemment voir l'effectif de leurs délégués doubler ou tripler. Peut-être un effort pourrait-il, sur ce point, être tenté par les personnes que ces problèmes intéressent, pour qu'autour d'elles l'élan nécessaire soit donné.

Nous avons aussi entendu des appels s'adressant aux juges : il n'est pas toujours, par exemple, de l'intérêt bien compris des jeunes délinquants, de prononcer à leur égard de trop courtes peines. Seule une peine relativement longue permet en effet au détenu d'apprendre le métier qui lui évitera la récidive, d'obtenir les diplômes professionnels qui faciliteront son reclassement.

Enfin, nous devons nous faire l'écho du désir unanime du personnel de l'administration pénitentiaire en faveur de l'adoption du système de la *sentence indéterminée*, seule à ses yeux propre à rééduquer véritablement, et dans les meilleures conditions, le condamné. Sans doute, sur ce point, l'administration rencontre-t-elle quelque réticence. Et les scrupules des juristes conduisent à s'interroger sur les limites possibles du mouvement de réforme pénitentiaire.

***

C'est une constatation depuis longtemps soulignée que chacune des autorités appelées à se prononcer sur la peine est animée de préoccupations qui lui sont propres. Que l'administration pénitentiaire se soucie avant tout d'amender le détenu, et pour cela, de le rééduquer, puis de le reclasser, rien n'est plus normal. C'est là sa tâche essentielle.

On se demandera seulement si, dans cette mesure, la peine n'est pas exposée à perdre une partie de son caractère intimidant. Sans doute la récidive peut s'atténuer, mais la prévention collective risque d'être affaiblie par ces transformations de la peine privative de liberté. Faut-il alors se résoudre à dissimuler à l'opinion ce que ce nouveau régime peut présenter de relativement attrayant, et à entretenir soigneusement une fort mauvaise réputation aux établissements pénitentiaires, pour une meilleure exemplarité de la peine ? La méthode n'est pas très sûre, tout se sait, serait-ce avec un certain retard.

Peut-être pourrait-on alors compenser cet affaiblissement de l'intensité matérielle de la peine, par l'incertitude de sa durée. Psychologiquement, la plus dure des peines est en effet, semble-t-il, la peine indéterminée. Et le système de la sentence indéterminée permettrait alors, outre les avantages plus haut signalés, de restaurer le caractère intimidant de la peine.

Reste alors le vieil argument de « l'arbitraire administratif ». Certes, il ne porte guère, soulignons-le avec force, dans notre système, où les hommes qui sont à la tête de la réforme, et ceux qui en assurent l'exécution pratique, envisagent leur mission avec la foi du sacrodoce. Mais n'est-il pas permis d'exprimer quelque inquiétude pour le cas où, par un changement de régime et de conceptions, l'administration pénitentiaire viendrait à être livrée à des fonctionnaires moins respectueux de la liberté individuelle ? Beaucoup d'expériences, et non des moindres, ne sont peut-être pas parfaitement légales — et il n'est pas certain qu'en ces matières le *para-légal* puisse s'insérer sans dommage entre le licite et l'illicite.

De sorte qu'à la limite — mais nous assumons alors la responsabilité personnelle de notre opinion — on peut se demander si, par ces conceptions d'administration d'avant-garde, on n'est pas à la veille d'assister à une modification profonde des conceptions même de peine et d'infraction.

L'idée s'est manifestée d'abord pour les mineurs délinquants, pour qui l'infraction commise apparaît moins aujourd'hui comme un événement pénalement grave que comme un fait dont la société peut se servir comme d'un prétexte pour intervenir dans l'éducation du mineur par des mesures appropriées. L'idée gagne chaque jour. Bientôt peut-être, l'infraction définie par le Code pénal et commise par l'individu ne sera plus, pour l'adulte lui-même, cette frontière qui permet de distinguer les honnêtes gens des

malfaiteurs ; elle sera le signe, décelé par le dépistage judiciaire, qu'il est temps pour la société d'intervenir, et, comme on le fait pour un malade, d'aider celui qui est sorti de la bonne voie, à retrouver, parmi ses frères, la route.

Les discussions seront nombreuses encore, et bien des efforts nécessaires. Mais, à mesurer le chemin jarcouru, on peut avoir confiance.

J. LARGUIER.

RÉUNION NATIONALE ITALIENNE D'ÉTUDE POUR LA RÉFORME DE LA PROCÉDURE PÉNALE

La réforme de la procédure pénale a fait l'objet, depuis quelques années, en Italie, de travaux nombreux et de nombreux projets. Une Commission ministérielle avait été constituée par un décret du 2 janvier 1945 pour établir un projet de réforme. Un certain nombre de modifications, plus limitées, ont été également proposées au Parlement italien avant le projet de loi déposé par le ministère de la Justice, le 13 novembre 1952, dont le rédacteur était le Professeur Delitala.

Le Centre National de Prévention et de Défense sociale, constitué à Milan sous la présidence du Sénateur Casati, qui n'est pas ignoré de nos lecteurs et qui a pour but de favoriser l'étude et la réalisation d'un système de prévention et de défense sociale avait, au début de l'année dernière, chargé à son tour une Commission d'étude spéciale d'examiner la réforme de la procédure pénale en s'attachant principalement au projet du ministère de la Justice. Cette Commission, présidée par M. Battaglini, Avocat général à la Cour de cassation de Rome, estima qu'il serait utile d'ouvrir, sur quelques-unes des réformes les plus urgentes de la procédure pénale, une discussion générale devant un Congrès d'experts où se rencontreraient notamment des magistrats, des professeurs, des avocats, et où les divers points de vue pourraient se faire entendre.

Cette réunion a eu lieu du 24 au 26 avril 1953, à Milan et à Bellagio, sous la présidence de M. Enrico de Nicola, ancien Président de la République italienne.

La séance d'ouverture s'est tenue le 24 avril, au Palais de justice de Milan : MM. Casati, Borrelli, Battaglini et Delitala, y prirent successivement la parole, ainsi que M. Jean Graven qui, invité comme spécialiste étranger, situa la réforme de la procédure pénale dans la perspective de la défense sociale. Les séances de travail s'ouvrirent le lendemain 25 avril, à Bellagio, où elles se poursuivirent sans désemparer pendant les journées des 25 et 26 avril.

Dans son rapport introductif, M. Delitala, rédacteur du projet ministériel, avait précisé l'esprit général de la réforme qui consistait avant tout à mettre d'accord la réglementation du procès pénal et les dispositions du nouveau droit constitutionnel de l'Italie. Il s'agissait donc essentiellement de réformes à la fois urgentes, limitées, et pratiquement réalisables. A son tour, M. Battaglini demanda à la réunion d'éviter les discussions purement théoriques ou dogmatiques pour chercher à contribuer à une réforme législative rapide et simple, susceptible d'assurer le respect des droits de l'inculpé et de sa personnalité, tout en donnant au magistrat le moyen de porter ses investigations jusqu'au plus profond de cette personnalité.

Les sujets successivement abordés furent les suivants :

Premier sujet : *Enquêtes préliminaires et police judiciaire*,
Rapporteurs : MM. de Mattia et Dondina.

Deuxième sujet : *Intervention de la défense dans l'instruction*,
Rapporteurs : MM. Vinci, Pisapia et Lener.

Troisième sujet : *Unification de l'instruction*,
Rapporteurs : MM. Guarneri et Donati.

Quatrième sujet : *La détention préventive*,
Rapporteurs : MM. Vassalli et Frisoli.

Cinquième sujet : *L'enquête sur la personnalité de l'inculpé et de la personne offensée à l'instruction*,
Rapporteurs : MM. Ranieri, Macaggi et Curatolo.

* * *

Dans sa séance de l'après-midi du deuxième jour, la réunion s'attacha spécialement à l'étude de l'enquête sur la personnalité de l'inculpé et de la personne offensée, matière sur laquelle s'ouvrit un si large débat que le président du Congrès proposa d'en ajourner la solution à une nouvelle session qui doit se tenir au mois d'octobre 1953 et au cours de laquelle sera également examinée la question de l'expertise.

Au cours de cette deuxième journée, particulièrement importante, de la réunion, un sujet fut spécialement débattu à la suite d'une remarquable intervention de M. Carnelutti « Le problème des pouvoirs de la police dans les enquêtes préliminaires et des moyens propres à en assurer le contrôle par les magistrats ». Le Congrès parut unanime à demander l'abolition de la « Chambre de sûreté », où le prévenu reste à la merci de la police et un vœu fut émis pour que l'individu arrêté soit conduit sans retard dans les services judiciaires où il serait interrogé par un magistrat.

L'intervention de la défense au cours de l'instruction a également provoqué de nombreuses interventions et un large échange de vues. Les intervenants ont cherché, du reste, à aboutir à des conclusions pratiques qui se sont traduites dans les vœux finalement adoptés.

Le problème de la détention préventive fut ensuite abordé de la façon la plus complète, sur un double rapport de MM. Vassalli et Frisoli. Les membres de la réunion se trouvèrent à peu près unanimes à demander la réduction de la détention préventive, en particulier la suppression du mandat d'arrêt obligatoire, tel qu'il fonctionne encore dans la procédure pénale italienne, M. Carnelutti demandant plus spécialement que la seule qualité du délit ne puisse justifier par elle-même l'émission d'un mandat d'arrêt.

Nous ne pouvons exposer ici en détails toutes ces discussions dont la diversité et le caractère élevé méritent d'être spécialement signalés. Nous ne pouvons pas davantage reproduire tous les vœux adoptés, dont la plupart du reste portent sur des modifications techniques et limitées de certains textes du Code de procédure pénale italien. Nous nous bornons donc à en signaler quelques-uns qui nous paraissent avoir un caractère plus général et être, comme tels, susceptibles d'intéresser nos lecteurs, au delà même des frontières de l'Italie.

Ces vœux sont les suivants :

I. — Proposition de M. de Mattia : « Dans chaque circonscription de Tribunal doit être institué un noyau spécialisé de police judiciaire dépendant directement et effectivement de l'autorité judiciaire ».

II. — Proposition de M. de Mattia : « La police judiciaire ne peut procéder en aucun cas et pour aucune raison à des interrogatoires, confrontations et reconnaissances ».

III. — Proposition de M. Carnelutti : « A peine de nullité, on ne doit pas tenir compte des actes accomplis par la police judiciaire, sans nécessité absolue ».

IV. — Proposition de M. Basso : « On ne doit procéder aux interrogatoires, reconnaissances et confrontations à la charge de la police judiciaire que dans les offices judiciaires ou à défaut dans les prisons ».

V. — Proposition de M. de Mattia : « Même en dehors des cas de flagrant délit, les officiers de police judiciaire doivent rester à la disposition des magistrats pour l'interrogatoire de l'accusé quand il existe un motif fondé de croire qu'il a commis un délit pour lequel l'arrestation est obligatoire. Ils peuvent en outre garder pour plus de sûreté quand il existe une crainte fondée de fuite, les personnes envers lesquelles on a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont commis un délit pour lequel l'arrestation est facultative. Lorsque l'interrogatoire ne pourra s'effectuer pour une cause quelconque dans les quarante-huit heures suivant l'arrestation préventive et que celle-ci ne sera pas transformée en arrestation de flagrant délit ou en arrestation sur mandat, la personne arrêtée ne peut être soumise à aucun moyen de contrainte en dehors de ceux strictement nécessaires pour l'exécution de l'arrestation ».

VI. — Vœu proposé par M. Gramatica : « Que l'article 238 bis du projet prévoie, sous forme de sanction, des garanties meilleures pour la liberté de l'individu et, spécialement que, en cas de publicité donnée à l'arrestation, prise puis révoquée, il soit possible d'obtenir la publication de la disposition de révocation ».

VII. — Proposition de M. Lener : « Qu'après le premier interrogatoire de l'accusé, il lui soit consenti un entretien avec son défenseur ».

VIII. — Proposition de M. Carnelutti : « Le Congrès émet le vœu que la qualité du délit ne puisse pas par elle-même, justifier la détention préventive ».

« Le Congrès émet le vœu que les circonstances qui légitiment le pouvoir du juge d'ordonner la détention préventive soient rigoureusement déterminées par la loi ».

« Le Congrès émet le vœu que la disposition qui ordonne la détention préventive soit motivée ».

« Le Congrès émet le vœu que l'on puisse pourvoir aux exigences de garantie du procès, à la fois par la détention préventive et par la liberté surveillée ».

« Le Congrès émet le vœu que lorsqu'il se sera écoulé une année à partir du jour de la clôture de l'instruction, sans que soit prononcée une sentence du premier degré, on procède à l'élargissement automatique du prévenu ».

* * *

Serait-il permis à un observateur étranger de dire tout l'intérêt qu'il a pris à suivre des débats aussi riches et aussi poussés ? Ce qui frappait le criminaliste venu de France, comme aussi sans doute celui qui venait de tout autre pays de l'Europe occidentale, c'est le grand souci d'assurer la protection de la liberté, des droits individuels et de la dignité de la personne humaine qui se faisait jour au cours des discussions relatives à l'enquête préliminaire, au rôle de la police, à la réglementation de la détention préventive. Il apparaissait alors que, compte tenu des différences nécessaires entre les techniques procédurales des divers pays, les mêmes problèmes se posaient en réalité pour tous, au regard d'une civilisation et d'une tradition communes. Ils se posent même avec une acuité particulière à un moment où la vieille Europe, et spécialement l'Europe occidentale, cherche à retrouver son équilibre et à réaliser les réformes indispensables. Le malaise actuel vient sans doute, pour une large part, des événements de ces 15 dernières années, et on y retrouve assurément le contre-coup de la période autoritaire qui a marqué, pendant près de 20 ans, certaines réformes de droit et de procédure. Mais il faut sans aucun doute aller plus loin. L'inquiétude actuelle des juristes vient, en grande partie, de ce que la procédure habituelle, celle du XIX^e siècle, même révisée ou rajeunie, ne paraît plus correspondre aux nécessités du procès pénal moderne où la personnalité du délinquant doit nécessairement jouer le premier rôle. Dès l'ouverture des travaux de Milan, M. Graven avait justement mis en lumière cet aspect essentiel du problème.

Les discussions, très concrètes et volontairement limitées à certains points précis, du Congrès de Bellagio ont fait apparaître le désir et sans doute la possibilité de trouver une *media via* où certaines réformes urgentes puissent rencontrer une adhésion quasi unanime. Le problème fondamental n'en subsiste pas moins et l'opposition des écoles encore si vivace et si tenace en Italie permet au contraire d'en mesurer toute l'ampleur.

C'est là un point sur lequel il sera nécessaire de revenir. Dans le désarroi actuel de l'Europe occidentale, des efforts multiples et parfois inconscients tendent à la recherche nouvelle d'un équilibre qui, trop souvent, semble se rompre aussitôt qu'il a été atteint. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le problème en ce qui concerne la procédure est dominé par la question de savoir ce que l'on veut faire dans le procès pénal. S'agit-il d'établir un fait et de punir un coupable, s'agit-il au contraire, ou en même temps, d'expliquer une action humaine pour apprécier, chez un homme, son aptitude à revenir au bien ?

Le droit procédural actuel est le plus souvent à mi-chemin entre ces deux tendances, et de là vient sans doute pour une bonne part, le malaise que ressentent théoriciens et praticiens. Mais, là même où continue à dominer la préoccupation de rechercher et de punir un *coupable*, on entend désormais que des garanties efficaces soient assurées à cet *homme*, qui est l'objet traditionnel du procès et qui, par une évolution naturelle, en devient en quelque sorte le sujet. Cette humanisation du procès pénal n'a rien qui doive effrayer deux pays nourris de la tradition humaniste.

M.A.

VI^e CONGRÈS NATIONAL DE L'AUMONERIE GÉNÉRALE DES PRISONS ET DU SECOURS CATHOLIQUE

Le VI^e Congrès National des Prisons, organisé par l'Aumônerie générale des prisons et le Secours catholique, s'est tenu à Lourdes les 28, 29 et 30 avril 1953.

Plus de trois cents congressistes — aumôniers, assistantes sociales de prisons, magistrats, psychiatres, visiteurs — participèrent à ces journées d'études, qui réunirent plusieurs personnalités venues de l'étranger (Belgique, Suisse, Italie, Autriche).

Le Docteur Lafon, Professeur à la Faculté de médecine de Montpellier ; Maître Nicolet, avocat au Barreau de Genève ; M. Destouet, Avocat général à la Cour d'appel de Pau et le R.P. Vernet, S.J. Aumônier du Centre National d'Orientation de Fresnes, traitèrent des différents aspects, médicaux, sociaux, juridiques et spirituels du problème de la récidive.

On peut dégager des importants travaux de ce Congrès, quelques grandes idées essentielles sur les trois principaux points suivants :

- situation actuelle,
- explications de cette situation,
- remèdes à y apporter.

Comment se présente actuellement la situation ?

« Lorsque nous pénétrons dans les prisons observe le R.P. Vernet, nous pouvons constater que les effectifs ont diminué : 25.000 détenus de droit commun en 1952 au lieu de 28.000 en 1951 ou de 38.000 en 1948 ». Mais si on se livre à un rapide calcul, on s'aperçoit que les récidivistes représentent la moitié des condamnés, et le tiers des détenus. C'est en effet une semblable proportion qu'accusent les statistiques du Centre National de Fresnes, puisque, sur les 800 premiers condamnés à de longues peines, on relève 360 récidivistes, soit presque la moitié.

En somme, sur 3 sujets en détention, il y a 1 prévenu, 1 délinquant primaire et 1 récidiviste en fait ou en puissance.

Comment expliquer cette situation ?

« Si l'on veut éviter la récidive, et qui plus est, l'aggravation, déclare le Professeur Lafon, il y a une double action de prophylaxie et de cure qui ne peut être entreprise que si l'on connaît bien les mécanismes de la délinquance et de la récidive ».

Un sondage effectué sur 100 relégués à montré que 43 % d'entre eux avaient commis leur premier délit avant 18 ans, 18 % entre 18 et 21 ans. Le Professeur Heuyer a écrit que 752 sur 1.000 des clients habituels des prisons et des récidivistes ont fourni dès leur enfance la preuve qu'ils avaient déjà des tendances anti-sociales.

C'est pourquoi, selon M^e Nicolet, la récidive se présente comme un double symptôme : 1^o symptôme d'un état déficient, constitutionnel ou acquis, mental, éducatif ou même physique. Toute récidive commande l'examen complet du délinquant avant son jugement.

2^o Symptôme d'un désordre social : jugement inadéquat, manque de connaissance du sujet, la prison facteur criminogène, le patronage post-pénal insuffisant ou inadapté.

Les récidivistes ont, en règle générale, été des *criminels précoces* ; d'autre part, environ le quart des criminels précoces deviennent plus tard des « délinquants d'habitude » incorrigibles. L'inquiétant, dit encore le Professeur Lafon, c'est qu'après le jugement, le dossier est fermé. Lorsque le condamné aura purgé sa peine, personne ne rouvrira ce dossier pour prendre connaissance de ce qu'avait dit le psychiatre et tenter de remédier au mal en évitant la récidive.

Quels remèdes, quelles solutions ont été préconisées lors du Congrès ?

L'homme devient criminel par conjonction de trois éléments : prédispositions, influences du milieu, occasion qui joue le rôle de catalyseur et détermine la réaction criminelle. Comme le dit le Professeur de Greeff, de Louvain, insistant sur le fait que les facteurs spirituels et affectifs, sont essentiels dans l'adaptation sociale : « pour guérir de tels récidivistes, il faudrait pouvoir remonter le temps et l'âge d'apparition des principaux instincts, et ce serait remonter la marche du temps. On ne peut créer des habitudes honnêtes que là où il existe des tendances à quelque chose ; on ne peut plus rien créer là où les tendances sociales sont mortes avant d'avoir pu être accrochées à la personnalité ».

Les remèdes : *prophylaxie, cure individuelle et aide sociale*, proposés par le Congrès, s'analysent de la façon suivante :

1. *L'examen individuel des détenus* s'impose. Mais une *collaboration prolongée* doit s'établir entre ceux qui ont traité le sujet (médecin, psychiatre, éducateurs) et ceux qui peuvent participer à son reclassement.

2. A l'intérieur même de la prison, une *séparation des diverses catégories de détenus* s'impose, afin notamment de permettre aux détenus primaires de se relever dès la prison.

3. *Le reclassement des libérés ne doit pas être entravé* : M. l'Avocat général Destouet réclame en particulier la modification de la loi sur le recrutement de l'armée afin d'éviter l'envoi aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique des jeunes condamnés ayant donné des gages de relèvement.

Dans le même sens, s'impose *l'aménagement et même la suppression de la loi d'interdiction de séjour*.

4. Enfin, il est essentiel de *préparer l'avenir* des futurs libérés, en leur apprenant un métier rémunérateur, s'accordant avec les aptitudes et les possibilités de chacun. Le travail dans les prisons, judicieusement choisi, et imposé à tous, redonnerait à certains une conscience, à plusieurs le moyen de vivre honnêtement, à beaucoup l'espoir de ne plus récidiver.

Ce Congrès offre, une fois de plus, la preuve de l'intérêt qu'il y a à considérer les problèmes pénitentiaires de tous les points de vue possibles, administratif, médical, religieux et humain.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE 1952

(Atlantic City, New Jersey).

L'*American Prison Association* a organisé, du 5 au 10 octobre 1952 un Congrès pénitentiaire à Atlantic City, New Jersey.

L'Association américaine des prisons, fondée en 1870, a pour but le perfectionnement de la législation en ce qui concerne les délits et les délinquants, et la procédure ; l'étude des causes de la criminalité, du caractère des délinquants et de leur milieu social, ainsi que des meilleurs moyens de les traiter et de prévenir le crime ; la réforme des institutions pénitentiaires dans le pays et l'aide post-pénale.

Le Congrès d'octobre 1952 rentrait par conséquent dans le cadre de ces idées. Parmi les sujets traités, citons notamment : le rôle et les moyens d'agir des aumôniers ; le crime organisé aux Etats-Unis aujourd'hui et les résultats des dernières enquêtes ; le contrôle du crime organisé au niveau du gouvernement fédéral ; le contrôle du crime organisé et les gouvernements d'Etat ; les recherches concernant le développement des moyens de mesurer les effets du traitement pénitentiaire ; la menace des stupéfiants aux Etats-Unis ; l'aspect psychiatrique des femmes délinquantes dans la prison pour femmes de New-York ; les rapports entre l'éducation et l'administration dans le travail pénitentiaire.

D'autres conférences ont traité des problèmes posés par la Probation et la Parole, du rôle des tables de prédiction, des rapports entre les éducateurs et les gardiens, des questions psychologiques, de l'influence réciproque des détenus. Il est certain que de tels congrès, ouverts à tous les spécialistes intéressés dans la question, doivent beaucoup aider le progrès des réformes en matière pénale et pénitentiaire.

A L'ASSOCIATION DES CRIMINALISTES SUÉDOIS

L'Association des criminalistes suédois (*Svenska kriminalistföreningen*) a tenu à Stockholm, les 8 et 9 mai 1953, son assemblée annuelle ordinaire. Les discussions portèrent sur le nouveau projet de « Titre des infractions » (1). Les rapports étaient dus à MM. Nils Beckman, Conseiller au Tribunal suprême (Les infractions contre les personnes), Hugo Digma, Conseiller à la Cour d'appel (Questions pénales générales) ; Sten Rudholm, Procureur près la Cour d'appel (La diffamation).

(1) Cette *Revue*, n° 2, 1953, pp. 366 et 367.

M. Hardy Göransson, Directeur de l'Administration pénitentiaire, a été réélu à la présidence de l'Association ; de même furent réélus au Comité de direction : M. Nils Beckman, le Professeur Ivar Agge, le Président Erik Bendy, le Procureur général Maths Heuman, M. Gustav Jonsson, M^e Hugo Lindberg, le Procureur Gustaf Persson, les Professeurs Ivar Strahl et Folke Walter ; par ailleurs, le Procureur Carl Holmberg et M. Gunnar Rudstedt prirent place au Comité de direction.

M.R.L.

SESSION D'ÉTUDE SUR L'ORGANISATION DES PRISONS ET BORSTALS EN ANGLETERRE ET AU PAYS DE GALLES

(Londres, 10-23 mai 1953).

Ces journées d'étude, organisées par les soins de la Prison Commission avec le concours du British Council, réunirent à Londres une dizaine de sessionnaires de différentes nationalités. La session comportait une série de conférences destinées à donner un aperçu général du droit pénal anglais et des institutions administratives et judiciaires, ainsi qu'une documentation aussi complète que possible sur l'organisation pénitentiaire actuelle. Ces conférences, toujours suivies d'échanges de vues entre représentants de la Prison Commission et sessionnaires, furent complétées de visites d'établissements divers situés près de Londres, dans le Kent et aux environs de Bristol : prison centrale ouverte pour Stars, prison régionale ouverte, prison régionale fermée, prison ouverte pour courtes peines, centre d'observation, Borstal de garçons, Borstal de filles. Certains aspects de l'organisation anglaise ont retenu plus spécialement l'attention des sessionnaires. Le nombre relativement important d'établissements « ouverts » (dont beaucoup sont nés de la nécessité pratique de remédier à une pénurie de locaux pénitentiaires au regard d'un accroissement considérable de la population pénale). Le souci d'assurer aux détenus des conditions matérielles satisfaisantes (hygiène, vêtement, alimentation), le développement dans presque tous les établissements de programmes variés de cours du soir et d'activités culturelles et éducatives. L'assistance post-pénale, tout au moins, en ce qui concerne certaines catégories de condamnés (jeunes libérés de Borstal, condamnés au « corrective training » et à la « preventive detention ») paraît tenir une place très importante, tandis que l'absence de service social dans la majorité des établissements ne laisse pas de surprendre. D'une façon générale il semble que l'on attache moins de prix à l'utilisation de méthodes scientifiques d'observation et de traitement qu'aux qualités innées et à l'expérience d'un personnel soigneusement sélectionné.

G.M.

III^e CONGRÈS INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE

(Londres, septembre 1955).

Le III^e Congrès International de Criminologie doit se tenir à Londres en septembre 1955. Tandis que le II^e Congrès International en 1950, à Paris, s'était donné comme but de dresser une sorte d'inventaire général de l'état des études criminologiques dans le monde, le III^e Congrès plus modeste ne désire se consacrer qu'à un seul sujet « Le récidivisme ». Ce terme de récidivisme a été choisi intentionnellement en tant que terme criminologique par contraste à récidive, terme purement juridique.

L'ordre du jour comporte les points suivants :

- 1) Définition et Etude statistique du récidivisme.
- 2) Description des différentes formes du récidivisme et leur évolution.
- 3) Causes du récidivisme.
- 4) Pronostic du récidivisme.
- 5) Traitement du récidivisme.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL, PROCÉDURE CRIMINELLE ET OUVRAGES AUXILIAIRES

Le ministère public, par Francisque Goyet, 3^e éd., mise à jour par Marcel Rousselet et Maurice Patin, Recueil Sirey, Paris, 1953, 566 pages.

Lors de la deuxième édition du *Ministère public* de Goyet parue en 1939, deux ans après le décès prématuré de ce dernier, ses successeurs MM. Marcel Rousselet et Maurice Patin expliquaient les raisons pour lesquelles ils avaient décidé d'assurer la reprise de cet ouvrage. C'était, disaient-ils, en raison du succès qu'il avait rencontré auprès des candidats à l'examen de la magistrature.

A la vérité MM. Rousselet et Patin devenus respectivement aujourd'hui, Premier Président de la Cour d'appel de Paris, et Conseiller à la Cour de cassation, étaient trop modestes car le livre dépassait singulièrement le cadre d'un tel enseignement.

Par les vastes perspectives qu'il ouvrait sur toute l'activité du *Ministère public*, il se plaçait déjà parmi les ouvrages de fond indispensables au juriste.

Cette impression se précise et s'accroît à la lecture de la troisième édition qui vient de paraître.

MM. Rousselet et Patin y donnent la mesure de leurs connaissances et montrent qu'ils ne sont pas de ceux qui se laissent enfermer dans les limites étroites d'une seule discipline.

Plaçant le magistrat du Ministère public au centre de convergence de leur étude, ils le montrent non seulement dans l'exercice de l'action publique, mais encore dans les nombreux domaines où l'ordre public l'appelle à l'action.

Aussi bien deux parties presque égales par leur densité sont-elles consacrées à ces divers aspects de leur activité.

* * *

C'est la seconde partie qui concerne la tâche traditionnelle du Ministère public : celle relative à l'exercice de l'action publique.

Rien n'y est négligé de ce qui peut intéresser ceux qui se penchent sur ces questions.

Les auteurs ont en quelque sorte décomposé le mécanisme procédural des affaires pénales depuis l'entrée en scène des officiers et agents de la police judiciaire jusqu'à l'exécution des décisions de justice. Et lorsqu'ils abordent entre temps le côté purement judiciaire du procès répressif, ils mettent avec beaucoup de bonheur l'accent sur la mise en mouvement de l'action publique et les divers modes de procéder mis à la disposition du Ministère public pour exercer l'action publique. Plusieurs chapitres sont aussi réservés à l'instruction préparatoire dont ils suivent le développement jusque devant les juridictions compétentes pour statuer sur les ordonnances du juge d'instruction.

Cette phase de l'instruction préparatoire étant exposée, c'est le procès répressif se déroulant devant la juridiction de jugement qui est étudié.

C'est enfin toute la procédure devant les instances supérieures qui se trouve analysée.

En procédant à la lecture de cette partie de l'ouvrage, on sent déjà qu'il est parcouru d'un souffle intense de réalisme qui ne peut que combler d'aise tous les praticiens.

* * *

Mais c'est avec l'autre partie, la première, qu'apparaît surtout cet aspect de l'ouvrage — qui lui confère une incontestable originalité.

Qu'il agisse devant les juridictions civiles comme partie principale ou comme partie jointe ; qu'il entre en relations avec les administrations publiques, les autorités administratives ou les auxiliaires de la Justice ; qu'il joue le rôle de surveillance que la loi lui confie en matière d'état civil, de nationalité, de protection des incapables, ou d'assistance judiciaire ; qu'il remplisse les multiples attributions qui lui ont été données par d'innombrables lois, on voit le magistrat du Ministère public aux prises avec de très nombreuses difficultés.

* * *

Du panorama que les auteurs donnent ainsi de l'activité du *Ministère public* se dégage une certitude qui est particulièrement réconfortante pour la Justice ; c'est qu'il n'est pas possible ni même pensable qu'elle puisse être scindée pour devenir d'un côté la justice civile et de l'autre la justice pénale.

L'énumération des diverses branches dans lesquelles les magistrats du *Ministère public* doivent agir est un éloquent plaidoyer en faveur de la thèse de l'unité de la Justice.

* * *

Il est enfin un autre signe encourageant qui mérite d'être noté. C'est que les magistrats du Ministère public exercent une fonction qui exige d'eux les mêmes qualités que celles qui sont demandées aux magistrats du siège, non seulement par le savoir, mais encore par la nécessité de rendre eux-mêmes des jugements, ce qu'ils font chaque jour au sens large du mot lorsque sous le feu de l'actualité judiciaire ils sont appelés à prendre une décision quant à la suite à donner aux affaires.

Cette décision motivée, soit en fait, soit en droit, n'est qu'une variété de jugement. Et les censures qui ne manquent pas de s'exercer mettent leur sagacité à une rude épreuve.

On leur demande même de faire preuve de qualités exceptionnelles lorsqu'on les autorise à placer cette décision sur le plan de l'opportunité. C'est leur prêter ainsi un sens aigu des relations humaines et des contingences de toutes sortes qui peuvent être prises en considération sur ce terrain qui relève de la psychologie.

MM. Rousselet et Patin n'ont pas manqué de dire l'essentiel sur les décisions que le Ministère public est appelé à prendre.

Nous nous permettrons d'y ajouter un souhait : c'est que la fréquentation de ces auteurs incite les magistrats du Ministère public à se dégager de l'esprit parquettier qui leur est parfois attribué et qui est la négation même des qualités qu'ils doivent mettre en œuvre pour apporter leur contribution à la dispensation de la Justice.

O. BESSON.

Fichier pénal, 14^e série, par F. Gollety, M. Liotard et J. Vassogne, Charles Lavauzelle et C^{ie}, Editeurs, Paris, Limoges, Nancy.

Nos lecteurs qui connaissent déjà le *Fichier pénal* de MM. Gollety, Liotard et Vassogne dont nous avons signalé ici même les premières séries, seront heureux d'apprendre que la 4^e série vient de paraître. Nous ne pouvons guère que répéter ici ce que nous avons dit lors de la publication de la série précédente (v. cette *Revue*, 1952, p. 327) où nous indiquions tout le bien que nous pensons de cet ouvrage, toute son utilité et la grande somme de travail qu'il représente.

Les nouvelles fiches prennent, alphabétiquement, leur place parmi les anciennes. Elles sont d'ailleurs nombreuses et nous relevons parmi elles des sujets importants comme l'*Adullère*, les *Amendes pénales*, l'*Avortement criminel*, pour ne choisir les sujets qu'au hasard parmi ceux de la lettre A. Certaines fiches ont dû être renouvelées, comme celles des *Amendes pénales*, des *Dentistes*, des *Médailles* et remplacent les anciennes.

On attend avec impatience — mais avec une impatience compréhensive — car nous savons quel effort la mise au point d'un tel fichier représente — la publication de la

5^e et dernière série : car un tel recueil ne peut répondre à toute son utilité que lorsqu'il est complet. Néanmoins, déjà dans l'état actuel, il peut déjà rendre et il rendra les plus grands services.

M. A.

Der Handlungsbegriff im Verbrechenssystem (La notion de l'acte dans le système pénal), par Werner Maihofer, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1953, 73 pages.

L'auteur distingue trois formes fondamentales et trois fonctions fondamentales de la notion d'acte dans le système du droit pénal. Les formes sont la notion naturelle, la notion téléologique et la notion sociale de l'acte ; en ce qui concerne les fonctions, il s'agit de la portée logique, de la portée systématique et de la portée pratique de la notion d'acte. Une analyse de ces catégories permet à l'auteur d'en déduire les postulats qui doivent être satisfaits par tout acte ayant sa place et son rôle dans un système pénal.

Nous signalons l'étude de M. Maihofer à l'intention de ceux de nos lecteurs qui s'intéressent plus particulièrement à l'analyse poussée des notions juridiques. Nous regrettons que l'auteur n'ait pas complété ses développements par une définition introductive de son objet et, surtout, par un exposé de ses conclusions : celles-ci auraient été susceptibles d'attirer davantage l'attention sur l'étude que son auteur a entreprise et approfondie, malgré les nombreuses difficultés présentées par cette matière essentiellement théorique.

I. Z.

II. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL

Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale, Extrait de la Revue de droit pénal et de criminologie, mai 1953, 95 pages.

L'avortement licite ou la réglementation de l'interruption non punissable de la grossesse en droit pénal suisse, par Jean Graven, Extrait de la Revue pénale suisse, 1952, 85 pages.

Nos lecteurs auront trouvé ci-dessus, sous la rubrique des *Informations et Variétés*, le compte rendu des Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale qui se sont tenues au Palais de Justice de Bruxelles les 8 et 9 mai 1953, avec un grand succès, sous la présidence de M. le Procureur général Cornil. Une analyse détaillée des discussions a paru dans la *Revue de droit pénal et de criminologie* et la grande revue belge avait eu l'excellente initiative de publier, dès avant la tenue de ces Journées, un fascicule spécial contenant les quatre rapports préparatoires présentés par deux juristes et deux médecins belges et français, qui ont les uns et les autres développé ces rapports au début de la discussion. La brochure qui les contient constitue un apport, qui ne saurait plus être négligé, à l'étude du problème de l'avortement criminel.

C'est sous ce titre « Le problème de l'avortement » que figure en tête le rapport de M. le Doyen Pierre Bouzat qui a, en fait, alimenté essentiellement les discussions et sur lequel nous allons revenir.

M. le Dr Dérobert a, dans un rapport bien documenté, examiné les possibilités médicales dans la répression de l'avortement criminel : il a insisté spécialement sur l'importance du secret professionnel, entendu de façon absolue, suivant la tradition française, et dont il s'est fait le défenseur convaincu. MM. Van Hoorebeke, avocat à la Cour d'appel de Gand, et F. Dumon, substitut du procureur général près cette même Cour, ont présenté le rapport juridique belge, qui examine très objectivement le problème en droit et fait très heureusement leur place aux données du droit comparé que l'on ne saurait négliger en la matière. Le problème délicat de l'avortement thérapeutique a aussi été examiné par eux de manière attentive et nuancée. Enfin M. le Dr Moureau, professeur à l'Université de Liège, examine les possibilités de répression de l'avortement du point de vue du médecin, pour conclure, en demandant la déclaration obligatoire des avortements auprès d'un médecin inspecteur assermenté, un contrôle sévère des décès féminins et un renforcement de la législation sur l'exposition, la vente ou la détention des objets ou moyens abortifs.

Tous ces rapports fournissaient également matière à réflexion et à discussion. Si le

rapport de M. Bouzat a paru soulever le plus de controverses, c'est que notre éminent collaborateur s'était résolument placé sur le terrain de la *lex ferenda* et qu'il n'avait pas hésité, sans doute pour mieux susciter la discussion, à adopter une position répressive extrême. M. Bouzat allait en effet jusqu'à demander une aggravation systématique de la répression comportant dans certains cas l'application de la peine capitale. Inquiet de ce qui lui paraissait être une trop grande mansuétude des tribunaux de droit commun, il réclamait l'institution de juridictions spéciales composées par un magistrat professionnel, père de famille, assisté de deux assesses non professionnels (un père de famille nombreuse, membre d'un groupement d'action familiale et une mère de famille décorée de la médaille de la famille française). Est-il besoin de dire que cette position, sans doute volontairement excessive, était appelée à susciter des réactions nombreuses ? On peut regretter que le Congrès, après avoir longuement discuté la question du contrôle des maisons d'accouchements, n'ait pas eu le temps d'aborder les problèmes de compétence et d'organisation judiciaire soulevés par M. Pierre Bouzat. Le tribunal spécial proposé par lui et la rigueur extrême de la répression rappelaient si bien la législation de Vichy qu'on s'étonnait presque, à vrai dire, que M. Bouzat n'eût pas proposé également, comme l'avait fait Vichy, l'exclusion des circonstances atténuantes et du sursis. L'éminent rapporteur français n'a pas voulu sur ces deux points déroger aux règles de l'individualisation judiciaire ; et il est permis de penser que sa proposition de tribunal spécial relève plus de cette combativité dont il aime à faire preuve dans les réunions internationales que d'une conviction longuement réfléchie.

Quoi qu'il en soit, son étude mérite d'être lue avec soin par tous ceux qui s'attachent au problème de l'avortement. On regrettera seulement que M. Bouzat, tout en signalant l'innovation de l'article 317 nouveau du Code pénal français qui a introduit dans le système de répression l'interdiction d'exercer la profession, n'ait pas insisté davantage sur l'importance que présenterait, en une matière comme celle de l'avortement, un système soigneusement établi de mesures de sûreté. On peut regretter aussi qu'il n'ait pas davantage utilisé les enseignements du droit comparé et qu'il ait paru admettre, à certains égards, que l'avortement était un problème français ou du moins un problème national qui pouvait être résolu sur un plan purement interne. Il existe en législation un mouvement de réforme qui s'est fait sentir en cette matière et dont on aurait tort de croire qu'il a été inspiré simplement par un humanitarisme mal conscient des problèmes démocratiques actuels. Les quelques allusions que M. Bouzat a faites en passant au système suisse ne suffisent pas à écarter une expérience sur laquelle il y a grand intérêt à se pencher.

L'étude de M. Jean Graven sur l'avortement licite permet précisément sur ce point d'utiles comparaisons. On sait que l'article 120 du Code pénal suisse de 1937 a permis dans certains cas l'interruption légale de la grossesse grâce à l'avis de deux médecins dont le second doit être un spécialiste autorisé à délivrer cet « avis conforme ». Il semble que, dans le canton de Genève en particulier, le nombre de ces avortements thérapeutiques ait rapidement augmenté, à tel point, dit-on, qu'en 1948-1949 on y aurait compté plus d'avortement autorisés que de naissances. Genève aurait ainsi tendu à devenir un centre d'avortement au point qu'on en soit venu à parler à cet égard d'une « industrie genevoise » et que des femmes soucieuses de ne pas donner naissance à l'enfant qu'elles portaient, y soient venues d'autres cantons et de pays limitrophes de la Suisse, en particulier de la France. M. Graven a pensé qu'il était utile de procéder à un examen juridique de ce problème, principalement au lendemain de la publication d'une étude du Dr Flournoy, l'un des médecins spécialistes autorisés précisément à délivrer l'avis conforme prévu par l'article 120 du Code pénal suisse.

M. Graven relève tout d'abord un certain nombre de cas particuliers cités par les médecins comme leur ayant paru susceptibles d'entraîner l'interruption thérapeutique légale de la grossesse. Il ne suffit pas cependant, comme le signale M. Graven, que le médecin pour des raisons d'espèce et quelquefois pour des raisons de sentiment, puisse estimer désirable en fait l'interruption d'une grossesse. Bien que la proposition en ait été faite lors des travaux préparatoires du Code pénal suisse, ce Code n'a pas entendu autoriser dans tous les cas l'avortement et le principe reste bien celui de l'incrimination. L'interruption de la grossesse n'est donc permise que lorsque celle-ci est indispensable pour des raisons proprement médicales : la loi n'a pas autorisé l'avortement pour des raisons sociales ou personnelles. Il faudra donc que la vie de la mère ait été en danger ; si l'avortement est dû à des considérations d'honneur ou aux conditions économiques

dans lesquelles se trouve la femme, le juge a seulement la faculté d'accorder une réduction de peine qui peut être très large ; mais le fait même qu'il y ait réduction de peine prouve qu'on reste dans le cadre de l'incrimination.

La difficulté semble être venue des cas limites, notamment de ceux où une grossesse illégitime a pu entraîner une dépression nerveuse grave susceptible de dégénérer en idée de suicide. Il semble qu'à cet égard la pratique médicale ait été assez large et que des considérations éthiques, économiques ou sociales aient souvent inspiré l'avis conforme du médecin. Ceux-ci n'ont-ils pas dans certains cas indiqué qu'il avait fallu éviter un « désastre social de la famille » ? Il y a là, selon M. Graven, une déviation du texte. Si l'on entend légitimer l'avortement dans de pareils cas, une modification de l'article 120 paraît nécessaire. On pourrait alors s'inspirer des lois adoptées par certains pays, comme la loi finlandaise du 17 février 1950 par exemple. Mais, se demande M. Graven « légaliser l'avortement pour l'indication sociale et non seulement médicale, n'est-ce pas l'admettre en réalité dans tous les cas où il sera requis avec obstination ? ». N'est-ce donc pas risquer en fait de légaliser purement et simplement l'avortement ? L'opinion publique ne paraît pas à M. Graven en être là en Suisse, et peut-être s'orientait-on au contraire vers une aggravation du système prévu par le Code de 1937. L'article 120 est en réalité un texte de transaction où l'admission de la seule indication médicale a été la cession extrême admise par ceux qui restent partisans de l'incrimination générale de l'avortement.

M. Graven, rejoignant ici d'ailleurs à certains égards les conclusions de M. Bouzat et celles de M. Dumon, insiste sur le rôle que peuvent jouer en cette matière les mesures préventives : l'assistance aux futures mères, l'action éducative et sociale et enfin l'établissement de certaines sanctions frappant l'abandon par un homme de la femme qu'il a rendue enceinte. On peut estimer en effet que, du point de vue de la prévention, cette dernière mesure présenterait une efficacité certaine. Les cas d'avortement dits thérapeutiques suivant une indication purement sociale, se ramènent en effet trop souvent au cas où la femme se trouve abandonnée. La suggestion de M. Graven pourrait donc être utilement retenue ; mais on peut se demander si elle ne soulèvera pas certaines objections de la part des civilistes qui, soucieux de défendre avant tout la famille légitime, s'insurgent contre la proposition, faite par certains, de considérer à l'occasion l'abandon de la femme par un homme qui n'est pas son mari comme un délit civil. Le problème de l'avortement est en réalité un problème extrêmement complexe et, quoi qu'on fasse, on ne peut s'empêcher de remarquer que dans l'opinion il est loin de soulever une réprobation aussi totale que le voudraient certains esprits répressifs. Peut-être aussi, comme le suggérait à Bruxelles M. Paul Cornil, conviendrait-il avant tout de mieux marquer dans le système de répression et en allant peut-être dans certains cas jusqu'à l'impunité de la femme, la différence qui existe entre la malheureuse qui se fait avorter et la personne qui provoque ou qui pratique cet avortement. Quoi qu'il en soit, les discussions de Bruxelles, les rapports préparatoires et l'étude de M. Graven apportent sur ce problème une documentation qui mérite d'être prise très sérieusement en considération.

M. A.

Le système de la répression de l'homicide en droit suisse, par Jean Graven, juge à la Cour de Cassation, professeur à l'Université de Genève, Extrait de la Revue de droit pénal et de criminologie, janvier 1951, 74 pages.

Le système de la répression de l'homicide en droit suisse, écrit pour satisfaire au désir de la Royal Commission on Capital Punishment britannique de connaître les divers systèmes légaux en vigueur à l'étranger, et notamment en Suisse, peut être considéré comme un exposé modèle. Le sujet est traité d'une façon complète, le plan clair et rigoureux. On possède là, en plus de l'exposé du sujet proprement dit, une sorte de coupe à travers tous les problèmes généraux du droit pénal et pénitentiaire suisse, pris sous l'angle de l'homicide.

Un premier chapitre traite de la réglementation de la répression de l'homicide et étudie tour à tour l'homicide et ses conditions (l'acte matériel homicide et l'importance de l'attitude subjective du délinquant) ; l'homicide et ses degrés (la division tripartite et les caractéristiques des divers degrés d'homicide) ; la responsabilité des participants (la participation pendant l'infraction, avant l'infraction, l'incommunicabilité des circonstances personnelles) ; l'homicide consenti ; la provocation et ses effets ; l'homi-

cide indirect. Le deuxième chapitre est consacré à la répression de l'homicide en général, le troisième à la peine de mort, le quatrième à la peine privative de liberté, enfin le cinquième aux conclusions, aux résultats de la peine de mort et au régime légal actuel.

Nous ne pouvons ici faire un compte-rendu détaillé de cet exposé, mais nous tenons à signaler quelques particularités intéressantes du droit suisse.

Ainsi, contrairement au notre, le Code pénal suisse n'a pas de disposition sur la contrainte absolue ou irrésistible ; non pas qu'il veuille punir les actes commis dans cet état, mais parce qu'une telle disposition serait superflue, puisqu'on se trouve soit en face d'un état de nécessité, soit d'un acte auquel manque la volonté criminelle. D'autre part, le Code pénal suisse ne connaît pas deux mais trois degrés d'homicide : il ajoute à l'homicide simple et à l'assassinat l'homicide privilégié (et évidemment l'homicide par négligence). Cet « homicide privilégié » comporte quatre cas : le meurtre par passion, le meurtre sur la demande de la victime, l'incitation ou l'assistance au suicide et l'infanticide. Du point de vue juridique, l'incitation et l'assistance au suicide nous paraissent spécialement intéressantes : on est là en face d'un de ces cas assez rares en législation où l'auteur principal n'encourt pas de peine tandis que le complice est puni. Quant à l'infanticide, la conception suisse est analogue aux conceptions germanique et belge : il est tenu compte de l'état physiologique et psychologique de la mère et on lui accorde des excuses légales.

En droit suisse, les différences traditionnelles entre la complicité et l'assistance ne jouent plus un rôle décisif : ce qui compte, c'est la volonté criminelle de l'auteur de l'acte d'assistance ; il faut qu'il ait « intentionnellement prêté assistance pour commettre un crime ou un délit » (art. 25 C. pén., art. 23 C. pén., milit. suisses). Enfin, la notion de provocation est plus large et plus souple qu'en droit français.

M. Graven expose dans le détail les peines s'appliquant aux diverses formes de l'homicide. Quant à la peine de mort, elle n'est plus appliquée en Suisse que dans le droit pénal militaire et seulement en temps de guerre. Les détenus condamnés pour homicide ne sont pas traités différemment des autres détenus, ni en ce qui concerne l'isolement, ni en ce qui concerne la nourriture ni à aucun autre point de vue. Quant au comportement des meurtriers, l'opinion semble être unanime : il n'est nullement plus mauvais que celui des autres détenus. Un fait intéressant vaut d'être signalé : en général, de jour, les gardiens de prison suisses ne sont plus armés. En ce qui concerne les meurtriers libérés définitivement ou conditionnellement, il n'y a généralement pas de récidive : les cas en sont si rares qu'il n'en existe même pas de statistique.

Les conclusions de M. Graven sont claires : « Il ne paraît pas douteux que l'annonce et la connaissance générales, publiques de l'abolition de la peine la plus grave peuvent, au premier abord et pendant un certain temps, constituer un choc psychologique capable d'encourager les criminels et de provoquer une recrudescence d'actes d'homicide ou de brigandage grave. Mais il paraît aussi peu douteux qu'à la longue, ce premier effet assez normal passé, lorsque les esprits ne sont habitués à la substitution de la forme nouvelle de la peine la plus grave... à la forme ancienne..., l'absence de la peine de mort ne suscite pas un accroissement de la criminalité. Au contraire, la rudesse semble entraîner la rudesse, le sang appeler le sang » (p. 67). D'après les informations reçues par des « directeurs d'établissements pénitentiaires, d'après la chronique des tribunaux et les comptes-rendus de la presse, on ne peut pas constater que l'abolition de la peine de mort, à partir de 1942, et l'adoucissement sensible des pénalités, aient provoqué une recrudescence en Suisse, des crimes d'homicide, de meurtre ou d'assassinat » (p. 72). M. Graven a pu prouver que malgré l'augmentation du nombre des infractions punissables dans le Code pénal suisse, malgré les difficiles années de guerre, la courbe de la criminalité restait assez constante en Suisse — contrairement à celle des pays voisins — et qu'elle était même en recul en 1947 comparée aux années d'avant-guerre. Et, fait remarquable, ce résultat a pu être obtenu « malgré l'adoucissement très sensible de la pénalité consacré par le Code pénal, et l'usage généralisé du sursis et de la libération conditionnelle ». Enfin, « non seulement la peine de mort a pu être totalement abolie sans qu'on éprouve son besoin — sauf pour quelques rares crimes crapuleux qui pourraient se compter sur les doigts de la main, et pour les crimes de trahison, d'espionnage et de « lèse-humanité » commis par quelques suisses dévoyés pendant la guerre au profit de l'étranger — ; mais la réclusion a toujours été en décroissant. Ce qui prouve bien que la peine de mort, son remplacement par la réclusion perpétuelle obligatoire dans un seul cas et facultative dans un seul autre, en l'absence de toutes

circonstances atténuantes, ainsi que la diminution des peines en général pour le meurtre et ses formes privilégiées, n'ont certainement pas provoqué chez nous une augmentation des crimes graves, et parmi ceux-ci naturellement des homicides et des agressions contre les personnes. Les statistiques criminelles officielles, si sommaires et peu détaillées soient-elles, l'établissent aussi » (pp. 72 et 73). Si nous avons cité si longuement l'exposé consacré par M. Graven aux conséquences de l'abolition de la peine de mort en Suisse, c'est pour être sûr de ne pas trahir sa pensée et de présenter les faits tels qu'il les présente lui-même. Or, quelle est la conclusion logique qui semble devoir en découler ? L'inutilité, même la nocivité de la peine de mort. Ce n'est pourtant pas celle à laquelle aboutit l'auteur : il se demande, si, vu « certains crimes abominables... un nouveau déferlement de la vague homicide n'est pas à craindre qui rendra nécessaire un raidissement de la pénalité » (p. 73). On hésitera peut-être à suivre jusqu'à cette conclusion l'éminent criminaliste suisse. Car, si l'abolition de la peine de mort a plutôt entraîné un adoucissement des mœurs, pourquoi une nouvelle vague du crime rendrait-elle nécessaire un raidissement de la pénalité ? M. Graven termine du reste son exposé par les paroles suivantes : « Nous avons tout fait pour chercher à éduquer, amender, reclasser, même celui qui a violé le grand commandement biblique « tu ne tueras point ». Le présent semble indiquer que nous nous sommes engagés sur la bonne voie. Puisse l'avenir le confirmer ».

Doit-on penser que M. Graven a éprouvé depuis quelques doutes sur cette confirmation de l'avenir ? On sait que dans une étude parue ultérieurement⁽¹⁾, il s'est prononcé, d'une façon très nuancée et avec beaucoup de regrets, mais assez nettement néanmoins pour la réintroduction de la peine de mort en Suisse. Nous croyons plutôt que sur cette grave question, la controverse reste ouverte dans l'esprit même de ce criminaliste où le sens de l'humain accompagne toujours, et sait même à l'occasion corriger le sens du droit.

Y. M.

III. — DROIT PÉNAL COMPARÉ ET DROIT PÉNAL ÉTRANGER

The Howard Journal, publié par la Howard League for penal reform, Londres, vol. VIII, n° 4, 1953.

La page de garde du *Howard Journal* porte la mention « Le Howard Journal est un forum ». Une fois de plus, en étudiant le dernier numéro paru, on sent combien cette affirmation est vraie. Car dans ces pages on trouve cette critique constructive, cette vigilance à ce que l'on pourrait appeler la santé des institutions nationales, ce désir de réformes intelligentes et cet intérêt comparatif pour l'étranger qui en font la grande valeur.

C'est toujours un plaisir spécial de lire les « notes de l'année » consacrées à l'actualité et écrites avec beaucoup d'humanité, de bon sens — et une pointe de malice. L'exécution de Derek Bentley a causé une émotion profonde en Angleterre comme à l'étranger. Et le *Howard Journal* remarque très judicieusement que ces troubles seraient évités si on abolissait, comme il l'a toujours demandé, la peine de mort. — Nos lecteurs savent que les peines corporelles ont été supprimées en Angleterre ; mais elles y conservent encore beaucoup de défenseurs ; c'est ainsi que lorsque deux garçons de 17 et 14 ans ont comparu devant le Lord Chief Justice pour brigandage avec violences, celui-ci a regretté que ces jeunes gens n'aient jamais reçu de bonnes fouettées. Or, leur père était un ancien sergent-major de l'armée qui les battait souvent et violemment. C'est ainsi encore qu'un projet de loi fut déposé au Parlement demandant la réintroduction des peines corporelles. Mais il a été repoussé par 159 voix contre 63, en dépit du résultat, publié le matin même des débats du referendum organisé sur la question par l'association des *Magistrates* et qui accusait une grande majorité en faveur de cette réintroduction.

(1) « Le problème de la peine de mort et sa réapparition en Suisse » *Revue de criminologie et de police technique*, janvier-mars 1952. Voir le compte rendu dans cette *Revue*, 1952, p. 518.

Le *Howard Journal* signale encore le cas d'une femme de 38 ans, mère de 13 enfants, qui, accusée de vol qualifié (*burglary*) a été condamnée à 4 ans d'emprisonnement, quoique ce fût là son premier vrai délit. Le *Howard Journal* insiste sur la nécessité d'une meilleure organisation des services sociaux, car il est persuadé que si le tribunal avait connu les conditions familiales — il s'agit d'une bonne mère à laquelle ses enfants sont très attachés — il aurait utilisé la probation.

Les statistiques criminelles de 1951 font l'objet de l'article très intéressant de Mlle Elkin. Le nombre des délits a beaucoup augmenté — de 14 % comparé à 1950 ; il est vrai qu'il fallait s'attendre à une montée de la criminalité après la guerre, mais l'auteur ne voit pas pourquoi cette recrudescence a été telle en 1951. Le groupe d'âge dont la criminalité s'est le plus renforcée est celle des jeunes de 21 ans : elle a augmenté de 22 %. D'autre part, le nombre des délinquants non découverts par la police a également augmenté : de 141.400 en 1938 il est passé à 277.500 en 1951. Les crimes dont les auteurs sont le plus souvent découverts sont les crimes comportant la violence.

En ce qui concerne les mineurs délinquants, l'âge de la plus forte délinquance est 14 ans. Mlle Elkin explique ce phénomène par le prolongement d'un an de l'année scolaire entrepris sans qu'un programme suffisant ait été établi : leur activité ne suffit pas aux jeunes qu'autrefois les rapports avec les adultes, le manque de temps libre et la fierté de gagner eux-mêmes de l'argent maintenaient souvent dans le droit chemin. On remarque également une grande augmentation de la délinquance chez les jeunes de 8 à 10 ans. Mais cela peut être dû simplement à des causes statistiques, des jeunes comparant maintenant devant les tribunaux qui n'y auraient pas comparu autrefois.

Quant au traitement des délinquants, il est intéressant de noter que les tribunaux supérieurs font relativement plus usage de la probation que les *magistrates courts*. Toutefois, les deux catégories de tribunaux appliquent la probation moins souvent qu'avant la guerre, mais seulement en ce qui concerne les adultes. Par contre, l'amende est beaucoup plus fréquemment employée qu'autrefois. Tandis qu'en 1938, 18 % des délinquants de 17 à 21 ans se sont vus imposés des amendes, le chiffre correspondant pour 1951 est de 42 % ; pour les adultes, les chiffres sont de 32 et 54 %. Les tribunaux supérieurs appliquent moins le *corrective training*, mais les chiffres pour la *preventive detention* (internement de sûreté) restent approximativement les mêmes.

Les statistiques contiennent une nouvelle indication intéressante : à savoir le nombre de délinquants dont d'autres délits ont été pris en considération, ce qui permet de distinguer les récidivistes des délinquants primaires. Parmi les jeunes de 14 à 17 ans, 25 % avaient déjà commis d'autres délits. Une autre table permet de voir quels sont les délits les plus fréquents. Il en résulte qu'un certain type de délinquants commet souvent les délits de vol avec effraction, tandis que les instables et les violents commettent plus souvent des délits très variés.

M. Klare, l'actif secrétaire de la *Howard League*, critique certains défauts du système actuel dans l'article : « Les prisons de sa majesté ». Il regrette que, quoique l'importance d'un travail utile et régulier soit généralement reconnue en ce qui concerne la rééducation des prisonniers, ce travail ne puisse être suffisamment fourni, d'abord, parce que la Commission des Prisons, n'étant pas avertie à temps des commandes à venir, ne peut prévoir utilement les matières premières et qu'ainsi les prix qui lui sont offerts sont souvent inférieurs à ses prix de revient ; ensuite, par manque de personnel qualifié. Or, ce manque de personnel en soi est dû à plusieurs causes, parmi lesquelles M. Klare cite surtout la pénurie des logements et le manque de possibilités d'avancement pour le personnel. Quant au personnel qualifié, M. Klare regrette que les conceptions du « traitement » pénitentiaire qu'on trouve généralement dans les degrés élevés de la hiérarchie n'aient pas pénétré jusqu'aux cadres inférieurs.

Toutes ces questions sont d'autant plus importantes que jamais les prisons n'ont compté autant de détenus : environ 25.000, c'est-à-dire presque le double d'avant guerre. Cet état de choses incite les autorités à installer un grand nombre de camps ouverts, surtout étant donné le fait que le prix de revient des prisons d'un modèle moderne est de 2.500 £ par cellule, tandis que l'installation d'un camp-prison tout entier, n'est que d'environ 5.000 £ en tout. Mais ce qui rend difficile, au début tout au moins, l'installation de ces camps, c'est l'attitude hostile de la population. Or, il est intéressant de noter que la plus grande prison ouverte, celle de Leyhill, n'avait aucune évacuation à signaler en 1949 et en 1950 et une seule en 1951. M. Klare signale d'ailleurs deux améliorations : grâce à la surpopulation des prisons, les détenus échappent à cette

solitude qui leur est souvent si pénible, surtout quand ils ne travaillent pas. De plus, un grand nombre de cours sont organisés qui aident énormément les prisonniers du point de vue « évasion morale », ainsi qu'en a témoigné l'exposition de peintures des prisonniers organisée récemment.

D'après « une note sur les prisons écossaises » par M. George Benson, les conditions pénitentiaires en Ecosse sont spécialement bonnes. Tandis que la plupart des autres pays se plaignent de surpopulation, il existe des cellules vides en Ecosse où les prisons sont parmi les plus modernes. Il n'y existe pas non plus ce manque de travail ni de personnel, signalé par M. Klare pour l'Angleterre.

Si le système pénitentiaire de l'Ecosse ressemble au système pénitentiaire anglais, il n'en est pas de même du système chinois, comme le démontre « La prison en Chine » par M. Sprott. Il est rare d'avoir des indications directes sur ce qui se passe en Chine et cet article est d'autant plus intéressant. La Révolution y semble avoir fortement imprégné l'organisation judiciaire et le système pénitentiaire. Les juges sont choisis dans trois classes : les « cadres révolutionnaires », les licenciés en droit et les travailleurs actifs appartenant à la classe ouvrière. Il s'agit là plutôt d'une juridiction de cadu que de l'application d'une législation. Fait intéressant, l'enquête sociale existe d'une façon embryonnaire.

Dans la prison municipale de Péking, il y a un peu plus de 1.000 prisonniers dont 70 % sont des politiques, 10 % des femmes. Les peines vont de 3 à 15 ans — les courtes peines n'existent pas. Les prisonniers peuvent obtenir la libération anticipée par une bonne conduite et une indication claire d'amélioration morale. Une fois par an un comité de juges décide de cette libération.

La prison de Péking comprend cinq usines dont quatre travaillaient lors de la visite de l'auteur. Les détenus ne perçoivent pas de salaire, mais sont rétribués deux fois par an à un tarif qui varie entre 40 et 60 % des salaires des ouvriers libres. Cet argent peut être envoyé aux familles.

Il existe, dans les prisons chinoises, deux moyens de rééducation : le travail et les discussions en groupe. On part du point de vue que le crime a deux causes : de mauvaises habitudes de travail et la mauvaise influence du régime pré-révolutionnaire. C'est pourquoi le détenu doit apprendre à travailler et à connaître les facteurs sociaux responsables de sa mauvaise conduite. Il doit aussi apprendre les cinq vertus morales : l'amour du pays, l'amour du prochain, l'amour du travail, l'amour de la science et le respect de la propriété publique. La partie pratique, c'est-à-dire apprendre à bien travailler, se fait dans les usines, tandis que le restant s'acquiert par des discussions en commun, une sorte de *group therapy*.

Cette éducation ne se fait d'ailleurs pas seulement en prison : elle se fait aussi en dehors, où chaque agglomération est subdivisée en petits groupes qui discutent et s'influencent moralement. Ce ne sont que ceux qui sont trop réfractaires à l'éducation par le voisinage qui sont envoyés en prison — d'où l'abolition des courtes peines. Aucun mineur de 18 ans n'est d'ailleurs envoyé en prison. Il y a peu de délinquance parmi les jeunes et cette délinquance est redressée par le voisinage.

Il existe évidemment encore de vieilles prisons, par exemple à Shanghai. Mais, là aussi, on cherche à rééduquer les détenus plus qu'à les punir. Il est certain que la tâche autocritique est facilitée par le rôle qu'on attribue à l'ancien ordre social, bouc émissaire. En tous les cas, l'expérience est intéressante et valait d'être signalée.

« La ségrégation dans les institutions des délinquants endurcis et violents en Afrique du Sud » fait l'objet d'un article de M. Paton. Il y expose un projet de loi sur le traitement des délinquants dangereux : pour nos lecteurs, avertis de ces problèmes, il suffit de dire qu'il s'agit là d'un projet de loi de pure défense sociale. Et il est intéressant de noter que, même dans un pays comme l'Afrique du Sud qui n'est un pays d'avant-garde en matière de réformes juridiques et pénitentiaires, l'auteur a pu constater qu'un grand changement est intervenu entre 1900 et 1950 dans l'attitude des juges qui ont moins tendance à dire : « Vous êtes un homme mauvais et j'ai l'intention de vous punir sévèrement » que de se prononcer ainsi : « vous êtes un homme dangereux et j'ai l'intention de protéger la Société contre vous ».

Un autre article de pure défense sociale — même si le mot n'est pas prononcé — est celui que M. Money-Kyrle consacre à « une attitude rationnelle envers le crime ». Il y reconnaît que le premier but de la peine est la protection de la Société et souligne la nécessité du traitement thérapeutique des délinquants.

Deux articles sont consacrés aux questions mentales. Les « problèmes de la Probation sous condition d'une résidence dans un hôpital d'aliénés » par M. W. Lindesay Neustatter recherche les critères d'une sélection correcte des délinquants qui pourraient bénéficier d'un traitement dans un hôpital pour malades mentaux. Et « Le traitement psychiatrique des adolescentes délinquantes », par M. Craike, relate ses expériences dans une *approved school* pour jeunes filles ayant des troubles émotifs par suite de mauvaises conditions familiales. L'auteur estime que le traitement psychiatrique, auquel en général au début les détenues se montrent hostiles, est très utile et qu'il vaut mieux qu'il s'exerce dans l'école même ; les fondements de la post-cure doivent être posés dès l'entrée dans l'établissement.

Mlle Margery Fry a consacré un compte rendu détaillé et vivant, intitulé « Un grand livre », à l'ouvrage de M. — ou plutôt maintenant de Sir Lionel Fox sur *The English Prison and Borstal Systems*, dont nos lecteurs ont trouvé une analyse dans cette *Revue*, 1952, p. 527. Nous n'y reviendrons donc pas.

L'article « Criminal law and the people » par C. H. Rolph est consacré à l'édition par M. Turner de *Kenny's Outlines of Criminal Law* (v. aussi cette *Revue*, 1952, p. 526). A cette occasion l'auteur souligne la nécessité de créer une Commission royale qui aurait pour tâche de découvrir quel est en réalité le droit pénal en vigueur en Angleterre, à moins, ce qui lui paraît encore préférable, qu'une commission permanente soit nommée qui résoudrait les contradictions et les incertitudes judiciaires et qui rendrait le droit accessible aux citoyens en général et aux jurés, policiers et juges en particulier.

Ce qui ressort de la lecture de ce numéro si fourni du *Howard Journal*, c'est surtout la poussée des idées de défense sociale, même dans les pays qui en ignorent volontairement ou inconsciemment les théories. Que ce soit en Angleterre ou en Ecosse, en Afrique du Sud ou en Chine, on trouve partout une tendance marquée à rééduquer plutôt qu'à punir. L'observation et l'enquête sociale jouent un rôle de plus en plus grand. Il y a là, un fois de plus, la preuve que certaines tendances universalistes existent et s'imposent immanquablement.

Y. M.

De Nordiska Kriminalistföreningarnas Arsbok, 1951-1952, Stockholm, 1953, Ivar Hæggströms Boktryckeri, 368 pages.

Le dernier volume de l'Annuaire de l'Association des criminalistes nordiques (année 1951-1952), qui a paru à Stockholm au début de la présente année, causera un plaisir tout particulier aux pénalistes de langue française. On sait que cette importante publication, dont nous nous sommes plus à présenter régulièrement chaque volume était, jusqu'en 1941, précédée d'une large introduction rédigée en français. Depuis 1942, cette introduction, destinée à rendre accessible la matière de l'Annuaire aux criminalistes qui ignorent les langues scandinaves, était rédigée en anglais ; et nous avons nous-mêmes exprimé ici plusieurs fois le désir, formulé également par beaucoup de pénalistes de l'Europe occidentale et des pays latins, de voir se rétablir la tradition qui donnait en tête de l'Annuaire un résumé français. C'est une chose faite aujourd'hui et, à côté de l'introduction en langue anglaise qui subsiste et qui a été établie par MM. Ivar Strahl, Carl Holmberg, Esben Dragsted et John Kromann, on trouvera un excellent sommaire en langue française, dû à M. Sten Rudholm. Il est permis d'espérer que dans un avenir prochain les deux introductions : française et anglaise, seront de même importance quantitative.

Ce dernier Annuaire est le premier qui, depuis 1936, date où il fut fondé sur son initiative, ne porte pas sur sa première page le nom respecté de M. Karl Schlyter. En tête du volume, M. Ivar Strahl adresse au grand criminaliste suédois l'hommage de la reconnaissance et de l'attachement que lui vouent tous les criminalistes nordiques : ceux-ci — et M. Karl Schlyter le premier — doivent être persuadés que la même vénération entoure, en dehors même des pays scandinaves, le renom de celui qui a su se faire l'apôtre d'un nouveau droit pénal, profondément humain.

L'Annuaire comporte essentiellement, comme on le sait, le compte rendu des travaux de diverses associations de criminalistes nordiques. L'Association suédoise a consacré sa session, d'abord, à l'étude du droit pour le ministère public de renoncer aux poursuites, du droit pour le tribunal de prononcer un non-lieu, et du droit de grâce. On y verra comment les pays scandinaves sont en train d'évoluer du principe de la légalité

vers le principe de l'opportunité des poursuites, et comment la renonciation aux poursuites, la décision du non-lieu ou l'utilisation raisonnée de la grâce peuvent s'harmoniser dans un régime moderne de droit pénal. La seconde question abordée par l'Association des criminalistes suédois était celle du vaste problème de l'évolution de la Société et des transformations de la criminalité.

L'Association norvégienne de son côté s'est attachée à l'examen des problèmes soulevés par la réforme de la législation sur la condamnation conditionnelle. L'introduction du sursis, par une loi de 1894, avait été considérée en Norvège comme une réforme considérable, mais, là, comme ailleurs, le sursis était envisagé surtout du point de vue négatif. Un projet de loi nouveau tend au contraire à en faire une mesure positive de rééducation et à l'assouplir. C'est ainsi que le tribunal aurait le choix entre la suspension de l'exécution et la suspension de la condamnation, laquelle interviendrait lorsque le condamné serait mis en liberté surveillée ou ferait l'objet de certaines conditions spéciales fixées par le juge. Ainsi la Norvège, à son tour, s'approprierait à passer du domaine du sursis à celui de la Probation.

Les criminalistes danois ont étudié le régime de la détention de sûreté applicable aux délinquants d'habitude et professionnels. Il s'agit là d'une mesure de sûreté substituée à la peine et qui peut être appliquée lorsque le délinquant a déjà fait l'objet de deux condamnations antérieures à la prison ou lorsqu'il a séjourné pendant deux ans au moins dans une maison de redressement : la durée en est de 4 à 20 ans. Comme toujours lorsqu'il s'agit d'un internement de sûreté, la question principale a été de savoir s'il existait vraiment une différence entre cet internement et une peine de prison de longue durée. La pratique danoise paraît encore un peu hésitante; mais un effort semble être entrepris pour orienter de plus en plus cette mesure suivant les résultats de l'observation des délinquants.

L'Association des criminalistes finlandais, après avoir étudié le retour à la criminalité du temps de paix sur un rapport de M. Verkko, a examiné la révision de la législation concernant les récidivistes dangereux. Ces récidivistes avaient fait l'objet d'une loi de 1932, qu'un projet nouveau s'efforce d'assouplir pour lui permettre de rendre les services que l'on est en droit d'en attendre du point de vue de la défense sociale.

L'Association des criminalistes suédois, dans sa session de 1952, a abordé le sujet particulièrement actuel qui consiste à savoir s'il convient de diviser le procès pénal en deux phases aboutissant, l'une à une décision sur la culpabilité, l'autre au prononcé de la peine ou de la mesure appropriée à la personne du délinquant. On sait que M. Ivar Strahl s'est fait depuis quelques temps le champion convaincu et persuasif de cette césure du procès pénal à laquelle conduit presque irrésistiblement l'utilisation rationnelle des données de l'examen scientifique des délinquants.

Enfin, les criminalistes nordiques se sont réunis du 3 au 7 juin 1952 à Copenhague où ils ont tenu leur 3^e grand Congrès, ouvert avec éclat par le professeur Stéphane Hurwitz. La première question discutée a été : le traitement médical, psychologique et pédagogique des délinquants, la deuxième la sentence indéterminée, et la troisième le point de savoir comment il convient, du point de vue de la politique criminelle, de traiter ceux qui conduisent des voitures sous l'influence de l'alcool.

Il suffit d'indiquer ces différents sujets pour apercevoir la variété des problèmes abordés par les criminalistes nordiques et la manière dont ceux-ci savent s'attacher aux aspects les plus modernes de l'évolution du droit pénal. Ce nouvel Annuaire justifie une fois de plus l'importance toute particulière que les criminalistes des divers pays accordent aux manifestations de la science pénale des pays nordiques.

M. A.

Grundriss des Osterreichischen Strafrechts, Partie générale, deuxième moitié (Peines et mesures de sûreté), 1^{re} à 5^e livraison, en 4 fascicules, par Max Horrow, Editions Leykam, Graz, Vienne, 1952, 360 pages.

Il est difficile de juger en toute objectivité et en toute sécurité d'un ouvrage dont on ne connaît que la moitié : or, nous ne possédons que la deuxième partie du travail dont nous venons rendre compte. Néanmoins, il apparaît que le *Précis du Droit pénal autrichien* du professeur Max Horrow est un ouvrage remarquable qui méritait un titre plus ambitieux car il ne traite pas seulement du droit autrichien actuellement en vigueur, mais aussi de l'histoire du droit, du droit étranger et du droit comparé. C'est un ouvrage

résolument moderne et qui donne avec intelligence, précision et de façon très complète, l'évolution internationale des grandes idées qui tendent à modifier aujourd'hui l'aspect des droits pénal et pénitentiaire, ainsi que leur état actuel. Ce qui frappe surtout, c'est l'effort attentif de l'auteur pour ne laisser aucune question sans réponse. Ainsi, indication que nous n'avons trouvée dans aucun autre ouvrage, l'auteur dresse un tableau, pour chaque question des Institutions connues dans les droits étrangers et ignorées en droit autrichien.

L'auteur est un adepte de la défense sociale et sait démontrer clairement les tendances qui se manifestent dans le droit autrichien et aussi dans les droits étrangers en la matière. Chaque chapitre peut être détaché et ferait un article indépendant remarquable. Les indications bibliographiques sont abondantes.

En un mot il s'agit là de l'ouvrage d'un juriste qui non seulement connaît de près son droit, mais ne néglige pas les droits étrangers, et qui quoiqu'excellent juriste n'oublie pas que, de nos jours, un bon juriste doit se doubler d'un criminologue, d'un sociologue et d'un historien pour étudier utilement et exposer le droit pénal, d'un homme qui a des convictions personnelles, mais qui sait rester objectif quand il cite celles des autres.

Y. M.

La force obligatoire de la loi pénale pour le juge. Etude sur l'interprétation et l'analogie dans les législations nouvelles et spécialement en droit pénal suisse, par Salih Mahsoub, Paris (Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence), Lausanne, (Librairie de l'Université), 1952, 122 pages.

La thèse de M. Salih Mahsoub reprend un sujet qui, à la veille de la dernière guerre, a fait couler beaucoup d'encre et que certains ont pu croire réduite à une controverse de caractère presque historique le jour où les autorités alliées d'occupation ont abrogé en Allemagne la loi nationale socialiste de 1935 qui avait écarté du Code pénal allemand la règle de la légalité des délits et des peines pour y introduire le système de l'analogie.

Un certain nombre d'études récentes, au premier rang desquelles il faut mentionner celle que M. Jimenez de Asua a publiée dans notre *Revue* (1949, pp. 187 et ss.) ont pu faire comprendre que le problème n'avait pas perdu toute actualité et c'est ce qui explique sans doute qu'il figure encore au programme du Congrès organisé en 1954 par l'Académie internationale de droit comparé. L'étude de M. Salih Mahsoub reste donc très utile et on peut se féliciter de voir ce magistrat irakien essayer avec beaucoup de méthode, de clarté et d'application minutieuse, de faire le point d'une question toujours ouverte et toujours délicate.

L'auteur part, comme il était inévitable de le faire, du principe de la légalité des délits et des peines envisagé dans ses origines historiques et dans les conséquences juridiques qu'elle comporte, depuis le Code français de 1791 jusqu'au Code pénal suisse de 1937. La troisième partie aborde la question essentielle de l'interprétation de la loi pénale. La méthode d'interprétation traditionnelle s'efforçait d'être purement déclarative de la volonté du législateur. Longtemps littérale ou même purement grammaticale, elle demeurait en tout cas dans le système classique résolution restrictive en vertu de la maxime *in dubio pro reo*. Le droit pénal moderne s'efforce de substituer à cette interprétation restrictive traditionnelle une interprétation téléologique prenant en considération le but de la loi en admettant la « libre recherche » du juge. On est alors très près dans le domaine du droit pénal, de la fameuse théorie du doyen Geny sur la « libre recherche scientifique » dont on connaît assez la fortune en droit privé. M. Salih Mahsoub s'efforce de démontrer comment les pénalistes modernes entendent réclamer une véritable *interprétation* par le juge. La doctrine suisse est en ce sens et recommande de dégager avant tout la *ratio legis* sans se préoccuper de savoir si le résultat est favorable ou défavorable à l'accusé. Le tribunal fédéral suisse paraît avoir admis cette manière de voir dans des espèces intéressantes que M. Salih Mahsoub analyse avec soin. Cette haute juridiction va jusqu'à déclarer admissible toute interprétation qui correspond au sens de la loi, même si cette interprétation est extensive lorsque le véritable sens de la disposition législative l'exige, la seule limite imposée au juge reste la règle *nulla poena sine lege* consacrée par le Code suisse de 1937 comme par l'immense majorité des Codes pénaux actuellement en vigueur.

Si tel est le courant moderne en ce qui concerne l'interprétation de la loi, il en v

autrement de l'analogie proprement dite. L'analogie ne saurait en effet se confondre comme on le fait trop souvent, avec l'interprétation extensive. Cette dernière recherche le sens exact de la loi et se fonde sur la volonté exprimée par le législateur. L'analogie, au contraire, entend dépasser la signification propre de la loi écrite et aller au delà de ce qu'a voulu l'auteur du texte législatif. En matière d'analogie, on statue donc sans loi et dans un cas non prévu par la loi écrite. Il y a bien là échec direct à la règle *nulla poena sine lege*.

La distinction théorique de l'analogie et de l'interprétation extensive est facile à comprendre et assez facile à formuler. M. Salih Mahsoub, après M. Jimenez de Asua et quelques autres, est néanmoins obligé de reconnaître qu'en pratique les différences exactes entre les deux notions restent parfois assez imprécises. Lorsqu'on lit (pp. 65 et ss.) les développements intéressants que l'auteur consacre à l'analyse de la jurisprudence suisse, on reste à la vérité assez perplexe sur son critérium véritable et sur ses limites exactes. A partir du moment où l'interprétation extensive est largement admise et où l'on affirme comme la jurisprudence suisse que le juge n'est pas lié par la règle *in dubio pro reo*, il est parfois délicat de savoir si l'on est dans le domaine de l'interprétation ou dans le domaine de l'analogie.

Ce sont là les problèmes essentiels qui dominent la matière, M. Salih Mahsoub s'attache aussi, comme il était naturel, à distinguer les diverses sortes d'analogies qui ont été patiemment dégagées par certains auteurs (analogie *legale* et analogie *juridique*, analogie *intra legem*, *praeter legem* et *extra legem*), mais dont la portée positive reste à vrai dire, fort discutée. M. Salih Mahsoub passe également en revue les principaux systèmes qui admettent aujourd'hui l'analogie : le droit pénal danois, le droit pénal soviétique et, à titre historique, le droit pénal du III^e Reich. Il se demande enfin quelle est la place de l'analogie en droit pénal suisse. Le Code de 1937, on vient de le rappeler, exige pour l'intervention du juge pénal, un acte expressément réprimé par la loi, mais le droit pénal suisse d'aujourd'hui n'est pas fondé sur l'interprétation stricte et permettrait même l'interprétation dite analogique favorisée et même rendue parfois nécessaire par les formules larges de la loi écrite qui, dans certains cas, exige qu'il soit fait appel à la méthode analogique dans l'interprétation des textes.

Beaucoup de développements de M. Salih Mahsoub sont justes, intéressants et témoignent d'une réflexion attentive. On souhaiterait parfois (notamment sur les différentes sortes d'analogies), quelques précisions supplémentaires. On regrette aussi un peu que la conclusion ne se dégage pas avec une netteté absolue. M. Salih Mahsoub paraît se montrer à la fois favorable à l'admission de l'analogie (et même à la reconnaissance du délit innommé) tout en affirmant que le maintien de la règle légaliste se justifie encore du point de vue des garanties de la liberté individuelle. Sans doute paraît-il souhaitable que l'évolution du droit se fasse dans un sens qui assouplisse encore l'interprétation de la loi pénale pour permettre à la justice répressive de suivre l'évolution générale des conditions de la vie moderne. Le problème reste néanmoins celui de savoir si cette adaptation doit être abandonnée au juge ou réservée au législateur. L'*arbitrium iudicis* apparaît, en effet, de plus en plus nécessaire en ce qui concerne l'individualisation de la sanction pénale, mais de là à admettre que le juge répressif reste libre de déterminer les cas dans lesquels il peut juridiquement intervenir, il y a un grand pas que beaucoup des partisans les plus résolus d'un droit pénal nouveau hésiteront à franchir.

Il conviendrait d'ailleurs, en matière d'analogie, de distinguer plus nettement encore peut-être que ne l'a fait l'auteur entre l'admission de l'analogie en matière d'incrimination, c'est-à-dire de détermination des faits punissables et en matière d'application des institutions du droit pénal comme les circonstances atténuantes ou aggravantes par exemple, ou des institutions de la procédure pénale comme la prescription de l'action publique. C'est peut-être faute de n'avoir pas toujours dégagé nettement la différence qui existe entre ces deux domaines distincts que certaines discussions ont abouti parfois, en matière d'interprétation de la loi pénale ou en ce qui concerne l'admission de l'analogie, à des confusions regrettables. M. Salih Mahsoub n'y est d'ailleurs pas personnellement tombé et son ouvrage, intéressant et nourri, reste très utile pour l'étude d'une question qui susciterait encore certainement d'abondantes controverses.

M. A.

Das Dänische Strafgesetzbuch (Le Code pénal danois), traduction et introduction du Dr. jur. Franz Marcus, n° 62 de la collection *Sammlung Ausserdeutscher Strafgesetzbücher in deutscher Uebersetzung*, Berlin, Walter de Gruyter et Co, 1953, 76 pages.

Complétant sa collection de traductions de codes pénaux étrangers (1), l'*Institut für ausländisches und internationales Strafrecht* de Fribourg-en-Brisgau vient de publier la traduction du Code pénal danois du 15 avril 1930, avec ses modifications et compléments à la date du 1^{er} avril 1953. Ce Code, l'un des plus modernes de l'Europe occidentale, a fait l'objet de plusieurs modifications depuis son entrée en vigueur (1^{er} janv. 1933), notamment par l'introduction en 1939 du système des jours-amende, par un renforcement, à la même époque, de la répression des atteintes à la tranquillité et à la réputation des individus, par l'adoption en 1952 de nouvelles règles sur la protection de l'Etat, etc. La traduction de M. Marcus vient ainsi mettre à jour les textes de ce Code traduits dans différentes langues, aujourd'hui généralement périmés.

M. R. L.

Legislative and Administrative Series, vol. II, 1950, *Social Defence*, n° 1, Publication des Nations-Unies, 1952, IV, 16.

Le volume II des *Legislative et Administrative Series* est consacré spécialement au problème de la défense sociale. Il fait suite à un volume précédent qui avait été consacré aux questions relatives à l'enfance et à la famille. On se réjouira de voir le Secrétariat des Nations Unies mettre à la disposition des criminalistes, dès le volume II, une importante documentation relative à la prévention du crime et au traitement des délinquants, en le plaçant expressément sous la rubrique de la Défense Sociale. Une note introductive annonce que cette publication paraîtra à la fois en français et en anglais. Pour l'instant, seul le texte anglais nous est parvenu ; il est constitué par des feuilles séparées qui rendent faciles le classement et l'utilisation ultérieurs des documents.

Les documents en question, constitués par des textes législatifs ou réglementaires, ont tous trait à des actes postérieurs au 1^{er} janvier 1950. Ils permettent par conséquent aux spécialistes de se tenir au courant des progrès de la législation de défense sociale dans les différents pays. On trouvera ici des textes sur le Brésil, la Colombie, Cuba, la République dominicaine, l'Equateur, le Salvador, Haïti, l'Indonésie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, la Syrie, le Royaume Uni, les Etats-Unis, l'Uruguay et le Vénézuéla. Un supplément contient l'indication des textes qui ne sont pas compris dans la présente publication, mais qui sont signalés et que l'on peut du reste se procurer en s'adressant au Secrétariat des Nations-Unies.

On ne peut que remercier le Secrétariat des Nations-Unies de cette heureuse initiative. L'un des grands obstacles au développement des études comparatives provient de la difficulté de la documentation qui fait que trop souvent il est impossible de se procurer des textes nouveaux, à tel point que l'existence des textes risque de ne pas être connue des spécialistes. Les Nations-Unies possèdent des moyens auxquels on peut recourir aucun autre organisme national ou international pour combler cette grave lacune et on ne peut que se féliciter de voir que le Secrétariat s'y emploie avec succès.

M. A.

IV. — ENFANCE DÉLINQUANTE

Unraveling Juvenile Delinquency (En démantelant les causes de la délinquance juvénile), par Sheldon et Eleanor Glueck, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1950, 399 pages.

C'est avec un réel plaisir que nous signalons aujourd'hui à nos lecteurs un ouvrage qui mérite à tous les points de vue le qualificatif de « grand ». Il est grand par l'idéal qui l'inspire, par les buts qu'il se propose, par les moyens mis en œuvre et par le résultat obtenu. Aidés par une équipe nombreuse de chercheurs, spécialistes des divers domaines scientifiques impliqués, M. et Mme Glueck se sont attachés pendant dix ans, à rechercher, par la comparaison du milieu, du caractère, du développement psychique et phy-

(1) Cette *Revue*, 1953, n° 2, p. 390.

sique de 500 mineurs délinquants et de 500 mineurs non-délinquants âgés de 11 ans 1/2 à 16 ans 1/2, les causes profondes de la criminalité juvénile. Le résultat de ces recherches devait leur permettre l'établissement de ces *tables de prédiction*, qui, si elles sont réellement valables, seront un moyen précieux pour les tribunaux dans leur choix des peines ou des mesures à appliquer aux délinquants.

Dès le moment où la rééducation est considérée comme le premier but de la condamnation — et c'est là une tendance législative universelle reconnue aujourd'hui par tous — il devient nécessaire de connaître non seulement l'individu qui doit être rééduqué, mais aussi les grandes lois naturelles qui régissent le comportement de l'homme. Et il ne s'agit pas seulement de prendre en considération les découvertes de branches isolées de la science, mais de les réunir toutes : car elles agissent toutes sur l'homme. Pour mener à bien une telle tâche, il faut un travail gigantesque ; et il faut surtout éviter certaines erreurs qui fausseraient, dès le début, les données du problème.

La première question qui se posait était la définition du délinquant. Pour les besoins de cet ouvrage, sont considérés comme délinquants ceux qui ont, à plusieurs reprises, commis des actes punis comme infractions lorsqu'ils sont le fait d'adultes : les infractions isolées, ou les simples contraventions, n'ont pas été prises en considération. Le deuxième problème était celui du choix des mineurs non-délinquants : on ne doit comparer, pour arriver à un résultat concluant, que des données comparables. C'est pourquoi le groupe de contrôle a été établi à quatre points de vue : l'âge, l'intelligence, l'origine ethnico- raciale et la résidence dans un voisinage malsain. On imagine aisément toutes les difficultés qu'ont rencontrées les enquêteurs lorsqu'il s'agissait d'obtenir les autorisations nécessaires pour examiner ces deux catégories de jeunes, pour échapper à la curiosité malsaine de la presse, pour trouver les collaborateurs et les locaux adéquats, pour connaître les divers milieux familiaux, pour soumettre les jeunes à des tests et enfin pour établir des formulaires complets et uniformes.

Ce qui nous intéresse surtout ici, ce sont les résultats que les auteurs ont obtenu grâce à leurs recherches. Ce qui frappe à cet égard, c'est qu'ils ne coïncident pas toujours avec les idées préconçues qu'on en avait généralement.

Le plus souvent, le foyer des jeunes délinquants est moins propre, plus surpeuplé que celui des non-délinquants ; ils changent plus souvent d'adresse ; un plus grand nombre des délinquants vivent loin de leur mère, un plus grand nombre encore loin de leur père. Les familles des délinquants sont plus souvent mentalement et psychologiquement désaxées, adonnées à la boisson et à la criminalité ; plus souvent encore, les parents ont fait des mariages « forcés ». Souvent aussi, les pères ne gagnent pas régulièrement leur vie et les familles ont l'habitude de s'adresser, même au dehors des périodes de crise économique de chômage, aux œuvres de bienfaisance et d'assistance. L'atmosphère familiale est également moins bonne : on n'y trouve d'ambition ni chez les parents, ni chez les enfants ; il n'existe pas de bons rapports entre les parents et les enfants, de contrôle des enfants, de prévision familiale des plaisirs et, en un mot, de vraie vie de famille. Aussi y a-t-il moins de rapports affectifs entre les enfants délinquants et leurs parents : on trouve non seulement de l'indifférence, mais même de l'hostilité des parents pour leurs enfants. Très souvent aussi les enfants délinquants sont les fruits d'un ménage désuni ou vivent en dehors de leur famille d'origine. Fréquemment encore, les garçons délinquants sont soumis, surtout de la part de leur père, à un traitement beaucoup plus sévère.

Quoique les garçons aient été volontairement choisis d'un niveau d'intelligence égal, les délinquants sont très en retard sur les non-délinquants en ce qui concerne leurs études. Ce fait ne s'explique pas seulement par la plus grande mobilité des familles et la mauvaise vie familiale. Les délinquants ont une hostilité beaucoup plus marquée pour l'école en général et pour certaines branches du savoir, surtout pour celles qui exigent un raisonnement logique et la persistance dans l'effort, mais aussi pour celles qui exigent une bonne mémoire. Un plus grand nombre de délinquants désire quitter l'école le plus tôt possible et dénote une conception puérile de leurs projets d'avenir, qui comprenaient souvent des dessins aventureux, on ne demandant aucune préparation sérieuse. Les rapports des délinquants avec leurs camarades d'école sont moins bons, de même que leur comportement à l'école. Il est d'ailleurs normal que ceux qui ne s'adaptent pas à la société n'aient pu s'adapter à cette petite société qu'est l'école.

Le désir d'évasion et d'aventure caractérise les garçons délinquants : mais les deux groupes travaillaient en général pendant les vacances ; mais les délinquants choisissaient

surtout les professions de la rue, ne comportant pas de contrôle. Les délinquants étaient plus enclins à adhérer à un « gang », recherchaient plus volontiers la compagnie de garçons plus âgés, évitaient les clubs ou autres associations ou l'on s'amuse sous surveillance ; enfin les délinquants négligeaient beaucoup plus leurs devoirs religieux, mais dans les deux groupes rares étaient ceux qui les négligeaient complètement.

En ce qui concerne le résultat de l'examen médical, il est frappant que la condition physique des deux groupes soit équivalente. Ce sont les non-délinquants qui présentent beaucoup plus de caractéristiques neurotiques, entre autres des tics, tandis que les délinquants sont plus sujets à mordre leurs ongles. Quant au point de vue anthropologique, les délinquants sont généralement plus grands que les non-délinquants, surtout en ce qui concerne la partie supérieure du corps et ils sont d'habitude mieux proportionnés. Souvent, les délinquants sont physiquement en retard sur les non-délinquants, mais les dépassent d'un bond vers la quatorzième année. Les groupes ayant été choisis d'une intelligence égale, il n'y a pas grand chose à signaler à cet égard, sauf que, souvent, l'intelligence verbale des délinquants est moins développée que celle des non-délinquants. Les délinquants sont meilleurs que les non-délinquants dans les tests où il s'agit des rapports directs entre objets (assemblage d'objets, par ex.) et moins bons lorsqu'il s'agit d'utiliser des symboles. Quant à l'aspect et au dynamisme de leur intelligence, les deux groupes se ressemblent quant à l'originalité, l'intuition, le don de création. Mais les délinquants sont moins bons observateurs, moins capables d'intérêts objectifs, manquent souvent de bon sens, et sont peu systématiques dans leur façon d'aborder les problèmes.

En ce qui concerne le caractère, les délinquants montrent une tendance à l'hostilité, à la suspicion, et sont destructifs, ils sont plus impulsifs et plus extravertis dans leur comportement. Ils sont moins soumis à l'autorité, éprouvent moins la crainte de ne pas réussir ; ils acceptent moins facilement les conventions et ont un moindre contrôle d'eux-mêmes. Ils sont énergiques, aventureux, influençables. Ils ont une tendance à satisfaire immédiatement leurs appétits, ont moins de sens esthétique et sont plus matérialistes.

Quelles déductions tirer de ces données ? De l'avis des auteurs, les signes d'une tendance à la délinquance se manifestent très tôt ; en ce qui concerne les 500 cas examinés, les premiers signes étaient déjà visibles peu après la huitième année, 50 % ont manifesté des tendances nettes à la délinquance dès la 8^e année, et 40 % ou plus, avant la 11^e année. Mais on ne doit se fonder ni sur les données physiques (trop incertaines dans le jeune âge), ni sur l'intelligence, ni sur la santé pour déceler les tendances au crime. Les auteurs ont choisi cinq facteurs comme base de leur table de prédiction, pris dans les domaines où on a trouvé une différence très marquée entre les délinquants et les non-délinquants. Pour expliquer en détails et d'une façon compréhensible la manière dont les tables de prédiction sont établies, il faudrait pénétrer plus loin dans le domaine des tests et de la psychologie que nous ne pouvons le faire ici. Disons seulement que cinq facteurs sont choisis dans les diverses disciplines, facteurs sociaux, facteurs caractériels (démonstrés par les tests de Roschach), facteurs découlant psychiatriquement des caractéristiques de la personnalité.

Il reste évidemment un grand pas à franchir pour passer des recherches purement scientifiques aux réalisations pratiques. On a pu voir, par l'étude de M. et Mme Sheldon Glueck combien de facteurs contribuent à la préparation d'un délinquant ; il n'est, par conséquent, pas surprenant que des tentatives superficielles ou unilatérales ne donnent pas un résultat satisfaisant : il faut un entraînement solide dans toutes les branches impliquées, pour pouvoir combattre avec succès une attitude due à des causes si diverses.

Nous pensons que M. et Mme Glueck ont déjà contribué largement au progrès de leur technique en montrant la voie à suivre et en posant les premiers jalons, comme ils l'avaient fait une première fois lorsque, après avoir étudié les effets des diverses pénalités appliquées dans la pratique, ils avaient reconnu qu'il faut tout d'abord connaître les causes de la criminalité. Il y a de ces vérités dont on a l'impression qu'on les connaît depuis longtemps, mais qui, la première fois, sont difficiles à découvrir. Le mérite de ceux qui les ont énoncées n'en est que d'autant plus grand : ce sont des pionniers dans le genre de M. et Mme Sheldon Glueck, à qui on ne peut que souhaiter de tout cœur le succès dans la continuation de leurs travaux, que l'on suit toujours avec un intérêt passionné.

Y. M.

Etude de criminologie juvénile, par Jean Chazal, Bibliothèque de la Revue Enfance, Presses Universitaires de France, Paris, 1952, 135 pages.

Ce livre mérite une place de choix parmi les ouvrages consacrés au problème de l'enfance délinquante envisagé dans toute sa complexité, c'est-à-dire comme un problème juridique doublé d'un problème humain. La seule signature de son auteur suffirait du reste à lui attirer de nombreux lecteurs ; car la réputation de M. Jean Chazal a dépassé depuis longtemps le cadre des juridictions pour mineurs de Paris où il s'est particulièrement distingué, et tous ceux qui s'intéressent aux questions de l'enfance délinquante sont habitués à suivre les études qu'il a depuis de nombreuses années consacrées à ce grand problème. Les huit chapitres qui constituent son nouvel ouvrage sont directement inspirés par les réflexions que lui a suggérées un contact personnel de plus de sept ans avec les jeunes délinquants, d'une part, mais aussi avec les spécialistes de tous les aspects du problème de la délinquance juvénile. On n'y cherchera donc pas une étude systématique d'ensemble de ce problème, mais on y trouvera une vue extrêmement lucide et des aperçus souvent très neufs sur les mécanismes de la délinquance juvénile dont M. Chazal a entendu démontrer « que de leurs connaissances dépend la position du juge, de l'éducateur, du médecin, du travailleur social ».

Le deuxième chapitre, intitulé résolument *Vers un néo-humanisme judiciaire*, doit être à tous égards spécialement signalé ; et l'on désirerait que la lecture attentive en fût recommandée à tous ceux qui aspirent à entrer dans la carrière de magistrat. M. Chazal montre comment la pensée, ou plus exactement peut-être les préoccupations criminologiques, ont commencé à pénétrer les prétoires de justice par le canal des juridictions pour mineurs. C'est ici, en réalité, que s'élabore ce néo-humanisme judiciaire qui retient d'abord et si justement l'attention de l'auteur. Sans doute, M. Chazal n'entend-il pas rejeter la nécessité de subordonner l'intervention du juge à la commission d'un délit prévu par la loi, ni même écarter la prise en considération de la gravité objective de l'infraction dans la fixation et le dosage de la sanction à intervenir. Mais, comme tous les criminalistes modernes avertis, il voudrait que le délinquant fût étudié en tant qu'homme et jugé non seulement d'après ce qu'il a fait, mais d'après ce qu'il est, c'est-à-dire en tenant compte de son degré d'adaptation sociale. C'est ce que font déjà, et si naturellement que le fait ne soulève plus aucune surprise, les juridictions pour mineurs. Sur la notion de responsabilité et sur la fameuse question de la « responsabilité atténuée », sur les rapports de la notion de responsabilité et de celle d'anormalité, sur la valeur d'intimidation et d'exemplarité des mesures de rééducation, sur la connaissance de la personnalité du délinquant, sur la place que peut ou même que doit garder la sanction purement répressive dans le droit de l'enfance délinquante (mais à condition alors que la peine elle-même soit éducative), sur le sens et les limites dans lesquelles le système des mineurs peut être appliqué, aujourd'hui ou demain, aux majeurs délinquants, sur la façon dont le juge des enfants, par son action judiciaire et sociale, arrive à une prise de conscience humaine et sociale qui le conduit à une véritable justice de défense sociale, c'est-à-dire à une justice pénale qui cherche avant tout à rééduquer dans la confiance, tout en se résignant quand il le faut à la ségrégation nécessaire de l'agressivité dangereuse, on trouvera dans ce remarquable chapitre les indications les plus justes et les plus précises. Le développement, qui témoigne d'une grande élévation de pensée et d'une constante justesse des termes, en est en même temps d'une parfaite simplicité et d'une modération exemplaire sur laquelle pourraient prendre utilement modèle quelques-uns des thuriféraires hasardeux qui prétendent parfois, en ces matières, annoncer des bouleversements prochains.

M. Chazal s'attache ensuite à l'étude du milieu dont on sait assez l'importance pour le jeune délinquant, qu'il s'agisse du milieu nocif et traumatisant, qui est la source du délit, ou du milieu actif et normalisant, qui permet la rééducation. M. Chazal n'oublie pas d'ailleurs que, dans ce milieu, évolue la personne même du mineur et qu'il ne faut jamais perdre de vue ni ses réactions, ni ses besoins, ce qui le conduit à poser deux principes essentiels : toute action éducative valable suppose la participation effective de l'enfant et, d'autre part, le milieu n'est éducatif et normalisant que dans la mesure où, loin d'étouffer ou de déformer l'enfant, il favorise sa participation à l'œuvre éducative en lui assurant des conditions naturelles de vie. La rééducation moderne sous ces différentes formes (et notamment les transformations de la liberté surveillée) s'est établie en tenant compte de ces règles d'expérience.

A côté du milieu, ainsi envisagé sous sa double forme d'action et de réaction, il faut tenir compte des facteurs criminogènes internes. C'est à quoi s'applique ensuite M. Chazal, avant de se poser à son tour la question si débattue de savoir quelle est l'influence du cinéma sur la délinquance juvénile. On admirera ici encore le souci d'objectivité et le sens des nuances de l'auteur. M. Chazal entend distinguer en effet d'abord l'influence du film et celle de la fréquentation assidue des salles de cinéma dont l'importance lui paraît plus grande et qui peut avoir sur certains sujets une action particulièrement grave. M. Chazal note spécialement la passivité qui finit par engendrer chez certains individus la soumission à l'image cinématographique et il ne nie pas que dans beaucoup de cas l'influence du cinéma n'ait été nocive sur de jeunes esprits. Il n'accepte pourtant pas la condamnation générale et absolue du cinéma, qui lui semblerait aussi stérile qu'injustifiée.

Les bandes d'enfants retiennent ensuite son attention. Chacun sait que c'est là une des causes ou une des manifestations parfois les plus spectaculaires de la criminalité juvénile. Mais la bande peut être également un moyen d'éducation par le groupe. Il s'agit donc en somme d'aboutir à une socialisation de ces groupes qui conduise l'enfant de l'esprit de bande à l'esprit social.

Toute l'action du juge des mineurs suppose d'ailleurs avant tout le respect de l'enfant devant la juridiction même où il comparait. C'est ce respect, tel qu'il est pratiqué par les juges des enfants, qui donne à bien des égards leur originalité à ces juridictions et qui, peut-on ajouter, les distingue de ce que trop souvent sont encore les juridictions pour adultes délinquants. M. Chazal montre en quoi la non application de certaines règles de la loi de 1897, la possibilité d'écarter du débat le mineur dans certains cas, ou la non séparation de l'instruction et du jugement, c'est-à-dire l'abandon de quelques-unes des garanties considérées comme traditionnelles dans la procédure criminelle des majeurs, constitue en réalité, et malgré l'opposition purement formelle de certains néo-classiques, des protections efficaces de la personnalité du jeune délinquant. M. Chazal indique aussi comment le juge des enfants doit faire comprendre sa situation au mineur et lui faire accepter la sanction qu'il a choisie pour lui. Le juge des enfants n'applique pas mécaniquement la loi pénale, mais cherche à donner leur valeur psychologique et humaine aux dispositions légales en conservant toujours une attitude qu'inspirent des préoccupations éducatives. Ces développements rejoignent tout naturellement les idées qui inspiraient le chapitre relatif au néo-humanisme judiciaire ; on peut ajouter que ce sont celles qui inspirent également ceux qui réclament une justice pénale de défense sociale au sens le plus nouveau et le plus plein du terme.

En conclusion, M. Chazal revendique hautement la compétence judiciaire que certains pseudo novateurs ont voulu également remettre en question pour le jugement des jeunes délinquants. Mais il voudrait que cette compétence judiciaire s'étendît non seulement aux enfants délinquants proprement dits, mais à tous les enfants en danger moral. La juridiction des mineurs, dont la compétence se trouverait ainsi élargie, devrait continuer à être occupée ou présidée par un magistrat juriste, mais elle devrait pouvoir se dépouiller de l'appareil traditionnel de la justice répressive, et le juge des mineurs devrait savoir accepter et rechercher les contacts humains en s'entourant en même temps des avis autorisés de tous les techniciens des problèmes de l'enfance. On voit la richesse de ce petit ouvrage qui suppose chez son auteur une documentation considérable et une science parfaitement dominée ; sa lecture en est à tous égards réconfortante.

M. A.

The Challenge of Delinquency, Causation, treatment and prevention of Juvenile Delinquency (Le défi de la délinquance, les causes, le traitement et la prévention de la délinquance juvénile), par Negley K. Teeters et John Otto Reinemann, New-York, Prentice Hall, Inc., 3^e impression, 1951, 819 pages.

Il est des ouvrages dont il est facile de faire un compte rendu : ils sont consacrés à une idée, qu'ils développent et dont ils tirent les conclusions. D'autres, par contre, sont si riches qu'il faudrait leur consacrer un article de 50 pages ou alors se résigner à en donner une idée imparfaite. C'est cette dernière solution que nous sommes forcés de choisir, faute de place, en ce qui concerne l'ouvrage *The Challenge of Delinquency*. C'est un ouvrage extrêmement sérieux du point de vue scientifique, qui, tout en posant les problèmes dans leur cadre historique, les aborde avec un esprit neuf, les traitant avec une humanité profonde, beaucoup de bon sens et même de l'humour.

Les auteurs partent du point de vue que la délinquance est un défi jeté à la Société et que la Société a toujours, par réaction, produit les forces nécessaires pour répondre à ce défi. C'est à cette tâche qu'ils veulent contribuer par leur livre, en exposant successivement les causes de la délinquance, son traitement et les façons de la prévenir. Ce sont des sujets que nos lecteurs connaissent dans toutes leurs grandes lignes : la valeur du livre réside justement dans les détails que, faute de place, il nous est malheureusement impossible de reproduire ici.

C'est pourquoi nous nous bornerons à indiquer quelques idées, ou quelques aperçus qui nous ont particulièrement frappés. Dans le chapitre consacré à « la délinquance, problème national » on trouve des facteurs de la délinquance juvénile qui n'existent pas à un tel degré en Europe : la politique et un désir d'aventures expliqué par la psychologie des premiers pionniers : (*frontier philosophy*). Par contre, il est bien certain qu'ici comme aux Etats-Unis, nombreux sont ceux qui ont plus l'impression que l'infamie s'attache à la peine qu'au délit commis. Et il est certain aussi que si une réclame coûteuse et bien faite s'adresse à tous, y compris ceux qui ne peuvent pas vivre dans le luxe, les invitant à profiter de tous les bienfaits du progrès, il n'existe nulle part, en contrepartie, une mise en garde aussi bien faite rappelant qu'il ne faut pas dépasser les limites de ses possibilités pécuniaires.

Si aujourd'hui le traitement des enfants délinquants et des enfants en danger moral tendent à se rejoindre, il est curieux de constater qu'en remontant loin dans l'histoire, il en était déjà ainsi. Et la devise gravée en 1703 par le pape Clément XI sur l'hospice pour les jeunes délinquants pourrait se trouver aujourd'hui sur une maison de rééducation : « Il est insuffisant de contraindre les méchants par la punition si on ne les rend pas vertueux par une discipline corrective ». Courageusement, les auteurs nient le fait, si souvent affirmé, que les nègres sont plus enclins à la délinquance que les blancs. Si certaines statistiques croient pouvoir le prouver, c'est peut-être parce que la répression est plus sévère envers eux.

Le chapitre le plus intéressant est peut-être celui qui est consacré aux possibilités qui existent pour expliquer au public les causes de la délinquance juvénile : le rôle que peuvent jouer la presse, le cinéma, la T.S.F. sont énormes.

Nous nous en voudrions de ne pas terminer par une citation qui nous a réjoui et qui prouve, que, malgré tous les progrès, le monde ne change guère. Socrate (v. p. 29) a déjà dit des enfants de son époque : « Maintenant, les enfants aiment le luxe. Ils ont de mauvaises manières, le mépris de l'autorité, ils manquent de respect pour leur aînés et bavardent au lieu de travailler. Ils ne se lèvent plus quand leurs aînés entrent dans une pièce. Ils répliquent à leurs parents, bavardent en société, prennent les douceurs à table, croisent les jambes et tyrannisent leurs professeurs ».

Y. M.

Detention in Remand Homes, par le Département des Sciences criminelles de l'Université de Cambridge, Londres, Macmillan and Co, 1952, 92 pages.

La loi pénale anglaise avait prescrit dès 1908 (*Children Act*) qu'à l'égard des enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans la peine d'emprisonnement, désormais appelée « détention », ne pourrait excéder un mois et serait subie non plus en prison mais dans des établissements spéciaux. La section 54 du *Children and Young Persons Act* de 1933 reprend les dispositions de la loi de 1908 et les complète en ordonnant que cette *detention* soit exécutée dans un « remand home ». Les *remand homes*, réservés jusqu'alors à la garde et à l'observation de mineurs en attente d'être jugés ou au placement temporaire de jeunes en cours de transfert, devinrent donc en outre des établissements de courtes peines.

Si jusqu'en 1940 les *Juvenile Courts* recoururent assez peu à cette mesure singulière qu'est la *detention*, elles en ont fait depuis assez largement usage. Pendant les années 1945, 1946, 1947, 1948, deux mille enfants et adolescents ont été condamnés à la *detention* et 959 d'entre eux placés à ce titre dans les *remand homes* de Birmingham, Londres, Liverpool et Manchester : l'ouvrage dû aux travaux d'un groupe d'universitaires de Cambridge, est une monographie de ces placements, fruit d'enquêtes approfondies effectuées en 1949-1950, étayée par de très nombreuses statistiques.

Plus de la moitié des 959 jeunes placés en *detention* dans les *remand homes* des secteurs envisagés étaient âgés de 11 à 13 ans, presque tous étaient condamnés pour vol, recel

ou cambriolage, commis le plus souvent en réunion. La délinquance de groupe sévit particulièrement parmi les plus jeunes (8 à 13 ans). Plus des trois quarts avaient déjà été condamnés, en général moins de six mois auparavant, et fait l'objet d'une remise pure et simple à la famille, d'une condamnation à l'amende ou d'une mesure de *probation*. La récidive paraît être un des facteurs incitant les tribunaux à infliger la peine de *detention*. Les deux cinquièmes (et jusqu'à 50% en ce qui concerne les plus jeunes) se trouvaient encore en *probation* lors du nouveau délit. Les statistiques mettent très nettement en lumière certains aspects, notamment sociaux, de l'inadaptation de ces jeunes (taudis, famille très nombreuse, logement surpeuplé, dissociation familiale, déficience physique, retard scolaire, vagabondage, instabilité professionnelle, etc.); les chiffres donnés sont éloquentes mais ne sauraient surprendre s'agissant de récidivistes et, en l'absence de comparaison avec des groupes de contrôle (non-délinquants, délinquants primaires), leur portée du point de vue étiologie de la délinquance et de la récidive paraît forcément limitée.

Les auteurs recherchent ensuite à quelles fins est ordonnée la *detention*. Notons qu'à Londres sur 15.860 jeunes délinquants jugés pendant les quatre années envisagées par la *Juvenile Court*, 308 seulement, soit 1,9%, furent placés à ce titre en *remand home* (contre 27,5% en *probation* et 7,8% en *approved school*). Pour l'ensemble des trois autres secteurs les chiffres fournis et qui ne concernent d'ailleurs que des infractions graves (*indictable offenses*) indiquent un pourcentage plus élevé (5,6% placés en *detention*, 7,4% en *approved school*, 33% en *probation*). A Birmingham on estime que la *detention* malgré sa brièveté offre une occasion de réorienter le jeune délinquant, de le remettre sur la bonne voie, l'aspect répressif de la mesure résultant de la séparation d'avec le milieu familial ne serait que secondaire. A Londres au contraire, où la *detention* n'est souvent ordonnée que pour deux semaines, on considère comme primordial son caractère répressif. A Liverpool et Manchester on ne l'utilise qu'à regret, l'estimant d'une durée trop brève à l'égard de jeunes déjà ancrés dans la délinquance, et l'on souhaiterait d'ailleurs que le régime en fût plus rigoureux. Mais dans l'ensemble on s'accorde à trouver opportune la *detention* « lorsque le sujet était encore en *probation* lors de la récidive, lorsque celle-ci a suivi de très près l'infraction antérieure, lorsque le délinquant semble faire fi de la volonté du tribunal » et que l'on veut cependant lui éviter un placement de longue durée en *approved school*. Ajoutons qu'en général les juges s'efforcent par des moyens divers d'assortir la mesure de *detention* d'un « *probation order* » qui permettra de suivre le jeune délinquant après sa sortie du *remand home*.

Cette détention de courte durée arrête-t-elle l'enfant ou l'adolescent sur la voie de la délinquance ? Près de 58% des jeunes placés à ce titre en 1945, 1946, 1947, 1948 dans les *remand homes* de Birmingham, Manchester, Liverpool et Londres avaient en 1949-1950 commis de nouvelles infractions graves (*indictable offenses*), très souvent dans les six mois suivant leur sortie, qu'ils fussent ou non en *probation*; 65% d'entre eux furent alors dirigés sur une *approved school* ou un *Borstal*. La récidive la plus forte est notée chez ceux qui avaient déjà fait l'objet d'au moins deux condamnations antérieures lorsque fut ordonnée la *detention* (60% d'insuccès dans ce cas) ou dont l'inadaptation scolaire s'était cristallisée en vagabondage. La faillite de la *detention* dans les cas les plus difficiles est donc évidente, concluent les auteurs.

Parvenu au terme de l'ouvrage le lecteur français, intéressé par cette étude si consciencieuse d'un mode de traitement des mineurs délinquants inconnu de notre droit, ne peut manquer de s'interroger sur sa valeur. A cet égard il lui paraît difficile, en l'absence d'informations d'ensemble sur le régime des *remand homes*, de se faire une juste idée de la façon dont en fait est organisée cette détention de deux à quatre semaines. S'agit-il d'un placement purement carcéral ou d'une mesure éducative ? L'étude ne contient à ce sujet, en appendice, que quelques indications sur le programme du *remand home* de Forhill House à Birmingham, considéré du reste comme l'un des meilleurs. Ce qui caractérise, y lit-on, le régime de ce *remand home* est la combinaison d'une discipline stricte et des contacts directs et simples qui s'établissent entre le personnel et les jeunes détenus ; tout garçon placé en *detention* à Forhill House est confié aux soins particuliers d'un *supervisor* ; l'horaire est partagé entre les occupations scolaires, les travaux manuels éducatifs, les loisirs culturels et l'éducation physique ; un effort est accompli par le personnel pour suivre le garçon après sa sortie de l'établissement et maintenir le contact avec les familles. C'est précisément à Birmingham que, nous l'avons vu, les autorités judiciaires paraissent attribuer une valeur réformatrice à la mesure de *deten-*

tion, le but poursuivi étant d'« aider les jeunes à surmonter leurs difficultés de caractère et de contrebalancer les influences du milieu qui les ont conduits à la délinquance ». Est-ce possible en quelques semaines ?

La question offre d'autant plus d'intérêt que, s'agissant cette fois de délinquants âgés de 14 à 21 ans, le *Criminal Justice Act* de 1948 a mis à la disposition du juge une mesure nouvelle : le placement en « détention centre » pour une durée ne dépassant pas en principe trois mois. Un seul de ces établissements fonctionne actuellement, un deuxième doit s'ouvrir dans le courant de cette année. On semble en Angleterre accorder un certain crédit à l'institution nouvelle destinée, tout en évitant l'emprisonnement proprement dit ou le placement de longue durée en Borstal, à infliger au jeune délinquant « une leçon brève mais sévère » qui le détourne de la récidive. « Or, souligne M. L. Radzinowicz dans la préface de l'ouvrage, il n'est pas certain du tout que les *détention centres*, institués par la section 18 du *Criminal Justice Act* de 1948 réussissent là où la section 54 du *Children and Young Persons Act* de 1933 (*détention en remand home*) a échoué. L'organisation de ces établissements devra en tout cas être pensée dans ses moindres détails et l'expérience acquise dans l'application de la section 54 de l'Act de 1933 devrait à cet égard être d'une très grande utilité... ». C'est certainement un des grands mérites de l'ouvrage publié par le Département des Sciences criminelles de l'Université de Cambridge que d'apporter à point nommé à l'administration une documentation très approfondie sur l'un des problèmes les plus actuels de la science pénitentiaire d'Outre-Manche.

G. MAZO.

Strafprozess Ein Lehrbuch (Traité de procédure pénale), par Karl Peters, professeur à l'Université de Münster, Karlsruhe, C. F. Müller, 1952, 594 pages.

L'auteur s'est proposé d'écrire une introduction à l'étude de la procédure pénale allemande, à l'usage des jeunes juristes : nous sommes certain que l'ouvrage qu'il a réalisé dépasse de beaucoup son premier objectif. En effet, le traité du professeur Peters nous donne plus qu'un exposé méthodique des règles de la procédure pénale en vigueur en Allemagne. Il s'étend à des questions d'intérêt général et il les traite avec compétence : avec la compétence du théoricien qui s'est acquis une expérience solide de la pratique judiciaire. Citons, à titre d'exemple, les sections consacrées aux rapports de l'éthique et de la procédure pénale, aux tensions dans le droit de la procédure, aux dangers qui peuvent résulter d'un éventuel abus de la puissance publique dans ce domaine ; signalons également l'exposé concis des grands traits de l'évolution de la procédure pénale. En ce qui concerne l'exposé du droit positif, il est clair et se lit avec agrément : il nous permet de nous renseigner facilement sur telle question de la procédure appliquée actuellement par les tribunaux allemands. Par conséquent, il y a lieu de dire, à notre avis, qu'en publiant son ouvrage, le professeur Peters a rendu un service appréciable aussi aux juristes non-allemands.

I. Z.

Juvenile Delinquency, The Laws of the Forty-Eight States, par Frederick B. Sussmann, *Legal Almanac Series*, n° 22, New-York, Oceana Publications, 1950, 96 pages.

Ce petit ouvrage n'a pas la prétention de constituer une étude scientifique de la question. Les *Legal Almanac Series* ne cherchent pas à s'adresser aux techniciens ni à remplacer auprès de ceux qui pourraient en avoir besoin le recours aux juristes qualifiés. Cette publication a seulement pour but d'apporter au grand public des informations exactes dans le langage habituel de l'homme de la rue sur les principales matières du droit qui préoccupent l'opinion ; il était donc tout à fait naturel que le droit de l'enfance délinquante fit l'objet d'une publication de cette nature.

On sait qu'aux Etats-Unis tout exposé juridique se trouve compliqué par l'existence des lois particulières aux 48 Etats de la Confédération. Dans beaucoup de cas d'ailleurs, le système fédéral se superpose à ces lois particulières. En ce qui concerne spécialement l'enfance délinquante, en l'absence d'une législation fédérale, difficilement concevable, la National Probation and Parole Association a établi, comme elle l'a fait en plusieurs autres matières, un projet de loi modèle relatif à l'établissement des tribunaux pour mineurs (*Juvenile Courts*). On en trouvera d'ailleurs le texte dans le second appendice de ce petit volume, dont le premier appendice contient un tableau de l'état actuel des

tribunaux pour mineurs Etat par Etat, classés par ordre alphabétique, de l'Alabama au Wyoming. C'est assez dire que le criminaliste comparatiste puisera dans cet ouvrage un grand nombre de précisions qu'il lui faudrait sans doute chercher, s'il désirait les trouver, dans une littérature éparsée considérable.

Le texte de l'ouvrage donne lui-même de nombreux renseignements qui renvoient tantôt à la législation particulière des Etats, tantôt au projet standard de la National Probation and Parole Association, tantôt à certaines études ou à certains articles particulièrement importants. L'origine et le développement des tribunaux pour enfants sont rappelés avant que soit examinée la question de savoir ce qu'il convient, dans la pratique américaine, de considérer comme un enfant délinquant. Le fonctionnement des tribunaux pour enfants, les particularités de la procédure, les conditions dans lesquelles le mineur peut être mis en détention, les auxiliaires qui assistent les juges ou les juridictions spécialisés dans leur tâche, sont successivement étudiés.

Avec ses différents tableaux, ses annexes et ses renvois ce petit ouvrage sans prétention est de nature à rendre d'incontestables services à ceux qui cherchent une documentation rapide et exacte sur la façon dont est organisé aux Etats-Unis le droit de l'enfance délinquante.

H. L.

Cycle d'études comparées sur la délinquance juvénile (Rome 3-9 déc. 1950), Publication du ministère de la Justice, Rome, 1952, 452 pages.

Les organisateurs du « Cycle d'études comparées sur la délinquance juvénile », qui s'est tenu à Rome du 3 au 9 décembre 1950, ont eu l'heureuse idée de réunir et de publier l'ensemble des rapports et communications qui ont été faits au cours de ce Congrès. Le recueil ainsi formé représente, pour tous ceux qui se penchent à un titre quelconque sur la question de la délinquance juvénile, une source de documentation du plus grand intérêt, tant en raison de la variété des problèmes examinés — le programme était en effet composé de façon à donner une vue d'ensemble des aspects de la délinquance juvénile — qu'en raison des personnalités qui y ont pris la parole. On sait que ce Congrès, qui s'est déroulé sous les auspices du *ministerio di Grazia e Giustizia*, de l'Administration des Secours Internationaux et de l'Organisation des Nations-Unies, a réuni presque tous les principaux spécialistes italiens et étrangers de la question, sociologues, médecins, psychologues, criminologues, juristes et magistrats, éducateurs, en somme les personnes responsables de la rééducation des mineurs dans les phases judiciaire et exécutive.

Le cycle se déroula en sept journées, chacune d'elles consacrée à l'étude d'un sujet sur lequel étaient présentés deux rapports : l'un par un expert désigné par l'O.N.U., l'autre par un expert italien désigné par le Comité organisateur. Les interventions étaient naturellement autorisées, ajoutant aux conférences l'intérêt de la discussion. Nous donnerons ici un aperçu des rapports et des communications dans l'ordre où ils ont été prononcés, en essayant de dégager de chacun les idées principales.

Prenant la parole au cours de la première journée, après les vœux de bienvenue, le directeur du cycle, M. Ferrari, directeur général pour les institutions de prévention et de peine, développa le sujet suivant : « La délinquance juvénile dans le cadre des problèmes sociaux, et considérations particulières sur son aspect juridique ». Ce fut un exposé de la délinquance juvénile, l'orateur examinant synthétiquement les sujets les plus importants qui seraient développés au cours du Congrès, précisant qu'il s'agissait de faire le point sur la situation actuelle des études, des dispositions sociales et juridiques dans les divers pays, afin d'arriver autant que possible à une unité de vue sur les questions les plus intéressantes et faciliter ainsi la discussion des lois concernant la tutelle et la rééducation du mineur délinquant ou à tendance délinquante.

C'est le Professeur di Tullio, professeur d'anthropologie criminelle à l'Université de Rome, qui développa avec toute l'ampleur désirée le deuxième thème proposé : « Facteurs individuels et facteurs ambiants de la délinquance juvénile ». On reconnaît toujours davantage, dit-il, la nécessité de considérer la personne humaine comme un composé unitaire, inséparable, corps-âme. Les diverses recherches doivent donc toutes être orientées sur les nouvelles doctrines biotypologiques, médico-psychologiques, qui soutiennent la conception unitaire de la personne humaine. Le phénomène de la délinquance est toujours lié à un conflit entre personnalité psychique inférieure et persona-

lité psychique supérieure, entre instinct et raison. Mais finalement, en conséquence de ce conflit intrapersonnel vient se développer un conflit entre individu et société. A la base de tels conflits le professeur di Tullio affirme qu'il y a toujours un trouble, qualitatif ou quantitatif, habituel ou épisodique, de l'affectivité, c'est-à-dire de cette activité psychique, qui est liée à toutes les fonctions végétatives, reproductives et de relation de la personne humaine. D'où la nécessité, lorsque l'on affronte le problème de la délinquance, de penser aux lois qui guident l'évolution de la personne humaine. Enfin, il soutient que les causes de la délinquance juvénile ne doivent pas être recherchées seulement dans l'ambiance ou seulement dans l'individu, mais doivent être vues, étudiées et observées à la fois dans l'individu et dans l'ambiance, se rappelant que la personne humaine est un composé unitaire où tout est interdépendance et intégration.

Le rapport du Professeur di Tullio fut suivi de celui de M. Costa, alors directeur général de l'éducation surveillée au ministère de la Justice à Paris, qui exposa le point de vue adopté par la Commission française chargée par l'O.N.U. et par les organisateurs du Congrès de criminologie de 1950, d'étudier le problème de la délinquance juvénile. Il développa le sujet sur le plan méthodologique. En outre, il souleva la question de la nécessité d'adopter une terminologie commune et d'arriver à une uniformité de langage scientifique et juridique, afin que l'on évite les erreurs découlant du fait que tous les mots n'ont pas le même sens dans tous les pays.

Pour cette même deuxième journée on lira une communication sur : « Les facteurs biologiques de la personnalité », thème développé par le Professeur Bergami, qui précisa comment de l'état de dénutrition chronique peut dériver une sorte de psychose de la faim avec toutes les altérations de caractère nerveux et psychique qui en découlent, la détérioration de la santé physique entraînant la perte de la moralité.

Le Professeur Carnevali, de l'Université internationale Pro Deo, parla de : « La presse périodique en face du problème de la délinquance juvénile ». Après avoir exposé les accusations qu'on porte contre elle, il conclut que même si la presse se montre excessive dans ses manifestations, elle ne peut avoir d'effets criminogènes que sur les sujets prédisposés. Le seul problème qui se pose alors est celui de savoir si, pour sauver les sujets prédisposés, il faut surveiller la presse.

Sur le sujet : « Comment doit être comprise une éducation spirituelle rationnelle pour atténuer et éliminer certains des principaux facteurs individuels de la délinquance juvénile », le Professeur Montesano prit la parole et présenta la spiritualité comme le principal soutien de notre vie. Il fait donc de cette spiritualité un moyen de rééducation capable d'inciter et stimuler la confiance dans la vie.

Pour la troisième journée, dont le sujet proposé était : « Les aspects de la délinquance juvénile », on lira avec intérêt les rapports de Mlle Hudig, juge des enfants en Hollande, et du Professeur Altavilla, de l'Université de Naples. Mlle Hudig s'est ralliée à l'argument de l'interdépendance indissoluble des facteurs individuels et ambiants comme facteurs de la personnalité du mineur, qu'elle considère comme le produit de l'action réciproque des facteurs constitutionnels et ambiants. Elle a étudié la vie de l'enfant dans sa famille, à l'école, à l'église, du point de vue du groupe et du point de vue de la communauté générale. Elle affirme que l'enseignement religieux n'est efficace que pour autant qu'il trouve son application dans la famille. Elle conclut sur l'argument que dans l'œuvre de rééducation il est nécessaire de considérer jusqu'à quel point l'acte de délinquance a été déterminé par l'influence exercée par le groupe social auquel appartient le délinquant. Si cet acte n'est pas en désaccord avec les principes du groupe, il faut réduire non seulement le délinquant, mais aussi le groupe.

Le Professeur Altavilla a dirigé son examen sur le facteur social et familial. Il a donné un tableau complet de ce qu'est la famille. Il a traité le problème du seul point de vue éducatif. Sa vision de la famille peut sembler pessimiste, mais on se rappellera qu'il a insisté surtout sur la famille du Midi, et de Naples en particulier.

A la suite de ce rapport on trouvera des communications très intéressantes sur les sujets suivants : « Délinquance juvénile et analphabétisme », par le Professeur Padellaro, directeur général au ministère de l'Instruction publique et président du Comité central pour l'école populaire. Il distingue avec précision les deux sortes d'analphabétisme, le fait de celui qui ne veut pas aller à l'école et le fait de celui qui veut y aller, mais n'en a pas la possibilité.

M. Minn, qui dirige à Londres le service des « probation officers » fit une communica-

tion sur : « Des expériences d'activité collective entreprises en Angleterre pour la prévention de la délinquance juvénile ».

Enfin, une communication sur : « La délinquance juvénile problème de santé morale », fut faite par le Professeur De Sanctis. Il exposa que, par santé morale, on doit entendre la capacité de vivre en harmonie avec son propre niveau de développement (enfance, adolescence, maturité, vieillesse). La délinquance est donc un mode d'être, un mode de vie, un complexe de désirs et d'impulsions, en somme une forme aberrante du comportement social.

Les rapports et communications de la quatrième journée ont trait au sujet suivant : « L'organisation judiciaire juvénile ». Ce furent M. Dubois, juge des enfants en Belgique, et le Dr Medugno, président du tribunal pour enfants de Milan, qui donnèrent leur point de vue. M. Dubois a tracé l'évolution de cette organisation dans les différents pays sous l'aspect de la législation comparée. En particulier, d'autre part, il recommande que l'on confie aux femmes le soin de s'occuper des enfants et jeunes gens, car elles ont une sensibilité et un tact propres à leur sexe qui leur assurent souvent le succès là où les hommes essuieraient un échec. Il insiste pour que l'on proscrive l'apparat judiciaire qui impressionne l'enfant. L'atmosphère, sans exclure la sévérité, doit être celle d'un conseil de famille. Des auxiliaires sociaux doivent être formés spécialement à cet effet, les volontaires doivent être proscrits. Quoi qu'il en soit, homme ou femme, le magistrat doit se tenir au courant.

M. Medugno traite le même sujet, mais se borna uniquement aux institutions italiennes. Mlle Hudig traita le point de vue des Pays-Bas. Quant à M. Scimeca, président du tribunal pour enfants de Palerme, il prit la parole sur : « Le pardon judiciaire. La séparation des poursuites contre les mineurs co-inculpés avec les adultes. L'intervention à l'audience des assistants sociaux ». Il développa quelques aspects de la législation italienne pour les mineurs.

Le cinquième sujet mis à l'étude était : « L'observation et la diagnose du mineur ». Il fut développé par le Dr Bergier, expert désigné par l'Office Mondial de la Santé et par le Professeur Marzi, directeur de l'Institut de psychologie de l'Université de Bari.

Le Dr Bergier déclare que la diagnose doit être basée sur les conditions physiques, sur la capacité intellectuelle et, surtout, sur l'exploration psychologique vue sous trois aspects principaux : caractère, tendance et développement affectif. Il donne une définition de la psychopathie constitutionnelle et illustre par de nombreux exemples tout ce qui réussit à en éclaircir le concept. D'autre part, il précise qu'à son point de vue l'examen ambulatoire est celui auquel il fait le plus confiance. Il permet une épargne de temps et d'argent, évite de priver l'enfant de son emploi par l'interruption de son contrat d'apprentissage, lui épargne le choc de l'internement. Le Dr Bergier reconnaît toutefois que l'interrogation de l'enfant dans l'institution de rééducation s'impose quelquefois. Il recommande en outre de confier la direction des maisons de rééducation à des psychiatres, seul moyen qui permette à ces derniers de partager dans une certaine mesure la vie du surveillé et de mieux l'observer.

Ainsi que nous l'avons dit, le Professeur Marzi parla sur le même sujet mais donna plus d'importance à l'élément psychologique qu'à l'élément psychopathologique. Pour lui la participation du psychologue à l'activité judiciaire doit être exclusivement technique et, si une évaluation lui est demandée, elle sera toujours une évaluation psychologique.

A ces deux très intéressants rapports fait suite une communication du Professeur Scuri sur : « Les logopathies, éléments négatifs dans la formation de la personnalité juvénile », une communication du Dr Besnelli sur : « L'usage des réactifs mentaux dans la recherche de la personnalité du mineur », et enfin une communication du Dr Giordano qui donne les « Résultats d'une année d'observation psychiatrique des mineurs au Centre de rééducation « Cesare Beccaria » à Milan ».

Au cours de la sixième journée on examina : « Le traitement des mineurs dans les institutions ». Le premier orateur, M. Costa, donne un coup d'œil aux divers types d'institution, puis aux modes de traitements appliqués dans chacune d'elles. Il insiste sur la nécessité de donner au mineur délinquant une formation professionnelle solide qui lui permette de concourir aux examens techniques sur un pied d'égalité avec les élèves normaux des autres écoles professionnelles. Sinon, le diplôme qu'il possède

n'est qu'une illusion qui, loin de l'aider, pourra au contraire lui faire un grand tort lorsque, sorti de l'institution, il cherchera du travail.

M. Leone, directeur de l'Office de rééducation des mineurs au ministero di Grazia et Giustizia traite le sujet pour l'Italie. Les sujets des autres communications étaient les suivants : « Quelques expériences de pédagogie nouvelle effectuées au Centre de rééducation pour mineurs de Rome, conformément aux règlements en vigueur » ; « Le traitement médico-pédagogique, particulièrement en ce qui concerne les sujets névrotiques » ; « Les nouveaux horizons dans la rééducation des mineurs ».

Enfin, la dernière journée était consacrée au développement du thème : « Le traitement du mineur en liberté ». On lira sur ce sujet, avec grand intérêt, le rapport de M. Minn et celui du D^r. Colucci qui dirige l'Office d'études et le service social pour mineurs du ministère de la Justice d'Italie.

M. Minn fit des considérations générales sur la législation relative à la « probation » et à la « parole ». Il définit la « probation » : un moyen légal de traitement de coupables sélectionnés, et la « parole » : la suspension partielle de l'internement dans un institut à condition que le coupable reste sous le contrôle d'une autre personne. M. Minn précisa que pour les juridictions anglaises la « probation » est un des divers systèmes prévus pour récupérer un coupable et n'a pas un caractère exceptionnel. Puis il fit un exposé complet du « probation system » depuis les origines jusqu'à nos jours.

Le D^r Colluci expose le système italien. Il fait ressortir les analogies et les différences entre la « probation » et les deux institutions italiennes qui semblent s'en rapprocher le plus : le pardon judiciaire et la suspension conditionnelle de la peine. Ces deux institutions, comme la « probation » n'enlèvent pas la liberté et donnent au coupable le moyen de reprendre sa place dans la Société.

A la suite de ces rapports, M. Dubois fit une communication sur : « La liberté surveillée » en Belgique et Mlle Vallin, directrice de l'école italienne du service social de Milan, parla de : « La formation de l'assistant social destiné à l'assistance du mineur placé en liberté éducative ».

Pour terminer, on trouvera une intéressante communication de Don Rivolta, animateur du Village de l'enfant de Civitavecchia, dont les méthodes pédagogiques sont suivies avec tant d'intérêt tant en Italie qu'à l'étranger, et qui parla de : « La liberté et la responsabilité, bases de l'expérience pédagogique d'amendement du Village de l'enfant de Santa Marinella ».

Ce compte rendu, qui a plutôt l'aspect d'une énumération, peut sembler fastidieux. Nous ne pouvions malheureusement donner ici un résumé complet des discussions : les rapports, les communications, les interventions étaient trop variés et trop riches pour autoriser un exposé fragmentaire. Nous espérons cependant avoir réussi à faire ressortir tout l'intérêt de ce cycle et montré aux spécialistes quelle belle documentation ils pourront y puiser. Nous regrettons également de n'avoir pu citer tous les auteurs des interventions, et de n'avoir pas mentionné leurs points de vue. Ces interventions sont pourtant un des éléments principaux de la si grande réussite de ce Congrès qui, ainsi que le souhaita le président dans son discours d'introduction, se termina par une mise au point parfaite de la situation actuelle de la délinquance juvénile.

V. T.

Textes de droit familial. Doctrine, enquêtes, commentaires, textes (Les Institutions spécialisées pour l'Enfance délinquante et en danger moral). Editions Juridiques et techniques, Paris, 1951, 24 pages, par P. Ceccaldi.

Nous sommes heureux de pouvoir signaler à nos lecteurs, et surtout à ceux qui s'intéressent de façon active à l'enfance délinquante, le numéro des *Textes de droit familial* consacré aux institutions spécialisées pour l'enfance délinquante et en danger moral. Il est, en effet, difficile de se reconnaître dans ces institutions, mélange de créations récentes et de survivances anciennes et l'on doit une reconnaissance spéciale à M. Ceccaldi qui, avec sa clarté d'esprit et son don de systématisation habituels, a su en donner un tableau clair et utile. On y trouve la liste des tribunaux pour enfants, l'indication des organismes de directions, les établissements d'éducation surveillée, la liste des Associations régionales pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence, celles des œuvres confessionnelles et des institutions laïques, celle enfin des établisse-

ments à caractère médical et la récapitulation par département des institutions habilitées.

Ces listes montrent clairement les réalisations faites — et les lacunes qui subsistent. Signalons à ce dernier point de vue le chapitre consacré aux établissements médico-pédagogiques recevant habituellement des mineurs délinquants : il n'en existe que quatre en tout. Et nous nous joignons à M. Ceccaldi qui souligne énergiquement l'insuffisance du nombre de ces établissements pour espérer que leur nombre sera rapidement accru.

Y. M.